

vuesDensemble

MARLÈNE LEROUX

MUTATIONS ET DÉFIS URBAINS EN MILIEU RURAL

TERRES CHINOISES

MētisPresses

ACCÈS À LA VERSION NUMÉRIQUE

Connectez-vous au site de MêtisPresses et accédez à la page de l'ouvrage. Cliquez sur le bouton «Version numérique» et vous serez redirigés vers le livre numérique en ligne.

La version numérique enrichie donne notamment accès, en complément à l'édition imprimée, à des diaporamas et des liens externes, ainsi qu'à un atlas cartographique interactif.

Le lecteur rencontrera tout au long du présent livre le symbole  indiquant la présence, dans la version numérique, de documents complémentaires.



MêtisPresses © 2019

Route des Acacias 43, CH-1227 Genève
www.metispresses.ch

ISBN: 978-2-94-0563-54-8

Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

Table des matières

Préface de Jacques Lévy	9
Introduction	13
<i>La campagne comme objet d'étude et socle de réflexion / Dépasser la dichotomie ville-campagne / Le territoire invisible / Connaître le territoire pour agir</i>	
PARTIE 1 / PANORAMA DES CAMPAGNES CHINOISES	23
Identité et perception de la campagne chinoise à travers l'histoire	27
<i>La campagne dans la civilisation chinoise ancestrale / Structure et organisation du monde rural chinois au début du 20^e siècle / Conception ruralo-centrée à l'ère maoïste / La campagne chinoise et les réformes économiques</i>	
L'édification des nouvelles campagnes socialistes	39
<i>S'atteler aux «trois problèmes ruraux» / Les outils de la planification du territoire / Triptyque d'acteurs / Effets collatéraux de l'urbanisation massive des campagnes chinoises / Rêveries d'écocités</i>	
Portrait actuel des campagnes chinoises	69
PARTIE 2 / DIAGNOSTIC TERRITORIAL	73
Analyse multiscalaire et multitemporelle	79
<i>Les composantes territoriales à l'échelle régionale / La nature des zones intermédiaires / Analyse multitemporelle à l'échelle locale</i>	
Chengyang, province du Shandong: terres arables en déclin	91
<i>Réalité historique – Chengyang en 2005 / Le projet de la ville nouvelle de Chengyang / Réalité perçue – Chengyang en 2015 / Relation entre planification et réalité du territoire / Conclusion</i>	
Dengfeng, province du Henan: berceau de l'agriculture chinoise	111
<i>Réalité historique – Dengfeng en 2005 / Le projet de la ville nouvelle de Dengfeng / Réalité perçue – Dengfeng en 2015 / Relation entre planification et réalité du territoire / Conclusion</i>	
Dujiangyan, province du Sichuan: le potager de la Chine	131
<i>Réalité historique – Dujiangyan en 2005 / Le projet de la ville nouvelle de Dujiangyan / Réalité perçue – Dujiangyan en 2015 / Relation entre planification et réalité du territoire / Conclusion</i>	
Enseignements du diagnostic territorial	149

PARTIE 3 / SCÉNARIOS À LA MANIÈRE DE...	155
Anachronisme	159
Triptyque pour l'avenir des campagnes chinoises	163
<i>Scénario de l'hégémonie gouvernementale / Scénario du «laisser-faire» / Scénario du savoir-faire rural</i>	
Épilogue	181
Bibliographie	185
Crédits	191

PENSER L'INÉDIT DANS L'ACTION

par Jacques Lévy

Ce livre aborde un problème inédit, celui de l'urbanisation en un temps record d'un immense pays qui était il y a peu surtout rural dans un contexte marqué par deux éléments majeurs: une croissance économique impressionnante durant plusieurs dizaines d'années, qui sert de support à un développement tout aussi impressionnant; un régime autoritaire à tendances totalitaires qui tente de contrôler ces dynamiques par tous les moyens à sa disposition.

Un nouveau pays

Cette urbanisation est récente et c'est aussi pour cette raison qu'elle est aussi spectaculaire: il existe un stock de population rurale, qui à la fin de la période maoïste, correspondait à plus de 80 % de la population totale. Depuis les années 1990, le rural, explique Marlène Leroux a été découpé par le pouvoir en trois logiques distinctes: un groupe social, les paysans, une branche économique, l'agriculture et un espace, la campagne. Les paysans ont constitué, sous la forme d'une migration licite (avec permis) ou illicite (míngōng, 民工, c'est-à-dire «travail populaire», qui donne bien l'idée d'une main-d'œuvre générique aisément corvéable) vers les villes, un levier humain essentiel. Cela a aussi contribué à une rupture dans les manières de produire des biens alimentaires et à bouleverser les sociétés agraires locales. Comme le montre cet ouvrage, il y a un rapport entre cette déstructuration et le déséquilibre politique particulièrement marqué dans les campagnes, qui empêche les sociétés locales de construire un tant soit peu leur destin.

C'est un processus qui a existé de manière plus ou moins régulée en Europe. C'est l'Angleterre du 16^e au 19^e siècle qui offrirait la comparaison la plus pertinente, mais avec des masses bien plus faibles et des rythmes bien moins intenses. Il y a dans les géographies chinoises un *effet de souffle* tellement énorme que le séisme meurtrier du Sichuan de 2008, qui a affecté l'une des situations analysées dans le livre apparaîtrait presque comme un incident de parcours.

Le troisième aspect de la ruralité, les campagnes, présente en Chine des caractéristiques typiques des sociétés asiatiques caractérisées par une agriculture à fort rendement mais à faible productivité, contrairement à l'Europe où, dès le 18^e siècle, l'augmentation des rendements a été associée à une hausse de la productivité, qui s'est traduite par une diminution du nombre des agriculteurs. En Asie, des densités extrêmement fortes qui peuvent atteindre 1 000 habitants au km², proches donc d'une densité urbaine, ont persisté jusqu'au mouvement d'urbanisation en cours.

C'est, le livre décrit bien le phénomène, ce qui permet une urbanisation *in situ* qui complète les migrations.

On observe ce phénomène un peu partout dans l'est de la Chine et tout spécialement dans les trois grands deltas (fleuve Jaune, Yangzi et rivière des Perles), qui concentrent plusieurs centaines de millions de personnes. Il en résulte que des aires urbaines gigantesques sont en train de naître, bien plus peuplées que la Randstad ou la plaine du Pô et bien plus compactes que les Mégapolises états-uniennes. Elles associent des métropoles en croissance rapide et un tissu «conjonctif» constitué de campagnes densément peuplées qui s'urbanisent, elles aussi. Cet événement vaut d'être pensé simultanément comme une *transition* entre deux états, qui va encore se poursuivre pendant quelques dizaines d'années et comme une *situation* plus ou moins stable dont on peut déjà imaginer certaines composantes, qui devra articuler des centres, des banlieues et des espaces moins denses. C'est encore plus vrai dans les régions périphériques ne disposant pas d'avantage comparatif décisif, où la croissance démographique pourrait se tasser rapidement tandis que l'agriculture restera une branche importante et qu'une partie des mǐngōng reviendront dans leur lieu d'origine.

Dans la Chine d'aujourd'hui, le pouvoir politique, aristocratique et autoritaire dans ses fondements, se sent conforté dans cette posture par l'urgence: il faut agir vite et fort, sans ralentir le tempo, sous peine de bloquer tout le système. L'actualisation d'une tradition despotique millénaire se fait actuellement sous la figure de la technocratie. La transformation du pays est mise en œuvre par un ensemble d'experts imbriqués dans les chaînes de pouvoir et persuadés qu'ils savent mieux que les citoyens ce qui est bon pour eux. Comme le montre l'auteur, le discours des tenants du Mouvement moderne, hyperplanificateur, exprimant avec arrogance la certitude de faire le bonheur des habitants, malgré eux si nécessaire, et représentant l'espace urbain comme une liste de fonctions séparées par un zonage strict, résonne favorablement aux oreilles des décideurs. La Chine contemporaine, c'est chaque jour un nouveau «Plan Voisin» confié à un clone de Le Corbusier qui se réjouit qu'on le laisse aussi facilement définir en même temps les «besoins» du peuple et les moyens de leur «satisfaction» et qui constate, rassuré, que, *jusqu'ici, tout va bien*.

Tout ne va pas si bien, car même, en étant, jusqu'à présent, relativement acceptée tant que le développement est au rendez-vous, la méthode, comme les cas concrets étudiés, engendre les désordres typiques que la recherche d'un contrôle absolu sur la vie sociale peut provoquer. Ces manières de faire suscitent aussi des réactions non négligeables de la part de différents secteurs de la société, d'autant que les factions politiques au pouvoir à l'échelle des villes, des provinces et du pays manifestent une incontestable propension à la corruption, particulièrement insupportable aux démunis.

Le modèle urbain mis en œuvre tend à se sophistiquer dans les grandes villes, s'ouvrant à une culture de l'espace public que les citoyens, pourtant récents, inventent avec bonheur. Cependant, lorsque l'on aborde des zones moins métropolitaines ou plus reculées, celles que l'auteur a étudiées, où la verticalité du pouvoir s'impose plus brutalement, ce sont des versions très appauvries de cette culture qui dominent. Se trouvent alors créées les conditions de lourds dysfonctionnements pour la période

à venir et d'autant plus si, comme c'est probable, les taux de croissance confirment leur baisse dans les prochaines années.

Les scénarios qu'envisage l'auteur tiennent compte de cette complexité et celui qui lui semble le plus souhaitable et qui correspond le mieux aux trois «piliers» du développement durable se fonde sur un développement endogène, c'est-à-dire tirant son énergie et sa cohérence des sociétés locales, avec l'ensemble de leurs acteurs et l'ensemble des activités utiles qui s'y déploient.

Un nouvel urbanisme

Ce livre, original à bien des égards, n'aurait pu être écrit sans l'itinéraire singulier de son auteur. Ce parcours est à la fois une expérience, un ensemble de techniques et une vision d'ensemble: parler chinois, parcourir la Chine, comprendre ses logiques, ses déséquilibres dynamiques, la placer dans un moment historique et dans une situation géographique, mais ne pas s'arrêter là: s'y installer, y travailler, se frotter à toutes les complications et embrasser toutes les promesses que ce moment offre à une démarche à la fois innovante et bienveillante. C'est ce qu'a fait Marlène Leroux avec son équipage existentiel (Francis Jacquier) et sa petite entreprise. Peut-on rêver meilleure formation ?

Or la ville est une chose vraiment trop sérieuse, et de plus en plus, pour être laissée à la raison architecturale, qui se situe en apparence dans le même registre mais qui se révèle en fait son antithèse presque totale. En revanche, partir d'une formation d'architecte pour devenir urbaniste en ayant compris que ce sont deux métiers différents peut donner des résultats remarquables, le meilleur des deux mondes. D'un côté, le goût de la projection, l'implication dans l'action, la maîtrise des langages visuels et l'aptitude à répondre dans les temps à une commande extérieure; de l'autre, la capacité à analyser et à prendre en considération les environnements de toutes échelles spatiales et temporelles et de toutes natures qui spécifient les lieux cibles, la conscience que l'écoute des habitants est une force sans pareille, la conscience que l'urbaniste est un acteur parmi d'autres acteurs et l'humilité de reconnaître que la ville n'a ni «composition», ni auteur, mais un devenir fait de millions d'intentions. Au bout du compte, se révèle un paysage épistémique vertigineux qui s'installe peu à peu dans l'espace mental des urbanistes contemporains: l'«analyse» et le «projet» sont moins des moments successifs que deux points de vue sur la même pratique. L'urbanisme n'a plus grand-chose à voir avec l'idée naïve de planification. Sa puissance stratégique repose à la fois la médiation politique reliant tous les protagonistes et sur la traduction permanente entre l'observation et l'action. Marlène et Francis avaient compris cela dès leurs travaux d'étudiants. Mais n'était-il pas suicidaire de choisir la Chine pour l'expérimenter en vraie grandeur ? Ce livre prouve que non.

Penser et agir selon des principes qui ne sont pas encore partagés par tous dans les environnements où l'on intervient, mais apporter une contribution d'autant bienvenue que cette pensée et cette action sont, on en est encore plus convaincu après qu'avant, profondément en phase avec les exigences du présent: c'est possible parce que c'est nécessaire.

Introduction

Tout pourrait commencer par le récit d'un fait divers: la démolition de la *maison clou de Chongqing*. Particulièrement frappante, l'image de cette maison juchée sur un monticule de plus de 10 mètres de hauteur a fait le tour du monde (ill. 1 et 2).

Les propriétaires, M. et Mme Wu, se sont saisis de cet engouement planétaire pour faire passer un message de contestation en érigeant une gigantesque bannière: «Il est interdit de porter atteinte à la souveraineté de la propriété privée» (ZHANG PINGHUI 2007). Depuis lors, le néologisme de *maison clou* désigne les logements que leurs propriétaires refusent résolument de quitter malgré les démarches d'expropriation engagées par la promotion immobilière. Il symbolise la résistance face aux expulsions inhérentes à l'explosion urbaine que connaît la Chine depuis 20 ans.

D'ici 2025, pas moins de 5 millions d'immeubles – 40 milliards de mètres carrés de surface brute de plancher – vont être construits, ainsi que 5 milliards de mètres carrés de routes (ill. 3). Durant la même période, 240 millions de personnes migreront vers les villes. Et la Chine comptera 350 millions d'urbains en plus (YUSUF et SAICH 2008).

Alors que le processus d'urbanisation n'avait que marginalement touché la campagne jusqu'à

1-2. MAISON DE CLOU DE CHONGQING, ICÔNE DE LA RÉSISTANCE CONTRE L'EXPROPRIATION (@THEATLANTIC.COM) ©.

3. ROUTES EN CONSTRUCTION, CHENGYANG, SHANDONG, 2013 (@MARLÈNE LEROUX).



cette date, en octobre 2005, le 16^e Comité central du Parti communiste chinois adopte le Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes – *jianshe shehui zhuyi xin nongcun* – du 11^e Plan quinquennal (2006-2010). Le monde rural se retrouve soudain plongé au cœur des enjeux économiques, politiques et environnementaux du pays, précipité dans des mécanismes de mutations profondes et irréversibles. L'urbanisation massive des campagnes chinoises qui débute alors témoigne d'une tension majeure entre désir de modernité et réalité socioenvironnementale.

Le Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes s'inscrit dans une longue tradition de réformes agraires. L'identité et le statut du monde rural chinois vacillent entre permanence et rupture, mais toujours dans une relation complexe avec le gouvernement central. Entre ambitions nationales et résistances locales émergent de nouvelles identités spatiales du rural qui bousculent la conception classique de séparation claire, dichotomique, de la ville et de la campagne. Ces phénomènes génèrent des situations territoriales inédites, complexes, mais aussi problématiques (ill. 4).

Le mode d'urbanisation adopté pour édifier les nouvelles campagnes socialistes fait essentiellement fi du relief, du climat, des ressources naturelles, de la structure agraire, de la culture ou des communautés locales, en bref, de toutes les spécificités territoriales et culturelles. Il repose principalement sur la création d'un système urbain *ex nihilo*, en plaquant sur le territoire, comme sur une page blanche, une grille viaire, réceptacle d'opérations immobilières. Cette spéculation territoriale efface toute trace du parcellaire séculaire, ne laisse aucune empreinte du temps. La valeur du territoire rural semble n'être évaluée qu'à l'aune de sa capacité à être univoquement transformé par son urbanisation.

Or, la campagne n'est ni une ville en devenir ni un territoire arriéré et néfaste. Le statut rural doit être stabilisé, devenir un état recherché, apprécié et valorisé et non



4. POTAGERS IMPROVISÉS SUR
LES RIVES DU GRAND CANAL,
HANGZHOU, JIANGSU, 2009
[© JÉRÉMIE DESCAMPS].



5. PLATEBANDES À DESTINATION ORNEMENTALES DÉTOURNÉES EN POTAGERS VIVRIERS, CHENGYANG, SHANDONG, 2010 [© MARLÈNE LEROUX].

plus un état perpétuellement précaire. La campagne doit faire l'objet d'une stratégie durable reposant sur un sujet collectif, une identité reconnaissable et prometteuse. Elle doit être aménagée pour et par ses qualités intrinsèques, en adéquation avec les diagnostics territoriaux établis. La campagne ne doit plus être considérée uniquement comme *l'autre* de la ville. Elle doit être mise en perspective avec la complexité des paramètres qui interagissent et définissent son identité ainsi que les rôles qui lui sont attribués, aujourd'hui et à l'avenir.

C'est en ce sens que nous abordons ici la thématique de la campagne, et tout particulièrement celle de la campagne chinoise, comme un objet d'études à part entière. Il est temps de réorienter notre regard de l'espace urbain vers l'espace rural et d'y évaluer les effets environnementaux, sociaux et culturels du processus d'urbanisation massive des campagnes chinoises (ill. 5).

La campagne comme objet d'étude et socle de réflexion

Dans son ouvrage *Rural*, Michael Woods utilise indifféremment les termes *campagne* et *rural* qui, d'après son analyse sémantique et multilingue, sont équivalents tant dans la littérature scientifique que dans l'usage courant. Pour autant, ils semblent parfois trop restrictifs et peinent à exprimer l'infinie complexité de cet objet d'étude qui semble mieux représenté par l'expression plus englobante de *monde rural*. En Occident, il faudra attendre le 19^e siècle pour que la campagne revête son identité sublimée et idéalisée, échappatoire indispensable aux villes surpeuplées et polluées. Magnifiée pour son territoire envisagé comme le lieu possible d'une idylle avec la nature, la campagne peut être, à l'opposé, décrite comme arriérée, sous-développée et donc à moderniser.

Plus récemment, l'émergence des questions écologiques et environnementales fait apparaître une nouvelle relation à la campagne, principalement conflictuelle avec l'homme qui se révèle être un terrible fléau. L'harmonie idéale entre l'homme et la nature semble désormais de moins en moins possible et seuls les dysfonctionnements sont mis en exergue. En réaction à l'ambivalence des relations à la nature, il est nécessaire d'assouplir les cadres perceptifs du monde rural afin de mieux établir la relation entre la réalité du monde rural et ses représentations, mais aussi entre le temps de l'homme et celui de la Terre. Dans un article à propos du *paysage incertain*, François Walter rappelle que:

Le paysage peut changer indépendamment de toute action de l'homme, parce qu'il résulte dans sa réalité observable de la variation de mécanismes naturels, climatiques notamment. (WALTER 2006)

Il s'agit d'accepter que le monde rural ne fasse que se redéfinir et qu'il connaît des évolutions permanentes tant dans sa constitution et son activité que dans son statut.

En ce début du 21^e siècle, la population mondiale urbaine a, pour la première fois de son histoire, dépassé en nombre la population mondiale rurale. Pourtant, la problématique de la campagne, dorénavant englobée dans des questions plus larges de territoire et d'environnement, n'a jamais été aussi présente, comme en témoigne le nombre croissant d'études partant à la recherche de l'invention collective d'une nouvelle représentation de la ruralité. Elle est parfaitement dépeinte par la narration du périple de la fleur de coton à travers le monde, lorsqu'Erik Orsenna élabore son *Petit précis de la mondialisation* (2007). Il y met en exergue la place fondamentale des territoires ruraux dans l'émergence du phénomène de globalisation.

Ainsi, à cheval entre récits globaux et enjeux locaux, le monde rural s'exprime comme la multiplication des processus culturels et sociaux qui intensifient les interdépendances et les échanges économiques à l'échelle globale, tout en favorisant une prise de conscience croissante de l'impact de la relation entre les éléments locaux et lointains. Finalement, qu'il s'agisse de scénarios d'hyperglobalisation ou traditionalistes, les territoires ruraux sont des acteurs majeurs de la mondialisation et doivent savoir s'inventer de nouvelles identités. Cette accélération génère des *paysages incertains*, produits aux multiples facettes porteuses de sens très divers, voire contradictoires.

Dépasser la dichotomie ville-campagne

En 1977, le *Dictionnaire de la géographie* de Pierre George présente une définition de la ville, mais se contente d'affirmer au sujet de la campagne: «La campagne s'oppose à la ville.» L'espace rural ne se trouve donc défini qu'en creux, par défaut, comme tout ce qui reste après avoir soustrait l'espace urbain. Le couple ville-campagne devient antinomique et ses composantes n'auront dès lors de cesse d'être confrontées et comparées l'une à l'autre. Traditionnellement, dans l'imaginaire collectif, la ville est le lieu du bruit, des mondanités et de l'ambition; la campagne est celui de l'ignorance. À la notion de modernisation s'associe l'urbanisation qui représente un des plus vieux



et des plus efficaces outils du changement et qui a façonné les sociétés tout autour du globe. On déplore la mort des villes [DAVIS 2009] ou, à l'inverse, on clame la ville émergente [CHARMES et LÉGER 2009]. Mais une fois encore, il s'agit d'une discussion à propos de la ville tandis que la campagne, elle, reste silencieuse, bien que systématiquement impliquée.

Cependant, l'émiettement des villes dans les campagnes et l'imbrication territoriale qui s'ensuit, gomme la séparation entre villes et campagnes et les deux notions, hier contradictoires, finissent par coïncider. Cette situation nouvelle met en exergue l'ambiguïté de la définition dichotomique ville-campagne. Elle génère parfois des situations insoutenables où notre quête de nature, de ses représentations et la conquête de nouveaux espaces entraînent la destruction de cette même nature, de la biosphère [BERQUE 2004].

À l'aune de l'actuelle crise environnementale, il conviendrait de chercher des modèles conceptuels plus larges, pour repenser cette dialectique. L'espace rural n'y serait pas simplement une victime des changements climatiques, de l'invasion des villes, de la pollution des industries, mais un levier majeur dans la construction d'une société plus durable, reposant sur l'usage d'énergies renouvelables et le respect des écosystèmes existants [WOODS 2010].

Le monde rural ne doit plus être perçu comme un territoire incomplet, non achevé, dont l'avenir ne peut prendre que la trajectoire unique d'une modernisation inéluctablement associée à l'urbanisation [ill. 6 et 7]. La campagne est capable de suivre un développement endogène et indépendant. Rejetant le dogme évolutionniste de la modernisation, le nouveau paradigme donne une place différenciée à la campagne, en fonction de ses ressources sociales, culturelles et environnementales, uniques et maîtrisables suivant un mode de développement propre [WOODS 2010: 141].

Le territoire invisible

Lors de l'un de ses nombreux séjours en Chine, le sinologue Simon Leys surprend les regards perplexes des autochtones qui le croisent. Il est projeté dans l'infinie profondeur de ce qui lui restera pour toujours inconnu:

6. PHOTO SATELLITE
[24°18'34.28"N109°21'34.31"E],
ALTITUDE THÉORIQUE: 1.77 km,
LIUZHOU, GUIZHOU, 2005.

7. PHOTO SATELLITE
[22°58'02.20"N113°07'29.61"E],
ALTITUDE THÉORIQUE: 742 m,
FOSHAN, GUANGDONG, 2010.



Ce genre d'apparition entrevue dans une ville où normalement les étrangers ne viennent guère fait soudain soupçonner que la Chine à laquelle nous n'avons pas accès – c'est-à-dire 90% des villes et 99,9% des campagnes – pourrait bien être sensiblement différente de celle que nous sommes habituellement autorisés à visiter. (LEYS 1998: 299)

Nous sommes pourtant à l'aube des années 2000 qui porte les signes de l'émergence d'un accès global à l'information et de l'ouverture, de plus en plus fluide, de la plupart des pays du monde; une ouverture à laquelle même la Chine a dû se soumettre. Concomitamment, l'émergence de phénomènes urbains au niveau mondial suscite un immense intérêt. Néanmoins, l'impressionnante production de littérature qui en résulte présente deux lacunes majeures.

D'une part, les études du phénomène de mutation des territoires se focalisent principalement sur la production urbaine et non sur le territoire dans son ensemble, sauf lorsque la *ville diffuse* – ainsi que l'entend le théoricien Bernardo Secchi – déborde et englobe les territoires alentour. Trop peu encore placent le monde rural au cœur de leurs réflexions. Pourtant, chaque portion de ville construite correspond à une portion équivalente de zone rurale détruite. Michael Woods, qui dédie un ouvrage à la question du rural, regrette aussi ce déficit d'intérêt et juge erronés les arguments suggérant que, face à des espaces urbains envahissants, le rural n'est plus une catégorie significative. La ruralité continue d'être un concept culturel en tant que tel et d'avoir une influence sur la formalisation sociale, économique et géopolitique de la plupart des régions du monde (WOODS 2010).

En Chine, les études menées récemment sur ses territoires ruraux sont d'un grand intérêt car toutes prennent un soin particulier à l'examen détaillé des aménagements ruraux et du patrimoine bâti. Par contre, elles ne se focalisent souvent que sur un ou quelques villages et perdent ainsi la vision d'ensemble de l'échelle locale, régionale et *a fortiori* nationale, alors que cela constitue pourtant l'un des enjeux fondamentaux des mutations massives du monde rural chinois.



D'autre part, les phénomènes urbains, mondiaux comme chinois, sont principalement envisagés au travers des aspects sociaux, économiques, politiques ou historiques. Très peu d'études sont spatialisées, inscrites dans des situations territoriales précises, permettant d'appréhender l'impact réel des mutations sur le territoire. En outre, celles qui le sont se focalisent sur les phénomènes urbains les plus accessibles comme les mégalo-poles de la côte est, les terrains les plus identifiables (éléments patrimoniaux) ou les projets phares (grands bâtiments). Par conséquent, les régions reculées, pour lesquelles l'accès à l'information est ardu, sont particulièrement méconnues, ce qui prive une grande partie du territoire de toute investigation alors que s'y concentre la plus grande production de villes standard colonisant les campagnes (ill. 8).

Connaître le territoire pour agir

Cet ouvrage s'inscrit dans la période de mutation massive des territoires ruraux chinois qui s'est ouverte avec l'adoption du Programme d'édification des campagnes socialistes en 2005 et dont il ambitionne d'évaluer les impacts. Bien que contemporain, il se positionne tout d'abord dans la continuité historique et contextuelle de la question des campagnes chinoises avant de s'atteler à l'analyse des objectifs et ambitions de cette dernière réforme agraire, ainsi qu'aux moyens et mécanismes mis en œuvre pour sa réalisation prompte et étendue.

Face au procédé urbain expansif qui s'impose au cœur des campagnes, l'ouvrage mesure ensuite les convergences et conflits entre la création *ex nihilo* d'une nouvelle structure urbaine et la persistance de cultures et pratiques locales. Seule une analyse précise et localisée des effets de ce procédé urbain sur le territoire permettant d'en évaluer les conséquences, il est procédé à une étude de plusieurs projets d'urbanisation implantés dans des zones rurales chinoises. Tout en se concentrant sur la dimension territoriale et les impacts spatiaux des phénomènes, la dimension globale de la problématique est mise en exergue en faisant appel aux paramètres environnementaux, mais aussi économiques, sociaux et culturels. Ainsi la limite de disponibilité des ressources d'énergies fossiles, le gaspillage des terres agricoles et la difficulté croissante d'accès à l'eau sont autant de conditions environnementales qui interrogent l'apparition prochaine du point de non-retour, de la perte irrémédiable de la dimension rurale du territoire chinois.

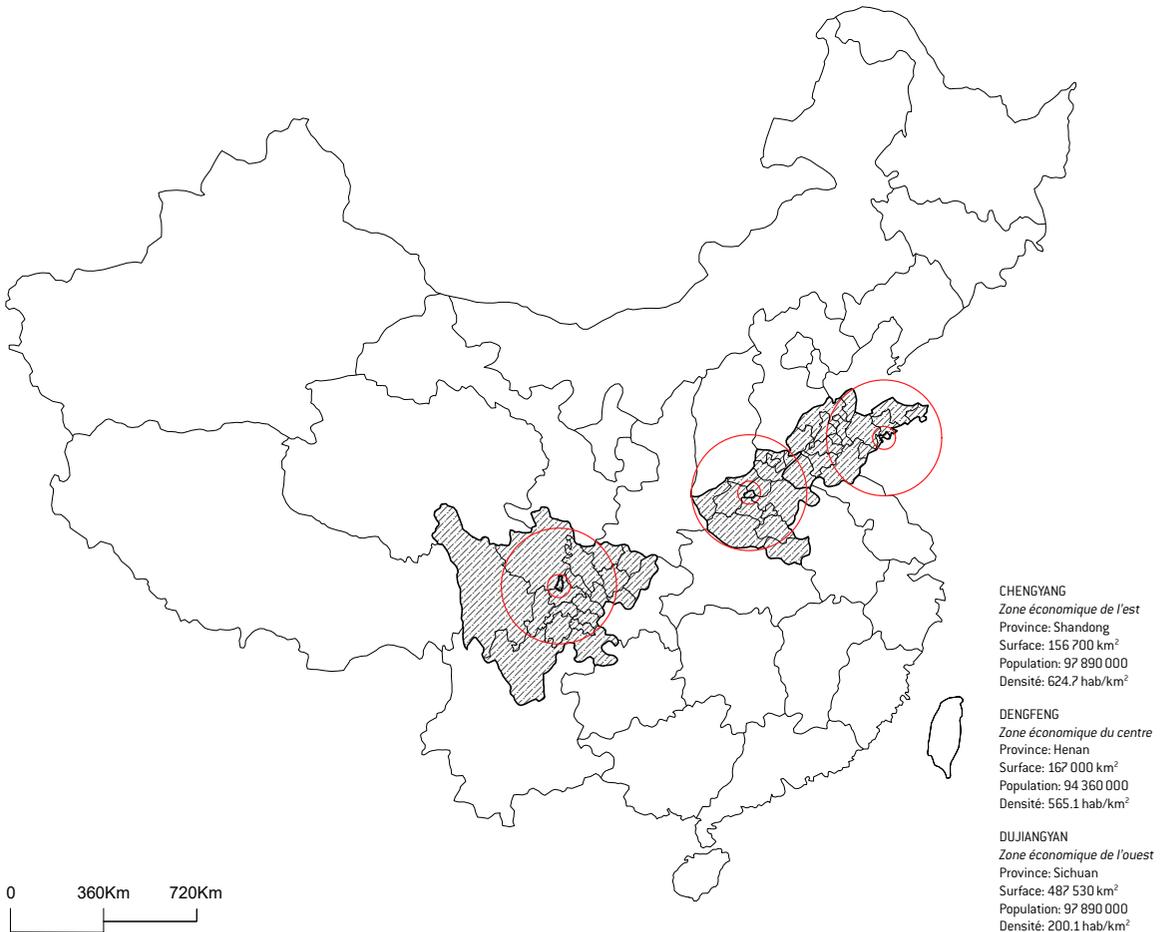
Un diagnostic de la réalité des transformations territoriales exige également de prendre en compte le passage du temps, afin de faire le lien entre les situations actuelles et les souvenirs de leur identité passée. En effet, si notre champ d'investigation se définit par un type de territoire, le monde rural chinois, lui, est aussi défini par une période spécifique, celle de sa transformation. Ici, l'étude d'un processus de mutation comprend plusieurs perceptions d'un même territoire: ce qu'il était avant, ce qu'il est advenu et comment il avait été projeté, soit l'ensemble de ses identités et images collectives au cours du temps.

Pour établir le diagnostic territorial des impacts du programme d'urbanisation des campagnes, un corpus de dix terrains d'études a été sélectionné, constituant un

ensemble représentatif de situations d'espaces ruraux en mutation ⁽²¹⁾. Leur observation a permis d'appréhender l'envergure et l'intensité du phénomène étudié. Trois cas ont ensuite été retenus pour faire l'objet d'une analyse de détail. Ils tracent une diagonale dans le territoire chinois, comme une coupe topographique, climatique et agricole du pays mais également économique, sociale et culturelle (ill. 9). Ils ont été sélectionnés pour leur représentativité des phénomènes de mutation des territoires ruraux à différents stades d'urbanisation. Pris comme sources primaires, ils sont autant d'échantillons témoins dont l'analyse précise permettra d'établir le lien entre ambition planificatrice et réalité. La disponibilité des données peut s'avérer problématique lorsque l'analyse porte sur un processus en cours, un objet d'étude par nature mouvant et instable. La question de l'accès aux données, de leur valeur et de leur objectivité peut aussi se poser, en Chine tout particulièrement. Pour remédier à cette difficulté, tout un arsenal de sources et de types d'informations a été exploité. L'analyse se base ainsi sur un panel complet de documents officiels tels que plans de planification officielle, documents d'exécution, projets de concours, rapports



9. LOCALISATION DES TROIS CAS D'ÉTUDE SUR LA CARTE DE LA CHINE.



d'activité et archives diverses, mais également des brochures de promotion, des publicités et des articles de journaux. Les données collectées et croisées couvrent une période de 10 ans, de 2005 à 2015.

Ces données ont été mises en perspective avec un travail de terrain réalisé dans le même laps de temps, dans le cadre de la pratique professionnelle de l'auteure, qui, après un premier séjour en 2005 au sein de l'Institut d'urbanisme de l'université Tongji, a fondé à Shanghai une agence d'architecture et d'urbanisme (21), en association avec Francis Jacquier et trois architectes chinois, Feng Yang, Fang Weiji et Wang Mingbo. Dans le cadre de sa pratique du projet en Chine, elle a été amenée à côtoyer très régulièrement le monde rural chinois et a contribué à la planification de certaines de ses mutations. Une importance majeure a également été accordée aux rencontres et échanges avec des professionnels de l'espace construit tels que des urbanistes au service d'instituts chinois ou d'entreprises internationales, des entrepreneurs, des représentants de gouvernements locaux et des membres de comités villageois.

L'observation des mutations territoriales irréversibles à laquelle a conduit l'analyse fine et territorialisée des impacts de l'urbanisation des campagnes chinoise, débouche finalement sur une démarche prospective d'élaboration de scénarios d'avenir du territoire rural. Proposant une alternative aux situations de perte irréversible de la dimension rurale, une démarche inclusive d'aménagement des campagnes est proposée, permettant de tester les potentiels d'un nouveau paradigme de perception ruralo-centrée du territoire, fondé sur la proposition d'une nouvelle relation entre ville et campagne.

PANORAMA DES CAMPAGNES CHINOISES

Partie 1

城市中国

Urban China



⑩

10. SÉLECTION DE COUVERTURE
URBAN CHINA (城市中国),
REVUE CHINOISE D'ÉTUDE DES
MUTATIONS URBAINES EN COURS,
INITIÉE PAR L'URBANISTE ET
THÉORICIEN JIANG JUN.

Loin de chercher à asséner des jugements normatifs quant aux succès et échecs des mutations actuelles, l'urbaniste et théoricien chinois, Jiang Jun, initiateur de la revue *Urban China*, considère l'urbanisation de la campagne chinoise comme la manifestation spatiale d'un processus de modernisation et d'évolution nécessaire. Pour les comprendre, les changements drastiques et les conflits qu'ils engendrent doivent être mis en perspective avec leur contexte historique, économique et culturel. Ainsi seulement, les impacts territoriaux de ces mécanismes peuvent être attentivement examinés et leurs développements possibles sereinement envisagés (JIANG 2010) (ill. 10).

Resituer les phénomènes actuels dans leur contexte historique permet de révéler les signes de récurrences, de continuités et de ruptures d'une culture séculaire basée sur des mythes fondateurs qui induisent une certaine confusion entre croyances et réalité. C'est l'objectif poursuivi par cette première partie.

IDENTITÉ ET PERCEPTION DE LA CAMPAGNE CHINOISE À TRAVERS L'HISTOIRE

La campagne dans la civilisation chinoise ancestrale

Il n'est point aisé d'établir la longue liste des témoins des identités chinoises qui ne se laissent pas infléchir par le temps, pour reprendre l'expression de l'historien Fernand Braudel, lorsqu'il définit la notion de civilisation: «Ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir» (BRAUDEL 1979). L'écriture, la médecine traditionnelle et la représentation du monde, avec son lot de légendes et de contes imprégnant l'imaginaire collectif, sont autant d'éléments qui témoignent de la civilisation séculaire chinoise. L'art des paysages peints (*shanshui*) par exemple, enseigne la permanence de la relation idéale de l'homme avec le territoire. Qu'il s'agisse de la représentation d'une nature sauvage, artificialisée ou productive, la part laissée aux éléments naturels est toujours prédominante, elle illustre la conception chinoise de la place de l'homme dans le monde. En effet, face à l'un ou l'autre des paysages peints, qu'ils remontent à plusieurs siècles ou à une journée seulement, le parcours de l'œil de l'observateur reste le même. Le poète François Cheng en extrait l'essentiel:

Au début, il [l'observateur] admire les montagnes, les arbres, les brumes, les fleuves et tout ça... Mais il finit quand même par fixer son regard sur ce petit bonhomme qui est là. Il va s'apercevoir que ce petit bonhomme est situé quelque part au cœur du paysage et qu'il est en train de contempler ce paysage [...]. On finit par penser qu'il est l'œil éveillé et le cœur battant du paysage. Le ciel étoilé, le soleil couchant, c'est nous qui les avons vus, sinon c'est un peu en pure perte. (CHENG 2009) (ill. 11) (11)



11. WANG XIMENG, (1096-1119), DYNASTIE DES SONG DU NORD, THOUSAND LI OF RIVERS AND MOUNTAINS, THE PALACE MUSEUM, 故宫博物院, BEIJING (© DPM.ORG.CN).





12. SHENNONG, DIVIN PAYSAN OU EMPEREUR DU FEU, CRÉATEUR MYTHOLOGIQUE DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE CHINOISE ET DE LA SCIENCE AGRAIRE.

Pour établir le portrait du rural à travers l'histoire, il est nécessaire de se référer à plusieurs mythes et personnages fondateurs. La société chinoise s'est constituée à partir d'une dynastie légendaire: la dynastie des Xia. Elle repose sur deux personnages mythiques nommés Nuwa et Fuxi. Nuwa s'est principalement chargée de réorganiser le monde, jusque-là dans le chaos complet, et a repositionné les points cardinaux, prérequis pour l'étude du cosmos. Son frère Fuxi, premier empereur de Chine, a établi le gouvernement, les lois et l'ordre. Surtout, il est le créateur du calendrier qui régit les saisons, base des techniques agraires. Les racines de la culture agraire chinoise remontent aussi à un autre personnage fondateur: Shennong (ill. 12). Ce divin paysan, connu aussi sous le nom de l'Empereur du feu, est le créateur mythologique tant de la médecine traditionnelle chinoise que de la science agraire [SCHINZ 1996]. Le couple fondateur formé par Nuwa et Fuxi est représenté, elle tenant un compas, lui une équerre, tel le symbole de l'ordre dichotomique de la pensée chinoise [GERNET 2003]. Quant à Shennong, il est généralement figuré les cheveux hirsutes, assis dans une grotte, tel un ermite en communion avec

la nature. Ces personnages légendaires représentent le yin et le yang, symboles d'une conception du monde où l'homme est au centre d'un équilibre harmonieux entre le ciel et la terre. Cette fine connaissance de la nature, de l'agriculture et de l'astrologie a pris la forme d'une science du paysage, le feng shui, qui perdure aujourd'hui encore.

L'agriculture ancestrale chinoise est décrite dans le *Shanhaijing* ou *Livre des monts et des mers*, un ouvrage daté du 3^e siècle av. J.-C. On y apprend que le savoir-faire agraire et l'autonomie agricole étaient des atouts primordiaux. Dès son origine, la Chine est particulièrement peuplée, malgré une quantité limitée de terres arables et un déséquilibre des ressources hydrauliques entre le nord et le sud. L'agriculture ancestrale est divisée en deux types principaux qui tirent parti aussi bien des facteurs climatiques et topographiques que des ressources hydrauliques, en se développant principalement le long des bassins drainants du fleuve Jaune et du Yangzi. Un ensemble de dispositifs agraires archaïques permettent d'assurer les récoltes en prévenant aussi bien les inondations que les périodes de sécheresse. Dans le Nord, aux conditions climatiques plus arides, la culture du millet se développe, tandis que dans le Sud, au climat plus humide, se trouvent majoritairement des rizières, culture pour laquelle la maîtrise de l'eau est essentielle. La pratique des rizières immergées permet de produire deux à trois récoltes annuelles pour un même champ. Dès l'origine, les paysages agricoles chinois ont été modélisés pour accueillir des champs en terrasses capables de contenir l'eau.

Ces dispositifs agraires et infrastructures rurales nécessitent une importante administration. Si l'on s'intéresse spécifiquement aux paysages ruraux et à l'organisation des exploitations rurales ancestrales, il est nécessaire de se référer à un autre mythe fondateur: le concept des champs sacrés, autrement appelés champs magiques [*jiugongge*], que détaille parfaitement l'ouvrage éponyme de l'historien Alfred Schinz (1996) (ill. 13). Au 11^e siècle av. J.-C., les écrits sacrés placent le chiffre neuf sur un piédestal et lui confèrent des pouvoirs cosmiques. Omniprésent dans les écrits anciens, ce chiffre représente le modèle d'organisation spatiale et sociale idéale. Le carré magique prend la forme d'une grille orthogonale divisée en neuf carrés. Huit familles cultivent à leur guise leur carré dédié et le neuvième doit être cultivé par tous, afin de permettre à la communauté de payer les taxes, les salaires des dignitaires et les offrandes divines. Le carré magique véhicule une image spatiale forte, rationnelle. Pourtant, si l'on observe les traces des terrasses agricoles, champs et villages ancestraux, il est aisé de constater qu'ils se sont développés selon des formes organiques, s'adaptant aux éléments naturels tels que les rivières et le relief. Finalement, le carré magique consiste plus en une conception idéale de l'organisation d'un territoire et de l'administration d'une société qu'en une réalité territoriale à proprement parler. La Chine a bénéficié dès l'origine de la richesse du savoir-faire agraire adapté au territoire mais s'est aussi caractérisée par la synergie entre ce savoir-faire local et une administration à grande échelle (SCHINZ 1996).

Si la société chinoise est fondée sur sa performance agraire, son ancrage culturel et son système d'administration sont basés sur sa culture urbaine. Dédiée à l'art de l'urbanisme, la section «Mémoire sur les métiers» [*gaokongji*] du *Livre des rites* rédigé entre le 5^e et le 3^e siècle avant notre ère, demeure la plus ancienne référence disponible (GENTELLE 2004). La ville idéale y est décrite sous la forme d'un carré de 9 li de côté (3 735 m²), entouré d'un mur de défense. Le terme ville en chinois – *chengshi* – se compose de deux idéogrammes qui correspondent à ses deux rôles principaux: la défense (*cheng*, le rempart) et le commerce (*shi*, le marché). Les premières villes chinoises sont contemporaines de l'idéologie confucianiste, apparue en 551 av. J.-C., qui a été largement diffusée dans la culture chinoise. Cent ans avant la morale philosophique de Socrate, le confucianisme repose sur l'égalité de tous, sur l'importance pour chacun d'avoir une exigence morale et sur l'accès à une forme d'éducation, indépendamment de son origine. L'émergence des villes est associée à la morale confucianiste qui leur confère dès l'origine des vertus civilisatrices (SANJUAN et TROILLET 2010). Les villes sont appréciées en tant que lieux pratiques d'échanges commerciaux et culturels, mais



13. REPRÉSENTATION D'UNE SYNTHÈSE DU CARRÉ MAGIQUE DANS LE CADRE DE LA GÉOMANTIE, REDESSIN D'APRÈS UNE ILLUSTRATION DE SCHINZ 1996.





14. REPRÉSENTATION D'UN DISPOSITIF ARCHAÏQUE D'IRRIGATION, UTILISANT DES PANIERS TRESSÉS EN BAMBOU (水筹) COMME FILTRE, D'APRÈS UNE GRAVURE DE L'OUVRAGE «UN LIVRE D'AGRICULTURE» (农书) DE WANG ZHEN, DYNASTIE DES YUAN (1271-1368).

très rapidement les empereurs et seigneurs féodaux réalisent le potentiel des villes comme base d'un dispositif de contrôle des territoires ruraux. Dès lors, l'obsession des gouverneurs sera de constamment réformer la société rurale jugée trop irrationnelle, superstitieuse et autonome. Dans une certaine réciprocité, un combat incessant s'instaure entre les pouvoirs urbains réformateurs et un autre ordre inhérent à une société rurale pétrie de coutumes, de fantaisies et de partages inégaux et arrangés. Ainsi, les ambitions invasives d'un état administratif se trouvent systématiquement confrontées et limitées par la résistance de la société civile rurale. Les velléités d'organisation du prince révolutionnaire Shang Yang qui, en 359 avant notre ère, a tenté d'établir un ordre paramilitaire égalitaire, ont dû s'assouplir face aux résistances des sociétés rurales. Le géographe Pierre Gentelle résume: «Ainsi s'efface le carré impérial quand s'arrondit la colline cosmique, l'ordre égalitaire et quadrillé de Shang Yang ne dura pas» (GENTELLE 2004: 126). Il en résulte que le quadrillage régulier de l'espace agricole en Chine révélé par les paysages est le signe à la fois d'un pouvoir fort, d'une idéologie égalitaire, d'une colonisation d'espaces incultes, d'une longue tradition inscrite dans la langue et d'un ordre cosmique. Néanmoins, chaque fois qu'elle en trouve le moyen, la société s'emploie à vivre dans des formes plus souples. La vision cosmologique que les Chinois portent sur le territoire est le reflet d'un jeu de pouvoir entre un État régisseur et une société rurale aux rites séculaires (ill. 14).

Structure et organisation du monde rural chinois au début du 20^e siècle

L'ouvrage *Peasant Life in China* marque un jalon majeur dans la compréhension de l'histoire agraire chinoise. Il porte sur un village situé dans la vallée du Yangzi, démantelé quelques mois après sa parution en 1939, suite à l'arrivée des troupes armées japonaises. L'auteur, Hsiao-Tung Fei, fait le choix d'un objet d'étude très restreint et de longues périodes d'investigation sur place durant l'année 1937. Ceci lui permet de rentrer de manière très fine dans la gestion et l'exploitation des terres agricoles, dans la relation entre l'agriculture et l'industrie, mais aussi dans la complexité des relations au sein des communautés rurales de l'époque. L'organisation économique traditionnelle du village chinois est triviale: «L'homme aux champs et la femme au métier à tisser» (FEI 1939: 12, TdA).

De complexes relations familiales et interpersonnelles régissent l'ensemble de la vie d'un individu, son lieu de vie, son métier, son mariage et le nombre de ses



15. PORTRAIT DU SOCIOLOGUE HSIAO-TUNG FEI DANS UN VILLAGE SITUÉ DANS LA VALLÉE DU YANGZI (FEI 1939).

enfants. En contrepartie, cette emprise de la communauté a le mérite de constituer un large soutien face aux aléas de la vie des individus comme le veuvage, la perte d'un enfant ou l'impossibilité de travailler. Les relations de filiation jouent un rôle crucial: au fils de la famille incombe la complète responsabilité de ses parents. Dans la tradition, le fils part s'éduquer et faire fortune en ville, mais il finit toujours par revenir dans son village, pour soutenir ses parents ou, à tout le moins, honorer leur mémoire. C'est à ce titre que certains littéraires chinois rêvent d'une élite intellectuelle fantasmée, composée de mandarins ruraux dispersés dans tout le pays et promulguant savoir, culture et raffinement jusque dans les contrées les plus isolées. Hsiao-Tung Fei tire un portrait plus réaliste et modeste de ce type de dissémination du savoir: les paysans évoluent dans un rayon de mobilité plutôt restreint. Ils entretiennent surtout des relations avec les villages alentour et, plus ponctuellement, avec le bourg le plus proche.

En 1937, année de l'observation de Hsiao-Tung Fei, certains signes de récession voire de misère se notent:

C'est la faim de la population qui est le véritable problème en Chine [...]. La cause majeure de la dépression vient de la relation entre l'industrie de village et le marché mondial. (FEI 1939: 20, TdA)

Publiée une première fois en 1939, puis en 1943, cette étude représente l'un des ultimes témoins du monde rural chinois à l'aube des mutations profondes survenues avec l'avènement de la République populaire de Chine en 1949 (ill. 15).

La mise en perspective des légendes et mythes fondateurs chinois avec des études anthropologiques à l'aube de la création de la République populaire de Chine, souligne la propension de la société chinoise à mêler, d'une part, interdépendance entre cycle du cosmos et structures sociales archaïques et d'autre part, inspirations gouvernementales réformatrices et administrations territoriales

sophistiquées. Ceci pourrait expliquer pourquoi, dans le cas précis d'un village situé dans la vallée du Yangzi mais aussi dans l'ensemble du pays, l'efficacité d'un cadre légal et institutionnel est compromise dans une société rurale si fièrement ancrée dans ses rites et traditions, malgré la nécessité d'importantes réformes agraires. En effet, la société rurale chinoise a toujours entretenu une relation ambiguë avec l'État régisseur. Elle a su intégrer de profondes réformes tout en conservant permanence et constance, grâce à l'héritage confucianiste qui offre une résistance particulière aux communautés familiales. Il est le garant de la continuité et de la permanence des fondements de la société, malgré les guerres civiles et les changements de dynasties.

Du reste, le fort communautarisme issu du confucianisme, présent dans l'ensemble de la société chinoise mais particulièrement dans les zones rurales, sera l'un des grands ennemis de la révolution socialiste maoïste lorsqu'elle s'attellera à démanteler la structure patriarcale établie depuis si longtemps dans la société rurale (JIANG 2010). Le couple tradition-modernité s'impose souvent comme une antinomie inhérente aux maux de la Chine contemporaine.

Conception ruralo-centrée à l'ère maoïste

Les articles et études contemporains de la période de grandes mutations qui s'étend de la proclamation de la République populaire en 1949 aux réformes économiques de 1978, témoignent de l'évolution des paysages ruraux et des modèles d'organisation territoriale ainsi que des réajustements successifs de la relation ville-campagne. C'est le cas notamment d'un numéro spécial de la revue *Architecture d'aujourd'hui*, publié en 1979 et intitulé «Chine 1949-1979» (ill. 16). Encore influencés par des idéaux maoïstes, les auteurs portent un regard clément sur cette époque de troubles. Ils imputent à la taille du pays et à la trop forte densité de population les drames qu'entraîne la mise en œuvre du programme socialiste-maoïste. Au sujet des différences entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et intellectuel, entre gouvernants et gouvernés, ils estiment que:

Réduire les «Trois grandes différences» et en ce sens, «Urbaniser la campagne et ruraliser la ville», a sans doute été – ils le sont toujours – des objectifs difficiles à atteindre, mais les approches déployées pour y parvenir et l'expérience acquise donnent d'autant plus à réfléchir que les Chinois ont été les premiers à aborder concrètement ce problème pour tenter de le résoudre. (LÉONARDON 1979: 59)

Une grande attention est accordée à l'impact et à l'avenir de la conception ruralo-centrée de la société portée par le socialisme maoïste, déjà perçue comme un futur sujet majeur de réflexion (QUERRIEN et HOA 1978) . Rappelons que lors de la proclamation de la République populaire de Chine, le pays est largement agricole: la population rurale représente 86% de la population totale et, avec moins de 7% des terres arables du globe, la Chine nourrit un cinquième de la population mondiale. La densité de population dans les campagnes est très importante. La multitude de petites exploitations façonne un paysage à la manière de jardins à l'échelle d'un continent (LÉONARDON 1979).





chine

1949.79

« La Chine connaîtra un Grand Bond en avant. Nous ne pouvons emprunter la vieille voie du développement technique suivie par les autres pays; nous ne pouvons nous traîner derrière les autres. Nous devons rompre avec la routine et pleinement tirer profit des techniques d'avant-garde afin de faire de notre pays une puissance socialiste moderne en une période historique relativement courte. »
 Mao Tsé-toung (13 décembre 1964), cité dans « Pékín Information » en janvier 1978.

Neuf cent millions d'hommes occupant l'un des plus grands pays du monde ont, pendant une trentaine d'années, dû survivre et se développer sans aucune aide extérieure, ne comptant que sur eux-mêmes, sur leurs « propres forces ». Ce que l'Occident a désigné comme *la voie chinoise* a plus été un choix obligé que délibéré et si les solutions appliquées paraissaient originales et intelligentes, elles n'étaient souvent que les seules possibles.

C'est d'ailleurs ce constant mariage d'idéologie et de pragmatisme, de concepts politiques et de réalités pratiques qui caractérise, dans les domaines de l'urbanisme ou de l'architecture comme dans les autres, les expériences chinoises. Les problèmes posés étaient hors d'échelle et sans commune mesure avec ceux rencontrés ailleurs : un très grand territoire, dont le seul tiers habitable enregistre les plus fortes densités humaines connues; une population essentiellement rurale mais aussi des villes millionnaires; un niveau de vie très faible et une croissance démographique qui, malgré les nombreux efforts faits pour la réduire, reste encore préoccupante. Les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances et l'approche suivie souvent plus intéressante que les objectifs visés, tant il est vrai qu'en Chine comme ailleurs, les échecs sont aussi porteurs d'enseignements.

Réduire les « Trois grandes différences » et, en ce sens, « *Urbaniser la campagne et ruraliser la ville* » ont sans doute été – ils le sont toujours – des objectifs difficiles à atteindre, mais les approches déployées

pour y parvenir et l'expérience acquise donnent d'autant plus à réfléchir que les Chinois ont été les premiers à aborder concrètement ce problème pour tenter de le résoudre. Si la campagne a parfois développé une forme très particulière d'industrie, la ville nouvelle de Da-qing et certains quartiers périphériques montrent des conjugaisons tangibles d'activités urbaine et rurale, d'industrie et d'agriculture. L'usine de quartier, tout comme l'entreprise nationale, est souvent devenue efficace et prospère et si les communes urbaines et la collectivisation accélérée ont échoué, les communes rurales, leurs brigades et leurs équipes sont aujourd'hui des faits reconnus.

Les Chinois ont dû et su être réalistes, non seulement en innovant, mais aussi en adaptant aux nécessités de l'heure des méthodes anciennes éprouvées. Le génie politique de Mao Tsé-toung a sans doute été d'avoir rapidement compris qu'il était impossible de construire une nouvelle société sans marier les concepts modernes aux acquis d'une très longue et très riche histoire. « *Mettre le passé au service du présent* » n'a pas été un vain slogan mais une règle de conduite qui, comme tant d'autres, exprimait sous une dimension poétique, des pratiques quotidiennes.

Quel sera, dans ce contexte et au moment où la Chine s'engage dans un nouveau dialogue avec l'étranger, l'impact des « *Quatre Modernisations* »? Comment l'étranger pourra-t-il servir le *national*? Il nous est impossible de répondre mais l'histoire a montré que la Chine a toujours intégré les apports extérieurs en les transformant et les adaptant suivant des méthodes et des moyens qui lui sont propres. La voie chinoise sera peut-être moins romantique; elle risque néanmoins d'être originale et de nous ménager d'autres surprises.



17-18. GRANDS TRAVAUX DU CREUSEMENT D'UN CANAL DANS LA ZONE RURALE DE LA MUNICIPALITÉ DE PÉKIN, BATTAGE DU RIZ DANS LA RÉGION DE NANKIN, ARCHITECTURE D'AUJOURD'HUI, «CHINE, 1949-1979», N°201, FÉVRIER 1979 (© XAVIER LUCCIONI).

Pour socle de son idéologie communiste, la révolution maoïste s'est principalement fondée sur la force de contestation et de production de la population rurale. Elle se distingue en cela du communisme soviétique qui basait principalement son combat sur les luttes ouvrières urbaines :

La campagne, c'est la base rouge et la ville, le pouvoir d'État. L'armée est paysanne et les cadres politiques urbains. Enfin, la production agricole c'est la survie et la modernisation industrielle, la possibilité d'un avenir meilleur. (LÉONARDON 1979: 60) (ill. 17 et 18)

Sous-jacents à la problématique d'abolition des trois grandes différences, et en particulier de celle entre la ville et la campagne, se glissent des enjeux majeurs liés au territoire et à la question de la propriété privée et collective. C'est pourquoi la nouvelle République de Chine va connaître d'importantes réformes foncières qui vont principalement toucher les territoires ruraux. En 1950, une première réforme consiste à redistribuer des terres agricoles à tous les ménages ruraux, en dépossédant les grandes familles de propriétaires terriens. Il en résulte un

système agraire constitué d'une série de propriétés privées de ménages ruraux. Cette première étape de réformes ne correspondant guère à l'idéologie communiste-maoïste et à sa lutte contre la propriété privée, elle est suivie en 1956, d'une campagne de collectivisation qui met fin à la propriété privée des parcelles agricoles. Les brigades de travail remplacent dès lors les anciens villages et réorganisent le système de production agricole.

La fameuse réussite du village Dazhai, dont il est question dans le numéro spécial de la revue *Architecture d'aujourd'hui*, est érigée en mythe fondateur d'une société chinoise nouvelle. Transformé en brigade de production suite à la collectivisation des terres, ce village situé dans la province Shanxi devient l'exemple à suivre pour l'ensemble du pays. À l'époque, les affiches de propagande véhiculent l'image d'un village maoïste idéal, accompagnée du slogan *Move the mountains to make farm fields* – déplacer les montagnes pour créer des champs –, en référence à la

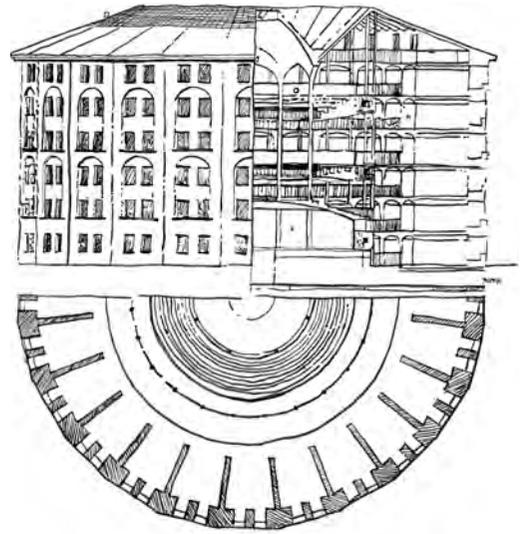
19. YÚGÓNG YÍ SHĀN (愚公移山), «LE VIEUX FOU QUI DÉPLACE LA MONTAGNE», CNO25.10, STATE POST BUREAU CHINA NATIONAL PHILATELIC CORPORATION, BEIJING POSTAGE STAMP PRINTING HOUSE, 2010.



légende du vieux fou qui déplaçait la montagne. Résumée dans une expression chinoise à quatre caractères (*yu gong yi shan*) l'histoire parle d'un paysan projetant de déplacer une montagne qui constitue un obstacle entre sa ferme et son champ. Malgré les remarques et les réticences de son entourage, qui le croit fou, l'homme persévère dans son entreprise et aplanit, jour après jour ce relief qui l'encombre. Il est convaincu que ses descendants poursuivront ses efforts et atteindront son objectif (ill. 19). Les habitants du village Dazhai ont accompli un gigantesque travail au service de l'idéologie. Ils ont largement augmenté les surfaces agricoles en remodelant les montagnes alentour et en y aménageant des centaines de nouvelles petites terrasses agricoles. La configuration des logements et bâtiments agricoles, digne du panoptique de Foucault (1975) (ill. 20), représente elle aussi la spatialisation presque parfaite de l'idéal socialiste maoïste. En plus de leurs tâches quotidiennes, les paysans sont « priés » de participer activement aux activités politiques. La réputation heureuse du village vient aussi du fait que la brigade s'est relevée de plusieurs catastrophes. En effet, dans un très court laps de temps, les habitations comme les exploitations ont subi d'importantes dégradations suite à la conjoncture malheureuse d'erreurs techniques et de manques de moyens associés à des catastrophes naturelles, une succession de pluies diluviennes suivies d'importantes périodes de sécheresse.

Sous l'influence de l'idéologie soviétique, le premier Plan quinquennal suscite en 1953 un immense enthousiasme avant de très vite précipiter le pays dans une série de désastres (ZHUO 2006). La Chine connaît alors une série de famines nationales, de purges meurtrières et de crises sociales. De 1958 à 1960, les erreurs politiques et économiques du Grand bond en avant (*duyuejin*) sont considérées comme l'apogée dévastateur du règne maoïste. Durant cette période, l'ensemble des populations rurales sont sommées de participer à un effort collectif de développement industriel et technique accéléré du pays. Elles portent le double fardeau d'augmenter la production agricole et d'atteindre des performances industrielles exceptionnelles. C'est l'époque des tristement célèbres *fonderies d'acier de fonds de cours*, pour lesquelles les paysans doivent abattre des forêts entières, abandonner leurs champs et même fondre leurs propres outils pour atteindre les quotas de production d'acier (BERGÈRE 2000). La gestion des champs et des récoltes est l'affaire des dirigeants des brigades de travail et non plus des paysans eux-mêmes, qui sont relégués au simple rôle d'exécutants:

La terre et les autres moyens de production étaient possédés et gérés par les équipes de production, et les agriculteurs individuels n'avaient pas de droit de décision sur l'utilisation de la terre et la production. (XU 2008)



20. REDESSIN DU PANOPTIQUE DE JEREMY BENTHAM, TIRÉ DE L'OUVRAGE *THE WORK OF JEREMY BENTHAM*, VOL. IV, 172-3, 1791.

Dès 1959, les conséquences désastreuses de cette politique affectent l'ensemble du pays. On estime de 20 à 40 millions les victimes des famines et des mauvaises conditions sanitaires (BERGÈRE 2000). Vingt ans plus tard, le jugement du sinologue Simon Leys est sans appel:

Où le maoïsme entre dans sa phase sénile et rétrograde, c'est lorsque ces carences se voient érigées en avantages, lorsque le sous-développement se trouve présenté comme un facteur positif, lorsque l'ingénieuse solution de fortune n'est plus considérée comme un pis-aller temporaire, faute de pouvoir faire mieux, mais proposée comme la solution idéale, et délibérément préférée à la solution scientifique des «experts». (LEYS 1998: 21)

Cette rupture entre savoir agricole et gestion de la production, corrélée à des politiques nationales désastreuses, marque cette période noire où la campagne est laissée dans une situation de jachères et de terres pelées.

En ville, la situation n'est guère plus réjouissante. La quasi-totalité de la population urbaine appartient à des unités de travail (*danwei*). Ce système devient l'institution sociale et économique de base procurant les services de santé, les résidences, l'éducation et autres avantages sociaux (CAMPANELLA 2008). Mais, peu compétitif et peu productif, il atteint vite ses limites. Les unités de travail sont rapidement déficitaires, les avantages des ouvriers amoindris et les conflits sociaux latents. Ainsi, durant les dix ans de la Révolution culturelle, de 1966 à 1976, la campagne est à nouveau perçue comme la solution idéale pour régler la pauvreté urbaine. On assiste alors à un processus dit de «rustification» (*xia fang*) durant lequel près de 35 millions de citadins sont envoyés à la campagne, soit environ un quart de la population urbaine (SIT 2010: 251). L'idéologie instrumentalise l'échec urbain et justifie l'envoi de cette horde de jeunes chômeurs par la promesse d'une «purification par les valeurs de la campagne» et d'un apprentissage des «vertus des populations rurales» (CAMPANELLA 2008). En définitive, l'afflux de jeunes urbains éduqués à la campagne aura une influence citadine sur les campagnes que l'idéologie politique n'avait certainement pas anticipée.

Concomitant à l'envoi de citadins à la campagne, on assiste à un phénomène territorial particulier: un processus d'industrialisation sans urbanisation. Le secteur industriel est fortement développé tout en maintenant une certaine décentralisation par le contrôle strict des mobilités résidentielles et en limitant la construction d'infrastructures urbaines. Les nouvelles usines en périphéries demeurent les seuls édifices perceptibles au milieu des champs et il plane une impression de «ruraliser la ville et urbaniser la campagne» (LÉONARDON 1979). Il en résulte une transition floue entre les villes et les campagnes environnantes, tant d'un point de vue spatial que social. Ainsi, paradoxalement, cette période pourrait correspondre à une forme de concrétisation du rêve marxiste-maoïste: réduction des distinctions entre ville et campagne, passage de la ville de consommation à la ville de production et de la campagne agricole à la campagne industrielle. D'après le théoricien John Friedmann:

Mao Zedong a tenté de plaquer sur la cartographie hétérogène des régions de Chine, un système uniforme de société socialiste conçue comme une utopie égalitaire et spartiate. (FRIEDMANN 2005)

Mais la réalisation de cette idéologie s'est accompagnée d'un totalitarisme spatial et social d'une grande violence. Les tentatives malheureuses de l'ère maoïste pour construire une Chine nouvelle se soldent par des campagnes saccagées et des générations de paysans sacrifiées.

La campagne chinoise et les réformes économiques

En réponse à cet échec politique et social, Deng Xiaoping, qui prend la tête du nouveau gouvernement lors du 3^e plénum du 11^e Comité central du Parti communiste chinois en décembre 1978, se distancie des ambitions idéologiques pour se consacrer principalement à la restructuration économique du pays. Il lance les Quatre modernisations: industrie et commerce, éducation, organisation militaire, agriculture. Des réformes majeures sont instituées et ce nouveau tournant sort la Chine de ses retranchements. La vision socialiste-maoïste de lutte des classes est réorientée vers une nouvelle forme d'économie et de gouvernement, inédite et propre à la Chine: une économie de marché socialiste (SIT 2010).

Le monde rural est une nouvelle fois réinventé. Désormais, une nouvelle organisation productive, le «système de responsabilité des ménages», permet de conserver la propriété collective de la terre agricole tout en accordant aux foyers ruraux individuels un droit d'utilisation du sol. Autrement dit, les paysans ont l'usufruit des terres dont la collectivité rurale est propriétaire. Ils doivent s'acquitter de quotas de production envers l'État mais peuvent conserver l'excédent. Ces nouvelles mesures institutionnelles et administratives offrent une certaine marge de manœuvre aux agriculteurs, tant au niveau du type d'utilisation du sol que de l'organisation des exploitations. Après une période noire d'une trentaine d'années, d'existences paysannes sacrifiées et de connaissances oubliées, le lien entre savoir-faire et production est enfin rétabli: en l'espace de six ans, de 1978 à 1984, la production céréalière connaît une croissance sans précédent de 25% (Xu 2008).

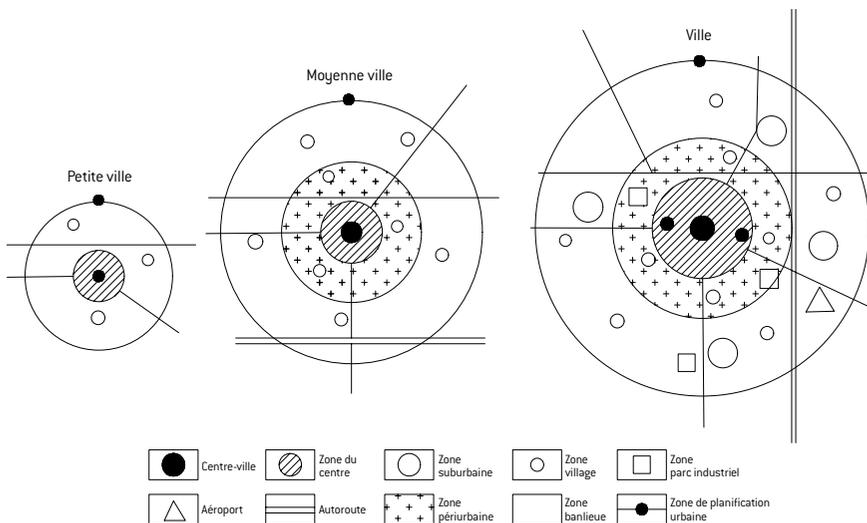
À cette époque seulement, le développement des villes et l'aménagement urbain réapparaissent dans l'agenda politique, marquant la fin du ruralo-centrisme. Alors que 81% de la population chinoise est encore rurale en 1979, la promotion active des petites villes et la multiplication des entreprises de bourgs et de cantons (EBC) accélèrent radicalement l'urbanisation rurale dans tout le pays (MI 2013). Cette politique de développement d'industries légères de transformation et de services auparavant négligées a constitué une large part de la stratégie nationale pour retenir la population rurale et la dissuader de migrer vers les grands pôles urbains. Elle fut acceptée en 1980 par la Conférence nationale sur la planification urbaine, qui approuva l'idée de contrôler l'envergure des grandes villes, de modérer le développement des villes moyennes et de favoriser le développement des petites villes et des industries rurales (ZHANG 2003). Le développement de ces entreprises rurales a profité du droit accordé aux paysans de travailler hors de l'agriculture afin d'absorber une partie de l'énorme surplus de main-d'œuvre agricole accumulé au cours de la période de collectivisation. Alors qu'en 1979 ces entreprises rurales

n'employaient que 28 millions de personnes, elles comptaient déjà 70 millions d'employés en 1985, soit 19% de la main-d'œuvre rurale (SANJUAN 2006). Cependant, en raison de leur émiettement et de leur trop faible réactivité face à la concurrence, ces structures d'industries rurales basées sur les EBC s'avèrent très vite peu rentables. De plus, l'absence de financement national fait reposer sur les communautés paysannes la charge de lever des fonds pour le développement d'infrastructures publiques pour l'éducation, la santé ou la culture. Face à des campagnes exsangues, aux disparités géographiques et aux inégalités accrues, le monde paysan se trouve poussé à l'exil vers les grandes villes.

L'ÉDIFICATION DES NOUVELLES CAMPAGNES SOCIALISTES

En quelques décennies, la Chine rurale a connu de nombreuses réformes et perturbations qui laissent, à l'aube de l'adoption du 11^e Plan quinquennal de 2005, plusieurs héritages.

Tout d'abord, le pays est structuré en régions administratives, centrées sur les villes dans le giron desquelles sont incorporées les campagnes. Considérées comme des centres de production, les villes doivent garantir leur autonomie alimentaire par l'assujettissement des zones rurales alentour. Partant, les zones urbaines sont organisées comme des séries de cercles concentriques: un centre-ville, entouré d'une série de zones industrielles, de zones de résidence et de zones rurales. Le tout forme une ville-région chargée de s'occuper de l'ensemble des entités de son territoire, jusqu'aux villages et hameaux (ill. 21). Ce modèle permet ainsi une meilleure organisation des «villes» et de leur arrière-pays en générant des unités fonctionnelles travail-habitation et en diminuant les obstacles administratifs entre les villes et la campagne environnante. À ce titre, le géographe Thierry Sanjuan parle d'un système de poupées russes, qui rend difficile la distinction claire entre ville et campagne d'un point de vue strictement administratif et de gouvernance: «La ville est avant tout un espace de pouvoir qui contrôle un territoire» (SANJUAN 2014). En tant qu'unités administratives désignées officiellement par le gouvernement central, les entités urbaines chinoises endossent des fonctions de différents



21. SCHÉMA ILLUSTRANT LA CONCEPTION URBANO-CENTRÉE DU TERRITOIRE, REDESSIN D'APRÈS L'OUVRAGE PRINCIPLES OF URBAN PLANNING [城市规划原理] (WU 2010: 2015).

échelons, bien au-delà des frontières urbaines. Elles incluent bourgs, ville-comtés, ville-préfectures, villes sous-provinciales et ville-municipalités en un système d'administration strict et très hiérarchisé. À l'exception des villes-comtés, elles sont subdivisées en districts et sous-districts. Pour toutes les villes-provinces et la majorité des villes-préfectures, la zone municipale est divisée en arrondissements (*chengqu*), eux-mêmes divisés en quartiers (*jiedao*). La périphérie d'une ville incorpore parfois des bourgs (*zhen*) – unités urbaines – et des cantons (*xiang*) – unités rurales –, du même niveau administratif que les quartiers des villes (2). Un quartier se divise en comités de quartier, un canton se divise en comités de village, tandis qu'un bourg peut comprendre les deux. La gestion du territoire par régions administratives a pour objectif de contrôler la taille des villes et de planifier autant que possible leur croissance démographique et spatiale (KAMAL-CHAQUI 2009).

Ce découpage administratif et l'imbrication des entités rendent difficile la compréhension du territoire: en incluant les territoires ruraux dans des régions administratives urbaines, toute indication de la réalité du territoire et des distinctions entre les types de territoires se perd. La reclassification entre 1982 et 1990 de zones rurales en zones urbaines compte pour une part importante dans le degré d'urbanisation de la Chine. On comprend alors mieux comment il est possible que soient apparus en un si court laps de temps 212 nouvelles villes et 6 661 nouveaux bourgs (Xu 2008). La dernière réévaluation des critères de classification des types urbains (bourgs, villes, métropoles, etc.) date de 1993. Alors qu'après 1949, ils reposaient principalement sur l'évaluation de la population urbaine (détentriche d'un permis de résidence urbain), ils intègrent désormais la densité de la population, le niveau économique (PIB total et PIB par habitant), la structure industrielle et les infrastructures urbaines (surface de routes, zones raccordées au réseau d'eau potable, etc.). Le paysage urbain chinois a connu de nombreux réajustements à la recherche de critères plus objectifs et représentatifs de la réalité démographique et territoriale (YUSUF et SAICH 2008). L'instauration de la République populaire de Chine lègue également en héritage une rupture entre la ville et la campagne. Les mesures qui ont découlé de l'instauration de la répartition du territoire en deux catégories – sur la base de critères entérinés en 1955 par un décret du Conseil des affaires nationales – sont uniquement favorables aux villes (ZHANG 2003). Les travailleurs urbains disposent d'un statut avantageux: ils sont employés ou bénéficient d'une pension à vie et ont accès au système de santé et à un logement. À l'opposé, les ruraux sont organisés en communautés et n'ont guère accès qu'à des rudiments d'éducation et un système de santé précaire. De plus, dans l'objectif de soutenir une industrialisation rapide, le système de planification fixe des prix et opère des investissements discriminant systématiquement l'agriculture et le monde rural (YUSUF et SAICH 2008). Inhérente à une idéologie ouvriériste méprisant le monde rural, l'absence de financement étatique a généré d'importantes lacunes infrastructurelles, freinées le développement des zones rurales et creusé le fossé entre villes et campagnes (YE 2009).

Cette inégalité de traitement des territoires et de leurs populations a très vite eu pour conséquence un exode rural massif à l'échelle nationale. Pour contrer l'ampleur de ces déplacements de population, la stratégie n'a pas été de rééquilibrer

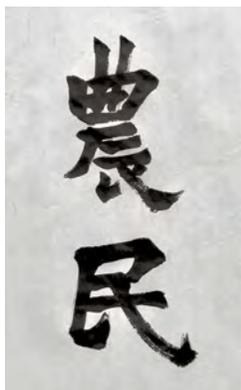
les investissements et les statuts des deux types de territoires, mais plutôt de mettre en place un système de contrôle de la migration interne et des mobilités individuelles. Dès 1956, le très restrictif permis de résident (*hukou*) est instauré. Il marque une seconde rupture décisive entre société rurale et urbaine par la stigmatisation des populations rurales. Dès lors, les inégalités entre ruraux et citadins ne cessent de s'étendre. Outre les avantages sociaux dont ils sont seuls à bénéficier – aides au logement, école gratuite, sécurité sociale –, les résidents urbains gagnent en moyenne 3,3 fois plus que les ruraux (HILLMAN et HUNGER 2013). Durant sept années, de 1997 à 2003, le revenu net par habitant rural a seulement augmenté de 695,9 yuans (environ 90 €), soit moins d'un cinquième de l'augmentation du revenu des habitants urbains. Malgré la réforme du permis de résident et l'instauration de mesures économiques et politiques plus clémentes envers le monde rural, l'écart croissant de richesse entre les zones rurales et urbaines approche le seuil d'alerte. Il est dès lors aisé de comprendre pourquoi on estime que près de 240 millions de ruraux vont se déplacer dans les aires urbaines d'ici 2025. Si la tendance actuelle persiste, 221 entités urbaines pourraient dépasser le million d'habitants – contre 35 en Europe –, voire atteindre 5 millions d'habitants pour 23 d'entre elles (AVELINE-DUBACH 2013).

D'un point de vue administratif, les ruraux gardent ce statut en quittant leurs terres, même si celui-ci ne correspond plus ni à leur lieu de vie ni à leur activité. Ne vivant pas là où ils sont officiellement domiciliés, ils sont qualifiés de migrants (THIREAU 2006) ou de «population flottante». Il s'agit là du troisième héritage de l'instauration de la République populaire de Chine. Les ruraux sont exclus des systèmes de sécurité sociale, d'éducation et de retraite, réservés aux détenteurs d'un permis de résident adéquat par rapport à leur lieu de vie. Ces ruraux «hors sol» sont considérés comme problématiques et subissent un important défaut d'image, des inégalités abusives et une forte ségrégation. La différence de droits et de statut social entre titulaires de permis de résident urbain et populations migrantes génère également des difficultés au niveau de l'intégration et de la perception. Le mouvement migratoire des campagnes vers les villes chinoises est extrêmement violent. Le sociologue sinologue Jean-Louis Rocca parle d'un jeu de go entre les travailleurs migrants et les instigateurs de la gouvernance urbaine. Les villes ne cessent de poser des barrières, mais les paysans bravent les obstacles, à tel point que dans certaines villes, les services administratifs adoptent des méthodes indignes et inéquitables, recourant par exemple à la détention et au rapatriement forcé (ROCCA 2006: 56) (ill. 22).

L'exclusion sociale n'est pas un phénomène nouveau en Chine, mais c'est la nature de cette exclusion qui a passablement changé avec l'avènement de la République populaire. Les travailleurs migrants sont exclus sur la base de leur permis de résident mis

22. DANS UNE BANLIEUE DE SHANGHAI, RENCONTRE FORTUITE D'UNE MIGRANTE RURALE EXPULSÉE DE FORCE DE SON LOGEMENT OCCUPÉ DEPUIS 20 ANS (@ FRANCIS JACQUIER).





23. CARACTÈRE PAYSAN (NONGMING), CALLIGRAPHIE DE FENG YANG.



24. UN PAYSAN ET SON FILS CHAUFFEUR POSANT DEVANT LA PORTE DE LEUR FERME, DUJIANGYAN, SICHUAN, 2011 [© MARLÈNE LEROUX].

en place durant la période maoïste, ce qui les empêche de bénéficier d'opportunités économiques et sociales équivalentes aux populations urbaines. Considérée comme une nouvelle classe sociale, cette population est très complexe à cerner: si certains n'aspirent qu'à retourner dans leur région d'origine, d'autres rêvent de s'établir de manière permanente en ville. Mais, ignorés dans la planification des services et des infrastructures et échappant au système fiscal, tous posent un problème de gouvernance urbaine. Malgré les difficultés rencontrées par les migrants lorsqu'ils arrivent en ville, tant d'un point de vue administratif que d'exclusion et de ségrégation sociale, ils trouvent sans cesse de nouvelles solutions, car à l'heure actuelle, s'installer en ville représente pour eux l'unique alternative d'amélioration de leurs conditions économiques et la seule perspective d'avenir.

L'envergure de ces migrations rurales ainsi que la volonté politique de maintenir cette population dans l'illégalité est une entrave centrale à une connaissance appropriée du phénomène, présumé indispensable à son contrôle, ainsi qu'à une estimation précise de la répartition entre zones urbaines et zones rurales. Pendant longtemps, la population habitant en ville mais restant détentrice d'un permis de résident rural n'était pas prise en compte dans les recensements. Aujourd'hui, les calculs tentent d'estimer mieux la population urbaine réelle en créant de nouvelles catégories d'habitants urbains, comme migrants permanents et migrants temporaires.

Finalement, comme le sinologue Sébastien Colin l'indique, la collectivisation, le Grand bond en avant, la Révolution culturelle et la décollectivisation ont tour à tour modifié, certes à des degrés d'intensité différents, les modes et les conditions de vie des paysans chinois ainsi que l'organisation du monde rural (COLIN 2006). Il faut rappeler qu'à l'origine, la société chinoise était divisée en quatre catégories, déterminées par les activités: les lettrés, les commerçants, les agriculteurs et les artisans. Jusqu'au début du 20^e siècle, les paysans (*nongmin*) (ill. 23) étaient les habitants des régions rurales occupés à des activités agricoles. Au fur et à mesure de la diffusion du marxisme en Chine, les *nongmin* sont progressivement assimilés à une catégorie engagée, comme toutes les autres, dans la lutte de classes. Ainsi, entre 1920 et 1930, la classe paysanne devient soit le symbole d'une société traditionnelle s'opposant à la société moderne, soit une classe opprimée s'opposant à la classe dominante de l'État (ill. 24). L'image du paysan commence dès lors à se détériorer et se réduire à celle d'une population inculte. Le





25. COUPLE DE PAYSANS
POSANT DEVANT LEUR FERME,
COLLECTION SILVERMINE,
NÉGATIF, 35 mm, COULEUR 85,
1985-2005 (© THOMAS SAUVIN).

sociologue chinois Huaqiong Pan explique qu'au moment de la prise de pouvoir par les communistes, les paysans sont associés au prolétariat ou à la classe des ouvriers dirigeants, mais conservent dans le même temps l'image marxiste d'une paysannerie réactionnaire et arriérée.

Le monde paysan subira les conséquences de cette double étiquette d'une classe à la fois socle de la société moderne mais ternie par une image dévaluée, jusqu'à ne plus être désigné, dès les années 1990, que par la formule péjorative de *san nong wenti*, les «Trois problèmes ruraux». L'ensemble des questions inhérentes au monde rural chinois n'est alors plus envisagé qu'au travers des problèmes qu'il soulève en lien avec sa population – la paysannerie ou *nongmin* –, le territoire qu'elle occupe – la campagne ou *nongcun* – et l'activité qui s'y déroule – l'agriculture ou *nongye* (PAN 2006) (ill. 25).

S'atteler aux «trois problèmes ruraux»

Les premières décennies de la République populaire de Chine ont été marquées par une contradiction majeure. Malgré une idéologie maoïste bienveillante envers les campagnes et hostile à l'encontre des villes, les stratégies politiques et opérationnelles développées étaient favorables à l'industrialisation et au renforcement des villes, et largement défavorables aux campagnes (XU et MURPHY 2008). Les campagnes ont été remodelées, rationalisées, homogénéisées, sans grande résistance des communautés rurales qui se voyaient attribuer la lourde tâche de réaliser le rêve maoïste. Malgré plusieurs séries de réformes, la structure du territoire chinois est encore influencée par l'héritage maoïste. Mais finalement, l'impact de l'instauration de la République populaire de Chine n'a pas tant été de redessiner les territoires ruraux en fonction d'une idéologie normative, mais bien

plutôt de désolidariser l'identité rurale des territoires ruraux. En d'autres termes, être un rural est devenu un statut social lié systématiquement à une filiation et un lieu de naissance et non plus à une activité particulière, ni même à une réalité territoriale. Dans les années 2000, la politique nationale chinoise connaît une réorientation profonde: elle se penche désormais sur les problématiques sociales, à la recherche d'une société plus égalitaire. Cette nouvelle tendance prend la forme du concept de développement scientifique (*kexue fashan*) résumé par la fameuse formule d'«édification d'une société harmonieuse», mentionnée pour la première fois en 2002 lors du 16^e Congrès national du Parti communiste chinois et entérinée par le Comité central en 2006. Il vise principalement la réduction de l'écart entre riches et pauvres, la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé et finalement, la réduction de la pollution. Dans cette lignée, le Comité central adopte en octobre 2005 le 11^e Plan quinquennal (2006-2010) appelant à l'«édification des nouvelles campagnes socialistes». La formule, encore empreinte de la rhétorique des fondateurs de la République populaire de Chine, reste très vague, mais ses objectifs sont clairs. Il s'agit d'accomplir simultanément trois mouvements: la dédensification des centres urbains, l'absorption de l'exode rural en cours et la limitation de celui à venir. Le premier ministre Wen Jiabao ouvre enfin la brèche à une prise en considération des difficultés des ruraux. Ses intentions sont à la fois ambitieuses et vertueuses, mais elles mettent aussi au jour l'étendue du retard et la négligence dramatique de l'État envers les campagnes.

Le Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes s'attaque ainsi aux «trois problèmes ruraux». Pour améliorer les conditions de vie dans les localités rurales et maximiser la rentabilité agricole, il entend aménager des infrastructures de base dans les zones rurales, moderniser l'agriculture et améliorer la situation socio-économique des paysans. En s'attaquant aux différences entre riches et pauvres, ville et campagne, la nouvelle stratégie politique tend à préserver la cohérence sociale et à garantir le maintien de la prospérité nationale parallèlement à la croissance économique urbaine. Dans cette perspective, le 11^e Plan quinquennal prévoit l'intégration dans les secteurs secondaires et tertiaires de la main-d'œuvre agricole excédentaire, soit le déplacement de 45 millions de travailleurs ruraux vers les villes et les bourgs (CURIEN 2014). Ce modèle classique de transfert vers les secteurs industriels ou tertiaires s'insère dans une perception univoque de la valeur de la main-d'œuvre rurale au service du développement économique du pays. En définitive, la manne ouvrière potentielle que représentent les ruraux efface toute perspective d'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, ainsi que de développement de l'économie agricole ou artisanale locale.

Le gouvernement veut aussi s'atteler, une fois encore, au problème de l'exode rural. Pour contrer le mouvement migratoire vers les grands pôles urbains, il cherche à orienter son flux vers des destinations locales – «quitter la terre sans quitter le canton» (*li tu you li xiang*) – en développant une armature plus solide de petites et moyennes villes en zones rurales. Le gouvernement opte ainsi pour une stratégie simple: amener la ville à la campagne. Le diagnostic des experts chinois, tels que Qiu Baoxin, vice-ministre du logement et du développement urbain et rural (MOHURD), s'impose à l'unisson:



26. MAQUETTE D'EXPOSITION DU DÉVELOPPEMENT EN COURS DANS LA VILLE DE L'EST DE DENG FENG, HENAN. LES BULLES INDICENT LE NOM DES VILLAGES QUI SERONT DÉTRUITS PAR LES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES, 2013 (© MARLÈNE LEROUX).

Finalement, pour résoudre les trois problèmes du rural, la solution ne peut être rurale et l'objectif ne pourra être atteint qu'à travers l'établissement d'un système urbain rationnel. (QIU 2011: 100, TdA) (ill. 26)

En bref, les «trois problèmes du rural» ne peuvent être réglés à long terme que par l'urbanisation. Elle seule peut réduire le nombre de paysans et engager l'économie agraire vers une échelle économique adaptée, encourager l'exploitation intensive des terres, supporter un système de services sociaux globaux, améliorer les qualifications et compétences techniques et, partant, augmenter le revenu des agriculteurs. En 2008, sous la présidence de Hu Jintao, s'opère un changement sémantique révélateur, par le rajout de l'adjectif rural dans l'intitulé du ministère dédié à la planification du territoire: il devient le ministère du Logement et du Développement Urbain et Rural (MOHURD). La planification intègre désormais explicitement la composante rurale du territoire:

Les lois de planification urbaine et rurale de la République populaire de Chine règlent explicitement la fonction de planification urbaine et rurale des gouvernements centraux et locaux à tous les niveaux, incluant l'organisation de la planification, la compilation et l'incrémentation, ainsi que la supervision des administrations de planification. (WANG 2010: 79, TdA)

En 2011, le 12^e Plan quinquennal qui s'affiche comme «le nouveau chapitre du socialisme avec des caractéristiques chinoises» s'inscrit dans la continuité du plan précédent. Les termes employés – bienveillants vis-à-vis du monde rural – dénotent l'important crédit accordé à la modernisation, à la mécanisation et au progrès scientifique, en particulier lorsque l'enjeu est celui de l'autonomie alimentaire du pays. En effet, si le danger de la raréfaction des terres arables est largement souligné, une grande confiance est accordée aux sciences et technologies pour produire toujours plus de denrées avec toujours moins de terres et d'eau. Au



sujet de la campagne, le 12^e Plan renforce les ambitions antérieures, en préconisant l'urbanisation des zones rurales, l'amélioration des systèmes de transports nationaux et la standardisation des villes nouvelles, des orientations résumées par la formule «accélérer le développement des nouvelles campagnes socialistes»:

Nous allons promouvoir la modernisation de l'agriculture tout en poursuivant l'industrialisation et l'urbanisation, améliorer sur le long terme l'aide que l'industrie apporte à l'agriculture, et celle que les zones urbaines apportent aux zones rurales, renforcer notre soutien à l'agriculture, procurer plus de bénéfices aux agriculteurs, encourager la modernisation de l'agriculture et améliorer les conditions de vie des agriculteurs, tout cela dans le but de construire une meilleure patrie pour les agriculteurs. (12FYP 2011, 5^e partie, TdA) (ill. 27)

27. COHABITATION BRUTALE ENTRE L'AGRICULTURE ET LES NOUVEAUX QUARTIERS RÉSIDENTIELS, DENG FENG, HENAN, 2013
(© FRANCIS JACQUIER).

Mais malgré la considération accordée à la Chine rurale dans les règlements et lois sur l'aménagement du territoire, l'écart se creuse entre cette bienveillance législative et le mépris exprimé à travers les jugements normatifs des experts chinois lorsqu'il s'agit d'évaluer le rural:

- 1: la surface de la zone résidentielle du village est trop importante et laisse une grande partie du territoire inexploité.
- 2: La configuration dispersée du village ne permet pas l'installation d'infrastructures et d'équipements publics.
- 3: Le zonage fonctionnel du village est chaotique: aquaculture, industrie, logements et équipements publics se confondent.
- 4: Les aménagements actuels du foncier ne sont pas propices au développement futur de secteurs productifs, quels qu'ils soient.

28-30. EXTRAIT DU FILM NAN SHUI BEI DIAO – SUD EAU NORD DÉPLACER, À PROPOS DU GRAND CANAL, PROJET DE TRANSFERT D'EAU LE PLUS IMPORTANT DU MONDE, 2014
(© ANTOINE BOUTET).



5: Le village a trop d'impasses, la fluidité de la circulation a été négligée. Il n'existe pas de réel aménagement paysager dans la plupart des quartiers du village. (BRAY 2013: 58) (ill. 28 et 30) (📷)

Le verdict est sans appel. L'environnement rural est systématiquement considéré comme inculte et prosaïque. Les critères d'évaluation ne prennent pas en compte la spécificité du monde rural. L'aménagement urbain d'un village préconise d'établir clairement la limite entre vie sociale et vie culturelle d'une part et production agricole et production industrielle d'autre part. En d'autres termes, les villages devraient ressembler à des villes en miniature. Le jugement négatif des zones rurales a pour objectif principal de fustiger leur manque de modernisation et partant, de démontrer la nécessité de leur destruction (ill. 31).

Il est important de souligner que les mesures pour l'édification des nouvelles campagnes socialistes sont bien plus vastes que la modification du territoire. Afin de développer les infrastructures rurales, une enveloppe de 339 milliards de yuans (environ 44 milliards d'euros) est dégagée dès 2006 pour la construction de routes, ponts, systèmes hydrauliques, réseaux d'eau et de biogaz. Les mesures du plan incluent également la réévaluation des taxes agricoles, l'abolition des frais de scolarité en zone rurale jusqu'à la fin du collège, un programme national d'assurance maladie dans toutes les zones rurales, des subventions aux agriculteurs en fonction de la superficie de leurs terres, ainsi qu'une importante réforme du permis de résident.



31. PORTRAIT D'UN PAYSAN DANS SON POTAGER, DU JIANGYAN, SICHUAN, 2013 (© MARLÈNE LEROUX).



Les outils de la planification du territoire

Le mode opératoire et instrument phare de la mise en œuvre du Programme d'édition des campagnes socialistes est la planification urbaine. La planification urbaine est considérée généralement comme un outil de gestion du territoire de l'ordre du geste politique et administrateur tandis que l'urbanisme inclut les sciences sociales, la recherche et l'investigation sur un territoire. D'un point de vue sémantique, la langue chinoise n'offre pas réellement d'équivalent au mot urbanisme. Celui-ci pourrait se traduire par l'expression *dushi zhuyi*, mais n'est jamais formulé ainsi. Seule l'expression *chengshi guihua*, soit la transcription textuelle de « planification urbaine » est de rigueur (DESCAMPS 2014). En Chine, la planification urbaine est une fonction gouvernementale comprenant la planification législative, la gestion administrative et technique ainsi que la supervision (WANG 2010: 75).

Le plan directeur est l'outil de gouvernance majeur. Ces plans reflètent la vision idéale du gouvernement central et des gouvernements locaux au sujet du développement territorial en termes démographiques, économiques et spatiaux. Les aspirations politiques se reflètent dans la législation nationale et les règlements qui incitent à respecter tant les communautés que leur environnement.

Le processus d'urbanisation chinois va au-delà de la simple nécessité économique et sociale: il se profile comme un projet civilisateur véhiculant des préceptes de modernité et de standardisation des modes de vie jusque dans les zones rurales les plus reculées. Il s'agit encore certainement d'un héritage communiste socialiste qui s'empare de l'aménagement du territoire pour en entériner la légitimité. Dans cet ordre d'idée, Tony Cliff, qui s'intéresse particulièrement à l'urbanisation à la périphérie des grands pôles économiques, écrit:

La mise en scène officielle de l'urbanisation en Chine est intimement liée aux récits plus globaux sur la modernisation, le développement et la civilisation [...], l'urbanisation se déploie en poursuivant à la fois des objectifs tangibles et intangibles, qui sont imbriqués, interdépendants et fondamentalement politiques. (CLIFF 2013: 15, TdA)

À travers l'effacement des traces, on cherche à transformer les modes de vie et à réinventer le récit d'une civilisation moderne, à créer les conditions idéales d'une nouvelle société. L'urbanisation est alors largement considérée comme un processus d'homogénéisation de l'espace construit, de transformation des relations sociales et de requalification des permanences culturelles.

Les projets d'aménagement du territoire qui en découlent sont la spatialisation d'idéaux préconçus, supportés par une vision univoque de l'identité de la modernité nationale. Leur



32. PANNEAU PROMOTIONNEL
POUR UNE NOUVELLE OPÉRATION
IMMOBILIÈRE SUR LA ROUTE
DU GRAND CANAL
(© JÉRÉMIE DESCAMPS).



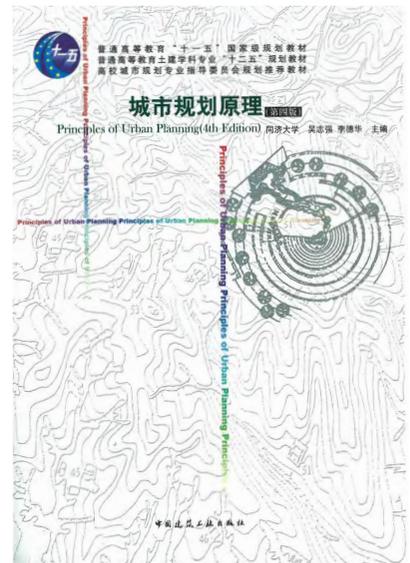
iconographie exprime un message saisissable, aisément duplicable afin de véhiculer une image de modernité et de rationalisation spatiale. Ainsi, la recherche de standardisation est largement soutenue par l'élaboration d'un modèle urbain chinois. La profusion de villes génériques s'impose tant comme un projet civilisateur que politique [SUEUR et BÉCHERAND 2011]. Ce *marketing* urbain dont font usage les gouvernements locaux et les investisseurs génère une forme de théâtralisation de l'espace urbain. Des slogans nationaux comme *better city, better life* proclament sans équivoque l'impact positif de l'urbanisation sur l'amélioration de la qualité de vie. Finalement, le développement urbain se transforme en étendard politique de la vitalité économique du pays (ill. 32).

Dans cette logique d'urbanisation réformatrice, Qiu Baoxing emploie l'expression de *planologie urbain*, en référence à un exercice de prédiction du développement urbain, pour désigner l'art d'arranger les constructions de manière rationnelle et scientifique propre à la planification urbaine. Il la voit comme la combinaison des réglementations et connaissances, mise en résonance avec des objectifs prédéterminés et des procédés de contrôle, en tenant compte des conditions socio-économiques, et ce, dans un laps de temps déterminé. D'un point de vue opérationnel, la planification urbaine chinoise consiste principalement en l'élaboration de systèmes de quotas et de standards visant à réduire les écarts entre les localités et les types de villes. Un ouvrage de référence, *Principles of Urban Planning (Chengshi guihua yuanli)* [Wu 2010] (ill. 33), regroupe l'ensemble des règles et des préconisations pour la rédaction et la conception des plans directeurs. Édité par la Presse nationale de l'industrie du bâtiment, il fait partie des manuels fondamentaux pour l'enseignement universitaire au niveau national, soit dans les 180 écoles d'architecture et d'urbanisme de Chine. Ce guide cherche à traiter de l'ensemble des paramètres qui régissent la conception d'une ville nouvelle. L'ambition des auteurs ainsi que leur effort de clarté, de précision et de rationalisation sont saisissants. Il regorge d'une multitude de ratios et d'objectifs à atteindre pour tout type urbain, indépendamment de son identité et de ses besoins. Il est frappant de voir à quel point le facteur de l'évolution démographique est omniprésent. Il apparaît dans chaque thématique abordée et rappelle à tout instant que la gestion de l'immense population chinoise est un enjeu majeur à bien des égards. Par exemple, le guide préconise en moyenne 100 m² de surface urbanisée par personne, ce qui comprend toutes les zones constructibles (logement, activités et infrastructures publiques). Il entend ainsi envisager par de simples calculs les besoins urbains à l'échelle nationale.

Cependant, ce type de calculs simplificateurs et standardisés s'adresse aveuglément à tous les types de villes et territoires, sans prendre en compte les différences d'usage et de densité. Malgré ce travail méticuleux, portant aussi bien sur les réseaux routiers que sur la distance préconisée



33. COUVERTURE DE L'OUVRAGE DE RÉFÉRENCE POUR LA PLANIFICATION URBAINE, *PRINCIPLES OF URBAN PLANNING* [城市规划原理] (WU 2010).



entre deux arbres d'un parc, les auteurs n'offrent que très peu d'indications sur les paramètres plus spatiaux et sociaux pourtant inhérents à la ville. De fait, ce modèle de production de la ville génère un paysage urbain monotone et tendant vers la standardisation. Pour reprendre l'expression de Qiu Baoxin, il engendre «un millier de villes au même visage» (QIU 2011: 67, TdA).

En bref, la planologie urbaine est principalement un exercice *ex nihilo* qui consiste à jongler avec les réglementations. Il s'agit avant tout d'un exercice statique, exclusivement orchestré par des administrations et instances gouvernementales, limité à un processus de «rationalisation spatiale de la société» (LEAF et HOU 2006, TdA). À cause de l'influence de la vision normative induite par l'omniprésence des réglementations, la planification urbaine perd le contact avec la réalité du territoire et la diversité des sociétés qui l'habitent. Il est important de souligner que les planificateurs sont contraints par la pression de la production en masse. En moyenne, une équipe de cinq techniciens peut concevoir un secteur résidentiel de 12 hectares et 800 logements en seulement trois jours (DOUADY 2011). Ils doivent jouer avec l'arsenal de réglementations tout en se pliant aux exigences du marché. Dès lors, pris dans ce double étau, ils répètent et recopient des formules et dispositions fonctionnelles qui ont déjà été validées du point de vue réglementaire, mais aussi sur le plan du succès commercial.



34. TYPIQUE REPRÉSENTATION EN «VUE D'OISEAU» D'UNE VILLE NOUVELLE. ICI, ON DISTINGUE LA NOUVELLE VILLE DE L'EST, DENGFENG, HENAN, 2010 (@ EXTRAIT DU SCHÉMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI).

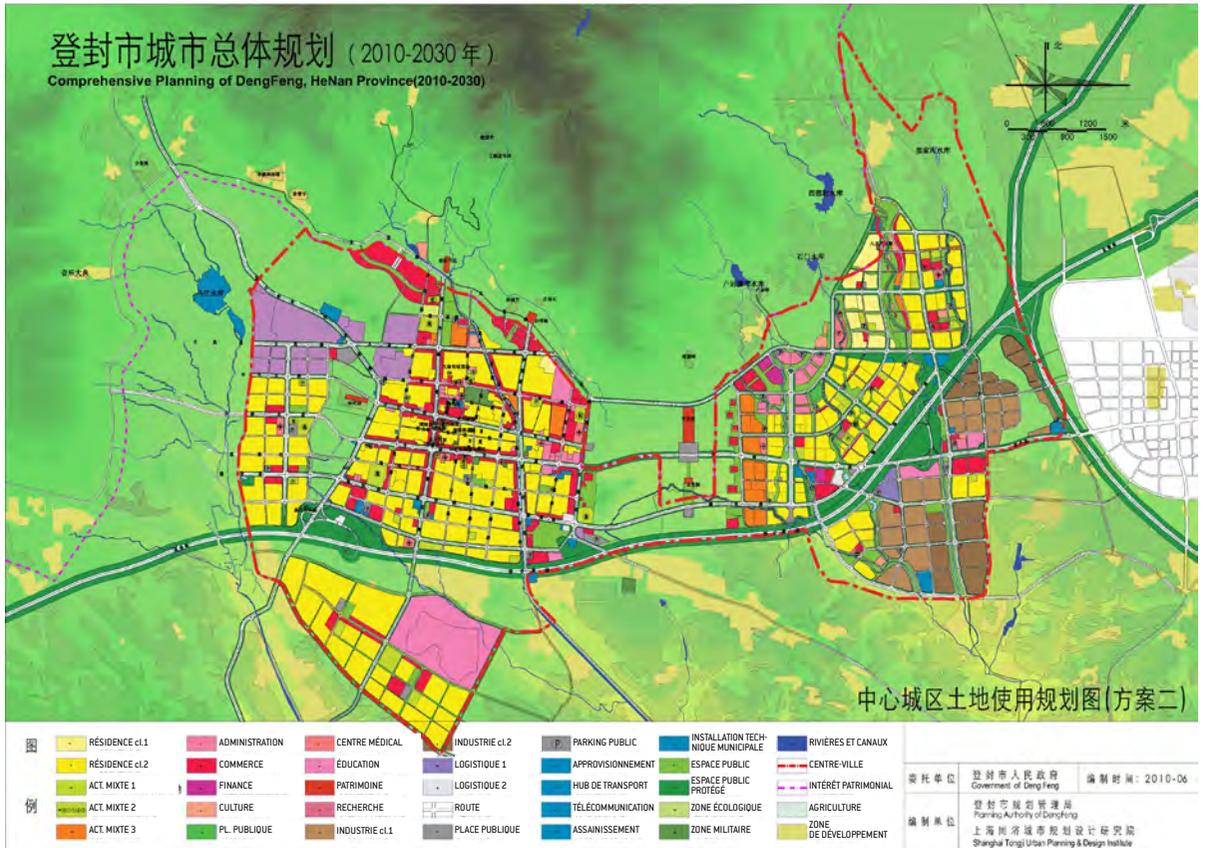
À ce titre, et bien qu'il soit convaincu des bienfaits de l'urbanisation, Qiu Baoxing critique amèrement la manière dont la ville chinoise est produite. Il déplore que la discipline de la planification se réduise *de facto* à un exercice technique, scientifique et normé mais aussi parfaitement autoritaire. La dualité du rôle du planificateur est la répercussion directe de celle de son commanditaire, soit le gouvernement municipal ou provincial. En effet, bien que celui-ci représente la société civile et devrait rechercher la production d'espaces de qualité, il doit aussi tirer un profit maximum du développement urbain. Le gouvernement local joue à la fois le rôle de l'institution et du développeur et le planificateur se fait l'exécutant. Ils sont à la fois juge et partie.

Dès l'introduction de son ouvrage, Qiu Baoxing dénonce l'un des maux majeurs de la planification urbaine chinoise en déclarant qu'elle n'est au service que du succès des investisseurs et gouvernements locaux. La planologie urbaine émane d'une coalition entre institutions et marchés immobiliers peu soucieuse du bien-être et des besoins de la population. Finalement, ce mécanisme de planification urbaine, parfaitement rationnel, présente des faiblesses, principalement lorsque le secteur immobilier s'impose en acteur majeur du développement urbain et qu'il devient un «cancer pour l'économie locale» (QIU 2011: 38, TdA) (ill. 34).

Une structure pyramidale. Le système de planification chinois est caractérisé par une structure pyramidale et guidé par une approche protocolaire, principalement administrative et fonctionnaliste. La structure des schémas directeurs est très hiérarchisée au niveau des acteurs publics (Commissions d'urbanisme, Instituts de projets, etc.) et rationalisée au niveau des modes de planifications (plans d'affectation définissant l'occupation des sols selon un zonage fonctionnel). Ces documents favorisent l'adoption de standards urbanistiques et architecturaux communs à tout le territoire.

La *planification stratégique de l'urbain et du rural* (*Chengxiang guihua fa*) représente le niveau le plus haut. Elle est déterminée par une série de lois concernant le planning économique et démographique du pays. Elle se traduit par un plan dessiné par le MOHURD puis approuvé par l'Assemblée nationale populaire. Il définit le cadre et les objectifs nationaux. Ce document est étoffé par un ensemble de règles techniques et des standards qui permettent d'étendre ces recommandations générales à l'ensemble du pays: procédures pour le dessin de plans, standards pour la planification et la construction de zones résidentielles, des routes, des systèmes de distribution d'eau, de recyclage des eaux usées, pour l'électricité, le gaz, etc. Ensuite, à chaque province est attribué un *plan d'affectation global* (*Tudi liyong zongti guihua*) qui se réfère aux principes du *plan directeur global* (*Tudi guanli fa*) défini par le MOHURD. En résumé, ce plan national désigne, province par province, les quotas de territoire alloués à l'urbanisation.

Les documents de planification se répartissent en trois types. Le *plan régional* (*quyu guihua*), guide et organise le développement urbain au niveau de la province: choix des centres économiques, de la structure urbaine, des principales zones industrielles, tracé des infrastructures majeures, etc. De son côté, le *schéma directeur* (*zongti guihua*) consiste en un plan fixant les grandes orientations urbaines d'une



35. LE PLAN D'AFFECTATION DE DENG FENG [详细规划], HENAN, 2010 [EXTRAIT DU SCHEMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI].

ville. C'est un outil de planification législatif et opérationnel établi par les municipalités et collectivités sur des durées s'étalant de 15 à 20 ans. Enfin, le *plan détaillé* (*xiangxi gui Hua*) ou *plan d'affectation* agit au niveau de la municipalité ou du district urbain (ill. 35). Il permet de décider, pour chaque bloc à urbaniser, l'affectation et les coefficients d'occupation du sol, la hauteur et la densité du bâti, la proportion d'espaces verts et de services publics (DESCAMPS 2014).

Dans la logique de séparation du territoire en régions administratives, ce sont les provinces qui répartissent entre leurs municipalités les quotas de terre à urbaniser, et ainsi de suite en descendant les échelons jusqu'aux villes et bourgs. À travers la recette perçue pour les droits de cession des droits d'usage d'un territoire, le développement urbain constitue une manne financière convoitée par les gouvernements locaux. Dès lors, une importante compétition s'instaure entre les types d'entités urbaines de même catégorie qui cherchent à augmenter leur quota de nouvelles zones à bâtir. En ce sens, le schéma détaillé et le plan d'affectation sont des outils majeurs d'autopromotion urbaine. Les administrations évaluent la faisabilité des projets et la crédibilité des investisseurs, échafaudent le montage d'opérations et calculent les ratios entre le coefficient d'occupation du sol et le prix d'achat des terrains.

Pourtant, malgré les apparences d'un système parfaitement bien coordonné, un grand nombre de ces réglementations sont en conflit les unes avec les autres, ce qui génère de nombreux dysfonctionnements du point de vue de la gouvernance et des décisions opérationnelles (QIU 2011: 206). L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié un état des lieux du système de planification urbaine chinois. Bien que se basant sur des données incomplètes, les auteurs estiment qu'il y aurait 83 types de documents de planifications produits par les gouvernements aux différents niveaux de compétences et cadres législatifs. Malgré l'attention particulière que le gouvernement porte à la planification, la transition entre une économie planifiée et une économie de marché a généré de nombreuses redondances, chevauchements et incompatibilités entre les réglementations éditées et validées par les différents départements et entités gouvernementales.

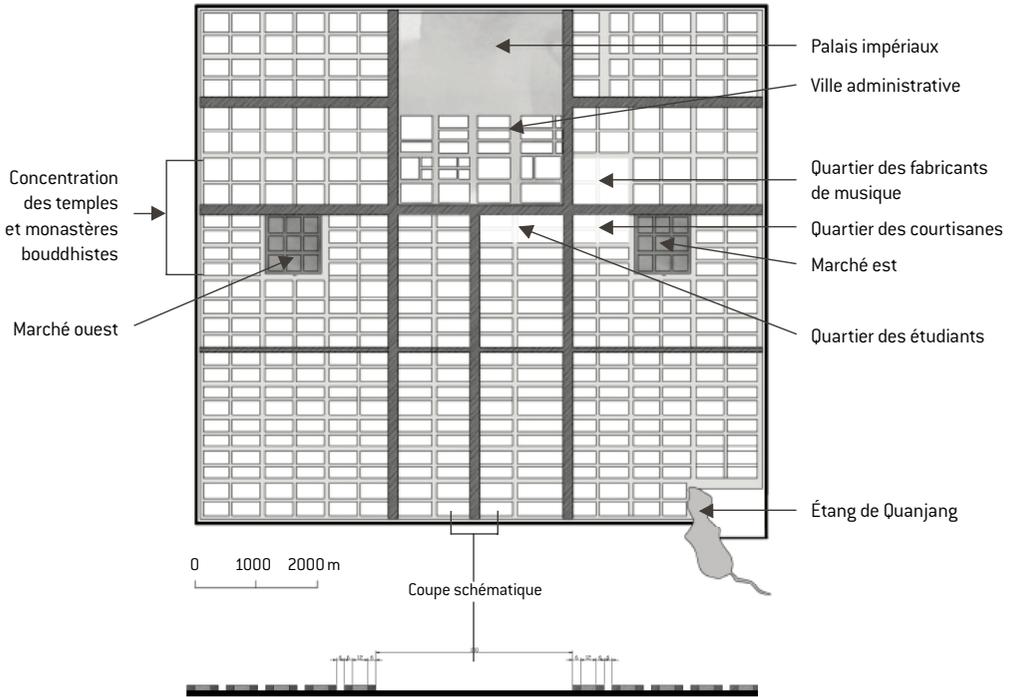
Affectation du sol, trame viaire et système paysager. Le schéma directeur d'une nouvelle zone de développement est composé d'un important jeu de plans, schémas et notes explicatives. Dans un premier temps, les grandes orientations économiques et principes urbains sont restitués à l'échelle de la région, de la province, voire parfois du pays. Une seconde série de cartes présente des diagnostics environnementaux et des recensements des éléments importants, tant naturels que construits. Et enfin, une dernière série de cartes développe le projet de planification à proprement parler, mais aussi le phasage, les modes de relocalisation des populations expropriées et le détail des zones de développement prioritaires, comme les centres administratifs et les équipements publics. Le plan d'affectation du sol constitue la pièce majeure de cet urbanisme de secteur. Il permet d'identifier clairement les nouvelles zones à urbaniser. Si l'on se base sur l'ouvrage de référence *Principles of Urban Planning*, le territoire est composé de trois catégories foncières: les terres à vocation agricole et forestière, les autres terres agricoles susceptibles d'être déclarées constructibles, les terres déclarées urbanisables. Pour le plan d'affectation, le principal enjeu économique sous-jacent consiste au transfert des deux premières catégories vers la troisième. Le texte de loi légalisant ce transfert ne statue pas sur les modalités précises des changements d'affectations. Dans *La revue foncière*, Michel Prouzet en propose la traduction suivante: «Le droit d'utilisation de la terre peut être transféré en respectant la loi» et «toute organisation ou tout individu qui utilise la terre doit le faire rationnellement» (PROUZET ET AYI 2014: 35). Dès lors, tout type d'interprétation est ouvert. Un grand crédit est accordé au processus d'établissement des schémas directeurs qui se revendiquent scientifiques et rationnels. Dès la rédaction de la Constitution de 1954, l'État se laisse des bras de levier et des outils institutionnels puissants pour, le cas échéant, disposer des terres et décider de leur affectation. Après avoir défini les limites du développement urbain sur les terres rurales, le plan d'affectation indique les affectations, les coefficients d'occupation du sol et les règles s'imposant à chaque parcelle. Il représente l'outil de communication et de négociation clé entre les administrations gouvernementales et les investisseurs. Tous les plans d'affectation affichent les mêmes codes couleur (une quarantaine) et sont tous accompagnés d'une légende unifiée à l'échelle nationale, faite d'une vingtaine d'indices graphiques pour la mobilité, les équipements techniques et publics.

Le plan d'affectation est composé de trois éléments majeurs: la trame viaire, le zonage et le système paysager. La prépondérance de la mobilité se traduit, dans les projets de nouvelles zones à bâtir, par une imposante trame viaire. De larges routes urbaines, de 40 à 60 mètres d'emprise au sol quadrillent le territoire et délimitent d'immenses secteurs à bâtir de 600 à 1 000 mètres de côté (Wu 2010). Les normes nationales imposent les largeurs et espacements entre les routes, ce qui a pour effet que les trames viaires ne manifestent que peu de variations d'une province à l'autre ou suivant le type de planification. Leur forme et orientation ne présentent en général que très peu d'adaptation au territoire, semblent même parfois en parfait désaccord avec lui. Elles attestent clairement d'une impressionnante rupture d'échelle (ill. 36). Ce premier niveau de routes est en principe financé par le gouvernement municipal. Servant à viabiliser les nouvelles zones à bâtir, il y a tout intérêt à ce qu'un minimum de linéaire de routes desserve la plus grande surface possible de terrains à bâtir. Le second réseau routier, servant à la circulation à l'intérieur des îlots, est en principe à la charge des développeurs.

La trame viaire constitue le squelette d'un aménagement territorial de secteur. L'usage de la grille viaire comme acte principal du développement urbain n'est pas nouveau en Chine. Ce procédé était déjà parfaitement maîtrisé près de 2000 ans av. J.-C. pour la conception de villes capitales telles que Changan (Xi'an) (ill. 37). La réelle innovation de la planification contemporaine se situe plus au niveau de l'affectation des secteurs résultant de la trame viaire. Aujourd'hui, à chaque secteur – séparé des autres par une route de 50 mètres de large en moyenne – correspond une affectation particulière, symbolisée par une couleur comme le jaune pour les quartiers d'habitations. Le manuel *Principles of Urban Planning* préconise que ces secteurs résidentiels fonctionnent de façon relativement indépendante,



36. TRAME VIAIRE DE LA NOUVELLE VILLE APPLIQUÉE SUR UNE PHOTO SATELLITE [© EXTRAIT DU SCHÉMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI].



avec leurs propres équipements publics et commerces de base. Ils sont en principe clôturés et ne comptent que quelques entrées. Non sans rappeler les *gated communities* américaines, les quartiers résidentiels clos chinois trouvent plus leur justification dans le besoin d'un contrôle à l'intérieur de la zone que d'une volonté de défense contre l'extérieur [DOUADY 2011: 130]. En effet, l'administration de ces communautés confinées et clairement identifiables est largement facilitée par la structure urbaine, ce qui est central dans la gouvernance de la ville et la gestion de la population.

Le troisième axe des plans d'affectation consiste en la mise en place d'un dispositif paysager. Toute une palette de verts est repérable dans les plans d'affectation, indiquant les corridors de verdure flanquant les axes majeurs, les parcs ou les réserves naturelles. Les espaces verts occupent une place importante dans la planification urbaine chinoise:

Ils doivent être considérés afin de rattraper au maximum les dégâts causés à l'environnement par la construction des bâtiments. Ils permettent non seulement un rééquilibrage écologique urbain, mais satisfont également les citoyens dans leur poursuite d'une vie meilleure, plus riche et colorée. (WU 2010: 431, TdA)

Les plans d'affectation focalisent toute l'attention sur la zone de planification, mais ne donnent aucune information sur les territoires ruraux en toile de fond:

En raison de cette négligence des plans de planification et de l'absence de lois d'application, les constructions dans les zones périphériques sont gravement désordonnées, ce qui est devenu un problème incurable pour la plupart des villes chinoises. (QIU 2011: 215, TdA)

37. REPRÉSENTATION DU PLAN THÉORIQUE DE CHANGAN (XI'AN), ANCIENNE CAPITALE CHINOISE ÉTABLI 200 ANS AV. J.C.

Au titre des problèmes incurables, Qiu Baoxing dénonce, entre autres, le phénomène d'étalement urbain invasif généré principalement par une urbanisation endogène sortant du cadre rigide de la planification officielle, une urbanisation spontanée ou *in situ*. Il convient pourtant d'en analyser l'ampleur et d'en estimer l'impact, au même titre que la planification *ex nihilo* – mode opératoire du Programme d'édification des campagnes socialistes – afin de s'approcher au plus près de la réalité du territoire.

Triptyque d'acteurs

Le développement territorial chinois relève d'un jeu de pouvoir entre un trio d'acteurs: le gouvernement (l'institution), les investisseurs (le marché), les habitants (la société civile). L'excellente revue *Urban China* dédie un numéro spécial aux modes opératoires de l'urbanisation dans le pays par le biais de l'analyse de ce triptyque (ill. 38).

Il faut tout d'abord noter que le gouvernement central est absent du triptyque. En effet, dans le cadre des réformes économiques initiées par Deng Xiaoping dès 1978, ouverture économique et privatisation ont été couplées à une politique de décentralisation largement favorable aux gouvernements locaux. Les municipalités se sont ainsi vues transférer d'importantes compétences en matière d'aménagement du territoire ainsi que des moyens, par la mise en place d'un forfait municipal sur les recettes fiscales locales. Les collectivités locales peuvent depuis lors conserver la majorité de ces recettes, ce qui leur permet de disposer d'une capacité financière autonome (ZHUO 2006). Toutefois, les bénéficiaires des transactions foncières sont largement supérieurs, ce qui en fait un instrument clé du développement territorial. Lors de projets d'urbanisation, le gouvernement local octroie des baux emphytéotiques sur 30 à 50 ans aux investisseurs publics ou privés. Une partie des loyers perçus est reversée au gouvernement central et le reste peut être réinvesti sur le territoire sous forme d'infrastructures de mobilité ou d'équipements publics (XU, YEH et LIU 2011). Ainsi s'enclenche un système en spirale: la construction de réseaux

viaires augmente l'accessibilité aux terrains, les viabilise et en accroît la valeur; par la vente des droits de cession du droit d'usage, cette plus-value contribue à l'implantation de nouvelles infrastructures, ce qui majore la valeur des nouveaux terrains, etc. Il s'agit d'un phénomène dit de *land breeding land*, d'itération des terres à urbaniser (KAMAL-CHAQUI, LEMAN et RUFIE 2009).

Dans ce processus, un premier rapport de force s'engage entre le gouvernement municipal et les investisseurs. Il se base principalement sur deux paramètres imbriqués: le prix de la cession du droit d'usage et les conditions du droit à construire. Les autorités locales peuvent imposer des types de programmes, réglementer les coefficients d'occupation du sol et le phasage. Afin de diminuer ses dépenses, le gouvernement municipal a tout intérêt à reporter sur les développeurs la charge d'une partie des équipements

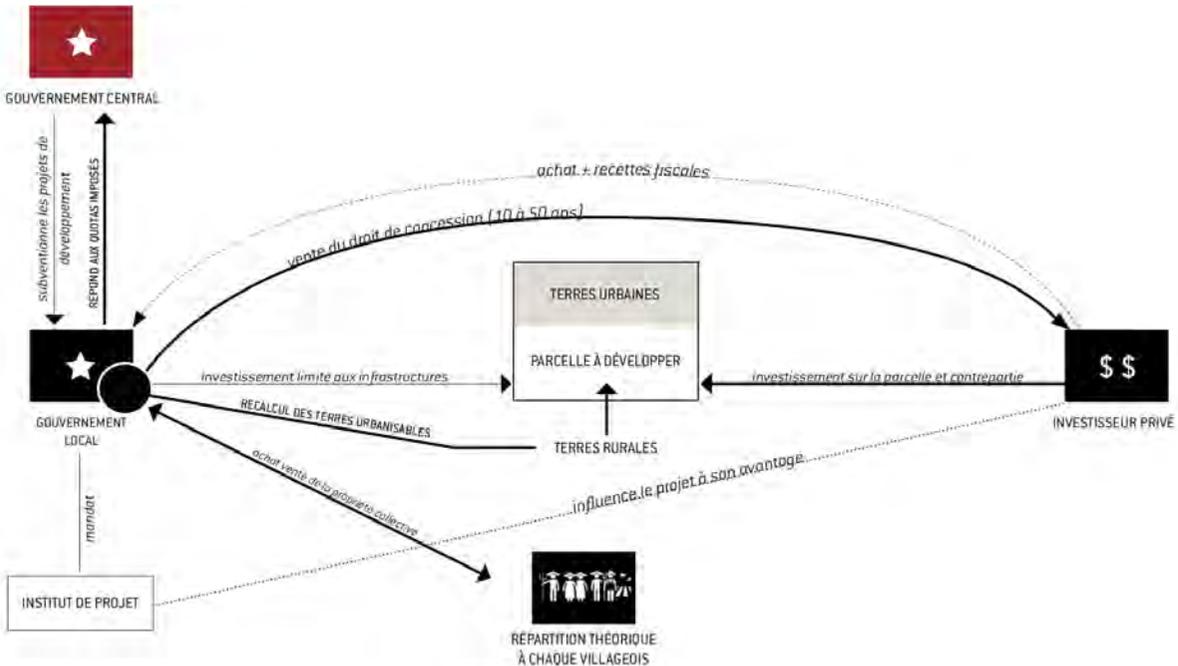
38. «DEEP PLOWING THE LAND REFORM», *URBAN CHINA* (城市中国), N°36, 2011. REVUE CHINOISE D'ÉTUDE DES MUTATIONS URBAINES EN COURS, INITIÉE PAR L'URBANISTE ET THÉORICIEN JIANG JUN.



publics. Il concède une baisse de prix aux investisseurs qui garantissent un développement rapide de la parcelle (3 à 5 ans) ou qui s'engagent à construire à leurs frais des bâtiments d'intérêt public (écoles, hôpitaux). L'investisseur accède à ces demandes s'il peut en échange augmenter les surfaces à construire et déroger à certaines réglementations (exigences environnementales, isolation des bâtiments, reculs, hauteurs, etc.). Notons que le coût de la construction n'est pas le poste de dépense le plus important pour les investisseurs. Pour un secteur résidentiel par exemple, l'acquisition des droits et l'équipement viaire représentent près de 40 à 45% des coûts globaux (DOUADY 2011).

Toutefois, comme les terrains font défaut en ville et que leur rareté ne permet plus la réalisation de vastes opérations, le développement urbain repose principalement sur la conversion de terres rurales en terres urbaines, un processus soutenu par le Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes (ill. 39). Or en Chine, si la propriété des terrains urbains est étatique, celle des terres agricoles est détenue par les collectivités rurales. C'est ainsi qu'entre en jeu le troisième pilier du triptyque: les communautés rurales. Cependant, l'ambiguïté du régime de propriété des terres rurales – un système de droits dit incomplets – s'interpose. Bien que propriétaires, les communautés rurales ne disposent pas du droit de changer l'usage des terres agricoles. Leur conversion implique un changement de propriétaire. Les terres qu'elles possèdent collectivement sont donc réquisitionnées par les gouvernements municipaux et se transforment, à l'issue de ce processus d'expropriation, en terres urbaines propriétés de l'État. Au cours des vingt dernières années, des mesures de dépossession foncières ont frappé 40 à 45 millions de ruraux. Ils sont expropriés tant de leurs logements que des terres qu'ils exploitent. Ces vagues d'expropriations

39. MÉCANISME DE CONVERSION DES TERRES ET RELATIONS ENTRE LES PROTAGONISTES (© MARLÈNE LEROUX).



ainsi que leurs compensations largement sous-évaluées et souvent détournées, représentent aujourd'hui la principale cause de révoltes citoyennes.

La loi indique que la conversion de terre agricole n'est possible que pour un motif d'intérêt public. Cependant, le flou entourant la définition de cette notion ouverte à interprétation entraîne de nombreux abus:

Lorsqu'une décision aboutit à exproprier ou à déposséder des ménages de leurs droits immobiliers ou fonciers, sa légalité semblera difficile à contester si elle sait se parer des vertus de la science. (PROUZET et AYI 2014)

Conséquence directe du développement urbain, les gouvernements locaux justifient les expropriations en invoquant la nécessité de construire des infrastructures de mobilité et des équipements publics. Mais dans les faits, ils en profitent pour développer des opérations industrielles et commerciales qui n'ont pas systématiquement d'usage public. L'expropriation peut également être une conséquence indirecte de l'urbanisation. En effet, celle-ci conduit inexorablement à une perte de terres agricoles qui engage le pays dans un nouveau défi: celui de son autonomie alimentaire. Partant, un ensemble de réglementations ont été adoptées dès 1999, instaurant un contrôle très strict des conversions de terres arables en terres à urbaniser (YE et LEGATES 2013).

Face à ce double mouvement – une urbanisation massive d'un côté et la préservation des terres arables de l'autre –, le démantèlement des villages s'impose très vite comme une solution idéale. Un jeu de vases communicants s'instaure. L'emprise libérée par les villages détruits est réaffectée en surface de terre arable. Une surface équivalente peut donc être convertie en terrain constructible, dans les zones désignées comme urbanisable, c'est-à-dire généralement en périphérie des villes. Notons qu'aucune mesure précise ni fonds dédiés ne sont prévus pour la dépollution de ces sols en vue d'un retour à l'agriculture. Il s'agit bien plus d'une procédure administrative et financière que d'un réel processus de développement durable du territoire rural. Ce jeu de transfert de droits à bâtir provoque la disparition d'innombrables villages ruraux: près de 900 000 villages ont été rayés de la carte en dix ans, qui présentaient pourtant encore de nombreux foyers de vie et d'activités (S.A. 2012).

L'État a le monopole sur le marché primaire foncier urbain et dispose du plein droit de disposer de la terre. Face à lui, les collectivités rurales sont dépourvues de tout pouvoir, en particulier pour les décisions d'expropriation prises par les gouvernements municipaux. Elles ne peuvent négocier ni la quantité des terres expropriées ni le montant des transactions (Xu 2008) et ne sont pas autorisées à céder les droits de possession ou d'utilisation.

Cependant, elles mènent parfois des opérations immobilières en profitant des interstices du système de droits incomplets de gestion du sol rural. Elles peuvent développer des quartiers d'habitations denses ou encore s'associer à des développeurs industriels ou d'agro-industriels.

Il s'agit là d'un procédé d'urbanisation endogène, spontané ou *in situ*, qui se met en place hors des règles fixées par le gouvernement municipal et, par extension, hors du schéma de planification territoriale. Dans le numéro de la revue *Études Rurales* intitulé «D'une illégitimité à l'autre. Dans la Chine rurale contemporaine»



40. OPÉRATION URBAINE DITE *IN SITU* SUR DES TERRES AGRICOLES, MENÉE PAR LES COLLECTIVITÉS RURALES, HORS D'UN CADRE DE PLANIFICATION, HUAIAN, JIANGSU, 2011 (© MARLÈNE LEROUX).

(2007), Isabelle Thireau recueille l'ensemble des variantes de ce type d'opérations et constate que la très grande majorité des opérations immobilières réalisées sur l'ensemble du territoire rural sont illégales. Bien que répondant aux besoins directs de la population, elles sont souvent inégalitaires et contre-productives (ill. 40). Le manque de planification [étude de marché, planification urbaine] précipite nombre de ces opérations vers un échec économique, sans compter leur impact environnemental. Il n'est pas rare que les failles législatives se retournent contre les communautés. Toutefois, ce type de développement *in situ* peut aussi aboutir à des situations d'aménagement de grande qualité comme dans le cas du comté de Dujiangyan étudié dans la deuxième partie de l'ouvrage, et présenter de réelles innovations en vue d'un réaménagement doux du territoire.

Effets collatéraux de l'urbanisation massive des campagnes chinoises

Avec le recul, il est possible que les historiens puissent ériger le Programme d'édition des nouvelles campagnes socialistes en accomplissement majeur de la décennie Hu Jintao – Wen Jiabao (HILLMAN 2013). Mais une volonté si radicale d'effacement d'une culture et du système productif rural a des conséquences environnementales, sociales et culturelles. S'il est encore difficile d'en évaluer l'ampleur, il est par contre impossible de s'y soustraire.

Le développement des villes chinoises repose essentiellement sur la marchandisation de la terre, par la vente des droits d'utilisation du sol. Le marché foncier est ainsi largement confisqué par les institutions. Malgré l'ensemble des réformes, la campagne est toujours maintenue dans l'état de la domination de l'État et de la ville (Xu 2008). Alors qu'une certaine régulation devrait pouvoir s'établir librement entre le prix d'achat et le prix de revente, l'État omniprésent intervient et régule à

chaque échelon du processus: «Le Parti-État définit, régule et participe directement au marché» (Xu et MURPHY 2008). Il plafonne notamment de manière artificielle les sommes versées aux paysans en cas d'expropriation de leurs droits d'usage, afin de ne pas entraver un développement urbain rapide. Ainsi, les compensations perçues par les paysans sont dérisoires. Concrètement, elles se calculent d'après la production, donc en fonction de ce qu'une parcelle rapporterait si elle était exploitée en tant que terre agricole. Alors qu'en principe, la compensation est indexée sur la valeur du marché, en Chine, elle vise seulement à maintenir le niveau de vie initial des utilisateurs expropriés. Quant aux gouvernements locaux, ils s'impliquent fréquemment dans les opérations immobilières en créant des sociétés d'investissement parallèles. Ils jouent à la fois le rôle de régulateurs et de bénéficiaires sur le marché foncier, biaisant inexorablement la régulation plus naturelle d'un marché libre. Tout cela engendre des relations complexes et ambiguës entre le gouvernement central, les gouvernements municipaux transformés en entrepreneurs et les entrepreneurs privés. La frontière entre les secteurs privés et publics, entre intérêts collectifs et individuels, est brouillée, tout comme la séparation entre l'urbain et le rural (Xu 2008).

L'imbrication permanente entre public et privé ainsi que la cohabitation de deux systèmes parallèles de gestion et de valeur du foncier entre terres rurales et terres urbaines renforcent les risques de transferts illégaux et de corruption. La corruption liée à la terre ou à la recherche de rentes est en général associée au processus d'approbation et d'enchère sur les terres. Mais elle s'étend également aux compensations en cas d'expropriation du droit d'usage des parcelles agricoles. En effet, les paysans ne reçoivent pas directement ces compensations qui transitent par une autorité locale. L'existence d'intermédiaires entraîne de lourds problèmes de corruption et de malversation. Selon les estimations, 60% à 70% des sommes sont retenues par les gouvernements de districts et de bourgs, et 25% à 30% par les collectivités des villages. Les agriculteurs ne reçoivent finalement que 5% à 10% des – déjà maigres – compensations prévues (Xu 2008) (ill. 41).

Qiu Baoxing (2011) affirme que la corruption est structurelle, que le chaos généré par une accumulation de réglementations incompatibles sert l'ego des membres des gouvernements et qu'il est urgent de trouver des structures légales qui régularisent véritablement cette tendance. Ting Xu trouve une formule évocatrice:

Tout, dans la société, peut être transformé en biens et marchandises, mais seulement selon les modalités choisies par la Chine. (Xu 2008)

Ainsi, la première limite du développement urbain actuel est institutionnelle. De nouveaux modes de financement du développement de la ville doivent être trouvés afin de ne plus compter uniquement sur la marchandisation du territoire. D'autre part, la préservation des terres agricoles n'est possible qu'en élaborant une nouvelle réforme du foncier rural rendant comparables les systèmes fonciers urbains et ruraux, libéralisant le droit de propriété rurale et protégeant les droits des paysans, notamment avec des compensations en lien avec le profit généré par la modification du droit d'usage. Il faut créer une distinction claire entre la propriété du foncier rural et la propriété des moyens de production agricole, instaurer une «capitalisation d'actifs publics partagés» à la place de l'actuelle «collectivisation



21

41. VILLAGE RURAL EN COURS DE DESTRUCTION; EN SECOND PLAN, RÉSIDENCE POUR PAYSANS EXPROPRIÉS, CHENGYANG, SHANDONG, 2013
[© FRANCIS JACQUIER].

spontanée». Cela permettrait à la fois de réguler les problèmes de détournement d'argent et de rendre chaque foyer collectivement responsable de la gestion, du fonctionnement et du financement des opérations. Et enfin, des fiduciaires foncières et des banques fiduciaires doivent être instaurées pour permettre la distinction entre le droit d'exploitation de la propriété par le constituant, le droit de gestion attribué au fiduciaire, et l'usufruit perçu par le bénéficiaire. Ces réformes foncières sont la condition d'une redistribution des cartes entre agriculteurs, gouvernements locaux et investisseurs fonciers (BÉNAZÉRAF et HENRIOT 2014).

L'urbanisation massive de la campagne chinoise se heurte deuxièmement à des mouvements de contestation qui entraînent un risque non négligeable du point de vue de ses conséquences politiques. Les ruraux, trop dispersés dans des territoires isolés, peinent à se fédérer et les questions se règlent bien souvent de manière unilatérale, avec des méthodes contestables face auxquelles les paysans n'ont aucun poids. Les scandales répétés de compensations d'expropriation inappropriées en sont une des manifestations les plus évidentes. Pourtant, les contestations sont tous les jours plus importantes, mieux organisées, mais aussi plus violentes et criminelles. Si hier, elles portaient principalement sur les expropriations injustifiées ou sur les malversations relatives aux compensations, elles se focalisent désormais de plus en plus sur des questions de pollution de l'air, de l'eau et de dégradation de l'environnement en général. Les débats portent maintenant principalement sur des questions de santé publique qui touchent toutes les classes sociales, parmi les populations urbaines aussi bien que rurales. Ces vagues de contestation prennent des formes particulièrement variées, comme les arrêts de travail dans les usines, l'encerclement des bâtiments administratifs mais aussi la mobilisation des textes législatifs existants avec des plaintes collectives ou la dénonciation des abus de

l'administration locale [SANJUAN 2006]. Lorsque les contestations recourent aux modes de pression classiques, les sanctions et arrestations sont aisées et sans appel. Dès lors, beaucoup d'espoirs sont reportés sur le potentiel, déjà éprouvé, des réseaux sociaux. L'anonymat qu'ils offrent permet de prendre moins de risques et une partie de ce jeu se joue entre les développeurs de plateformes sociales et les organes de contrôle. Par exemple, le réseau social Weibo, considéré comme le Twitter chinois, aurait atteint 300 millions d'utilisateurs dont 30% se connecteraient au moins une fois par jour [DESCAMPS 2014].

Aujourd'hui, de nouvelles réformes cherchent à réguler et limiter les réquisitions abusives des terres agricoles. Malheureusement, les modalités et réglementations ne sont pas réellement spécifiées et un débat oppose les partisans du maintien du système de propriété collective et ceux prônant une libéralisation totale. Dans tous les cas, les réformes devront prendre à bras-le-corps l'épineuse question de la gouvernance dans les campagnes chinoises, libérer les paysans de la mainmise des cadres locaux et imposer un meilleur contrôle de ces derniers [COLIN 2006]. La libéralisation totale du marché foncier rural apparaît comme une solution évidente pour la modernisation et l'industrialisation de l'agriculture, car elle permettrait le remembrement parcellaire indispensable à sa mécanisation. Si les droits de propriété de la terre rurale sont bien définis et si les agriculteurs sont autorisés à entrer sur le marché en tant que propriétaires, les quantités et les prix des terres rurales converties à un usage urbain seront déterminés par le mécanisme de l'offre et de la demande, et acceptés par toutes les parties concernées. D'un autre côté, l'abolition de la propriété rurale collective priverait les ruraux les plus démunis de leur dernière parcelle de sécurité financière garantie.

La troisième limite tient au coût environnemental. Il faut souligner que le gouvernement central ne reste pas inactif face à l'envergure des problématiques environnementales: il s'évertue inlassablement à mettre en place un arsenal législatif ainsi que des campagnes d'actions d'envergure. Pour donner un exemple significatif, le gouvernement central a engagé dans les années 2000 un programme de reforestation massive de plus de 100 millions d'hectares. Cela ne suffit cependant pas, et la durabilité du processus d'urbanisation massive en cours est gravement mise en péril par les conséquences écologiques de la disparition des terres agricoles, de leur pollution et de leur érosion. La disparition des collectivités agricoles participe à la détérioration des infrastructures rurales. Les diverses réformes ont diminué la capacité des communautés rurales à mobiliser les ressources et la main-d'œuvre nécessaires pour la maintenance des routes, des systèmes d'irrigations, de lutte contre l'érosion et contre la désertification des terres arables. L'urbanisation massive a un coût environnemental majeur tant pour la Chine que pour le reste du monde. Notamment, la consommation énergétique nationale a doublé en 25 ans, passant de 7,9% de la consommation mondiale en 1979 à 14,2% en 2005 [YUSUF 2008].

C'est au mode de vie urbain qu'il faut imputer cette augmentation spectaculaire de la consommation d'énergie: l'éclairage nocturne, les systèmes de climatisation ou les réfrigérateurs sont principalement urbains. L'absence d'adaptation des typologies urbaines et architecturales aux écarts climatiques, les larges routes qui ne permettent pas de se protéger du soleil, les grandes façades au sud dénudées

de système de protection solaire sont autant de défauts de la ville contemporaine chinoise. À cela s'ajoute la démultiplication de la mobilité, en particulier des transports individuels particulièrement gourmands en énergie fossile, générateurs de pollution de l'air et de nombreuses conséquences négatives.

L'impact de la mutation urbaine du monde rural et particulièrement de la perte de terres agricoles relève aussi d'enjeux culturels. En effet, l'uniformisation et la rationalisation des structures territoriales rurales engendrent une perte du savoir-faire agraire qui, dans le temps long, a su modeler le sol, les champs et les exploitations pour s'adapter au climat et à la topographie. En imposant des matériaux et produits industriels, on néglige la connaissance des matériaux naturels propres à un lieu. L'application d'un urbanisme uniforme et normalisé gomme les particularités, les aspérités d'un territoire, forme une abstraction grossière d'un territoire pourtant bien réel: «L'absence de singularité de chaque ville est de plus en plus frappante pour le visiteur» (SUEUR et BÉCHERAND 2011). Dans son ouvrage *Junkspace* (2011), Rem Koolhaas souligne que seule l'Asie assume clairement sa production massive de ville générique. En Chine, la diffusion d'un modèle unique d'organisation urbaine – le plan orthogonal – est un véritable outil politique (ill. 42):

Le damier se présente [...] comme une technologie de pouvoir au service de l'État central: chaque case du damier fonctionne comme une institution; l'îlot, avec son agencement spatial quasi panoptique, est au service de l'institution et autorise un contrôle des populations qui y vivent. (SUEUR et BÉCHERAND 2011).

Pas moins de 180 villes chinoises s'autoproclament *International Metropolis* (QIU 2011). Ceci explique la prolifération de projets d'infrastructures trop ambitieux, qui, souffrant d'un manque de financement, génèrent dans tout le territoire des paysages de chantiers abandonnés et de friches urbaines. Il en résulte une réelle perte d'identité tant dans l'apparence de la ville que dans le type d'activités qu'elle propose. Toutes les villes cherchent à prendre des airs de modernité, mais chaque nouveau



42. PANNEAU DE PRÉSENTATION D'UNE ZONE DE RELOGEMENT EN COURS DE CONSTRUCTION EN ARRIÈRE-PLAN, DENGFENG, HENAN, 2013 (@ MARLENE LEROUX).

quartier atteint quasi immédiatement le stade de l'obsolescence de par la qualité médiocre des constructions et la banalité des espaces publics produits.

Aujourd'hui, le débat classique opposant tradition et modernité se réoriente vers une opposition plus territoriale que culturelle entre villes et campagnes. Désignée par la formule «trois problèmes ruraux», la campagne endosse tous les maux de la Chine que seule son urbanisation pourrait régler, vers la réduction des écarts sociaux et économiques du pays et finalement, l'harmonisation de la société chinoise.

Mais force est de constater que d'un point de vue territorial, le Programme d'édition des nouvelles campagnes socialistes a provoqué un processus d'urbanisation massive qui, au-delà de la forte production d'opérations immobilières, de villes standardisées et d'infrastructures, a généré un important émiettement des campagnes fait d'étalement rural invasif et de friches rurales. Le territoire a fait l'objet de nombreuses atteintes à l'authenticité de son patrimoine rural, autant territorial que culturel. Il reflète désormais la coexistence brutale entre des composantes rurales persistantes mais fragilisées et de nouvelles structures urbaines. L'ensemble des processus en cours précipite les territoires vers une perte irrémédiable de leur dimension rurale.

La dernière stratégie d'urbanisation (2014-2020) annonce le développement de principes d'urbanisation centrés sur l'humain (*yi ren wenben*). L'objectif est de pallier les déséquilibres sociaux et territoriaux. Le gouvernement compte sur une répartition raisonnée des fonctions entre grandes, moyennes et petites villes et bourgs ruraux. L'un des enjeux principaux est la prise de conscience que les villes ne peuvent pas s'étendre indéfiniment sans mettre en péril l'autonomie alimentaire du pays. En effet, depuis les années 1980, des centaines de millions d'hectares de terres agricoles ont été détruites (Xu 2008).

Rêveries d'écocités

En parallèle d'une production urbaine envahissante et peu soucieuse des impacts environnementaux, de nombreuses images de villes écologiques véhiculent des signes d'engagement écoresponsable des politiques urbaines. Qui n'a jamais entendu parler de la ville écologique de Dongtan, dont la publicité fut tellement importante qu'elle semble exister ? Des illustrations, plans d'aménagement et représentations virtuelles photoréalistes sont largement diffusés, semant le doute et laissant accroire que certains de ces projets écologiques existent véritablement. De telles utopies écologiques, produites tant par des entreprises internationales que nationales, ne sont en réalité que très rarement, ou très partiellement, réalisées. Malgré tout, ces visions d'aménagements écoresponsables témoignent d'une véritable prise de conscience des conséquences néfastes des mécanismes d'urbanisation standardisée et de la perte irréversible de la dimension rurale qu'ils engendrent. Aussi, elles illustrent l'impasse dans laquelle se trouvent les planificateurs pour repenser leurs modèles ou pour s'écarter des contingences normatives, économiques et politiques.

En ce sens, la ville écologique de Dongtan (ill. 43) représente l'archétype d'une conception hypertechnologique d'une ville dite écologique. Localisé sur une île



43. PLAN DE MASSE DU PROJET DE L'ÉCOCITÉ DE DONGTAN, ARUP, 2005.

au nord de Shanghai, le projet de première écocité chinoise annonçait des performances écologiques et environnementales sans précédent. Développé dès 2005 par le bureau d'ingénierie Arup, il propose une symbiose entre ville, industries et activités agricoles. Le système écologique est largement soutenu par le développement de technologies nouvelles dans une perspective claire: devenir le laboratoire de la ville de demain. L'iconographie associée présente un paysage futuriste à grand renfort de voitures électriques, de capteurs solaires et de systèmes de recyclage de tous les types de déchets tant domestiques qu'agricoles. Les exploitations agricoles, constituées de systèmes de culture hors-sol superposés et sous serres, sont ultra-performantes et économes en territoire. Du point de vue de sa morphologie urbaine, la ville est compacte, très dense, mais très végétalisée et conserve de vastes surfaces pour les exploitations agricoles en périphérie.

Une décennie après le lancement du projet, la ville écologique de Dongtan n'existe plus que dans une salle du musée d'urbanisme de Shanghai. L'investissement colossal que nécessitait sa viabilisation a participé à son échec, en parallèle des scandales politiques associés à la gestion des fonds du projet. Mais au-delà du décalage entre ambitions politiques et réalités économiques, le projet interroge car, sous couvert de revendiquer l'image d'une ville écologique, le concept spatial procède avant tout à l'effacement irréversible des traces de l'existant: destruction des anciennes exploitations agricoles, remaniement de la topographie et de l'hydrographie, remplacement des villages par une structure urbaine centralisée. La mise en place d'un système à haut niveau d'exigence environnementale impliquait de détruire l'écosystème en place, modifier l'économie locale en profondeur et réinventer l'identité du lieu. Sur le fond, rien ne distingue ce projet de la production

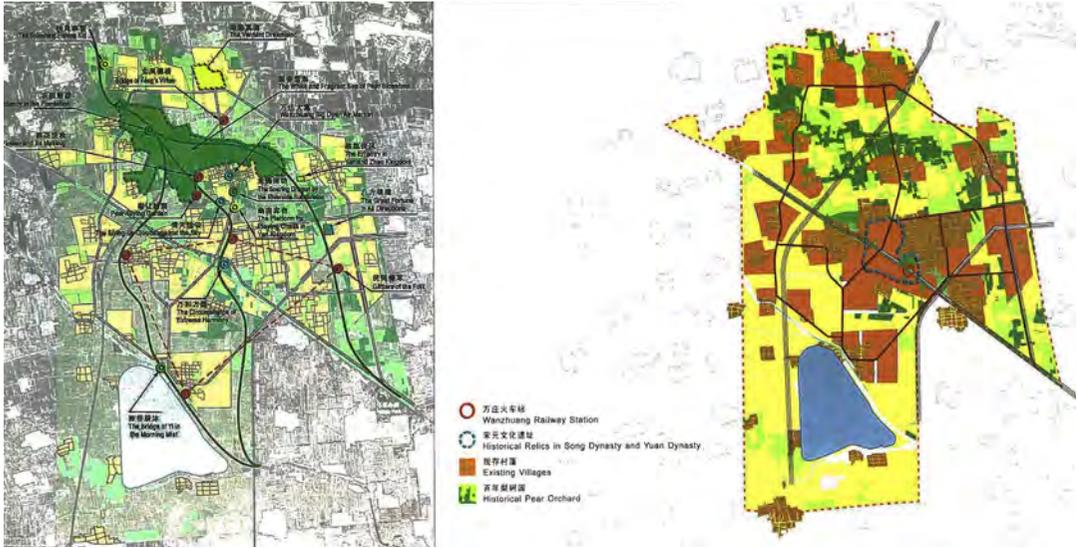


44. PROJET DE RECONSTRUCTION
DES CLUSTERS URBAINS DE
LA PLAINE DE CHENGDU,
LI XIAODONG, 2011.

urbaine courante car il s'agit principalement de la conversion de la campagne en ville et de la destruction de toute dimension rurale. Aussi qualitatif qu'il puisse être, le dispositif proposé n'intègre pas les notions de continuité historique, de transition d'usages et de culture locale. Il propose, une fois encore, un dispositif exogène et invasif.

Autre alternative de l'aménagement des territoires ruraux, les *clusters* urbains (ill. 44) illustrent une conception plus paysagère. Un tel projet a pris place au cœur de la ville nouvelle de Juyuan, dans la plaine de Chengdu – un territoire étudié en détail dans la deuxième partie de l'ouvrage. Suite à l'important tremblement de terre de 2008, l'atelier d'architecture Li Xiaodong participe à la reconstruction par la création de blocs urbains denses au cœur de la campagne. Ce concept spatial s'inspire de l'implantation de hameaux ruraux au cœur de champs de polycultures mais opère un changement radical d'échelle: à la place des microstructures des hameaux sont positionnées des mégastructures bâties dans des dimensions monumentales. Là encore, si le territoire est le point de départ conceptuel, il n'en reste pas moins que le projet procède d'une suprématie des valeurs urbaines au détriment du rural. En effet, seuls la dimension contemplative et l'imaginaire associés à une vie campagnarde plus saine sont pris en compte. L'innovation par rapport à l'écocité de Dongtan est l'instrumentalisation du paysage comme un bien culturel permettant de justifier la création d'une situation hybride. En d'autres termes, le territoire rural est relégué à un simple décor en fond de scène et n'a pas d'autre valeur que l'image qu'il véhicule. De fait, l'iconographie choisie pour représenter le projet oscille entre utopie et science-fiction. La proposition se détache tellement des contingences de la réalité qu'elle exclut l'idée d'une véritable intention d'intervention dans un monde rural.

Enfin, le projet d'écocité de Wuanzhuang (ill. 45), au sud de Pékin, développe les prémices d'une planification intégrée du rural. Il est également conçu par Arup, mais dix ans après celui de Dongtan. Cet intervalle de temps a permis de repenser la



méthode d'intervention pour proposer cette fois une adéquation avec la structure du territoire en se basant sur un diagnostic détaillé tant du patrimoine territorial que des foyers d'activités et du système productif local. La principale stratégie consiste à renforcer et à rationaliser le tissu viaire rural afin de permettre, par une connexion efficace entre tous les villages, la constitution d'un nouveau type de conurbation rurale, c'est-à-dire une agglomération formée d'une accumulation d'entités rurales et de petites villes. Un réseau de bâtiments d'activités est localisé entre les villages pour procéder à une valorisation des produits agricoles et des industries locales. L'accent est porté sur la relation étroite entre le tissu rural et la ville à proximité. Si le territoire rural aux abords de la ville demeure au service de celle-ci, il dispose de suffisamment d'infrastructures et d'équipements pour conserver son intégrité et son identité. Le projet de l'écocité de Wangzhuang considère le rural dans sa globalité en faisant appel à des dispositifs d'aménagements sophistiqués et adaptables, mais non hypertechnologiques comme dans le cas de Dongtan. Malgré tout, le projet prévoit qu'à terme, la conurbation rurale devienne un quartier périphérique d'une ville. Les concepteurs conservent donc une perception urbano-centrée du territoire, dans laquelle le rural est considéré et réaménagé, mais où il est encore perçu comme la périphérie rurale d'une ville. Il ne franchit pas le pas suivant que pourrait être l'exploration du potentiel d'une conception disposant le rural au centre et la ville en périphérie. Un tel modèle ruralo-centré permettrait d'aménager le territoire rural en tant que tel et non pas dans une perspective d'assimilation à l'urbain.

45. PLAN DES LIEUX IDENTITAIRES À CONNECTER DANS LE PROJET DE WANGZHUANG, ARUP, 2008.

PORTRAIT ACTUEL DES CAMPAGNES CHINOISES

Le système productif actuel du monde rural chinois est très varié, mais le secteur agricole en reste néanmoins la composante principale. L'agriculture est performante dans toutes les régions de la Chine à l'exception de celles très défavorisées par les conditions climatiques. Une grande diversité de systèmes de culture s'est établie à travers le pays, évoluant et s'adaptant aux importantes différences climatiques, géographiques et hydrauliques du territoire. Cette pluralité est contrebalancée par une grande homogénéité de la productivité, reflet d'une révolution verte réussie et largement partagée par l'ensemble de la paysannerie. En effet, les disparités sociales et économiques entre les territoires ruraux ne se ressentent pas au niveau du rendement. Cela signifie que les paysans chinois ont une grande connaissance agricole et que si la plupart d'entre eux sont plus ou moins illettrés, ils savent en revanche très bien soigner la terre (ill. 46).

Les trois régions étudiées en détail dans la deuxième partie de cet ouvrage sont illustratives de cette dualité entre homogénéité de la productivité et diversité des modes de culture. Au cœur de la province du Sichuan, le comté de Dujiangyan est particulièrement intéressant du point de vue de sa richesse agricole. La plaine de Chengdu dans laquelle il se situe et qui compte près d'un dixième de la population chinoise, montre une très grande variété de systèmes agraires, dans un terroir fait à la fois de plaines et de collines. Dans cette zone agricole, comme dans la plaine du nord ou encore les bassins rizicoles du centre-sud du pays, les exploitations sont de très modestes dimensions mais extrêmement productives. Observée particulièrement sur la plaine de Chengdu, l'agriculture prend l'apparence de millions de potagers présentant une importante biodiversité. Ces petites exploitations agricoles sont le résultat des réformes de décollectivisation à l'échelle nationale et de l'uniformisation des techniques agricoles.

La petite taille des champs, mais aussi la précision des systèmes d'irrigation et l'assortiment d'espèces variées et complémentaires cultivées ne supportent

46. VUE PERSPECTIVE
D'UN CHAMP DE COLZA,
DU JIANGYAN, SICHUAN, 2012
[© MARLÈNE LEROUX].



guère de mécanisation. Les techniques agricoles actuelles sont ainsi très gourmandes en main-d'œuvre. C'est pourquoi, du point de vue de la mobilisation des forces de travail et donc de la rentabilité, la surface des parcelles est souvent présentée comme un frein majeur. Le secteur agricole chinois emploie officiellement 320 millions de personnes pour une population rurale active de 450 millions de personnes et 700 millions d'actifs au total. Il accapare donc 40% de la population active chinoise alors qu'il ne représente que 15% du PIB. Il faut toutefois considérer que ces chiffres englobent tous les actifs détenteurs d'un permis de résident rural. Or, comme il a été évoqué plus tôt, cela inclut une part de «population flottante» travaillant de manière quasi permanente dans d'autres secteurs, principalement dans les zones urbaines. Bien que l'agriculture soit très performante et qu'elle assure l'autosuffisance du pays, sa modernisation et sa mécanisation sont présentées comme des étapes nécessaires pour diminuer la main-d'œuvre excessive qu'elle accapare.

Les dégradations environnementales s'avèrent un second frein au développement du système productif rural. Notamment, la difficulté d'accéder à de l'eau non polluée s'impose comme une entrave au même titre que la raréfaction des terres arables. Les ressources en eau sont de plus très mal réparties dans le pays, avec 80 % des eaux de surface concentrées dans le Sud. Dans certaines régions, le déficit hydrique absolu est permanent et les paysans sont obligés de creuser des puits de plus en plus profonds. Les nappes phréatiques se vident malgré les innovations technologiques ou les mesures politiques visant à limiter la consommation et le gaspillage de l'eau agricole. Aussi titanesque soit-il, le projet de Grand canal visant à dévier l'eau du Yangzi du sud vers le nord du pays, est l'une des entreprises majeures pour tenter de redistribuer l'eau dans l'ensemble du territoire. D'autre part, les eaux de surface comme souterraines sont dans un état alarmant (FAO 2013). Les experts de l'OCDE rapportent que plus de 75% des eaux de surface sont impropres à la consommation et à la pêche (KAMAL-CHAQUI 2009). Le gouvernement chinois impute une large part de cette pollution à une trop forte consommation d'engrais azotés, confirmant l'image négative véhiculée par l'agriculture et le monde rural chinois. La mauvaise utilisation de l'eau viendrait en grande partie du mode de vie et de travail des paysans, comme le fait de rejeter les déchets dans les cours d'eau ou encore, l'absence de traitement des déchets organiques, principalement dans les élevages. La crise de l'eau est principalement une pollution de sources diffuses ou *nonpoint source*, ce qui la rend d'autant plus dramatique car particulièrement complexe à endiguer. Les infrastructures de traitement des eaux usées sont en outre largement déficitaires.

Le troisième frein est institutionnel. Encore aujourd'hui, un paradoxe perdure entre une agriculture performante et des institutions qui ne soutiennent pas les agriculteurs. Malgré les séries de réformes, les conditions fiscales et les taxes sont particulièrement défavorables aux paysans. En l'an 2000, les aides et subventions représentaient 70 à 80 milliards de yuans pour un fardeau fiscal de l'ordre de 200 milliards de yuans, soit 12% du revenu agricole. L'État ne ponctionne plus les paysans, comme autrefois, directement par les prix, mais indirectement, par le biais des impôts, des taxes et d'une répartition du crédit rural non équilibrée. De



47. MICRO-PARCELLES
EN PERMACULTURE,
DU JIANGYAN, SICHUAN, 2012
[© MARLÈNE LEROUX].

plus, les agriculteurs ne bénéficient d'aucun service public gratuit, finançant eux-mêmes l'éducation de base [50 milliards de yuans] et la totalité des frais de santé. Les agriculteurs, acculés par une gouvernance largement défavorable, sont de plus divisés. Il n'existe ni associations, ni syndicats paysans.

Les agriculteurs ne peuvent traiter qu'avec des commerçants privés qui leur vendent des engrais qui n'en sont pas, ou avec des stations de l'État qui les leur revendent au double du prix d'achat. Sans aucune protection au niveau des intrants, les paysans ne disposent de plus, au niveau de la commercialisation, d'aucune organisation coopérative en mesure de négocier avec l'État. Totalement démunis, leur seul recours est de partir vers les villes où ils seront soumis à l'arbitraire d'une police autorisée à les sanctionner, les renvoyer par le train ou les placer en camp de détention (AUBERT 2010).

Le dernier frein est structurel. En effet, l'instabilité des droits d'utilisation du sol est si grande que les agriculteurs limitent l'entretien des terres et l'investissement dans les infrastructures agricoles. Ils surexploitent la terre à la recherche d'une rentabilité à court terme. Dans les villages, les terres sont divisées en parts égales entre les villageois: chaque ménage obtient en droit d'usage des parcelles en fonction de sa taille. Avec les changements dans la composition des ménages – naissance, mariage, décès –, les terres doivent être sans cesse réallouées, avant même l'échéance des baux. Ainsi, elles sont partiellement ou totalement redistribuées en moyenne tous les trois à cinq ans. En outre, ce mode de distribution génère une structure fragmentée d'exploitations de très petite échelle que chaque famille exploite individuellement (ill. 47). Ce système rend difficile voire impossible la mécanisation mais surtout, les investissements à long terme, la mobilisation collective et l'exploitation rationnelle des terres (XU 2008).

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Partie 2



48. TRAME VIAIRE
DE CHENGYANG APPLIQUÉE
SUR PARIS INTRA-MURDS





0 1Km 5Km

49. TRAME VIAIRE
DE DENG FENG APPLIQUÉE
SUR PARIS INTRA-MURS.



50. TRAME VIAIRE
DE DUJIANGYAN APPLIQUÉE
SUR PARIS INTRA-MUROS.



Entre la perception d'un monde rural qui accumule les tares auxquelles seule l'urbanisation semble pouvoir remédier, et les projections ambitieuses pour une société juste et écoresponsable à travers la production d'utopies écologiques, il ne reste que l'observation sur le terrain pour témoigner de l'état actuel des territoires ruraux. Seule la réalité perçue atteste du temps présent. Seul arpenter le territoire permet de marquer un temps d'arrêt au cours de ce processus inexorable de mutation.

Le diagnostic territorial vise d'une part à rendre compte de la réalité des modifications territoriales dans le temps et d'autre part, à évaluer l'impact de la planification sur ces évolutions. Il permet ce faisant de déceler les modes opératoires effectifs du processus d'urbanisation des campagnes chinoises. Par ce procédé, les convergences et les conflits entre la création *ex nihilo* d'une structure urbaine et la persistance de cultures et pratiques locales au travers d'un développement *in situ* sont évalués. En somme, il s'agit de procéder à la théorisation des conditions de la réalité comme socle de réflexion principal pour évaluer la durabilité du processus de mutations territoriales chinois.

Le diagnostic territorial dressé dans cette deuxième partie découle d'une analyse cartographique et réglementaire et d'observations sur le terrain. Un premier corpus de dix terrains d'études représentatifs de situations d'espaces ruraux en mutation a été constitué. Parcours et photographiés, leur observation préalable a permis d'appréhender l'envergure et l'intensité du phénomène d'urbanisation massive des campagnes chinoises. Trois de ces territoires ruraux ont ensuite été sélectionnés pour faire l'objet d'un diagnostic territorial détaillé: le district de Chengyang, le comté de Dengfeng et le comté de Dujiangyan. Ils ont été sélectionnés pour leur valeur représentative des phénomènes de mutation des territoires ruraux chinois à différents stades d'avancement, qu'il s'agisse d'une urbanisation quasi complète, d'une urbanisation ponctuelle et dispersée ou encore, d'une situation rurale préservée faisant l'objet de projets de planification. Chacun est localisé dans une zone géographique différente et illustre une situation climatique, environnementale, mais aussi sociale et économique distincte. Ils évoquent une certaine banalité – ce qui se passe ici pourrait se passer aussi ailleurs –, aux mêmes échelles, intensité et radicalité (ill. 48 à 50).

Le diagnostic territorial détaillé est établi à l'aide d'une série de cartes, de diagrammes et d'illustrations. La représentation est aussi nécessaire au chercheur, qui découvre en redessinant, qu'au lecteur à l'affût de clés de lecture et de synthèses d'une nouvelle narration, afin de décrypter les règles d'évolution d'un territoire. Le



51. TROIS PHOTOS SATELLITES
DES RÉGIONS DE CHENYANG,
DENGFENG ET DUJIANGYAN,
2010, À 235,48 km
D'ALTITUDE THÉORIQUE.

travail cartographique matérialise une des étapes centrales du propos discursif pour lequel les éléments graphiques constituent un savoir en tant que tel, comme l'affirme la théoricienne Paola Viganò en parlant de la lecture lente et précise à travers la représentation du territoire. À cette fin, un procédé rudimentaire est utilisé, de redessin de l'imagerie satellitaire, seul œil impartial capable de rendre compte du véritable état d'un territoire à un moment donné (ill. 51).

L'enjeu est de comparer méthodiquement l'évolution du territoire dans le temps avec un corpus de plans directeurs, réglementations et cartes. Les premiers indicateurs sont de l'ordre du patrimoine territorial, soit l'ensemble des éléments physiques qui constituent le territoire: infrastructures de mobilité (routes, ponts, voies ferrées, etc.), éléments construits (villes, villages, usines, serres, etc.), éléments topographiques (montagnes, forêts, rivières, canaux, champs, etc.). Les seconds relèvent des systèmes productifs, c'est-à-dire le patrimoine socio-économique du territoire. Les intervalles auxquels sont implantés les villages fournissent une indication sur le parcours raisonnable pour relier champ et habitat, la surface et la typologie des édifices bâtis témoignent du type d'activités, etc. (MAGNAGHI 2003: 3). Ces études cartographiques sont complétées par des entretiens avec des représentants des gouvernements municipaux et des bureaux d'urbanismes ainsi que des rencontres avec les habitants (ill. 52).



52. COMITÉ DE PILOTAGE POUR
LE SCHEMA DIRECTEUR DE
LA VILLE NOUVELLE
DE DENG FENG, HENAN, 2010
[© MARLENE LEROUX].

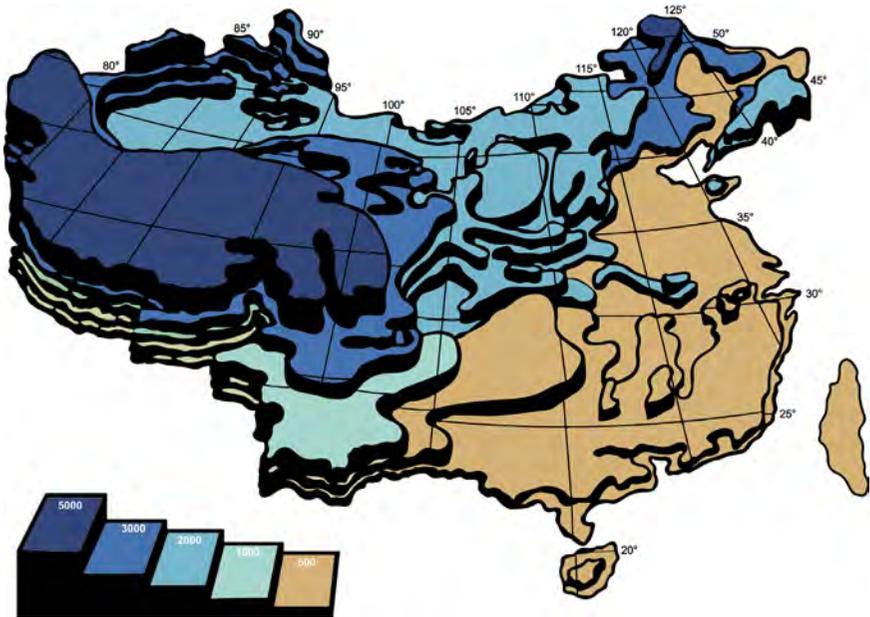
ANALYSE MULTISCALEAIRE ET MULTITEMPORELLE

Le diagnostic territorial est structuré autour d'une étude temporelle couvrant la période de 10 ans correspondant aux 11^e et 12^e Plans quinquennaux (2005-2015) et d'une étude à différentes échelles, s'étendant de la région à la parcelle agricole. Selon l'échelle d'analyse, la perception du patrimoine territorial et des systèmes productifs change. Partant, chacun des trois territoires étudiés est observé à des échelles successives, à l'aide d'échantillons circulaires imbriqués. La composition et la constitution du territoire révèlent des caractéristiques distinctes et complémentaires au fur et à mesure que se réduit l'échelle d'observation. Ces pièces de territoire créent le lien entre dynamique régionale et métrique des champs, tout en s'affranchissant des frontières et limites administratives.

Les composantes territoriales à l'échelle régionale

L'échelle régionale des trois cas d'étude est observée sur des échantillons circulaires de 500 kilomètres de diamètre, soit une surface de 200 000 km² (un peu moins que la taille du Royaume-Uni). Le rayon de ces cercles – 250 km – correspond à la distance maximum pour un parcours d'une journée en voiture dans une région chinoise. Au-delà, la perception de la région locale se perd. À cette échelle, trois éléments principaux se distinguent: les composantes naturelles, les zones urbanisées et les zones intermédiaires [P1].

Le repérage des composantes naturelles dans ces trois premiers échantillons génère un portrait représentatif de la topographie nationale. Il révèle la disposition des chaînes de montagnes et des hauts plateaux qui recouvrent 60% du territoire contre 12% de plaines de basses altitudes. La Chine est composée de trois grandes terrasses topographiques, s'étendant d'ouest en est (ill. 53, à la page suivante). À l'ouest, les hauts plateaux du Qinghai-Tibet culminent à plus de 4 000 mètres. L'échantillon de la région de Dujiangyan en présente une portion, l'extrémité orientale de la chaîne de l'Himalaya dont la haute altitude caractérise la région de l'ouest chinois. Une seconde terrasse de moyenne altitude, localisée plus au centre-ouest du pays comprend le mont Loess, visible dans l'échantillon centré sur le comté de Dengfeng. Enfin, une troisième terrasse de très faible altitude se développe à l'est. Elle est majoritairement composée de plaines et de collines et se distingue principalement par son front de mer, un littoral de 15 274 km. Cette dernière terrasse est perceptible sur l'échantillon du district de Chengyang.



53. REDESSIN D'APRÈS HSIEN,
ATLAS OF CHINA, 1973.

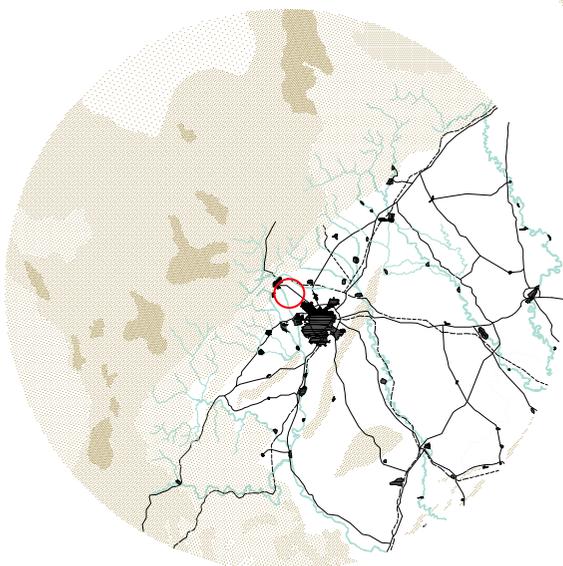
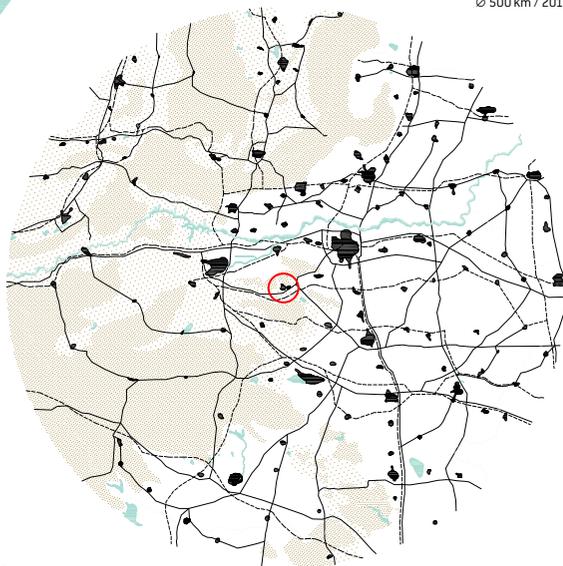
Sur les images satellites, les empreintes urbaines se découpent du reste de l'environnement par une masse continue de couleur sombre. Représentées en noir sur les cartes, elles constituent le second type d'éléments significatifs et identifiables après les composantes naturelles. Pour commencer, l'échantillon centré sur le comté de Chengyang [P1] illustre une portion de la province du Shandong. La large emprise au sol de sa capitale Qingdao (1 290 km²) est très visible et s'insère dans une continuité urbaine autour de la baie de Jiaozhou. Cette entité se distingue clairement des sept villes périphériques, d'une emprise moyenne de 250 km², se répartissant le long du tracé des lignes ferroviaires, à une distance moyenne de 150 km les unes des autres. À côté de cette structure urbaine primaire de la région, 47 entités urbaines d'en moyenne 3 100 hectares occupent le second plan, distribuées de manière régulière à environ 55 km d'intervalle. Ces structures urbaines constituent un réseau dense qui s'intensifie sur un axe de développement est-ouest. Cet échantillon correspond bien au paysage urbain caractéristique de la zone économique de l'est du pays.

L'échantillon suivant, centré sur le comté de Dengfeng [P1], couvre une portion de la province du Henan. L'empreinte urbaine de sa capitale Zhengzhou – 430 km² – ne se différencie pas aussi significativement que Qingdao des entités urbaines périphériques, couvrant chacune une surface moyenne de 117 km², à une distance d'environ 150 km les unes des autres. Sur cet échantillon, on peut observer de nombreuses petites entités urbaines de quelque 14 km² disséminées dans le territoire et séparées par 40 km en moyenne. Composant avec les contraintes du relief, la structure urbaine se développe autant dans la plaine que dans les vallées de montagne. Avec une moyenne de 165 habitants par km², contre 611 dans le Shandong et 563 dans le Henan, la portion de la province du Sichuan [P1] visible dans le dernier

CHENGYANG
Ø 500 km / 2015



DENGFENG
Ø 500 km / 2015



DUJIANGYAN
Ø 500 km / 2015



MONTAGNE

VILLE

VOIE FERRÉE

ROUTE

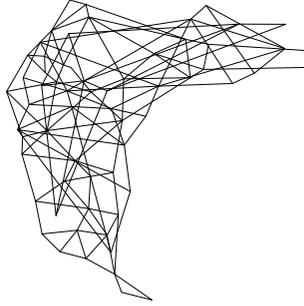
ZONE DE DÉVELOPPEMENT ÉTUDIÉE

EMPRISE AU SOL

LIAISONS INTERURBAINES

ZONES URBAINES

CHENGYANG
Ø 500 km

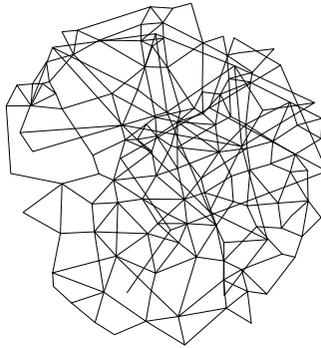


— 131

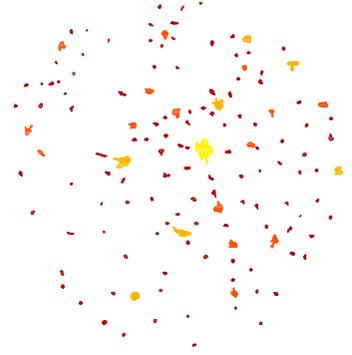


1 7 17 39

DENGFENG
Ø 500 km

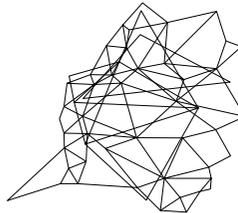


— 300



1 7 15 115

DUJIANGYAN
Ø 500 km



— 111



1 7 3 46

échantillon, présente une structure urbaine très différente des deux échantillons précédents. Située dans sa moitié est, Chengdu, capitale de la province, se distingue particulièrement de l'ensemble des entités urbaines de la région. Elle s'étend sur une surface de 90 000 km², soit une emprise urbaine équivalente à celle de Qingdao. Le système de mobilité converge en étoile en direction du centre de la ville. Sur un second plan, sept villes de 33 km² en moyenne sont visibles. Plus denses sur l'axe nord-sud longeant la chaîne de l'Himalaya, elles se dispersent dans la plaine à une distance de 100 km les unes des autres. Aucune entité urbaine n'est suffisamment importante pour apparaître dans les zones montagneuses à cette taille d'échantillon. Chengyang, Dengfeng et Dujiangyan font partie des 1 844 villes de Chine de divisions administratives équivalentes. À cette échelle régionale d'observation, les villes administratives des trois territoires ruraux étudiés sont à peine repérables, elles se noient dans la masse des villes équivalentes qui constituent le paysage urbain chinois [P2]. À ce niveau d'analyse, les territoires d'étude sont replacés dans une certaine banalité représentative. Seules les composantes naturelles et les emprises urbaines sont clairement identifiables, se détachant sur le fond blanc des zones intermédiaires. La nature de ces dernières n'apparaît pas distinctement sur les photos satellites qui gomment, en deçà d'une certaine densité, les signes distinctifs des zones urbaines (routes larges, zones imperméables et masses bâties) ainsi que certains éléments naturels comme les champs ou les forêts (surfaces vertes, parcelles agricoles).

La nature des zones intermédiaires

Les terrains à étudier se situant précisément dans ces zones intermédiaires, une seconde série d'échantillons, de moindre échelle, est nécessaire pour en comprendre plus finement la nature. Au regard des contraintes liées à un déplacement motorisé en Chine, un rayon de 50 kilomètres peut être considéré comme une distance maximum pour les déplacements quotidiens. Partant, l'échantillonnage porte sur un diamètre de 100 kilomètres. À cette échelle, les sept composantes caractéristiques du territoire chinois sont parfaitement observables: les zones pratiquement vides, les villages ruraux, la *desakota*, les bourgs, les villes, les zones périurbaines et les mégarégions présentant une grande variété de tailles, de formes et d'intensités [YE et LEGATES 2013]. Seules les trois dernières étaient déjà détectables sur l'échantillon 500 km.

Pour l'échantillon de Chengyang [P3], les villes de Qingdao, Jiaozhou et Gaomi – couvrant 1 470 km², soit à elles seules 23% de la surface du territoire continental – s'imposaient déjà clairement dans l'échantillon 500 km. La zone intermédiaire qui semblait vide à cette échelle change complètement d'identité avec l'échantillon 100 km: 17 petites entités urbaines apparaissent, d'une emprise au sol moyenne de 815 hectares. Cependant, ce sont les entités qui émergent en toile de fond qui singularisent le plus le territoire. Pas moins de 1 230 villages ruraux recouvrent le territoire, implantés à 1 ou 2 km les uns des autres et d'une surface moyenne de 16 hectares. Par leur morphologie rationnelle et leur trame viaire orthogonale, ils sont caractéristiques de l'industrialisation rurale des années 1970.

Similairement, l'échantillon 100 km du comté de Dengfeng [P3] révèle 81 bourgs en plus des entités urbaines déjà visibles sur l'échantillon 500 km. Leur nombre extraordinaire frappe, avec pas moins de 6 400 villages recensés. Ils présentent des surfaces de 7 à 10 hectares et sont distants de 1,2 km en moyenne. Leur morphologie très variée atteste d'une adaptation aux conditions territoriales locales ainsi que de différentes périodes de construction.

Enfin, l'échantillon 100 km du comté de Dujiangyan [P3] fait également apparaître des bourgs, au nombre de 64, ainsi que des villages ruraux. Cependant, la structure et la morphologie de ces derniers se différencient particulièrement des autres cas étudiés. En effet, des milliers de hameaux se répartissent sur toute la plaine de Chengdu, à peine visibles avec leur faible emprise au sol, mais d'une densité remarquable. Il s'agit des fameux *linpan*, les hameaux arborés de la plaine de Chengdu. Résultant d'une forte relation avec le territoire agricole, cette typologie territoriale rurale est largement affaiblie par les mutations actuelles.

Ce qui attire le plus l'attention dans l'analyse à cette échelle, c'est la multitude de bourgs et de villages qui parsèment le territoire. Les échantillons 100 km révèlent en premier lieu les bourgs ruraux. Leur émergence et leur renforcement sont le résultat d'un phénomène dit de «bourgadisation» (SUEUR et BÉCHÉRAND 2011). Cette stratégie urbaine est activement soutenue par le gouvernement central dès les années 1980 et les premières réformes économiques. Elle marque le début de l'explosion urbaine qui redéfinit en profondeur le territoire chinois. À partir des années 1990, pas moins de 10 000 agglomérations rurales obtiennent le droit d'étendre leur surface urbaine et de se transformer en bourg rural (XU 2008). Les bourgs ruraux profitent économiquement à une grande partie de la population de la campagne et jouent un rôle de soupape pour tempérer les migrations interprovinciales [P4].

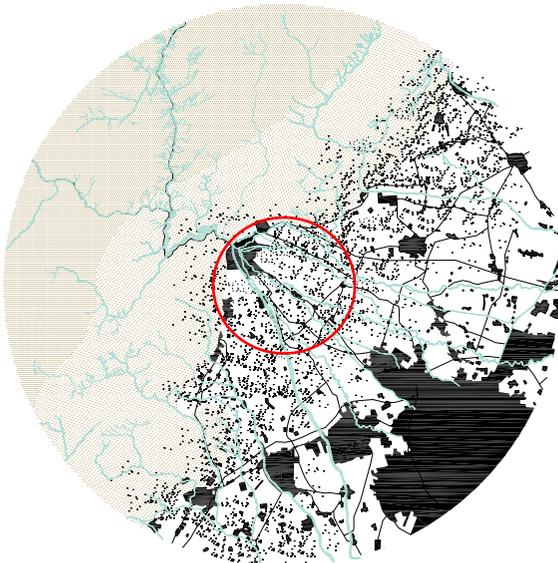
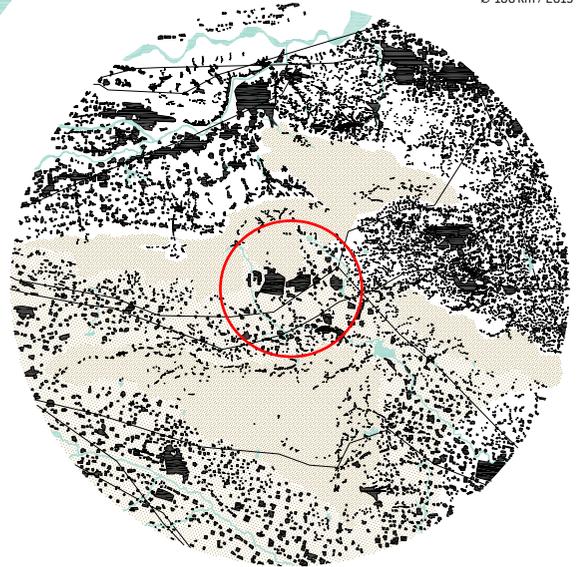
Une autre particularité territoriale est visible à cette échelle: la *desakota*. De l'indonésien *desa*, le village et *kota*, la ville, la *desakota* se réfère aux zones rurales densément peuplées caractéristiques du sud-asiatique, initialement décrites comme des *extended metropolitan regions* (MCGEE 1991). La *desakota* désigne un espace hybride composé de villages et de petits bourgs, présentant des caractéristiques propres à la ville, comme la densité de population et d'activités, mais aussi celles de la campagne, comme l'alternance de zones d'activités, champs agricoles et villages sans continuité du bâti. La *desakota* désigne une zone d'apparence territoriale rurale, composée de villages et de petits bourgs ruraux auxquels la densité de leur population et le type d'activités confèrent une dynamique propre aux zones urbaines. Espace hybride, elle reflète le rôle de plus en plus grand des activités non agricoles dans l'économie locale.

Plus qu'à une entité, le terme se rapporte à un phénomène territorial particulier: une urbanisation spontanée qui transforme des régions rurales en espaces urbains ou quasi urbains. Sans déplacement, les populations locales intègrent un mode de vie plus citadin et diversifient leurs sources de revenu (ZHU 2013). Ce phénomène a ouvert le champ à de nouvelles formes d'aménagement du territoire, comme cela est observé en Indonésie, au Vietnam ou au Laos, où de vastes territoires ruraux ont connu un développement très rapide. En Chine, le phénomène a débuté doucement dans les années 1970 avec l'industrialisation sans urbanisation, mais

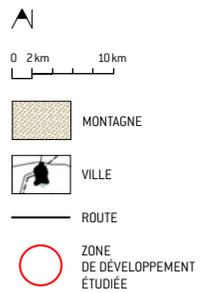
CHENGYANG
 Ø 100 km / 2015



DENGFENG
 Ø 100 km / 2015



DUJIANGYAN
 Ø 100 km / 2015



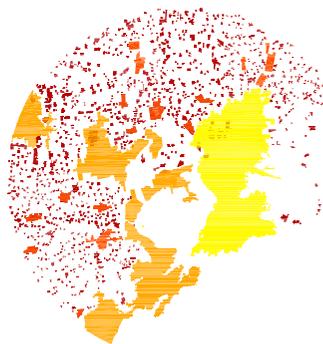
EMPRISE AU SOL

ZONES URBAINES

CHENGYANG
 Ø 100 km

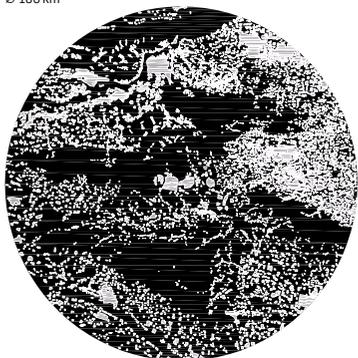


1 982 km²

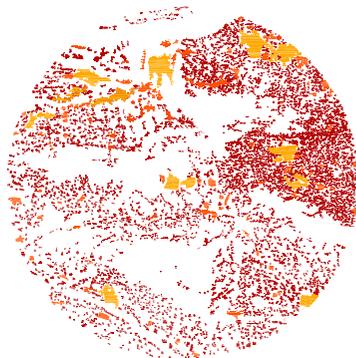


1 3 17 1230

DENGFENG
 Ø 100 km



848 km²

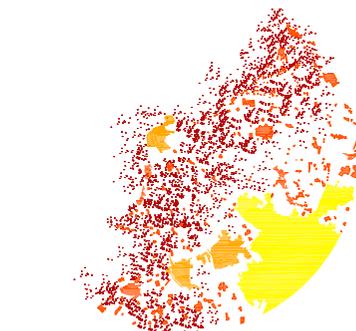


0 11 81 6400

DUJIANGYAN
 Ø 100 km



850 km²



1 3 64 3950



54. ZONE DE DÉVELOPPEMENT, DENG FENG, HENAN, 2013
[© MARLÈNE LEROUX].

il a provoqué au cours des décennies suivantes des changements structurels et physiques colossaux dans les campagnes avec le développement des entreprises de bourgs et de cantons (EBC) selon le principe «quitter la terre sans quitter le village» (KIPNIS 2013) (ill. 54).

Ce processus peut être qualifié d'endogène. Il s'agit d'un développement simultané d'industries rurales dans les petites villes, supporté par l'urbanisation spontanée de la campagne. S'il fait perdre aux villages ouvriers leurs caractéristiques spatiales rurales, il permet par contre d'introduire dans des zones agricoles tout un panel d'infrastructures et d'équipements traditionnellement réservés aux villes. John Friedmann y voit l'un des aspects de l'exception chinoise:

La Chine est le seul pays dont l'industrialisation rurale a généré une nouvelle configuration urbaine, l'unique cas où l'industrialisation rurale a été véritablement transformatrice. (FRIEDMANN 2005: 39, TdA)

Toutefois, la notion de *desakota* n'est pas totalement appropriée à la situation spécifique de la campagne chinoise. Elle sous-estime l'importance, encore aujourd'hui, de l'agriculture, malgré la densité de population et la variété des activités. En effet, dans les trois régions analysées en détail ici, l'agriculture joue encore un rôle fondamental, tant au niveau de la microéconomie familiale, de la politique d'autonomie alimentaire et des mesures nationales que d'un point de vue territorial et environnemental. Mieux adapté au cas de la Chine, le concept de *ruralopole* que propose l'économiste Yu Zhu qualifie spécifiquement le phénomène chinois qui, au-delà de la structure territoriale rurale, est doté d'une force transformatrice qui confère aux régions rurales des caractéristiques spatiales urbaines et aboutit à l'émergence d'un système hybride de peuplement, urbain d'un point de vue spatial mais rural sur le plan administratif.

Au-delà du terme utilisé, la notion de *desakota* ou de *ruralopole* permet surtout d'engager une démarche d'analyse à une plus grande échelle qui révèle une région rurale plutôt qu'une série d'entités rurales isolées. Cette forme d'«étalement rural»

à l'échelle nationale a sans conteste de lourdes conséquences environnementales et culturelles, mais il est aussi possible d'y déceler un réel potentiel d'innovation. Pourtant, le monde académique aussi bien que les administrations publiques ne montrent qu'un faible intérêt pour ce phénomène territorial particulier, ce que les auteurs imputent au manque d'étude et d'observation de la réalité du territoire:

Cette transformation et les politiques d'urbanisme doivent être conceptualisées dans un contexte d'effacement progressif des distinctions entre zones rurales et zones urbaines et d'importance croissante des zones rurales dans le processus d'urbanisation. (ZHU 2013: 45)

Analyse multitemporelle à l'échelle locale

Les transformations territoriales aussi massives que rapides produisent plusieurs réalités pour un même territoire, à tel point que les bureaux d'urbanismes des gouvernements locaux et instituts d'État peinent à recenser l'ensemble des nouvelles constructions, des nouvelles routes, des quartiers détruits. C'est pourquoi les cartes de diagnostic sont souvent nulles et non avenues. En outre, les schémas directeurs sont parfois tellement déconnectés du territoire qu'ils ne peuvent pas être localisés précisément sur un territoire. Enfin, le processus d'aménagement peut aussi être tellement avancé que toute possibilité est perdue de faire un rapprochement avec la situation précédente.

L'ensemble de ces constats suggère que seule l'analyse multitemporelle peut permettre de rendre compte de l'évolution des trois territoires d'étude entre 2005 et 2015 et de comprendre les règles qui régissent leur transformation. Ainsi, trois temporalités distinctes sont prises en compte: la situation historique, la réalité perçue et la réalité projetée. Le contexte historique se situe aux alentours de 2005, lors de l'engagement des réformes liées au Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes défini par le 11^e Plan quinquennal. Même si cette période paraît très récente, elle témoigne des permanences et traces physiques observables avant le début du développement urbain massif des campagnes et parfois, d'un état révolu lorsque le processus de modernisation est déjà avancé. La seconde temporalité explore la réalité perçue entre 2013 et 2015. Elle atteste du temps présent, des pratiques locales des territoires, observées par l'auteure au cours de ses enquêtes de terrain. Et enfin, la réalité projetée, constituée de schémas directeurs et de plans d'affectation, propulse les territoires dans les années 2050.

L'analyse de ces trois temps permet d'évaluer le degré d'impact réel de la planification. L'impact absolu correspond à la réalisation *in extenso* du schéma directeur. Il s'agit d'un impact théorique ou tendanciel puisqu'il repose sur l'anticipation des nouvelles valeurs d'usage, la nouvelle identité du patrimoine territorial et du système productif, si le projet de planification était complètement réalisé. L'impact relatif est l'effet réel du schéma directeur sur le territoire en 2015, c'est-à-dire le lien entre la planification et la réalité perçue au fil du temps. Enfin, l'impact nul correspond à une absence totale d'éléments du schéma directeur dans la réalité perçue: soit aucune modification n'est observée durant la période d'étude (2005 et 2015), soit les modifications observées n'ont aucune relation avec le schéma directeur.

Cette analyse multitemporelle porte sur les transformations à l'échelle locale des trois cas d'étude. Pour ce faire, elle se base sur une nouvelle série de 72 échantillons imbriqués qui, tels des emporte-pièces, isolent des portions représentatives des trois territoires analysés. Le centre des échantillons pointe sur des éléments significatifs, tels qu'une gare, un échangeur routier ou le cœur de nouvelles zones résidentielles. Certains sont placés à l'intérieur de la limite des schémas directeurs tandis que d'autres pointent hors de ce cadre afin de rendre compte des évolutions du territoire au-delà de la zone de développement établie qui échappent *de facto* à la planification officielle.

Un premier groupe d'échantillons dessine un cercle d'un 2 km de diamètre. Ils permettent d'observer les modifications à l'échelle d'un quartier. Leur rayon correspond à l'unité de calcul pour l'implantation des équipements publics, soit 500 à 1 000 mètres. Ce standard national correspond au trajet à parcourir pour accéder aux services publics de base – centre hospitalier, écoles – et aux commerces, pour les habitants d'un ensemble de quartiers urbains de 30 000 à 50 000 personnes en moyenne (Wu 2010). Un second groupe d'échantillons, de 500 mètres de diamètre ceux-ci, est nécessaire pour révéler le détail des éléments constitutifs du monde rural tels que les canaux, murets ou les variétés de cultures. Ils peuvent englober jusqu'à 35 exploitations différentes (de 0,5 hectare en moyenne) et ainsi permettre de révéler les modes locaux de production agricole.

C'est à travers ce panel d'échantillons qu'il est possible de révéler l'étendue des destructions et reconstructions sur un même territoire, dans un laps de temps d'une décennie, et ainsi de percevoir les modes opératoires et l'ampleur des mutations des trois territoires étudiés.

CHENGYANG, PROVINCE DU SHANDONG: TERRES ARABLES EN DÉCLIN

Le premier des territoires étudiés est un district de Qingdao, situé au nord de la baie de Jiaozhou dans la province du Shandong. Localisée sur le littoral de la mer Jaune, la baie de Jiaozhou recèle encore des traces de la civilisation séculaire qui l'occupait au 10^e siècle av. J.-C., régie par le clan des Zhou. Mais ce sont des événements beaucoup plus récents qui ont eu le plus d'impact sur l'identité culturelle et territoriale de la région: sa colonisation allemande puis japonaise. S'étendant sur 287 km, la baie de Jiaozhou et le grand port international de la ville de Qingdao occupent une place stratégique, en connexion maritime directe avec la Corée du Sud et le Japon. C'est là que les colonisateurs allemands ont accosté en 1897, avant de prendre le contrôle de la région. Imposant leur présence, ils ont étendu leur influence sur une large portion de la province du Shandong. En 1919, le traité de Versailles a mis fin à la domination allemande, mais a désigné un nouveau régisseur en remettant l'administration de la baie aux Japonais. Les traces physiques de ces deux colonisations successives sont principalement visibles dans le centre-ville de Qingdao. De nombreux quartiers de logement à l'architecture d'inspiration germanique ont été réalisés à cette période, tout comme l'arsenal (détruit en 2012), suivis de l'aménagement des berges par les Japonais un peu plus tard. Aujourd'hui, ce patrimoine nécessiterait d'être rénové, mais la pression foncière conduit généralement plutôt à sa destruction.

Dès la reprise du contrôle de la ville en juin 1949, le gouvernement chinois établit à Qingdao l'un des quartiers généraux de la force navale de la jeune République populaire de Chine. En parallèle, la région développe une industrialisation rurale, très caractéristique de l'époque maoïste. Cependant, les territoires aux alentours de la ville ne commencent à s'urbaniser qu'à partir des réformes économiques des années 1980, comme c'est le cas pour de nombreuses villes de la côte est. Aujourd'hui, avec ses deux villes portuaires Qingdao (en mer Jaune) et Yangtai (dans le golfe de Bohai), la province du Shandong représente l'un des trois plus importants centres se partageant l'économie côtière chinoise. Bénéficiant de ce réseau, Qingdao comprend plusieurs zones économiques libres ainsi que le 8^e plus grand port du monde. En tant que ville sous-provinciale, elle administre cinq villes et sept districts, dont celui de Chengyang, lieu d'implantation d'un projet de ville nouvelle.

Réalité historique – Chengyang en 2005

En 2005, la baie de Jiaozhou s'étend sur 362 km². Cela ne représente que deux tiers de ce qu'elle était moins de 100 ans auparavant, à l'époque où le district de



55. REPRÉSENTATION DU SOUS-DISTRICT HONGDAO COMME UNE ÎLE, CARTE POSTALE TSINGTAU POSTKARTEN CA. 1900 (© WIKIMÉDIA.COM).

Chengyang était encore isolé au nord de la baie. Le sous-district de Hongdao, au sud du district, est illustratif de ce phénomène. À l'époque de la présence allemande, c'est-à-dire jusqu'en 1919, Hongdao était une île au nord de la baie de Jiaozhou (ill. 55). Sa relative isolation lui a permis de limiter son urbanisation, de conserver sa biodiversité et son littoral naturel. Depuis lors, la baie a été largement remaniée et suite à une série de remblais, Hongdao est désormais une terre reliée au continent.

Le territoire de la région de Qingdao se distingue par deux types majeurs de composantes naturelles: un littoral, constitué de zones de bord de mer naturelles ou peu aménagées et d'exploitations d'aquacultures (pisciculture), et une vaste plaine. Les surfaces d'échange entre l'eau douce du fleuve Dagu et l'eau salée de la mer Jaune représentent une ressource naturelle majeure pour la région. Divers projets

56-57. CLICHÉS DE FERMES ET HAMEAUX EN PIERRES DES CHAMPS, QINGDAO, HENAN, 1902 (© WIKIMÉDIA.COM).



Serie n. 7 19. Pl. Tsingtau. Chinesenhaus, Tsingtau.
 Handwritten German text describing the scene and location.

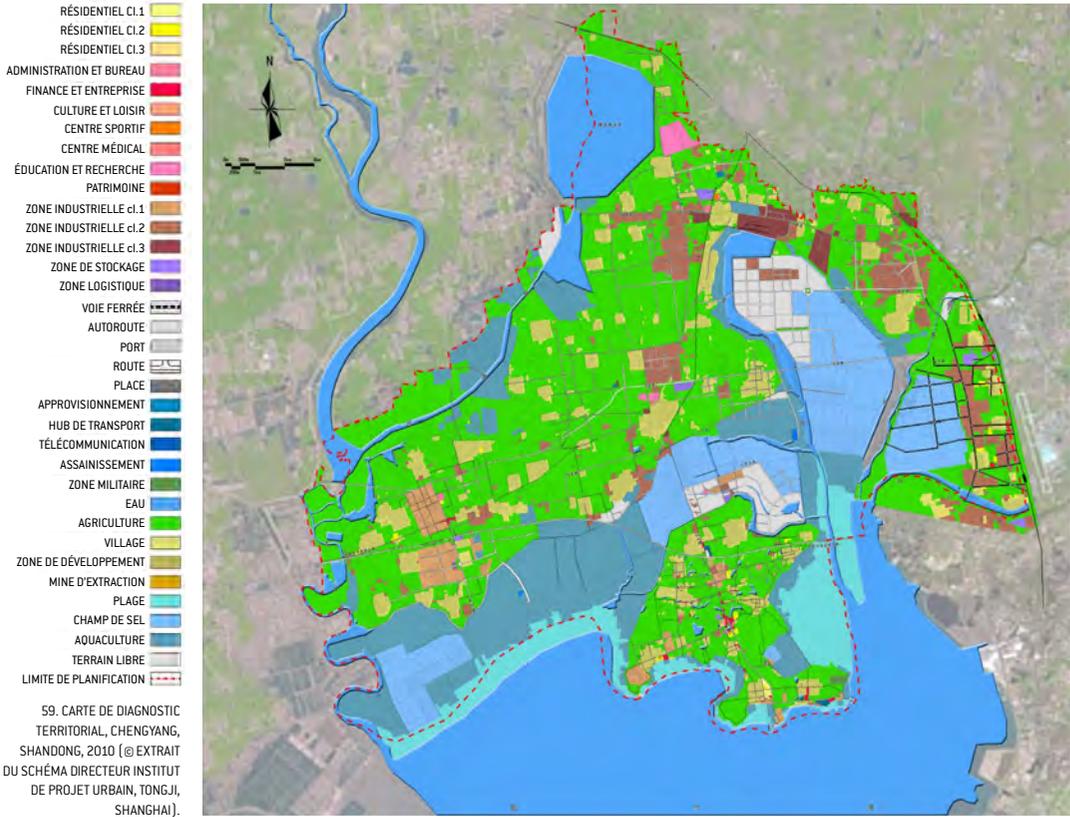
d'infrastructures ont participé à l'artificialisation du littoral qui, combinée aux rejets industriels, est à l'origine d'une perte de deux tiers de la biodiversité de la baie. La baie permet cependant des exploitations d'aquaculture de qualité.

Réalisé en 2005, le diagnostic préliminaire au projet de ville nouvelle du district de Chengyang est très détaillé. Il indique notamment que le patrimoine territorial historique n'a connu que de faibles modifications jusque dans les années 1980; que Chengyang est le grenier de Qingdao, avec les classiques cultures de riz, blé, maïs et orge; qu'on y pratique l'aquaculture le long du littoral et que ses zones humides sont exploitées. Les cartes postales historiques (ill. 56 et 57) attestent de la dimension rurale du district, avec ses modestes masures aux toits de chaume ainsi que ses structures pastorales.

L'analyse de l'usage du sol avant le processus d'urbanisation indique que 75% du territoire de Chengyang sont dédiés à l'exploitation agricole, qu'il s'agisse d'agriculture classique, d'aquaculture ou de marais salants (ill. 58). C'est principalement dans la forme des champs et dans la particularité des étendues de champs humides et d'aquacultures que l'on perçoit les traces séculaires de l'implantation de l'homme. La biodiversité qui s'y développe est d'une grande valeur, comme le prouve la Convention de Ramsar, ratifiée en 1975, qui vise à la préserver. En effet, les zones humides représentent des territoires diversifiés très favorables à la reproduction du vivant et à la régénération des nappes souterraines. La large bande peu à peu remblayée entre le continent et l'ancienne île de Hongdao constitue l'une des plus importantes réserves d'aquaculture avec 3,5 km² de zone humide. Elle se présente sous la forme d'un damier à cases presque carrées, de tailles



58. CHAMPS D'AQUACULTURE EN EAU SAUMÂTRE, CHENGYANG, SHANDONG, 2010 (© MARLÈNE LEROUX).



variables allant de 50 mètres de côté pour les plus petites et 300 mètres pour les plus vastes (ill. 59). Grâce à ce territoire sans relief, le parcellaire agricole est organisé de manière très rationnelle et régulière. La dimension rurale du district de Chengyang se retrouve aussi dans son système viaire, discontinu et incomplet, ce qui est propre aux zones rurales. Les routes permettent principalement de desservir les champs et de relier les villages entre eux, mais ne constituent pas un réseau hiérarchisé et structuré à l'échelle d'un territoire plus large. Des axes de dessertes est-ouest délimitent des bandes d'exploitations d'aquaculture très allongées, d'en moyenne 100 mètres sur 20.

Cohabitant avec ces importantes étendues agricoles, des groupements d'usines et de villages se partagent les 25% du territoire restant. Les industries sont principalement disposées en couronne autour des villages ou le long des axes routiers reliant ces derniers. Cette implantation ne semble pas répondre à une logique de planification, mais plutôt résulter d'un enchaînement d'opportunités. Très imbriqués, usines et villages sont répartis de manière équidistante sur le territoire, environ tous les un à deux kilomètres. Ce mode d'occupation du territoire n'est pas un phénomène local isolé: il s'observe dans toute la province du Shandong.

Dernière composante du territoire, les villages, peuplés pour l'essentiel d'ouvriers industriels et agricoles, sont d'une typologie également commune à l'ensemble de

la province du Shandong. Bien que n'occupant que 9% de la surface de Chengyang, on en dénombre 89. Lieux de vie d'une population officielle de 162 852 personnes – 1 830 habitants en moyenne chacun –, ils atteignent une densité de 563,7 habitants au km². Présentant tous une morphologie similaire, ces villages sont circonscrits dans des emprises au sol carrées, de 500 mètres de côté pour les plus petits à 900 mètres pour les plus grands, sur un sol sans reliefs majeurs. Leurs contours sont soumis à quelques irrégularités, pour s'adapter aux accidents du paysage ou en raison d'une extension de leur emprise initiale (ill. 60). Cette structure rationnelle s'intègre parfaitement dans la régularité du parcellaire agricole. À l'exception d'une place dégagée devant la salle communale, l'espace public de ces villages ouvriers est réduit, dédié à la circulation. Comme partout dans la région, les villages sont organisés autour de deux axes routiers principaux – nord-sud et est-ouest –, complétés d'un réseau strictement orthogonal pour la desserte des alignements de maison, sous forme de venelles flanquées d'égouts à ciel ouvert. La largeur des rues principales est d'au maximum 4 mètres, et d'à peine 2 mètres pour les secondaires.

60. CLICHÉ SATELLITE D'UN VILLAGE OUVRIER, STRUCTURE ORTHOGONALE STRICTE FORMANT UN CARRÉ PRESQUE PARFAIT DE 650 m (26°18'10.95"N120°11'38.72"E), 2,51 km D'ALTITUDE THÉORIQUE, 2010.

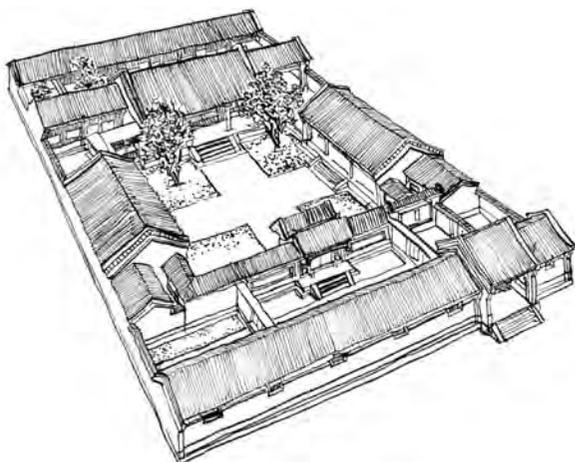




61. ALIGNEMENT DE MAISONS
CONTIGUËS D'UN VILLAGE
OUVRIER, CHENGYANG,
SHANDONG, 2010
[© MARLÈNE LEROUX].

Contiguës et toutes identiques, les maisons villageoises sont des plus rudimentaires. Elles sont composées d'un corps principal de deux pièces sur un seul niveau, rectangulaire, héliocentré (façade orientée au sud), et couvert d'une toiture à double pente, et d'un avant-corps en forme de L, à toit plat. Des murs continus ferment une courte minuscule, au centre de laquelle trône l'unique point d'eau, servant à l'usage domestique ainsi qu'à l'arrosage des petits potagers. Les toilettes sont également situées à l'extérieur, dans un coin de la cour. Une végétation abondante protège de la chaleur du soleil les façades mal isolées et déborde sur les voies de circulation encore peu encombrées par les voitures (ill. 61). Cette typologie d'habitat tire très certainement son

62. REDESSIN D'UNE MAISON
À COURS TRADITIONNELLE
(四合院).



origine des traditionnelles maisons à cour chinoises (*siheyuan*) (ill. 62). Cependant, la logique sérielle et l'homogénéité spatiale qui en découle sont plutôt imputables aux apports récents de l'idéologie socialiste. Dans le nouveau contexte socio-économique chinois, ces communautés ouvrières connaissent une crise, car elles ne constituent plus la structure de base de l'économie industrielle. Les secteurs primaires et secondaires, bien qu'obsolètes et ne produisant que peu de richesses, demeurent très présents dans l'économie locale (respectivement 39% et 42%). Face à l'important ralentissement économique



63. OMNIPRÉSENCE DES CHANTIERS, NOUVEAUX QUARTIERS RÉSIDENTIELS ET AUTOROUTES SUSPENDUES DANS LE QUARTIER HONGDAO, AU SUD DE CHENGYANG, SHANDONG, 2013 [© MARLÈNE LEROUX].

de ces secteurs, les entreprises locales n'ont ni les capacités, ni les moyens et les infrastructures nécessaires pour s'adapter aux nouvelles conditions d'un marché de plus en plus compétitif.

En 2005, le district de Chengyang, encore considéré comme rural du point de vue de l'aménagement de son territoire mais industrialisé du point de vue de son économie, se trouve assimilé petit à petit à la périphérie de la ville de Qingdao qui elle, continue de s'étendre. Ce point permet de mieux comprendre pourquoi le district de Chengyang va se trouver propulsé au cœur de la problématique d'urbanisation des campagnes (ill. 63).

Le projet de la ville nouvelle de Chengyang

C'est la dédensification urgente du centre-ville de Qingdao qui enclenche le processus d'urbanisation rapide du district de Chengyang, actionné par l'argument de l'intérêt général. Il n'est qu'un des éléments d'une planification plus globale de la région de Qingdao visant à établir une implantation urbaine en couronne continue et homogène sur le pourtour de la baie de Jiaozhou. Il illustre parfaitement le système en poupées russes dont parle le sinologue Thierry Sanjuan à propos de l'imbrication en cercles concentriques des entités administratives chinoises qui rend difficile la compréhension du territoire et peu claire la distinction entre ville et campagne du point de vue de la gouvernance.

Hier isolé au nord de la baie et principalement rural, le district de Chengyang est désormais la clé de voûte du système urbain projeté à l'horizon 2050, au cœur d'un



64. VUE D'OISEAU DE LA
PLANIFICATION DE LA ZONE
HONGDAO À CHENGYANG, TIRÉ DU
CONCEPTUAL MASTER PLAN
FOR HONGDAO ISLAND,
SHANDONG, 2010.

développement régional d'envergure. L'activité industrielle et portuaire s'est déjà largement étendue ces 30 dernières années de la pointe de Qingdao vers l'intérieur des terres et le long du littoral nord. La création de nouvelles zones d'activités est une priorité au regard de l'ampleur de son port marchand et de la proximité de l'aéroport.

Le projet de ville nouvelle à Chengyang se base sur une série de rapports, d'études de faisabilité et de plans produits par l'Institut d'urbanisme de la ville de Qingdao pour le compte du gouvernement dont, principalement, le *Qingdao Comprehensive Planning 2006-2020* ainsi qu'une étude détaillée du sous-district de Hongdao datant de 2006, le *Conceptual Master Plan for Hongdao Island* (ill. 64). Portant sur un territoire de 289 km² (trois fois la ville de Paris *intra-muros*), le développement de la ville nouvelle de Chengyang représente un important défi économique, social et environnemental. Le projet prévoit de réinventer en profondeur tant le patrimoine local que le système productif, en entraînant la disparition des terres arables. Pour densifier la zone, il planifie l'expropriation et le relogement de l'ensemble de la population actuelle, et partant, la transformation des ruraux en citadins. Ainsi que nous l'a confirmé le directeur du Bureau d'urbanisme de Chengyang:

À l'heure actuelle, les villages sont trop dispersés et ne répondent pas aux critères de la planification urbaine de Hongdao. Il faut donc s'engager dans un processus de destruction des villages et de relogement de la population.

Rappelons qu'aux prémices de son développement urbain en 2005, 9% du district est occupé par des villages et 10% par de la zone industrielle, à quoi s'ajoutent 6% de zone à bâtir supplémentaires, ce qui porte le total des zones urbanisables à 25% (73 km²) du territoire. Elles ne sont cependant pas contiguës et sont presque toutes déjà occupées. Des 216 km² (75%) dédiés à l'agriculture et à l'aquaculture ou relevant de zones naturelles, le projet de développement ne prévoit de conserver que 83 km², soit au final uniquement 28% de la surface de Chengyang.

Ainsi, le district représente une importante réserve foncière: pas moins de 206 km² – dont 133 km² d'anciennes terres arables – sont désormais considérés comme constructibles, sans restriction particulière. Malgré les investissements requis pour réaliser les infrastructures nécessaires à la viabilisation des terrains et l'obligation de payer des compensations aux populations expropriées, le développement d'une telle surface représente une manne économique conséquente. Par exemple, le sous-district de Hongdao offre 383 hectares de terrain constructible. Si l'on déduit les 187 hectares à dédier au relogement de ses 35 000 habitants, il reste encore 233 hectares disponibles pour lancer des opérations immobilières lucratives.

La superficie du territoire à urbaniser se calcule, en principe, à partir des estimations de la population attendue. L'objectif étant de créer 133 km² de nouvelle zone urbaine, nous pourrions nous attendre à ce que cela comprenne une importante proportion de zone d'habitation. Pourtant, elle ne concerne que 20,3 km², soit seulement 20% de la totalité des affectations prévues par le plan.

Dans le sous-district de Hongdao par exemple, la planification prévoit d'affecter 3,3 km² à l'implantation de résidences. En 2009, on y dénombre officiellement 14 208 familles, soit 35 348 habitants répartis dans 17 villages. En respectant le quota maximum de 117 857 habitants pour la surface considérée, il serait donc possible d'y installer 84 000 nouvelles personnes. Dans cette configuration, la population indigène à reloger ne représenterait plus que 30% de la population totale et perdrait de la sorte sa force de contestation en cas de procédures non conformes ou de malversations.

Rappelons qu'afin de rendre appréhendable l'infinie complexité de la planification d'une ville à une telle échelle, le plan d'affectation fait appel à des codes et à des simplifications, et se lit toujours selon les trois grands thèmes: affectation du sol (zonage), trame viaire et paysage.

La ville nouvelle de Chengyang se répartit en quatre grandes zones programmatiques. La zone nord-est, en connexion directe avec la zone industrielle de Qingdao et également avec l'aéroport, est destinée pour l'essentiel à un parc industriel de haute technologie et à un centre logistique (marron, orange) de 55,8 km². Ce secteur n'est doté que d'un quart de zones de résidences (jaune). Ses caractéristiques urbaines présentent d'imposantes parcelles régulières de 16 hectares en moyenne. Par opposition, la zone centre – le sous-district Shangma – est affectée principalement au secteur tertiaire, avec une pépinière de centres de recherche ainsi que des pôles financiers et de services (rouge et magenta). Les parcelles y sont beaucoup plus petites (environ 1,3 hectare en moyenne). Particularité morphologique, le cœur du quartier d'affaires doit s'installer sur une île artificielle de forme elliptique parfaite contenant de nombreuses et très petites parcelles.



65-68. SCHÉMA DIRECTEUR
DES VILLES NOUVELLES EST
ET OUEST DE CHENGYANG,
SHANDONG: VOIRIE, SYSTÈME
VERT, AFFECTIONS DU SOL
(© MARLÈNE LEROUX).

Les deux autres zones sont principalement dédiées au logement et au tourisme (jaune, violet) (ill. 65).

Ces quatre grandes zones sont supportées par une nouvelle structure viaire (ill. 66). Elle se présente comme un réseau routier puissant au cœur du mouvement de la modernisation de la campagne chinoise, en parfaite opposition avec la structure viaire rurale traditionnelle, composée de routes étroites et discontinues à vocation de desserte utilitaire. Le nouveau réseau, très hiérarchisé, comprend tout d'abord un premier maillage d'autoroutes nationales et interurbaines, distantes en moyenne de 2,5 km. Elles génèrent des liaisons ponctuelles mais aussi, et surtout, des frontières physiques entre les quatre entités principales qui composent la ville. Chaque entité est ensuite dotée d'un système viaire propre qui se présente principalement sous la forme d'axes majeurs délimitant des sous-entités, elles-mêmes dotées d'un système viaire tertiaire. Trois lignes interurbaines de métro connectant les principaux centres économiques de la baie de Jiaozhou complètent ce réseau, ainsi qu'une ligne ferroviaire traversant la future ville avec une gare est prévue au sein du futur centre de recherche. Le pont traversant la baie de Jiaozhou est l'un des éléments les plus spectaculaires de ce réseau de mobilité. Il doit connecter, par la mer, le sud de Hongdao, le port de Huangdao (au sud de la baie) et la ville de Qingdao.

Cet arsenal de mobilité a pour objectif de désenclaver un territoire jusque-là isolé, mais pose aussi de nombreuses questions d'échelle. Notamment, la future gare se trouve très excentrée par rapport au centre d'affaires, soit à une distance de plus de 15 km au sud. Elle est de plus complètement déconnectée des résidences au nord de la ville. En outre, elle ne semble pas non plus être planifiée comme un pôle multimodal en interaction avec le métro. Le réseau de métro, qui paraît pourtant dense, suit un rythme d'arrêts qui ne permet pas aux usagers de s'abstraire totalement de l'usage d'un véhicule individuel ou d'autres transports en commun. Il s'agit donc plutôt d'un système de transports interurbains qui ne propose pas de réelles solutions de mobilité collective pour la ville elle-même. Le transport



individuel motorisé est donc clairement favorisé, ce que confirme l'emphase mise sur le dimensionnement des routes. La coupe type d'une route standard au sein de l'une des entités compte au minimum deux fois deux voies, deux pistes cyclables et potentiellement une voie réservée pour les transports publics. Certaines zones du plan présentent même jusqu'à trois routes parallèles. Outre les problématiques environnementales liées à l'usage de l'automobile, un système viaire aussi ample a des effets secondaires au niveau territorial. Il crée en effet d'énormes vides urbains sans valeur d'usage, ni déterminée ni déterminable.

Quant au dispositif paysager – autre composante des plans d'affectations en plus du zonage et du réseau de mobilité –, il accompagne principalement les routes sous la forme de corridors végétalisés qui participent un peu plus à l'emprise des voiries (ill. 67). Ainsi, une large ceinture verte souligne la ceinture routière périphérique. Marquant la limite entre la zone urbaine ou à urbaniser et la zone rurale au-delà, elle permet d'un côté de signifier clairement la frontière de l'expansion urbaine et de l'autre, elle marque la limite de la planification elle-même. Ces barrières végétales jouent principalement le rôle de filtre contre la pollution aérienne, mais aussi de filtre visuel. Elles séparent également les différents quartiers. En effet, lorsque l'on extrait du plan les zones à bâtir (ill. 68), il apparaît que la ville nouvelle est dans les faits constituée d'une vingtaine de pièces urbaines isolées par de larges bandes de vide. Ces corridors verts qui soulignent le parcours des autoroutes urbaines génèrent une ville discontinue, ils mettent à distance plutôt qu'ils ne tissent.

Réalité perçue – Chengyang en 2015

Pour parvenir à la zone de la ville nouvelle de Chengyang, il est possible de traverser la baie de Jiaozhou en empruntant le gigantesque pont de 42 km qui traverse nonchalamment cette vaste étendue de mer. Il relie le centre-ville de Qingdao à ses

districts périphériques en quelques dizaines de minutes seulement. On ne peut qu'être dérouter par l'effet qui émane de ce pont sur mer, image puissante d'une infrastructure illustrant l'ambition portée par le projet de développement. Le quartier sud de Chengyang, Hongdao, accueille l'un des embranchements du pont. Pourtant, nous accostons dans un paysage résolument rural. Nous longeons d'immenses étendues d'eau saumâtre dédiées à l'élevage de crustacés, certaines en jachère, et plus loin, des champs de maïs. Des dizaines de paysans s'affairent sur une parcelle cultivée, indication que malgré une certaine mécanisation des techniques agricoles, la main-d'œuvre paysanne est encore sollicitée, le travail manuel encore nécessaire. À l'horizon, des séquences de villages d'ouvriers, d'usines et de champs se succèdent et se ressemblent.

Non loin, un village est en cours de destruction. Ses habitants témoignent, désespérés, qu'ils résistent aux bulldozers, non pas par attachement au lieu mais parce qu'ils n'ont perçu aucune compensation pour leurs pertes et ne possèdent aucune ressources pour se reloger. Ils ne savent pas vers qui se tourner : l'investisseur certifie qu'il a versé l'argent dû mais le responsable de la communauté s'est volatilisé avec l'argent. Tandis qu'ici la situation semble dramatique, à quelques centaines de mètres à peine s'érige, au milieu des champs, une zone de relogement, dotée d'une trentaine d'immeubles hauts de huit niveaux. Les habitants rencontrés ici sont des paysans fraîchement relogés, qui semblent ravis, confiants. Les étendues d'épis de maïs et de cacahouètes qui sèchent au soleil, les plates-bandes d'agrément transformées en jardinières et le linge nettoyé dans la fontaine indiquent la permanence des coutumes rurales malgré l'instauration d'un cadre bâti très urbain.

À nouveau en mouvement, la complexité du paysage qui défile, bâti ou végétal, brouille toutes les certitudes acquises à la lecture du plan de planification. Mais l'omniprésence de panneaux publicitaires vantant les qualités des opérations immobilières rappelle au visiteur le caractère éphémère du paysage observé. Le nouveau quartier d'affaires approche, qui commence à prendre forme sur une île artificielle structurée en un damier régulier. Le vide laissé par les routes trop larges et des bâtiments épars est frappant et l'absence de passants, d'activités et de trafic, presque inquiétante. Ce paysage typique des villes chinoises en devenir est particulièrement représentatif de l'application d'un modèle urbain standardisé. Les traces de la structure agraire d'origine se réduisent ici à quelques vestiges.

Relation entre planification et réalité du territoire

Plus haut, nous avons procédé à une analyse *ex nihilo* du schéma directeur. Il s'agit maintenant de considérer le projet de planification *in situ*. L'exercice consiste à détecter la relation entre le plan directeur et le territoire, au niveau du projet lors de sa conception et au niveau de la réalité perçue en 2015.

Par un processus d'anticipation, nous cherchons tout d'abord à déterminer l'impact absolu de la planification, qui correspond à une situation de réalisation *in extenso* du schéma directeur. Ensuite, l'impact relatif est évalué dans l'effet réel du schéma

directeur sur le territoire selon les observations faites en 2015, c'est-à-dire dans une phase intermédiaire de mise en œuvre. Enfin, nous cherchons à décrypter les impacts nuls ou les effets secondaires non prévus par les schémas directeurs, donc soit l'absence d'éléments du schéma directeur dans la réalité perçue, soit des modifications non prévues par la planification.

Impact absolu: planification et situation territoriale en 2005. Dans la réalité projetée (réalisation complète du schéma directeur), l'échantillon 4 [P2/ECH4/2km/2030] qui pointe sur une station du métro interurbain, présente, à l'exception des îlots de commerces en connexion directe avec le métro, un quartier principalement dédié aux résidences. Sur un rayon de 1 km autour de la station de métro, on compte un tiers de commerces et deux tiers d'habitations. En revanche, l'échantillon 2 [P1/ECH2/2km/2030], centré sur une seconde station de métro, révèle un quartier mixte regroupant une zone de loisirs (rose) attenante à un parc d'attractions ainsi qu'un important centre administratif et commercial. Seuls 10% de l'échantillon sont dédiés au logement. Enfin, en descendant encore un peu plus au sud, à l'arrivée du pont sur mer sur Hongdao [P1/ECH1/2km/2030], l'échantillon 1 montre une absence de zone de résidence sur toute sa surface (soit 3,1 km²). La proximité de la ligne de métro en ferait pourtant une localisation idéale pour une densification des logements. Cette zone est uniquement dédiée au tourisme, avec des complexes hôteliers et des zones de loisirs nautiques.

Dans sa réalité historique (2005), l'échantillon 4 [P2/ECH4/2KM/2005] montre le village Xiaojia de 2 658 habitants, situé au croisement de deux axes routiers principaux (l'autoroute G22 et la route nationale S309). Aux extrémités, les maisons contiguës joutent la bordure des routes. Celles-ci sont aisément franchissables, comme en atteste la présence d'un marché improvisé juste de l'autre côté de la route nationale. Ici, l'impact du projet sur la réalité réside principalement en la disparition de la mixité de fonctions. En effet, les larges ceintures vertes de part et d'autre de l'autoroute génèrent une mise à distance et limitent les échanges spontanés. Les nouvelles habitations devront se tenir à une distance minimale de 80 mètres de la route. Flanquées de leurs ceintures vertes, les routes, même en cœur de ville, semblent infranchissables. Ces corridors verts conçus pour protéger la ville et ses habitants des nuisances du trafic participent également à son isolement.

Le projet de centre d'affaires observable sur l'échantillon 3 [P1/ECH3/2km/2005] prend place sur une zone de remblais là où, il y a à peine 10 ans, la mer séparait Hongdao du continent. Aucune indication dans le dossier de planification n'indique que des mesures particulières soient prévues pour assurer la faisabilité de la construction à court terme de tours et d'importants édifices sur ces terres tout juste stabilisées. L'actualité chinoise n'est pas exempte de catastrophes découlant d'une planification en inadéquation avec le territoire. Citons à titre d'exemple la coulée de boue survenue en février 2015 au milieu d'une ville de la région de Shenzhen, née de remblais non stabilisés, qui a causé la mort d'une centaine de personnes.

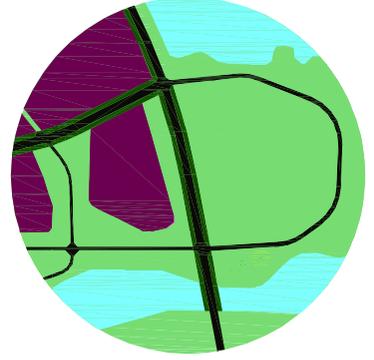
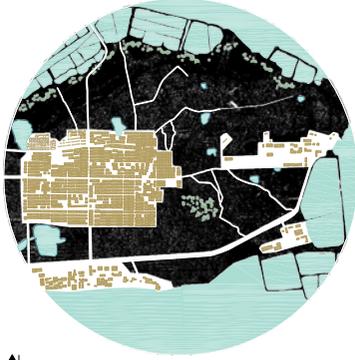
Ici, la planification ne conserve délibérément rien de la topographie. Entourée de rivières sinueuses, l'île elliptique devant accueillir le cœur du centre d'affaires, rappelle tout juste la nature aquatique du lieu. Cette nouvelle géométrie parfaitement

CHENGYANG / Échantillon 1
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

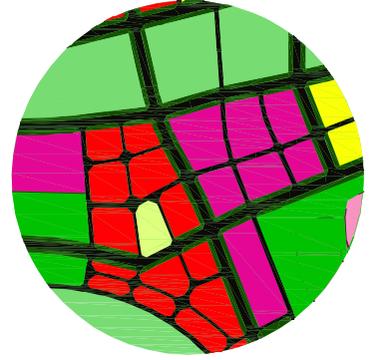


CHENGYANG / Échantillon 2
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

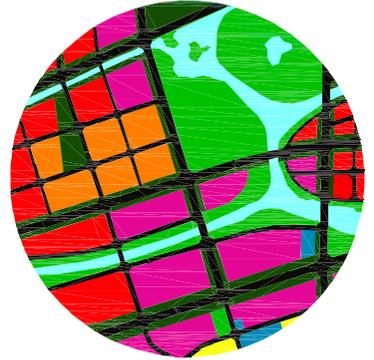
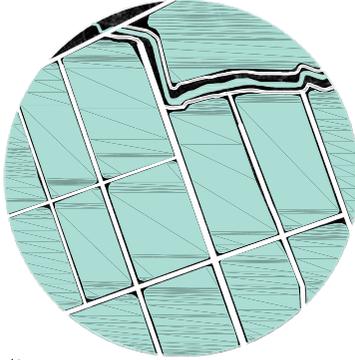


CHENGYANG / Échantillon 3
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

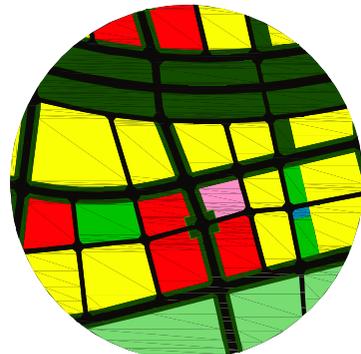


CHENGYAN / Échantillon 4
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

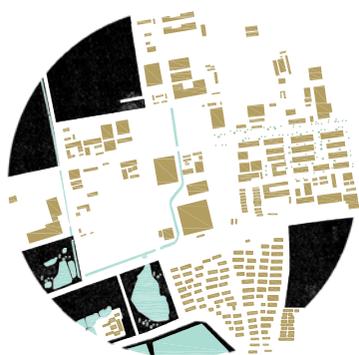


CHENGYANG / Échantillon 5
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

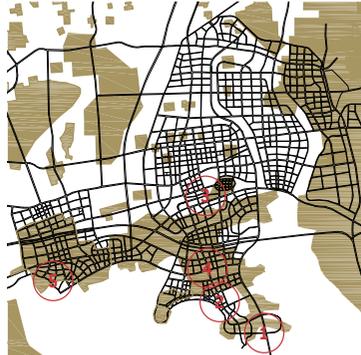
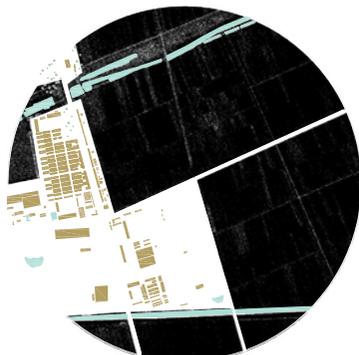
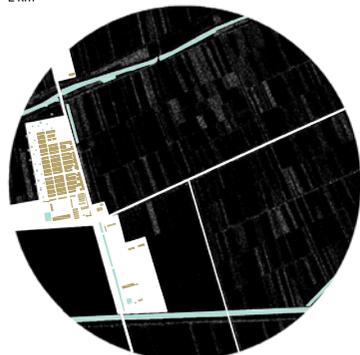


CHENGYANG / Échantillon 6
2 km

[2005]

[2015]

LOCALISATION DES ÉCHANTILLONS



contrefaite n'est pas sans référence à l'art des jardins chinois qui excelle dans l'artificialisation de la nature. La refonte de la morphologie des terrains conduit de fait à la dégradation des écosystèmes et des sols. Cette violence faite au territoire est rééquilibrée par la création d'importants corridors écologiques et de vastes parcs urbains. L'aspect particulièrement dommageable de cette stratégie est que des zones comprenant des ressources environnementales précieuses sont détruites et remplacées par des zones vertes de substitution sans valeur écosystémique particulière (FAO 2013).

Mais arrêtons ici l'exercice pénible de chercher à détecter la relation entre le plan directeur et le territoire. Il n'y en a que très peu. L'illustration du réseau routier appliqué sur le territoire ne laisse planer aucun doute: aucune entorse à la rationalité de la grille de la trame viaire n'est prévue pour s'adapter à un élément existant du territoire, qu'il soit d'ordre bâti ou naturel. Notons aussi que, l'impact absolu du plan directeur s'étend au-delà des zones urbanisées. En effet, la pollution qu'engendrera l'implantation d'une telle masse d'industries aura un impact immense sur l'écosystème local.

Impact relatif: planification et situation territoriale en 2015. Des trois cas d'étude, le district de Chengyang est celui qui offre la vision la plus contrastée entre réalité historique (2005) et réalité perçue (2015). L'impact du schéma directeur sur la réalité présente du territoire est très important, avec un développement urbain du district très avancé. Chengyang se trouve maintenant à la croisée d'importantes infrastructures de mobilité régionale et nationale (aéroport, pont maritime, transport ferroviaire). Même si l'ensemble de la planification n'est pas encore réalisé, et ne le sera peut-être jamais complètement, ce projet est considéré par ses administrateurs comme une des réussites du Programme d'édification des campagnes socialistes. Pour garantir la progression constante de la réalisation de la planification, l'une des stratégies consiste à offrir un large éventail d'opportunités aux investisseurs. Aucune zone n'est réellement prioritaire. Il s'agit plutôt d'un phasage d'opportunités. Ainsi, les investisseurs, nationaux, locaux et industriels, choisissent dans l'échiquier la pièce à la hauteur de leur capacité financière. Dans un premier temps, le gouvernement local viabilise un maximum d'ilots et dès lors, les montages immobiliers peuvent prendre forme. C'est en partie pourquoi les paysages urbains des échantillons 2, 3 et 4 (2015) [P1/ECH2/2km/2015; P1/ECH3/2km/2015; P2/ECH4/2km/2015] sont très décousus et offrent d'interminables perspectives sur des vides, des ruines et des terrains vagues. Si la forme des ilots est bien respectée – car réalisés par le gouvernement municipal –, les objectifs en matière de densité ne sont pas atteints. Ainsi, dans le centre d'affaires de l'échantillon 3, les nouveaux bâtiments ne sont pas aussi denses et volumineux que ne le laissait entendre l'ensemble des visuels accompagnants le schéma directeur.

D'autre part, la mutation des ruraux en citadins est encore incomplète. En effet, si les habitations changent, les activités restent les mêmes. En 2005, l'échantillon 5 [P2/ECH5/2km/2005] montre la destruction en cours d'un village, accompagnée par la construction simultanée d'une zone de relogement. En 2011, lors d'une visite sur place, la première résidence fait figure d'exemple et les paysans expulsés ont pu



directement emménager dans leurs nouveaux appartements. Néanmoins, ce changement de décor soudain n'a encore que peu d'influence sur les modes de vie ruraux: les habitants font sécher au soleil les épis de maïs sur les places ou bord de routes, ils y étendent leurs filets de pêche pour les rapiécer et improvisent de petits potagers sur les espaces prévus pour des plantes d'ornement (ill. 69). Comme le confirment les entretiens réalisés sur place, les habitants conservent leurs activités d'agriculteurs et se continuent de se rendre dans leurs champs tant que ceux-ci ne sont pas bétonnés, la culture de subsistance restant indispensable pour eux.

En 2015, malgré la construction d'autres résidences de relogement, la permanence des pratiques rurales est encore perceptible (ill. 70). D'autre part, il demeure tout aussi fréquent de voir des villages en phase de destruction que de nouvelles résidences en chantier (ill. 71). Par contre, il y a plus de logements détruits que reconstruits, ainsi que l'illustre le cas du village de Dongdayong visible dans l'échantillon 2 [P1/ECH2/2km/2005] En cours de destruction en 2015, ses 3 930 habitants doivent être relogés. Le cahier de planification indique bien où, mais n'indique aucune date prévisionnelle. En effet, le projet de ville nouvelle voue plusieurs villages à une destruction immédiate, tandis que l'aménagement des zones de relogement relève de la troisième et dernière phase de planification. Le tout génère des habitants sans village, sans ville. Rappelons que la reconstruction prévue de 15 426 logements est d'autant plus coûteuse que les normes nationales sont exigeantes. Chaque maison doit être remplacée par un logement d'au minimum 170 m², soit plus de 2,5 millions de m². En comparaison, la moyenne des logements en Europe oscille entre 80 m² et 90 m² tandis qu'elle n'atteint que 120 m² aux États-Unis. Ainsi, rien d'étonnant que les zones libres de construction et de population, et donc facilement urbanisables, comme les champs et les espaces naturels, soient développées en premier lieu comme l'illustre la colonisation

69-71. RÉSIDENCES POUR OUVRIERS-PAYSANS EXPROPRIÉS, CHENGYANG, SHANDONG, 2013 (© MARLENE LEROUX).





72. IMMENSE PARKING DU
DÉSUET PARC DE LOISIR
«FANTWILD DREAMLAND»,
CHENGYANG, SHANDONG, 2013
(© FRANCIS JACQUIER).

d'une zone d'aquaculture par le nouveau parc de loisirs Fantwild Dreamland (ill. 72). Lors d'une visite sur ce site, un paysan démuné face au nouveau paysage prenant forme devant lui ne cesse de répéter: «*mei tudi*» – il n'y a plus de terres !

Impact nul: situation territoriale en 2015 hors planification. La ville nouvelle de Chengyang illustre le cas d'une planification très puissante, soutenue par d'importants enjeux économiques à l'échelle régionale. La rapidité d'exécution ne laisse guère de place aux aléas et entraves. S'il est difficile d'évaluer la correspondance entre constructions réelles et préconisations du projet – conformité aux plans d'affectations, densités et affectations du sol prévues –, il est plus aisé d'attester de l'apparition de nouvelles constructions dans des zones naturelles préservées. Dans le cas de l'échantillon 1 [P1/ECH1/2km/2030], le plan directeur marque clairement la volonté de maintenir un littoral naturel. Pourtant, cette zone continue de se densifier. Dans le même registre, la planification ne semble pas avoir d'impact sur les constructions se situant dans l'emprise de futurs parcs et corridors verts, et rien n'indique un processus de destruction de ce bâti préexistant et de renaturation des lieux.

Le territoire s'improvise objet de marchandisation. Il doit donc suivre les mêmes règles d'attractivité que tout autre produit. Ainsi, l'image du territoire, même avant son urbanisation, prend une place très importante. C'est en grande partie pour cette raison que l'on observe un phénomène d'embellissement des villages, principalement des ravalements de façades le long des rues principales, quand bien même voués à destruction dans les cinq ans par le schéma directeur. Par ces initiatives, le gouvernement municipal cherche à valoriser son territoire. Encore plus remarquable, signalons également l'apparition spontanée à partir de 2010 de centaines de toitures rouges qui envahissent les cours intérieures des maisons

villageoises. Malgré l'absence d'informations quantitatives pour le confirmer, il s'agit certainement d'une réaction des habitants suite à l'adoption d'une nouvelle réglementation modifiant le calcul de la prime d'expropriation: désormais, les surfaces habitables ou couvertes sont prises en compte et non plus uniquement le nombre de permis de résidents inscrits à une adresse donnée. De tels effets secondaires suite à des modifications de réglementation sont fréquents et prennent des formes imprévisibles. Ils ont cependant un dénominateur commun: l'envergure que les réformes peuvent prendre au regard de la réaction de la population. Ces vagues d'initiatives individuelles nous rappellent que le nombre est un facteur fondamental en Chine, mais aussi que les réponses citoyennes y sont proactives et excessivement dynamiques.

Enfin, l'échantillon 6 [P2/ECH6/2km/2005; P2/ECH6/2km/2015], situé hors du périmètre du schéma directeur dans la plaine au nord-ouest de la ville nouvelle de Chengyang, permet de repérer l'évolution du territoire hors planification. Malgré l'absence de projet d'urbanisation, il révèle une densification constante durant les dix années d'étude. Au milieu des champs, une petite communauté rurale jouxte une zone d'activités. En 2015, l'activité s'est intensifiée: des commerces se sont installés sur une bande longeant l'axe routier principal et la surface dédiée aux zones industrielles a été multipliée par trois. Il s'agit là d'une manifestation d'urbanisation *in situ*. Même s'il convient de souligner la pertinence évidente de la conservation de l'identité d'un territoire tout en le faisant évoluer, quelques réserves peuvent être émises quant aux conséquences environnementales de telles initiatives spontanées et non planifiées. En effet, lorsqu'elles ne s'accompagnent pas, comme trop souvent, de nouvelles infrastructures pour le traitement des eaux usées ou la gestion des déchets notamment, elles ont un impact environnemental important.

En résumé, l'analyse des mutations du district de Chengyang révèle un patrimoine territorial encore caractérisé par une identité rurale malgré l'avancement de la planification urbaine. Il est toujours possible d'observer une riche biodiversité caractérisée par la présence de zones humides et d'eaux saumâtres ainsi qu'un paysage structuré par une agriculture industrialisée partagée entre aquaculture et culture céréalière. Malgré tout, le degré de transformation du territoire entre 2005 et 2015 est très avancé et a engendré de nombreuses atteintes à l'authenticité du patrimoine rural et la cohabitation âpre entre anciennes composantes rurales et nouvelles structures urbaines. Une large part des réalisations correspond à la planification mais de nombreux cas d'urbanisation *in situ* sont constatés, tant dans les limites de la zone de planification qu'au-delà. Fidèle aux intentions du plan directeur, le projet urbain est très générique et correspond à la territorialisation *stricto sensu* des réglementations urbaines. Avec, de manière générale, un zonage figé et morcelé et des routes très larges, l'aménagement du territoire est très éloigné des caractéristiques inhérentes au territoire, des spécificités locales et des ressources disponibles. La forte artificialisation et reconfiguration du territoire dénotent d'une juxtaposition *ex nihilo* d'une structure urbaine, sans recherche particulière d'affinités avec celui-ci.

Conclusion

Localisé dans la zone économique est de la Chine, le district de Chengyang bénéficie d'une situation dynamique. Son développement urbain est par conséquent le plus avancé des trois territoires investigués. Hier isolé et principalement rural, le district se retrouve aujourd'hui au cœur d'un développement régional d'envergure visant à créer une continuité urbaine sur le pourtour de la baie de Jiaozhou. Le système productif de Chengyang atteste d'une situation dans laquelle l'identité rurale est fragilisée en raison de sa grande proximité avec le pôle économique majeur qu'est Qingdao [ill. 73].

L'étude de ce premier cas démontre à quel point les projets d'aménagement du territoire découlent directement des consignes nationales relatives à l'édification des nouvelles campagnes socialistes. Tel un canevas de développement urbain, la morphologie urbaine a plus pour objectif de spatialiser les quotas, normes et réglementations que d'établir un véritable projet de ville. Le plan d'affectation montre une prépondérance, habituelle, de la mobilité qui se traduit, par une imposante trame viaire, sans prise en compte particulière du territoire voire en contradiction avec lui. Cette trame constitue le squelette de l'aménagement territorial de secteur et l'acte principal du développement urbain. Le schéma directeur fait surtout office de grille facilitant la lecture du potentiel de développement urbain pour les investisseurs et le gouvernement municipal.

Ce modèle de production de la ville génère un paysage urbain tendant vers la standardisation, résultante d'un processus d'homogénéisation de l'espace construit, de transformation des relations sociales et de requalification des permanences culturelles. Le schéma directeur de la ville nouvelle de Chengyang en est l'illustration parfaite.



73. AGRICULTEURS DANS
UN CHAMP DE MAÏS,
CHENGYANG, SHANDONG, 2013
[© MARLÈNE LEROUX].

DENGFENG, PROVINCE DU HENAN: BERCEAU DE L'AGRICULTURE CHINOISE

Dans la province du Henan, au centre-est du pays, le comté de Dengfeng est situé au pied des dernières manifestations orientales du plateau du Loess. Il se trouve à moins de 100 km de Luoyang, capitale de l'Empire chinois à maintes reprises jusqu'à la fin de la dynastie Tang en l'an 907. Bastion des trois dynasties chinoises de l'âge de bronze (2207 à 256 av. J.-C.), cette région de la Chine est le lieu de naissance d'une civilisation agricole qui a prospéré le long du cours moyen du fleuve Jaune. Elle est souvent citée comme le berceau de l'agriculture chinoise et, par extension, de la civilisation chinoise. Pour la chronique, la ville de Dengfeng est associée en particulier à la dynastie Xia (2207 à 1766 av. J.-C.), souvent considérée comme légendaire faute de traces archéologiques tangibles. Ce lien confère à l'ensemble de la région une aura quelque peu mystique (GERNET 2003).

L'implantation millénaire de l'homme sur ce territoire s'explique en partie par la richesse de son patrimoine territorial et la présence d'importantes ressources naturelles, notamment du charbon. La proximité d'un bras du fleuve Jaune et ses crues ont longtemps généré des dépôts de sédiments fertiles et facilité l'irrigation des champs. Néanmoins, à l'image d'une large partie du nord de la Chine, la région est accablée par la sécheresse. Les sources et nappes phréatiques se tarissent et les pluies ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins. C'est pourquoi la région de Dengfeng, et plus généralement la province du Henan, est directement concernée par les pharaoniques travaux du Grand canal (*Shui nan bei diao*) (ill. 74). Né en 1950



74. CHANTIER DU GRAND CANAL, 2010 (© JÉRÉMIE DESCAMPS).

à l'époque maoïste, le projet ambitieux de rééquilibrer le manque d'eau du nord du pays en y déplaçant l'eau du sud. Lancés réellement dans les années 1990, les travaux n'en sont encore qu'à leur balbutiement en 2005. L'eau surabondante des fleuves du sud est encore loin d'atteindre la région de Dengfeng. Dans une publication de 2009, le Bureau du contrôle des inondations et de lutte contre le manque d'eau indique que le manque d'eau affecte 10,33 millions d'hectares de cultures céréalières – menaçant 43% de la récolte hivernale – 4,29 millions de personnes et 2,07 millions d'animaux (PEDROLETTI 2009).

Réalité historique – Dengfeng en 2005

Sous l'administration de Hu Jintao (2003-2013), la province du Henan développe ses activités de base: production céréalière, extraction de matières premières (charbon) et industrie de haute technologie. Cependant, le Henan reste la province où la population rurale est la plus importante et où les paysans sont les plus pauvres. Il se trouve au cœur d'un scandale sanitaire. Des établissements gouvernementaux et privés de collecte de sang y ont organisé, entre 1990 et 1995, l'achat de plasma sanguin auprès de paysans démunis. Leur négligence de toutes les précautions nécessaires a entraîné une propagation fulgurante et dramatique du virus du sida. Certains villages, nommés «villages du sida» comptent 80% de séropositifs. Au-delà de la polémique et de la difficulté d'accéder aux informations sur les conditions de vie désastreuses auxquelles ces populations sont condamnées, ce phénomène atteste de la réelle détresse économique de ces ruraux pour qui, selon de nombreux témoignages, le don de sang représentait parfois l'unique source de revenu (ROCCA 2008).

Capitale de la province, la ville de Zhengzhou est sans conteste un pôle économique et politique majeur. Comptant parmi les 13 mégalo-poles chinoises, elle écrase par l'envergure de son emprise au sol les six autres villes de la préfecture qu'elle administre. Bien que ne couvrant qu'un septième de la surface de ladite préfecture, la ville de Zhengzhou accueille la moitié de sa population. Le reste des habitants est réparti de manière homogène entre les villes-satellites et leur région, au nombre desquelles la ville-comté de Dengfeng.

Le comté de Dengfeng souffre de certains écueils, tels que son éloignement de Zhengzhou et de la voie ferrée passant à plus de 50 km au sud du centre-ville de Dengfeng. Cependant, il bénéficie, contrairement aux autres satellites de Zhengzhou, de sa proximité géographique avec la fin du plateau du Loess et le mont Song. Le mont Song est l'atout majeur du comté, grâce à ses ressources primaires (forêts, eau et minerai) et également, à son attrait touristique. Depuis l'Antiquité, il abrite dans un paysage géologique très particulier, de nombreux temples et monastères, comme celui de la congrégation taoïste Shaolin, berceau du kung-fu, ou le complexe bouddhiste de Chan, dont les reliques sont inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO [ill. 75]. Le comté de Dengfeng bénéficie ainsi d'une renommée nationale et internationale.

S'étendant sur une superficie de 1 220 km², le comté de Dengfeng compte 350 000 habitants en 2005. Il est parcouru par un réseau plutôt dense de routes

nationales et locales, secondé par des voies ferrées. Dans la région, c'est l'industrie secondaire qui prévaut, sauf à Dengfeng où le secteur tertiaire – essentiellement touristique – domine. Bien que la région soit très agricole et son identité très rurale, l'agriculture ne compte que pour une part infime de la production de richesse économique du comté, ce qui est d'autant plus étonnant que sa population est considérée comme rurale. En effet, à l'exception de la ville de Dengfeng, où le trois-quarts de la population est enregistré comme urbaine, les douze autres villes, plus petites, sont principalement habitées par des titulaires de permis de résident rural. La région se situe sur une plaine en pente douce, bordée par la montagne au pied de laquelle est implantée la ville de Dengfeng. Le paysage rural est marqué par des forêts plantées, des potagers et des champs, dont certains en terrasses soutenues par des murets de pierres sur les collines jalonnant la plaine. La région produit principalement du blé, du maïs et de l'orge. Cette agriculture, particulièrement demandeuse en eau, est largement fragilisée par la sécheresse, tout comme la biodiversité.

Quelque 2 000 à 3 000 bourgs, villages ou hameaux se répartissent de manière homogène sur l'ensemble du territoire du comté, distants de 500 mètres à 2 km les uns des autres. Cette myriade de petites entités urbaines et rurales, reliées entre elles par des routes de campagne et raccordées aux routes provinciales et nationales, forme un réseau dense et divers à la fois, à la manière de la *desakota*. Elles conservent une importante proximité avec le monde rural tout en bénéficiant d'une réalité métropolitaine.

On dénombre quelque 190 villages répartis dans l'ensemble du comté. Ces villages (ill. 76), construits sur l'emprise d'anciens villages, sont caractéristiques des années 1980-1990. Ce renouvellement urbain s'est imposé dans le cadre des réformes économiques dès l'investissement de Deng Xiaoping en 1978, avec pour objectif principal d'offrir un meilleur confort et des constructions moins sensibles aux aléas climatiques. Ces villages gravitent autour d'une réserve d'eau et présentent tous la même structure urbaine, organisée autour d'un axe principal de circulation. Les maisons traditionnelles, des habitats à cour en pisé et toit de chaume, ont été remplacées par des habitations orientées au sud et disposées en ordre contigu, variantes d'un unique modèle sur deux ou trois niveaux.



75. PAYSAGE TYPIQUE DU MONT SONG, BERCEAU DE LA CONGRÉGATION TAOÏSTE SHAOLIN, DENG FENG, HENAN, 2013 [© MARLÈNE LEROUX].

76. RUE CENTRALE D'UN VILLAGE TRADITIONNEL DANS LA FUTURE ZONE DE DÉVELOPPEMENT À L'EST DE DENG FENG, HENAN, 2013 [© MARLÈNE LEROUX].





77-78. RENOUVELLEMENT DES VILLAGES SUITE AUX RÉFORMES ÉCONOMIQUES, DENG FENG, HENAN, 2013 (@MARLÈNE LEROUX).

Elles ont été construites par les paysans eux-mêmes, avec des matériaux industriels de moindre qualité que pour les anciennes habitations. Tous cherchant à maximum leurs droits à bâtir, les nouvelles bâtisses recouvrent la quasi-totalité de la parcelle. Il ne reste guère plus que les courettes intérieures – réduites au minimum lorsqu'elles n'ont pas disparu – et les venelles de circulation qui soient libres de toute construction. L'espace public ne couvre donc qu'un espace minimum (ill. 77 et 78). La population des entités rurales fait l'objet de toutes les attentions dans le processus d'urbanisation de la campagne et, par extension, de ses habitants.

Le projet de la ville nouvelle de Dengfeng

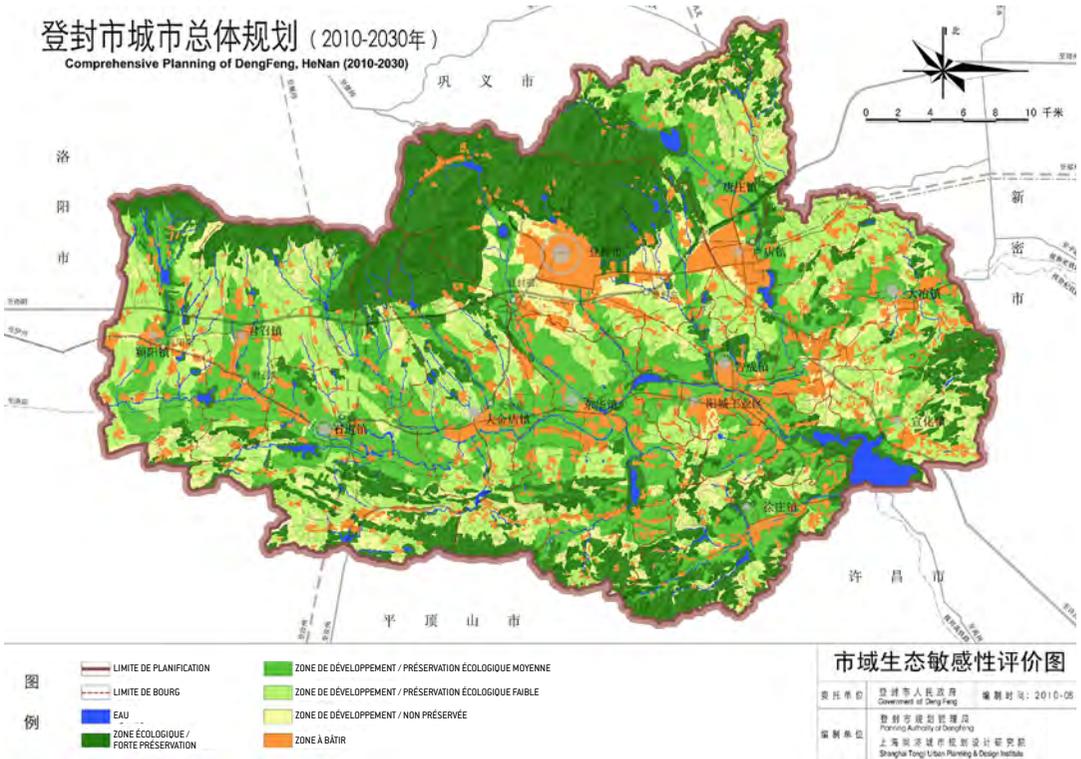
Sous l'administration de Hu Jintao (2003-2013), la province du Henan développe un programme ambitieux baptisé *New era, new leap, and new rise* – nouvelle ère, nouveau bond en avant, nouvel essor, Il consiste à explorer de nouvelles stratégies d'urbanisation à travers des innovations techniques et une meilleure intégration de l'économie et de la société. Ainsi, le développement du comté de Dengfeng s'insère dans un projet plus vaste de planification à l'échelle de la préfecture de Zhengzhou. Le *Comprehensive Planning of Dengfeng, Henan Province 2010-2025* regroupe l'ensemble des projets officiels de la préfecture. Les surfaces constructibles, soit 1 070 km², sont planifiées pour accueillir de nouvelles résidences, des industries et plusieurs parcs écologiques. Le gouvernement de Zhengzhou doit administrer simultanément les projets d'expansion de ses six villes-satellites, leur permettre de se renforcer tout en leur imposant le respect du quota fixé pour l'ensemble de la préfecture à un maximum de 1 million d'habitants supplémentaires. Le schéma directeur de la préfecture offre à chacune de ses six villes-satellites des opportunités et conditions de développement équivalentes. Il prévoit, pour chacune, des accès aux infrastructures de mobilité et octroie des surfaces d'urbanisation induisant une population à atteindre équivalente. Ceci réduit la possibilité pour les villes-satellites moyennes et les petites villes de se distinguer les unes par rapport aux autres. La ville-satellite de Dengfeng, à l'ouest du comté du même nom, s'autoproclame «Ville capitale de kung-fu» du fait de ses nombreuses écoles d'art martial chinois. Elle cherche à orienter son développement vers le tourisme et l'enseignement lié à



79. RÉSIDENCES DE RELOCALISATION DE PAYSANS EXPROPRIÉS SITUÉES DANS LA VILLE DE L'EST, DENG FENG, HENAN, 2013 (@MARLENE LEROUX).

ce sport national. La planification a donc la lourde tâche d'opérer la mutation d'un comté en mal d'infrastructures adaptées à cette ambition. Elle doit surtout combler le déficit d'image de cette région très rurale et défavorisée en proposant une vision nouvelle du paysage construit (ill. 79). En principe, les villes comme Dengfeng font appel à des instituts locaux pour établir leur schéma directeur. Toutefois, le patrimoine historique du mont Song confère à Dengfeng une envergure nationale, ce qui lui a permis de mandater l'Institut d'urbanisme de l'université Tongji de Shanghai. C'est lui qui a développé le *Comprehensive Planning of Dengfeng, Henan Province 2010-2030* en cherchant à trouver le bon équilibre entre les ambitions du gouvernement local, les contraintes imposées par la province et le respect d'un territoire déjà très dégradé. Or, comme nous l'avons vu précédemment, le Programme d'édification des nouvelles campagnes socialistes engendre des situations très contradictoires. D'un côté, le gouvernement du comté cherche à étendre ses surfaces constructibles, de l'autre, le gouvernement de Zhengzhou a pour mission de répartir les droits à urbaniser sur l'ensemble de la préfecture. Responsable d'assurer l'équilibre entre la perte de terres arables et la création de zones à bâtir tout en respectant les quotas du plan quinquennal national, la préfecture donne la priorité aux projets qu'elle évalue comme étant les plus porteurs. C'est principalement pour cette raison que la planification de Dengfeng se trouve sans cesse freinée et réévaluée.

Le schéma directeur du comté de Dengfeng comprend un diagnostic appelé *Control space*, qui intègre simultanément un plan de préservation. Les éléments naturels du grand paysage y sont particulièrement bien signalés. Le parcours des méandres du bras du fleuve Jaune, comme celui de toutes les rivières qui traversent la région, est très détaillé, ainsi que le relief, qui semble être relevé avec une grande précision. Cela est d'autant plus remarquable que les villes, elles, suivent une géométrie très simple qui ne leur confère que peu de variations les unes par rapport aux autres. L'usage des



80. PLAN DE PRÉSERVATION ET DE ZONES DE DÉVELOPPEMENT, DENG FENG, HENAN, 2010 [© EXTRAIT DU SCHEMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI].

couleurs renforce l'importance donnée aux éléments naturels. Ici, les espaces verts se déclinent en quatre nuances: le grand paysage et les zones naturelles préservées, les espaces verts publics au sein des villes planifiées, les corridors verts de protection le long des autoroutes et enfin, les parcs naturels. Un accent particulier est également apporté aux éléments de mobilité, au réseau de routes nationales et locales ainsi qu'au réseau ferroviaire qui laisse imaginer la présence d'industries nécessitant ce type d'infrastructures (ill. 80).

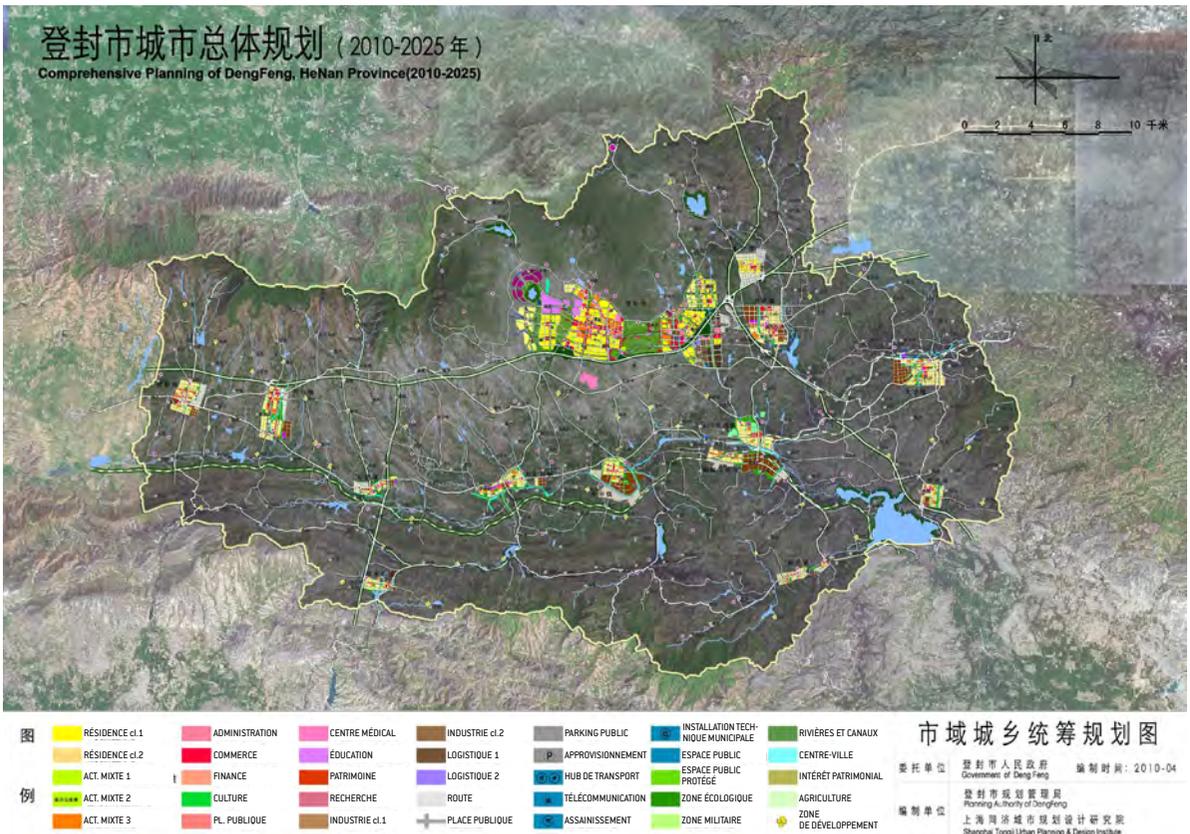
Le diagnostic illustre parfaitement la décomposition du territoire en degrés de préservation mais aussi les limites de cette clé de répartition face à la réalité produite sous l'effet de la pression foncière. Il signale trois types d'espaces. Tout d'abord, les zones naturelles à préserver, comme les forêts, les abords des rivières et réservoirs d'eau, et également les terres agricoles, sont signalées par des teintes de vert et bleu. Puis, les zones destinées à l'urbanisation, colorées en bordeaux sombre ou en rouge vif pour les éléments du patrimoine historique. Et enfin, entre les deux, se glissent des surfaces jaune pâle dont la légende indique «surface non utilisée», sans signification plus explicite. Ces aplats se retrouvent principalement entre les petites villes ou entre les terres arables de la plaine et les forêts, au pied des pans de montagne. Ils recouvrent des zones rurales entières qui contiennent pourtant une multitude de villages, de zones d'exploitation du sol et de petites zones industrielles. De nombreux villages de type post-réformes économiques s'y trouvent notamment noyés. Ni à urbaniser, ni à protéger, ils colorent pourtant près du tiers de la surface couverte par

le diagnostic. Ainsi, les zones urbanisables et non urbanisables sont déterminées, mais une importante proportion du territoire demeure sans préconisation particulière, dans une zone de laisser-faire.

Observé plus en détail, le diagnostic se révèle aussi peu clair quant à la réalité morphologique du territoire: les zones signalées comme forêts contiennent de nombreuses constructions, tandis que les zones signalées comme urbaines laissent apparaître des exploitations agricoles. Il s'avère donc plus un relevé du statut administratif des surfaces qu'un témoin fidèle du territoire.

Le projet de développement divise le comté de Dengfeng en trois bandes est-ouest qui reflètent clairement une urbanisation basée sur l'accessibilité et la mobilité [ill. 81]. Des chapelets de petites villes se greffent le long des autoroutes et des voies ferrées. Suivant la préconisation nationale de rationalisation des territoires ruraux, le schéma directeur cherche à hiérarchiser les entités qu'il englobe, à les différencier en les délimitant plus clairement. Conformément aux ambitions du Programme d'édification des campagnes socialistes, l'objectif est de créer un réseau de petites villes intermédiaires par une restructuration urbaine, une réaffectation du sol ainsi qu'un changement de statut administratif de village (*cun*) à ville (*cheng*). Dix villages connectés à un axe de transport majeur (voie ferrée,

81. PROJET DE COORDINATION DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMTÉ DE DENG FENG, HENAN, 2010
 (@ EXTRAIT DU SCHÉMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI).



autoroute) ont ainsi été désignés, qui auront le privilège de pouvoir se développer en se dotant d'un centre administratif, de nouvelles zones de résidence et industrielles. Cependant, l'homogénéité des morphologies et des affectations suggère que ces projets de villes nouvelles n'ont pas encore été définis précisément et qu'il s'agit donc plutôt d'une orientation de développement. La proportion entre les fonctions principales – logements, commerces ou mixtes – est assez usuelle. Les petites villes le long de la portion orientale de l'autoroute se voient attribuer une zone industrielle (aplat marron) atteignant plus de la moitié de leur surface. Quant à la cité nouvelle à l'ouest de la ville de Dengfeng, elle sera exclusivement réservée au tourisme. Cette spécialisation programmatique entre types de villes illustre le phénomène de distribution des quotas d'affectation sur l'ensemble du comté qui, comme partout, est envisagé plus comme une opportunité de renforcer le monofonctionnalisme plutôt que comme une occasion de favoriser la mixité d'usage.

Dans la zone centrale du comté, la planification de la ville nouvelle de Dengfeng porte sur 221,7 km². Alors que la ville de Dengfeng ne s'étend en 2005 que sur 16 km², 81,6 km² du projet sont destinés à l'urbanisation, ce qui implique une augmentation de quatre fois la surface urbaine existante. Avec 64% de zones non constructibles, le projet urbain intègre la zone naturelle, ce qui laisse supposer un certain équilibre entre densification et préservation. Cependant, seul le mont Song est inclus dans la zone de patrimoine historique et naturel. La plaine, concernée par l'emprise de la ville nouvelle, ne fait l'objet d'aucune protection particulière. Fidèle à l'ambition de la ville d'amplifier son attractivité touristique et d'allonger le temps de séjour des adeptes des arts martiaux de Shaolin, le schéma directeur propose un dessin fourni d'espaces verts et de canaux d'agrément se déployant depuis un réservoir d'eau, attestant d'un désir d'embellissement des lieux. Il ne propose par contre aucune mesure particulière quant à la situation de sécheresse. Les routes principales curvilignes sont bordées de bandes végétales, dites de protection, et les intérieurs d'îlots sont dotés de jardins radieux et de nombreuses fontaines.

La ville nouvelle de Dengfeng se développe sur un axe est-ouest et se compose de trois entités: une partie nouvelle à l'ouest, la partie ancienne, une partie nouvelle à l'est (ill. 82 à 85). Elles sont reliées au grand paysage par des «vallées vertes» d'axe nord-sud qui dessinent une rupture nette entre elles. La ville existante se

82-85. SCHÉMA DIRECTEUR DES VILLES NOUVELLES EST ET OUEST DE DENG FENG, HENAN: VOIRIE, SYSTÈME VERT, AFFECTATIONS DU SOL. (© MARLÈNE LEROUX).



régénérant sur elle-même, elle n'est pas intégrée à la présente étude. La ville de l'ouest est destinée au développement du secteur touristique, c'est-à-dire principalement au développement de complexes hôteliers et de zones de loisirs. La ville de l'est est quant à elle principalement assignée au relogement des paysans récemment expropriés de leurs terres. Elle est composée de trois entités, séparées les unes des autres par deux autoroutes flanquées de leurs corridors verts. Le plan d'affectation de la ville de l'est prévoit de dédier un tiers de sa surface aux logements, un autre tiers aux équipements publics, à l'administration et aux commerces, et un dernier tiers, concentré au sud de l'autoroute, à une zone industrielle. Cette répartition des fonctions laisse peu de doute sur la destination principale de la partie orientale de la ville nouvelle: l'accueil de la main-d'œuvre paysanne fraîchement arrivée de la campagne et désormais disponible pour les industries. Les dessins font rarement cas de la topographie, comme en atteste la grille orthogonale de la ville nouvelle de l'est, pourtant principalement en pente, au bas de la montagne. Il faut noter que la trame viaire exprime bien plus qu'un système de mobilité: elle incarne l'identité de la ville nouvelle. Dans la partie orientale de la ville nouvelle, principalement vouée à la relocalisation des paysans expropriés du comté, l'esthétique et le tracé des routes sont moins soignés, moins souples et curvilignes que pour la ville nouvelle de l'ouest destinée aux loisirs et au tourisme. À l'ouest, les routes définissent une séquence urbaine plus organique, tandis qu'à l'est, elles suivent une logique beaucoup plus rationnelle liée sans doute à une réponse fonctionnelle au besoin de relogement. On remarque là une relation très claire entre la forme de la ville et sa fonction.

Ainsi, les routes ne répondent pas uniquement aux impératifs de la typologie nationale des unités de circulation officielles. Signes urbains symboliques, elles adoptent des codes esthétiques servant à conforter l'image de la ville nouvelle. À titre d'exemple, l'axe nord-sud (2 kilomètres de long et 160 mètres de largeur) coupant la ville de l'est par le milieu est près de deux fois plus large que l'avenue des Champs-Élysées et aboutit à une impasse, une place en demi-lune. Ici, l'usage de la démesure n'est pas le fruit du hasard. Ces figures urbaines lisibles dès les plans à grande échelle expriment la volonté des planificateurs d'ériger une ville moderne et ordonnée et participent à la promotion de la ville nouvelle.



Réalité perçue – Dengfeng en 2015

Au présent, le territoire de la ville nouvelle de Dengfeng offre un paysage plutôt chaotique, mêlant villages en cours de destruction, routes inachevées et nouveaux quartiers résidentiels lacunaires. Certains éléments de la planification prennent forme de manière éparse sur le territoire, en fonction des opportunités et des ressources financières locales. Des tronçons de route sont construits, tandis que d'autres demeurent de vastes zones de terre battue. Il est courant de croiser des paysans (ill. 86), vraisemblablement désesparés face à ces étendues de terre improductive, réduite à une jachère urbaine. Le tout laisse une impression de chantier perpétuel.

La ville nouvelle planifiée sur le flanc ouest de la ville de Dengfeng se manifeste à peine, avec des opérations immobilières de petites dimensions et très discrètes. On y emprunte pourtant une route trop large qui éventre un village sans pour autant indiquer l'imminence de la construction d'un nouveau quartier. La faible densité du trafic ainsi que le vide provoqué par les milliers de logements détruits interpellent et accentuent l'impression de surdimensionnement et d'accumulation de friches urbaines. Dans la partie est de la ville nouvelle, le processus d'urbanisation est plus constitué. Deux grands quartiers de relogement pour la population rurale expropriée s'érigent. Arborant des matériaux de piètre qualité, des barres de logements, toutes héliocentrées et sur sept étages en moyenne, se succèdent à égale distance les unes des autres. Les représentations photoréalistes érigées sur de gigantesques panneaux publicitaires à l'entrée des quartiers promettent un environnement arboré, confortable et qualitatif. Mais, sans grande surprise, la réalité est tout autre: les aménagements extérieurs sont inexistants et laissent nue une terre rouge et poussiéreuse. En contraste avec les quartiers de relogement du district de



86. SCÈNE BANALE: UN VILLAGE EN COURS DE DESTRUCTION, UNE ROUTE EN COURS DE CONSTRUCTION ET DES RURAUX PERPLEXES, DENG FENG, HENAN, 2013 [© FRANCIS JACQUIER].



87. POTAGERS SAUVAGES SUR LES BAS-CÔTÉS DES NOUVELLES ROUTES, DENG FENG, HENAN, 2013 [© MARLENE LEROUX].

Chengyang, la densité est ici très forte, avec des barres de logement rapprochées et un espace public absent.

L'étendue des terres à l'abandon est d'autant plus poignante qu'elle contraste avec la densité d'usages aux abords des routes nouvelles. En effet, chaque mètre carré de la bande de terre comprise entre le bitume et les champs est exploité. Des centaines de mètres linéaires ont été transformés en jardins potagers «sauvages» [ill. 87]. Le contraste entre les routes sans usagers et les jardins usurpés sur les bas-côtés illustre parfaitement le conflit entre ambitions politiques et moyens locaux de subsistance mais aussi la débauche d'utilisation du sol aux fins d'urbanisation au regard de son évidente rareté.

Plus à l'est, le paysage rural persiste. Les champs sont délimités par des murets de pierres sèches qui créent des bassins de rétention pour l'eau des rares pluies et préviennent les glissements de terrain et le ravinement. Les routes de terre rouge sont ici parsemées d'une poussière noire et grasse échappée des remorques remplies de charbon. Nous traversons encore des villages en cours de démolition et prenons la mesure de la topographie chahutée qui définit des parcours sinueux entre les collines. La forte pente met en crise toute tentative d'implantation d'une voirie parfaitement orthogonale.

Un musée du développement urbain local a été ouvert dans un quartier de relogement de la partie orientale de la ville nouvelle. On y découvre les projets de zones résidentielles et industrielles reproduits sur une immense maquette. Pour permettre aux habitants de se repérer sur cette maquette remodelant en profondeur le territoire, des petits drapeaux annotés sont plantés çà et là parmi les bâtiments avec l'indication du nom des villages qu'ils remplacent. Aucune information ou légende ne permet d'identifier ce qui est planifié, acté, réalisé ou abandonné. Les codes de représentation ne donnent donc pas à voir l'évolution, mais invitent à la lecture unique d'un projet idéalement abouti. Pourtant, la situation la plus observée dans le

territoire chinois est bien celle d'un contraste entre l'engagement dans un processus de mutation du rural vers l'urbain, et les contraintes économiques et institutionnelles qui en freinent la manifestation.

Relation entre planification et réalité du territoire

Impact absolu: planification et situation territoriale en 2005. L'analyse du projet de ville nouvelle à l'aune de la réalité du territoire en 2005, révèle une logique de construction du vide et de destruction du construit (ill. 88). En effet, on assiste simultanément à un phénomène de colonisation des zones non construites (zones agricoles et de forêt) et à une substitution du bâti et des infrastructures par des parcs urbains et des ceintures vertes.

Situé dans la ville nouvelle de l'ouest, l'échantillon 1 [P1/ECH1/2km/2005] porte sur le cœur de la future zone de loisirs et d'activités liées au mont Song. En 2005, on y voit trois villages reconstruits à la période des réformes économiques. Ils n'occupent que 22% de la surface de l'échantillon, le reste étant dédié à l'agriculture. La zone est caractérisée par un système viarie encore rudimentaire: les villages s'agglutinent le long de l'axe routier principal tandis que des axes secondaires se développent en fonction des besoins pour rejoindre des champs ou des petites zones d'activités et se terminent en impasse. Cette structure viarie rurale est représentative de toute la région et se reproduit avec une répartition équivalente tous les 25 à 45 mètres. Une trame additionnelle de routes, plus rationnelle et orthogonale, laisse supposer qu'une zone industrielle est en cours de construction.

Comparée à l'exemple de Chengyang, la planification à Dengfeng prend un peu plus le territoire en considération. Cependant, elle ne se focalise que sur certains éléments



88. PRÈS DE 2 km DE VILLAGES DÉTRUITS DE PART ET D'AUTRE DE LA ROUTE RELIANT DENGFENG ET LA VILLE NOUVELLE DE L'EST, HENAN, 2013 (@MARLÈNE LEROUX).

porteurs en raison de leur plus-value touristique. Aucun autre élément naturel ne semble avoir retenu l'attention des planificateurs.

Comme le montre l'échantillon 1, les futures résidences de la partie occidentale de la ville nouvelle empiètent sur des secteurs agricoles et des forêts. Les bois, la structure des champs, les murets, les canaux d'irrigation et la biodiversité disparaissent complètement dans le schéma directeur. À cette nature indigène se substituent des ordonnancements d'arbres, des parcs aménagés et des canaux d'agrément. Pourtant, l'eau fait cruellement défaut dans la région. Entre 2005 et 2015, de nombreux cours d'eau ont disparu et l'état de sécheresse a même été déclaré permanent en 2009. Cette situation rend très contestable un usage démesuré et excessif de l'eau pour l'agrément et l'arrosage.

L'échantillon montre également la retenue d'eau mentionnée plus haut, alimentée par une série de petites rivières et utilisée pour l'agriculture et les petites industries locales. Elle est l'unique élément commun entre le projet et la réalité historique. Identifiée comme élément naturel majeur, elle est destinée à devenir un lac d'agrément au cœur d'un parc urbain, poumon vert de la ville nouvelle de l'ouest orientée principalement vers le tourisme. Cet objectif, plutôt louable, de valoriser la présence de l'eau, ne tient pas compte du fait que le parc projeté s'étend sur un sol certainement pollué par les industries qui y sont implantées à l'aube du développement urbain. Un anneau routier, à une distance d'environ 300 mètres du plan d'eau, permettra de marquer la limite entre les zones d'habitations et le futur parc. En créant deux anneaux concentriques et indépendants de résidences entre le mont Song et ce parc urbain, les routes nouvelles projetées, d'une largeur moyenne de 30 mètres, opèrent une refonte en profondeur de la structure du site. Elles traversent sans embarras les villages existants et ignorent également l'ébauche de zone industrielle constatée en 2005. De plus, leur rôle change: alors qu'initialement, la route est liaison, lieu de commerce et d'interactions, la planification la voue à la mobilité pure. Cela induit une vitesse de circulation plus élevée et partant, une limitation des possibilités d'échanges et de rencontres.

L'échantillon 2 [P1/ECH2/2km/2015], au cœur de la partie orientale de la ville nouvelle, illustre parfaitement ce processus. Le projet retire à la route reliant Dengfeng à Zhengzhou son rôle d'artère commerciale, ne lui laissant que celui de connexion entre pôles urbains. L'axe commercial principal est désormais orienté nord-sud et aboutit, au nord, sur une place en arc de cercle qui suit des règles de composition classique occidentale. La trame viaire planifiée est très hiérarchisée et n'indique que peu d'adaptation à la topographie. Elle dessine des îlots d'environ 400 mètres de côté, destinés principalement à des logements (36%) et des commerces (32%). L'orthogonalité et la simplicité des formes sont le reflet du destin futur de la ville de l'est, réservoir de nouveaux urbains, d'une nouvelle manne ouvrière. Elle doit être avant tout rationnelle, facile à réaliser et économiquement viable. Au nord-ouest de l'échantillon, la planification prévoit l'aménagement d'un parc urbain autour d'un temple bordé en 2005 par deux franges urbanisées d'environ 300 mètres de large de part et d'autre de la route nationale. Sa création nécessitera donc la destruction de 27 hectares de zone d'habitations. Si, à l'échelle de cet échantillon, le projet n'impacte pas radicalement l'affectation du sol – en 2005, on y trouve déjà

principalement des habitations et des activités industrielles –, cette reconstruction de la ville sur la ville modifie néanmoins en profondeur les structures urbaines et les usages des espaces publics.

Ce changement d'échelle, d'axe et de morphologie urbaine atteste d'une volonté de refonte du territoire est particulièrement visible dans l'échantillon 3 [P1/ECH3/2km/2015]. Celui-ci pointe sur le projet d'échangeur qui doit permettre, à grand renfort de viaducs et de boucles de ruban bitumé, de relier la ville nouvelle de l'est aux deux autoroutes régionales. La bande de 200 mètres de vide qu'il est prévu d'aménager de part et d'autre de l'autoroute marque la distinction entre la zone résidentielle au nord et la future zone industrielle au sud. Ici, aucun élément de la réalité historique ne semble avoir retenu l'attention du planificateur.

Impact relatif: planification et situation territoriale en 2015. Les échantillons 3 et 4 [P1/ECH3/2km/2015; P2/ECH4/2km/2015] montrent la dimension massive des destructions qui se sont opérées entre 2005 et 2015. Cette destruction apparaît comme l'indicateur le plus significatif de l'influence du schéma directeur sur la réalité perçue. Rencontré pour un entretien en 2013, le responsable du Bureau d'urbanisme de Dengfeng estime qu'un million de mètres carrés de l'ancien tissu bâti ont déjà disparu. D'après lui, les villages consomment trop de terrain et sont trop complexes à équiper, desservir, rénover. Ils «enlaidissent la ville et la cantonnent à une identité rurale stigmatisante» et doivent être démantelés. Le gouvernement municipal détruit aussi les hameaux éparpillés dans les champs, pour récupérer leur surface en quotas de terrains à bâtir. Mais ici, comme nous l'avons constaté sur place, aucune *maison clou* ni banderole de contestation. Les anciens résidents sont déjà tous partis.

Cependant, des paysans rencontrés dans un immense village de type post-réformes économiques en cours de démolition-reconstruction à l'extrême nord-est du périmètre de planification, (échantillon 4) [P1/ECH3/2km/2030; P2/ECH4/2km/2030] tiennent des propos amers. Ils confirment que l'agriculture mécanisée a réduit le besoin de main-d'œuvre et que la plupart des paysans sont désormais des ouvriers non qualifiés quand ils ne sont pas au chômage ou n'ont pas pris une retraite anticipée. Bien que leur situation économique soit intenable, les personnes interrogées ne veulent pas se défaire de leur lopin de terre, leur unique capital avec leur logement car, si petit soit-il, il représente leur seul levier de négociation en cas d'expropriation. Leur témoignage révèle que les paysans ont réalisé que la terre était devenue un objet convoité avec le développement urbain et qu'ils ont tout intérêt à résister le plus longtemps possible pour négocier au mieux des compensations et assurer leur réinsertion dans la nouvelle structure sociale urbaine.

L'échantillon 4 [P1/ECH3/2km/2015; P2/ECH4/2km/2015] donne une indication du phasage de la réalisation de la planification. En effet, les routes et le paysage sont les premiers éléments visibles construits sous l'impulsion du gouvernement municipal (ill. 89). Les routes viabilisent les terrains à construire et les jardins et corridors verts embellissent le terrain et camouflent les villages en cours de destruction. L'objectif est d'attirer les investisseurs. Dans un second temps, pour engager une certaine dynamique, les résidences de relogement sont construites. L'approche



particulièrement interventionniste du gouvernement municipal génère ainsi un paysage mité d'immenses surfaces en ruines et une précarité grandissante pour une population toujours plus nombreuse. L'évolution visible entre 2005 et 2015 dans les échantillons 1 et 2 [P1/ECH3/2km/2015; P1/ECH1/2km/2015; P1/ECH2/2km/2015] démontre une logique d'opportunités plutôt que planifiée, avec d'importants espaces gaspillés entre les bâtiments. Cela laisse aussi présumer que la pression foncière est faible. Ce paysage décousu dénote un système productif en crise, héritier de conditions défavorables: localisation excentrée, sécheresse permanente et retard de développement économique et urbain avéré au regard de l'ensemble des infrastructures, équipements et réseaux créés.

À l'échelle de l'ensemble de l'aire de planification – et non plus uniquement à travers la loupe d'échantillons –, les manifestations du schéma directeur sur l'évolution du territoire en 2015 sont éparpillées et ne semblent pas privilégier une zone de développement en particulier. Dans un désordre apparent, certains quartiers tout juste détruits jouxtent de nouveaux bâtiments administratifs entourés de jardins. Plus loin, des îlots de nouvelles résidences sont érigés à côté de villages restés intacts ou laissés vacants.

Impact nul: situation territoriale en 2015 hors planification. Dans le schéma directeur, de nombreux villages et hameaux sont noyés sous un poché jaune pâle homogène signalant les espaces ne faisant l'objet d'aucune préconisation particulière: une zone de laisser-aller, ni planifiée, ni contrôlée, ni préservée. De fait, ces zones sont pourtant touchées par des transformations. Dans le cas de l'échantillon 5 qui cible l'une de ces zones, nous n'observons que peu de différence entre 2005 et 2015. Cependant, une nouvelle route est apparue, qui tranche le territoire en deux. Bien que certains chemins de campagne s'y connectent, elle ne semble en rien concernée par l'activité et le territoire qu'elle traverse.

D'autre part, les signes d'un processus de densification des hameaux sont détectés, avec l'ajout de constructions dans les courettes des maisons ou des surélévations. En effet, dans l'expectative d'une expropriation imminente, les paysans augmentent au maximum les surfaces construites, de sorte à prendre l'avantage sur le calcul des compensations lorsque celles-ci se basent sur les surfaces détruites.

Qu'elles relèvent de telles zones sans préconisation ou de zones naturelles à maintenir, les périphéries rurales, très proches des infrastructures et des activités de la ville, font l'objet de convoitise. Par conséquent, de nombreux projets de développement sont engagés, plus ou moins légaux, plus ou moins respectueux des

89. ROUTE NOUVELLE RELIANT LA VILLE HISTORIQUE DE DENG FENG ET LA VILLE NOUVELLE DE L'EST, HENAN, 2013 [© MARLÈNE LEROUX].

DENGFENG / Échantillon 1
2 km

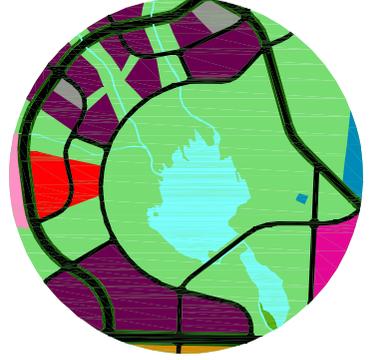
[2005]



[2015]



[2030]



DENGFENG / Échantillon 2
2 km

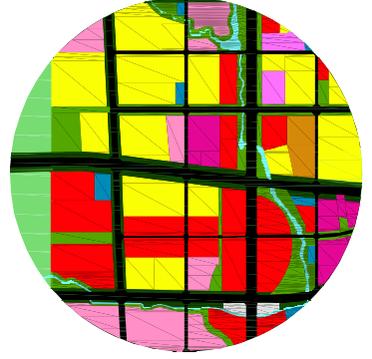
[2005]



[2015]



[2030]



DENGFENG / Échantillon 3
2 km

[2005]



[2015]



[2030]



DENGFENG / Échantillon 4
2 km

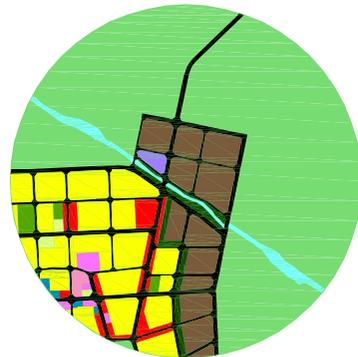
[2005]



[2015]

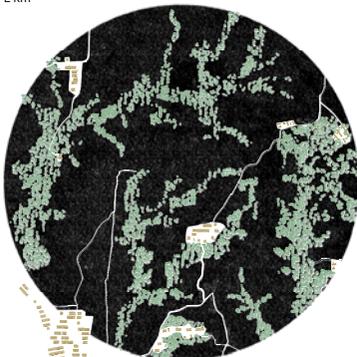


[2030]

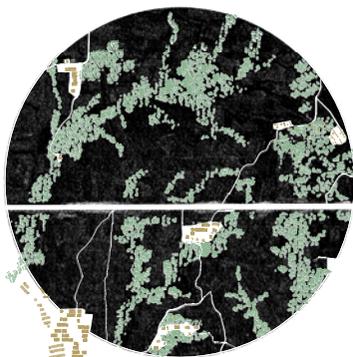


DENGFENG / Échantillon 5
2 km

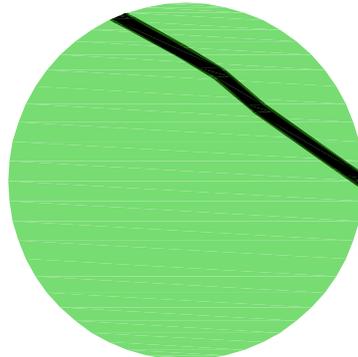
[2005]



[2015]



[2030]



DENGFENG / Échantillon 6
2 km

[2005]



[2015]



LOCALISATION DES ÉCHANTILLONS



préconisations gouvernementales aux différents échelons et souvent, peu en accord avec le territoire et les activités locales.

L'échantillon 4 à l'extrême nord-est de la ville nouvelle en est un bon exemple. La planification porte sur une surface déjà largement investie par des activités. Ici, la nouvelle grille de voirie tend à rationaliser ce qui est déjà en place, tout en débordant aussi sur les zones agricoles alentour pour offrir environ un tiers de zone à urbaniser supplémentaire. Malgré tout cela, nous voyons apparaître en 2015 une nouvelle petite zone industrielle à l'extérieur de la zone délimitée pour la nouvelle ville. Cette opération, vraisemblablement illégale, profite des routes construites, mais sort du cadre des réglementations.

Similairement, une petite opération immobilière visible sur un zoom de l'échantillon 1 (échantillon 1, 500 m) au pied du mont Song illustre la relation ambiguë entre idéal de planification et réalité des faits. En observant en détail, on s'aperçoit qu'en 2015, la portion de rivière limitrophe à la parcelle où s'est implantée la modeste infrastructure touristique est désormais canalisée et comporte une dizaine de retenues d'eau, ce qui laisse la partie aval totalement asséchée.

Ces manifestations d'une urbanisation spontanée sont particulièrement importantes dans le cas de comté de Dengfeng. Ce mode de développement rajoute une couche de complexité au processus d'urbanisation de la campagne chinoise, fausse les chiffres et bouscule les statistiques officielles qui n'en tiennent pas compte. L'urbanisation *in situ* atteste d'une certaine indépendance des phénomènes locaux

par rapport aux ambitions politiques. Cependant, tout comme la planification *ex nihilo*, elle empiète sur les ressources naturelles et grignote de précieuses terres arables (ill. 90).

Comme pour chacun des trois cas d'étude, l'échantillon 6 [P1/ECH3/2km; P2/ECH6/2km/2005; P2/ECH6/2km/2015] est le témoin des évolutions hors du cadre du schéma directeur. Il montre trois villages à 30 km à l'ouest de la ville nouvelle de Dengfeng. Renouvelée lors de la période des réformes économiques des années 1980, leur structure a peu évolué bien que les maisons aient presque toutes été reconstruites. En 2015, ils se sont légèrement agrandis et densifiés. Une petite opération immobilière est aussi observable. Certaines routes ont été rajoutées et l'axe nord-sud du village principal a été élargi. Dans le périmètre de planification, certains villages ont également évolué dans un sens similaire: ils occupent sensiblement la même surface au sol qu'avant et conservent la même structure viaire dont les axes principaux ont parfois été élargis.

Sur cet échantillon, c'est surtout le changement du système productif qu'il semble pertinent de relever. En 2005, la petite colline profondément remodelée

90. RÉSIDENCE POUR OUVRIERS-PAYSANS EXPROPRIÉS, DENGFENG, HENAN, 2013 [© MARLÈNE LEROUX].



par l'implantation de cultures en terrasse, relève d'un savoir-faire agricole certain. Les parcelles sont régulières même si elles doivent s'adapter aux contraintes de la pente et des formes naturelles de la colline. Un réseau d'étroits chemins ruraux dessert les parcelles, tandis qu'un savant agencement de murets les préserve de l'érosion. La colorimétrie des champs en septembre indique des cultures principalement céréalières. En 2015 par contre, la structure des parcelles disparaît sous la couronne feuillue des arbres récemment plantés, expression du programme national de reforestation *Grain for Green* (DELANG et YUAN 2015). En effet, les collines et parcelles difficilement exploitables sont souvent reboisées. Nous pouvons aussi observer l'apparition d'une mine de charbon à ciel ouvert à 500 mètres au nord du village. Cette exploitation qui ronge une colline atteste de l'activité encore présente du secteur d'extraction de ce minéral.

Conclusion

Le comté de Dengfeng est représentatif d'une situation intermédiaire de mutation du territoire, un entre-deux banal comme il s'en rencontre souvent dans les zones rurales chinoises. L'urbanisation se manifeste déjà par une imposante trame routière et plus d'un million de mètres carrés de villages et quartiers détruits. Cependant, la réalisation de nouveaux quartiers et des infrastructures peine à suivre.

Bien qu'intermédiaire, cette urbanisation affecte déjà le patrimoine rural du comté. La coexistence entre des composantes rurales persistantes et de nouvelles structures urbaines est crue. Le paysage est particulièrement marqué par l'importance des villages en destruction. Le schéma directeur se manifeste dans des réalisations certes partielles, mais qui lui correspondent. Le nouveau paysage urbain, très décousu, atteste d'un procédé de développement opportuniste à l'origine d'un fort déséquilibre entre destructions et reconstructions, mais également d'un phénomène fort d'urbanisation spontanée, tant *dans* qu'*hors* du périmètre de la planification. D'autre part, bien que le plan d'affectation présente une intention de mixité fonctionnelle et de composition urbaine à échelle humaine, le zonage fige la répartition programmatique entre grands ilots, ce qui stigmatise fortement la destination des différentes entités urbaines.

Pâtissant d'une économie en difficulté, héritage d'une industrie minière qui s'émiette et d'un secteur agricole affecté par une sécheresse déclarée permanente depuis 2009, le comté de Dengfeng trouve aujourd'hui sa principale source de revenu dans la marchandisation des terres liée à leur changement d'affectation.

DUJIANGYAN, PROVINCE DU SICHUAN: LE POTAGER DE LA CHINE

Dernier territoire rural observé, le comté de Dujiangyan prend place, entre montagne et plaine, dans le Sichuan, une province rurale connue comme le grenier à blé de la Chine. La plaine de Chengdu, ville capitale du Sichuan, a atteint une importante capacité de production agricole dès le 3^e siècle av. J.-C., grâce à la construction d'un système d'irrigation novateur par le haut fonctionnaire et ingénieur Li Bing. Cette infrastructure hydraulique séculaire met à profit la topographie naturelle de la plaine descendant en pente douce de Dujiangyan (730 mètres au-dessus du niveau de la mer) à Chengdu plus à l'est (500 mètres). Ce système de distribution progressive des eaux du fleuve Min, un affluent du Yangzi, a permis de préserver la plaine de Chengdu des inondations dévastatrices et des périodes de sécheresse dramatiques qui l'accablaient jusque-là. Grâce au réseau dense de méandres, canaux et petites rivières, les sols sont enrichis en sédiments extraits des montagnes et les champs sont constamment irrigués.

Le système d'irrigation de Dujiangyan, gigantesque, complexe et pourtant presque invisible, est inscrit dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis l'an 2000. Il confère à l'ensemble de la plaine de Chengdu sa renommée. Le paysage et la biodiversité qui s'y sont développés sont dignes d'un intérêt culturel majeur que la région cherche à transformer en manne touristique, un secteur économique croissant.

Réalité historique – Dujiangyan en 2005

Le patrimoine territorial du comté de Dujiangyan est particulièrement riche. Il est caractérisé d'une part par la montagne – elle marque l'extrémité orientale de la chaîne de l'Himalaya et coupe le comté par la diagonale –, qui recouvre 65 % du territoire à l'ouest du comté, et d'autre part, par la plaine de Chengdu, qui représente 35 % de la surface est du comté. Le contraste est fort entre le puissant relief montagneux et la plaine en pente douce et sans accident dans laquelle se concentre la majorité de l'activité économique ainsi que le développement urbain.

Implantée au pied du mont Qingcheng, la ville de Dujiangyan – autoproclamée « Ville moitié montagne, moitié fleuve » – suit le cours naturel du fleuve Min et de ses bras et se propage sur la plaine de Chengdu avec une morphologie en forme de patte d'oie. Elle compte 200 000 habitants en 2005, soit un tiers de la population du comté.

Le comté est principalement rural. En 2005, 84 % de ses 600 000 habitants (187 900 familles) pratiquent une profession agricole sur les 296 km² de la zone de plaine du comté, principalement dédiée à l'agriculture. Le sol de la plaine de

Chengdu, sans cesse enrichi par les sédiments, couplé à un climat subtropical central (humide et chaud), permet une importante variété de cultures ainsi qu'une fréquence élevée de récoltes. La biodiversité est d'autant plus précieuse qu'elle recèle des espèces indigènes rares, notamment des plantes médicinales, des oiseaux et des reptiles. Pourtant, seulement 92 millions de yuans (11,8 millions d'euros) proviennent annuellement de l'agriculture, soit une proportion de 13,8%, contre 50,6% pour le commerce et 35,6% pour l'industrie. La modestie du revenu annuel moyen par habitant – 3 437 yuans (440 euros), soit près de quatre fois moins que la moyenne nationale de 2005 (BANQUE MONDIALE 2012) – est essentiellement imputable aux faibles recettes générées par le système agricole traditionnel. Il faut rappeler que le Sichuan est très densément peuplé mais ne produit que très peu de richesses. Il est ainsi considéré comme l'une des provinces les plus pauvres de Chine (CHINA STATISTICAL YEARBOOK 2014).

Les villes, villages et routes occupent 138 km², soit seulement 11,24% de la totalité du comté. Quelques pôles urbains, tels que Dujiangyan, Pengzhou, Wenjiang ou encore Pixian, flanqués de leurs zones industrielles, marquent le paysage de leurs tours de logements, bâtiments gouvernementaux ostentatoires et hangars. Mais l'identité du lieu émane clairement de son système rural: des milliers de hameaux arborés – en chinois *linpan*, littéralement «assiette d'arbres» – parsèment la plaine de Chengdu. Cette forme d'aménagement du territoire rural, caractérisé par une situation d'habitat groupé et dense réparti sur les terres arables, est propre à cette plaine (ill. 91). L'origine des *linpan* est difficile à dater, mais dans ses lettres écrites dans les années 1870, le géographe et baron Ferdinand von Richthofen y fait déjà référence. Il décrit la plaine de Chengdu (*Ching-tu-fu* dans le texte) comme un lieu de prospérité où la densité de population et la force productive qu'elle représente à proximité immédiate des champs se conjuguent à la fertilité des sols, la douceur



91. PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE
DE PAYSAGES TYPIQUES DE
LA PLAINE DE CHENGDU,
DUJIANGYAN, SICHUAN, 2010
[© ZHOU JIAN].



92. RUELLE AU CŒUR
D'UN HAMEAU LINPAN,
DU JIANGYAN, SICHUAN, 2012
[© MARLÈNE LEROUX].

du climat et la perfection du système d'irrigation. La correspondance entre cette description et nos observations sur place révèle une réelle permanence du paysage depuis un siècle et demi. Une grande adéquation entre la répartition des éléments bâtis, les exploitations agricoles et le territoire transparait.

Répartis de manière homogène sur l'ensemble du territoire, les écarts entre les hameaux varient de 500 à 1 500 mètres, ce qui correspond à la distance qu'un paysan peut raisonnablement parcourir pour rejoindre ses champs plusieurs fois par jour. L'impression de cheminements infinis entre les hameaux est d'autant plus forte que le réseau viaire est dense et constitué de routes étroites, reliant les *linpan* aux routes locales ou simplement les uns aux autres. Comme pour Chengyang et Dengfeng, il s'agit plus d'une structure de desserte que d'un réel système viaire constitué et hiérarchisé pour se connecter à un ensemble plus vaste.

Les *linpan* forment le cœur de petites exploitations agricoles qui s'étendent sur 1 à 2,5 hectares et comprennent entre 5 à 25 édifices dédiés à l'habitation et aux équipements agricoles. Les fermes traditionnelles sont constituées de bâtisses organisées autour de cours ouvertes en L ou en C, surmontées d'une toiture à deux pans, principalement en bois, en pisé ou en paille. Très peu entretenues, elles sont généralement dans un état déplorable. Les bâtiments plus récents, construits dès les années 1950, sont faits pour la plupart de béton, avec des façades revêtues de carrelage coloré. Ce n'est pas leur substance architecturale qui donne à ces hameaux arborés un intérêt patrimonial remarquable, mais leur implantation et leur relation au territoire. Leur richesse et leur valeur d'ensemble leur sont conférées par l'imbrication des formes entre habitations, canaux, bosquets et champs, qui induit un système productif attestant d'une grande cohérence entre l'organisation de la société, ce qu'elle produit et l'écosystème territorial qui l'accueille [ill. 92].

En 2005, les exploitations rurales familiales suivent encore une logique d'organisation très traditionnelle. Principalement vivrière, la production agricole des parcelles laissées libre d'usage aux paysans une fois opérée la ponction de sa quote-part par l'État, est avant tout destinée à la consommation personnelle, seuls les surplus étant vendus. À l'origine capables de vivre en autarcie, les familles paysannes doivent aujourd'hui se contenter de petites surfaces – en moyenne 0,5 hectare –, résultat des redistributions successives des terres arables en fonction de l'évolution de la composition des ménages. Ces découpages et redécoupages séculaires ont abouti à un morcellement extrême du parcellaire agricole, dont les entités, parfois ridiculement minuscules, peuvent se réduire à deux mètres carrés. En réaction à ce morcellement extrême, les paysans optent pour la diversité des cultures, utilisant la méthode systémique de la permaculture. Chaque surface, si petite soit-elle, est exploitée et fait l'objet d'une combinaison de cultures variées, d'association de plantes se bénéficiant mutuellement, l'une procurant de l'ombre à l'autre ou attirant les parasites néfastes à une troisième. Il est à peine croyable qu'une telle délicatesse et précision arrivent à se propager sur ce territoire gigantesque en millions de potagers permettant de nourrir des millions de personnes. Cependant, ce mode de culture, très demandeur en main-d'œuvre, astreint une grande partie de la population rurale aux champs sans lui procurer beaucoup de revenus.

Ainsi, malgré la richesse de la biodiversité et des ressources naturelles de la région, la qualité de sa terre, de son environnement et la clémence du climat, le système productif local ne génère que peu de revenus. Il est excessivement dépendant d'une abondante main-d'œuvre et souffre d'un manque d'infrastructures de mobilité qui engendre des problèmes d'acheminement de la production. Le vieillissement de la population combinée à l'exode rural oblige à repenser les modalités de fonctionnement des exploitations agricoles, jugées trop petites, ainsi que les modes de production, trop archaïques. Les paysans qui restent ne peuvent investir pour s'adapter aux nouvelles exigences sanitaires et techniques et doivent abandonner des territoires faute de main-d'œuvre. Il est estimé que, sur l'ensemble du comté de Dujiangyan, 5 % du territoire agricole n'est plus ni exploité et ni entretenu et que 145 hectares de surface cultivée disparaissent ainsi chaque année. Cela soumet le sol à une dégradation rapide, une érosion qui provoque de dangereuses inondations, des coulées de boue et des glissements de terrain à répétition.

Le projet de la ville nouvelle de Dujiangyan

Le 12 mai 2008, un événement dramatique vient frapper cette région déjà accablée: un tremblement de terre d'une magnitude de 8,3 sur l'échelle de Richter. Les dégâts sont considérables [ill. 93]. La ville de Wenchuan, épiceutre du tremblement de terre à 50 km au nord-ouest de Dujiangyan, est détruite à 90 %. L'effondrement de bâtiments, majoritairement publics [écoles, internats], cause la mort de 88 000 personnes, dont de nombreux enfants, et en blesse 374 000 autres. Des milliers d'hectares de terres cultivées sont ravagés et des centaines de kilomètres de routes et de ponts détruits [FAO 2008]. Le nombre de morts imputable aux négligences



93. VILLAGES DÉTRUITS PAR LE TREMBLEMENT DE TERRE, DUJIANGYAN, SICHUAN, 2009 [© FRANÇOISE GED].

de l'État provoque l'indignation d'une large proportion de la population chinoise et mondiale et la mobilisation importante qui s'ensuit met pour quelques mois, quelques années, sous les feux de la rampe la détresse latente de la région.

Conséquence positive mais quelque peu cynique de la catastrophe, les investissements affluent alors, tant de la part du gouvernement central que d'investisseurs privés chinois. C'est pourquoi, quasi instantanément après la catastrophe, les autorités locales ont pu se lancer dans une course à la reconstruction et à la modernisation. Il est intéressant de souligner que les textes de planification consultés ne font que rarement allusion au tremblement de terre. Il n'est cité que de manière indirecte, lorsqu'il s'agit de quantifier la surface des édifices à reconstruire ou d'évaluer les dégâts provoqués par des glissements de terrain. De façon détournée, un slogan adopté par la ville de Dujiangyan fait pourtant bien écho au drame: «Ville sans danger, agréable et proche de la nature.»

Dans le cadre de la reconstruction après le tremblement de terre, un jumelage entre des villes de l'est de la Chine et du Sichuan a été organisé. C'est ainsi, grâce au nouveau lien privilégié entre Shanghai à Dujiangyan, que l'Institut d'urbanisme de l'université Tongji, expert tant dans le développement urbain que dans la préservation du patrimoine, s'est vu confier la tâche d'établir la nouvelle planification de la région avec le *Dujiangyan City After Disaster Rebuilt Master Planning 2008* ainsi que la mise à jour du *Dujiangyan City Land Use Master Plan 2006-2020*. Bien que portant sur l'ensemble du comté de Dujiangyan, l'attention de ces plans se focalise principalement sur la reconstruction de la ville de Dujiangyan et la planification de la ville nouvelle de Juyuan. Leur conception s'inspire de l'identité du territoire et tout particulièrement de son original réseau hydraulique millénaire qui façonne la morphologie de la ville. Reconnu pour sa qualité, leur projet a reçu le prix national du meilleur schéma directeur en 2012 (YU et YUAN 2011).

Les textes du schéma directeur oscillent entre grandes généralités et données quantitatives excessivement précises, presque anecdotiques à cette échelle de réflexion. Le diagnostic aboutit en particulier à trois constats: un décalage persistant entre l'offre et la demande de logements dans la ville de Dujiangyan (45 % des logements reconstruits après le tremblement de terre restent vacants); une insuffisance d'espaces verts publics (4,31 % du territoire, soit 5,18 m² par habitant contre une moyenne nationale de 7 m²); et un déficit de routes (7,31 % du territoire, soit 8,8 m² par personne). Ces constats montrent que les zones agricoles, pourtant en connexion directe avec la ville, ne sont pas comptabilisées comme des espaces verts. Ils rappellent surtout, une fois encore, le diktat de la standardisation nationale.

L'une des normes nationales les plus importantes à respecter est le nombre de mètres carrés urbanisés par personne. Il se situe entre 60 m² et 120 m² par personne. Au regard de cette réglementation, le comté de Dujiangyan qui compte 169 m² urbanisés par habitant n'est pas assez dense. L'objectif du schéma directeur est d'atteindre le taux de 100 m² par habitant au centre-ville de Dujiangyan, soit 430 000 habitants sur 430 km². Cela représente près de trois fois la surface urbanisée recensée en 2005. Ce diktat de la norme nationale n'est pas spécifique à Dujiangyan, on le retrouve aussi dans les planifications de Dengfeng et Chengyang. Toutefois, cette problématique est particulièrement prégnante à Dujiangyan. La trop faible densité du bâti sur le territoire est imputable à l'emprise au sol des milliers de hameaux arborés répartis dans la plaine du comté. Ils génèrent un étalement aujourd'hui considéré comme non souhaitable. La mise en conformité des infrastructures primaires – approvisionnement en eau claire et en électricité, traitement des eaux usées ou collecte des déchets – est considérée comme trop onéreuse. Ainsi, la mise en évidence récurrente de cette norme nationale permet de justifier objectivement d'une part la destruction des hameaux aux dépens de leur rénovation et d'autre part, la création d'un pôle urbain dense comme la ville nouvelle de Juyuan.

Cependant, la plaine de Chengdu est une région très agricole et son aménagement doit suivre des contraintes très strictes en ce qui concerne la préservation des terres arables, le contrôle de la pollution des sols et de l'eau, du moins sur le papier. D'un autre côté, elle doit aussi s'engager dans un processus de reconstruction rapide afin de reloger les populations touchées par le tremblement de terre et améliorer leurs conditions de vie. Dans ce contexte de volonté de préservation des terres arables, le tremblement de terre et les 160 000 personnes touchées, dont 98 % de paysans, sont une aubaine pour légitimer la destruction de hameaux considérés comme gourmands en terres potentiellement agricoles ainsi que la construction simultanée d'une ville nouvelle. Ces paysans, qui ont perdu du jour au lendemain leur maison, leur village et une large part de leurs terres arables, sont priés, pour répondre aux ambitions du gouvernement, de perdre aussi leur mode de vie rural et d'adopter celui des urbains.

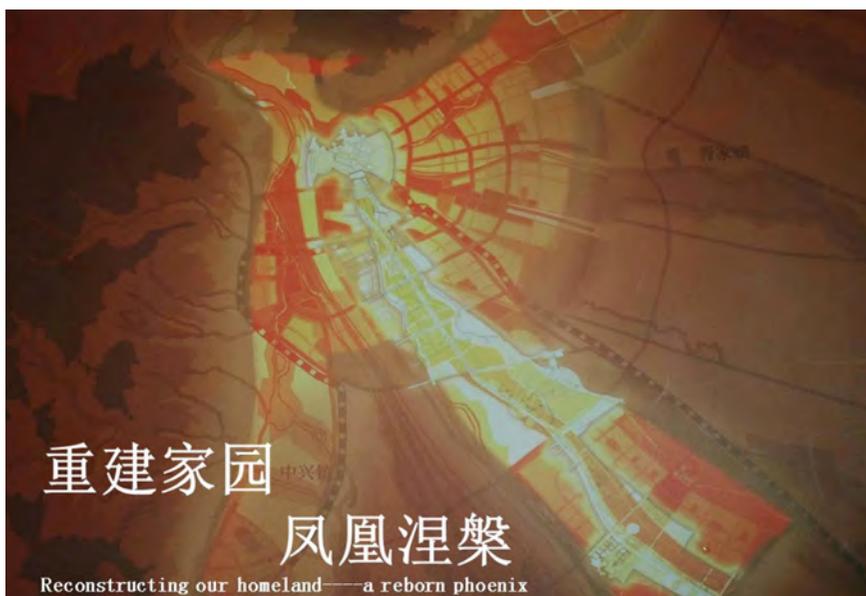
En 2005, le comté de Dujiangyan compte 600 000 habitants dont uniquement 96 000 urbains. L'objectif est qu'à l'horizon du schéma directeur, la population de 900 000 habitants attendue comprenne 700 000 urbains. Il s'agit donc à la fois

de proposer une structure urbaine capable d'accueillir cette masse de nouveaux habitants et de garantir la préservation des terres arables. La stratégie principale s'oriente vers la planification de pôles urbains denses reliés par de puissantes infrastructures de mobilité. Par exemple, une ligne de chemin de fer reliera Dujiangyan à Chengdu en moins de 30 minutes, avec une gare principale au sud-est de la ville et deux gares secondaires à Juyuan et Qingchengshan. Une voie express est aussi planifiée qui doit se connecter au futur boulevard périphérique de Chengdu et permettre de rejoindre son aéroport en 40 minutes. Ce réseau de mobilité soutient trois types de structures urbaines dans lesquelles se répartira la population: la ville de Dujiangyan, deux villes-satellites – Juyuan et Qingchengshan – et seize communes rurales.

Au sud de la ville de Dujiangyan et relevant de sa juridiction, la commune de Juyuan se situe au cœur de la plaine, à égale distance entre Dujiangyan et Chengdu. En 2005, elle abrite 31 018 personnes, dont le 93 % sont des paysans. Son territoire à la même époque est dominé par une agriculture variée et luxuriante qui occupe 46 % des 34,2 km² de sa surface totale. Le projet de ville nouvelle de Juyuan illustre une volonté de symbiose entre la ville et la nature comme en atteste son slogan: «Montagne, eau, champs, forêt, barrage, ville». Conçue sur 100 km², elle doit répondre à de fortes ambitions environnementales et véhiculer une image positive et attrayante, en particulier pour les touristes. L'accent est porté sur les aménagements et les fonctions commerciales autour de la nouvelle gare. Si Dujiangyan draine les touristes, Juyuan doit être porteuse pour les secteurs de l'industrie de pointe, de la formation et du tertiaire. Les industries secondaires et l'agrobusiness, qui doivent s'équilibrer sur l'ensemble du comté, se répartissent dans une seconde ville-satellite, Qingchengshan, ainsi que dans certains villages choisis à cette fin. Ils ne font pas l'objet du présent diagnostic territorial détaillé qui se focalise sur le projet phare de la ville nouvelle de Juyuan.

Le fleuve Min, deux bras majeurs et plusieurs bras secondaires traversent le territoire de la ville nouvelle de Juyuan. La planification en conserve le trajet naturel, ce qui génère une dizaine d'îlots oblongs de 10 à 20 hectares. Le schéma directeur répond à toutes les préconisations quantitatives. Notamment, 415 hectares de parcs publics sont prévus (18,36 m² par personne). Les infrastructures, qu'elles soient de mobilité, de traitement des eaux ou des déchets, sont positionnées de sorte à préserver la ville des congestions automobiles, des dangers du feu et des inondations. Au-delà des réglementations à respecter et des quotas à atteindre, la ville nouvelle doit aussi répondre à une ambition esthétique. Afin de contrôler la silhouette de la ville, il s'agit principalement de limiter la hauteur des bâtiments, de mettre en valeur des monuments, de contrôler les styles architecturaux tout comme la qualité des places publiques. La promotion urbaine est très présente: ce projet de ville nouvelle doit séduire tant les autorités institutionnelles que les investisseurs. L'image symbolique du projet de reconstruction de Dujiangyan après le tremblement de terre prend la forme d'un phénix en vol: ses ailes déployées correspondent à la reconstruction de la vieille ville et sa queue pointe vers le projet de ville nouvelle de Juyuan. Au-delà du questionnement quant à la pertinence de territorialiser une telle image et d'user de la métaphore un peu trop littérale du

94. LE PHÉNIX
COMME SYMBOLE D'UNE
RECONSTRUCTION POSSIBLE
APRÈS LA CATASTROPHE DU
TREMBLEMENT DE TERRE,
DUJIANGYAN, SICHUAN, 2010.



phénix qui renaît de ses cendres, le projet exprime bien la dimension de séduction inhérente à ce type de processus de rénovation urbaine, c'est-à-dire la nécessité de proposer une symbolique comprise et partagée par tous pour soutenir les profondes mutations du territoire envisagées (ill. 94).

Quant aux seize villages mentionnés plus haut, ils sont conservés et rénovés par la planification, dédiés à soutenir l'industrialisation de l'agriculture. Il s'agit plutôt de nouveaux villages ruraux (*zhongxincun*), accueillant en moyenne 800 familles. Seuls les résidences et les potagers pourront y prendre place, il sera interdit d'y construire des commerces. Il est spécifié que les bâtiments doivent correspondre à un style sichuanais, bien qu'aucune information annexée ne décrive ledit style. Il est surprenant de voir que dans la répartition des fonctions, seul un de ces villages se voit attribuer une fonction agricole: la production et l'exploitation de fleurs et de plantes médicinales. Se pose donc la question de la relocalisation des élevages et des plantations qui constituaient le système productif de la population de ces villages.

Soulignons qu'à la différence des deux autres cas d'étude, le territoire rural est beaucoup plus présent dans le schéma directeur de Dujiangyan, bien qu'encore insuffisamment renseigné. Les aplats verts désignant l'espace rural sont divisés en trois catégories. Ces dernières ne correspondent pas à des typologies observables, mais à des niveaux de préservation. La première, nommée «terres arables fondamentales», ne peut en aucun cas changer d'affectation ou voir sa surface diminuer en dessous de 273 km² pour l'ensemble du comté. La seconde, soit les «champs», qui occupent une surface de 280 km², est soumise à de fortes restrictions pour des changements d'affectation. Et enfin, les «terrains non affectés» sont apparentés à des zones vertes générales dont le changement d'affectation n'est pas limité. Aucune

indication n'est donnée sur les dispositions prises pour la préservation des terres arables fondamentales ou encore pour la localisation de nouvelles exploitations agro-industrielles.

Deux systèmes parallèles sont proposés par le schéma directeur pour l'aménagement de la campagne. Le premier concerne la rationalisation du découpage parcellaire et la mécanisation pour améliorer le rendement agricole tout en maintenant des produits spécifiques à la région, comme certains fruits et légumes, les plantes médicinales et des thés locaux. Une fois l'agriculture mécanisée, les parcelles remembrées et les cultures unifiées, les paysans pourront devenir ouvriers agricoles des nouvelles exploitations, suivre des programmes de formation à l'agriculture mécanisée et industrielle et ainsi s'engager dans une transition douce de leur statut de paysans à ouvriers. L'objectif est d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions de vie, mais aussi de les intégrer dans l'assiette fiscale locale et ainsi, de diminuer la charge qu'ils représentent pour le comté de Dujiangyan en matière d'infrastructures et de services publics. Le second système proposé par le schéma directeur se rapporte à la préservation de certaines zones sous la forme d'un «parc écologique» où pourrait se développer le secteur tertiaire principalement dédié au tourisme rural. D'ailleurs, les textes de planification proposent une orientation passablement avant-gardiste vers le tourisme à la ferme, une forme de réhabilitation de l'image du rural (ill. 95).

95. PLAN DIRECTEUR DE LA VILLE NOUVELLE YUYUAN, DUJIANGYAN, SICHUAN, 2010 [© EXTRAIT DU SCHÉMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI].



Réalité perçue en 2015 – Dujiangyan en 2015

Notre première visite de la région remonte à l'été 2009, soit un an seulement après le dévastateur tremblement de terre. Accompagnant une délégation française de chercheurs multidisciplinaires, il a été possible de visiter des campements temporaires de sinistrés installés quelques semaines après la catastrophe dans la proche périphérie de la ville de Dujiangyan. Particulièrement bien organisés et dignes, certains étaient déjà en cours de démantèlement, ce qui indiquait que les populations commençaient à être relogées. Les zones de relogement étaient situées un peu plus loin dans la plaine. Les groupes d'immeubles de logements collectifs de cinq à six étages suivaient une volumétrie, une implantation et une typologie similaires à ce que l'on peut trouver dans une ville chinoise de moyenne densité. Ils étaient cependant disposés en plein milieu des champs.

Les paysans relogés avaient troqué leurs habitations de hameau, maisons à cour et de plain-pied, détruites par le tremblement de terre, pour des appartements aux standards modernes. Pourtant, ces nouvelles conditions d'habitat ne semblaient pas avoir modifié radicalement leur mode de vie. Les champs en périphérie directe étaient encore largement exploités. Les espaces libres entre les immeubles d'habitations étaient souvent occupés par des poulaillers et des clapiers familiaux. Il semblait évident que les plates-bandes de plantes d'agrément seront très vite remplacées par des jardins potagers, tout aussi décoratifs mais bien plus utiles.

De façon surprenante, malgré la situation particulière, postcatastrophe, de la région, le nombre de quartiers en ruines, de chantiers en cours et de grues érigées n'était pas plus impressionnant que dans d'autres régions rurales chinoises. Le tremblement de terre avait en quelque sorte accéléré un processus inéluctable qui impacte une grande part des territoires ruraux du pays.

En 2013, les ruines et les montagnes de gravier au cœur de la ville de Dujiangyan ont presque disparu. Les autorités tentent de maintenir vides les édifices trop fragilisés par le tremblement de terre. Mais face à la forte pénurie de logements à des prix abordables, les bâtiments aux façades fissurées et aux dalles désolidarisées accueillent à nouveau une importante population. Paradoxalement, si l'on s'éloigne du centre, on s'aperçoit que le dernier périphérique de la ville est en plein développement, avec de nombreuses résidences en construction, mais aussi des chantiers à l'arrêt et plus de 8 millions de m² de surfaces brutes de plancher de logement vides. Le paysage décousu illustre de manière frappante le fossé entre les objectifs de rendement des promotions immobilières et les ressources financières de la population locale.

Quelques kilomètres plus au sud, au cœur de la future ville de Juyuan, nous sommes en rase campagne et nous longeons des champs minuscules, colorés et méticuleusement agencés. Le paysage dénote d'une exceptionnelle richesse, tout comme le système productif, inventif et emprunt de diversité. L'ensemble demeure globalement conforme aux descriptions du baron Richthofen un siècle et demi plus tôt. La zone rurale est encore très densément peuplée même si la tendance à l'exode rural n'épargne pas cette région. La proximité de Chengdu et Dujiangyan rend toutefois possibles les migrations pendulaires. Les habitations ne semblent pas avoir

particulièrement souffert du tremblement de terre. Cependant, malgré le charme qui émane des lieux et la qualité de vie qui s'y déploie en opposition avec les situations plus rudes rencontrées à Dengfeng et Chengyang, le discours des habitants est le même: ils attendent que le gouvernement les exproprie pour pouvoir enfin toucher la prime de compensation ou être relogés dans des maisons plus modernes.

Relation entre planification et réalité du territoire

Impact absolu: planification et situation territoriale en 2005. L'envergure du projet de ville nouvelle et son impact dans l'hypothèse d'une réalisation complète sont plus modestes que pour les deux cas d'études Chengyang et Dengfeng. D'une part, son emprise sur le territoire est plus restreinte et ne représente qu'une extension urbaine d'un tiers par rapport à la ville existante de Dujiangyang. D'autre part, la conception du schéma directeur est plus favorable à la mixité urbaine, mais aussi plus adaptée à la morphologie du territoire et donc plus proche de son identité rurale.

Très organique, le plan de la ville nouvelle de Juyuan est composé d'îles oblongues au milieu des champs, des rivières et des canaux, découpées en cinq bandes d'orientation est-ouest. La nouvelle gare ferroviaire, visible sur l'échantillon 1 [P1/ECH1/2km/2030], constitue le point d'accroche de la ville nouvelle, soulignant, une fois encore, l'importance donnée aux infrastructures de mobilité dans les planifications. Les quartiers sont reliés par des axes est-ouest de commerces et de quartiers d'affaires. De part et d'autre de ces axes s'installent des zones industrielles, des quartiers résidentiels et administratifs, comme l'illustre bien l'échantillon 2 [P1/ECH2/2km/2030]. Ce dernier pointe sur un carrefour entre deux îlots oblongs qui épousent les bras de rivière. Les routes sont très imposantes et divisent clairement cette zone en quatre. Néanmoins, les rues secondaires assurent la connexion entre les îlots et, pour une fois, ne sont plus uniquement réservées à la mobilité à l'intérieur d'un unique quartier. Leurs dimensions sont plus petites que pour les deux autres cas d'étude, ce qui laisse supposer une meilleure adéquation avec l'échelle de la mobilité douce et des usagers. Il est aussi important de noter que les affectations, plutôt mixtes, ne sont pas uniquement circonscrites aux quatre routes entourant un îlot, mais elles passent librement d'un îlot à l'autre.

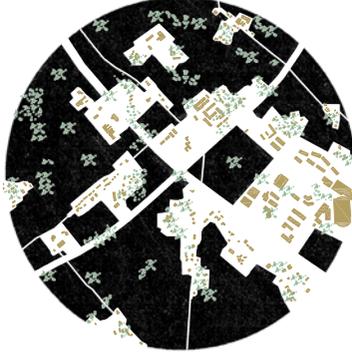
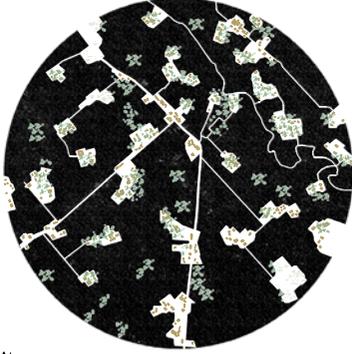
Les différentes dimensions du plan d'affectation – trame viaire, trame verte et zonage – sont présentes, mais traitées différemment que dans les cas de Chengyang et Dengfeng. La grille routière servant de canevas de composition adopte des formes organiques et s'adapte aux accidents du territoire. Elle suit le lit des rivières comme en attestent les échantillons 1 et 2 où la relation entre ville et nature est omniprésente. Les corridors végétaux sont plus difficiles à lire. Ils suivent les cours d'eau et n'ont pas de limites franches. D'autre part, un important effort est déployé pour minimiser l'emprise de la ville nouvelle sur le territoire rural. En effet, le cœur urbanisé ne représente finalement que les deux tiers de la surface de la ville nouvelle. Sur son pourtour, trois larges bandes non urbanisées ménagent des espaces tampons entre les zones planifiées et non planifiées. Celles-ci sont par contre, comme à l'accoutumée, ceinturées par des axes de mobilité majeurs.

DUJIANGYAN / Échantillon 1
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

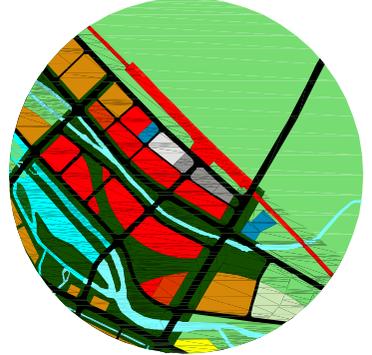
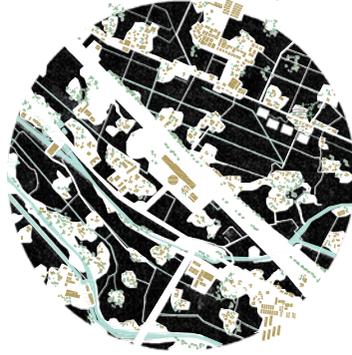


DUJIANGYAN / Échantillon 2
2 km

[2005]

[2015]

[2030]

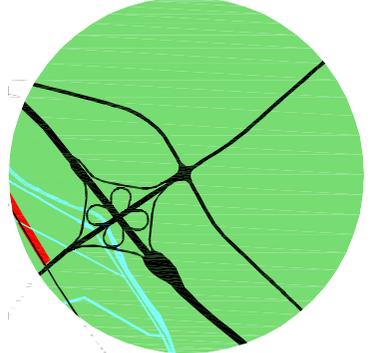


DUJIANGYAN / Échantillon 3
2 km

[2005]

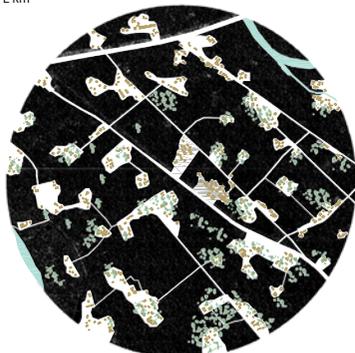
[2015]

[2030]

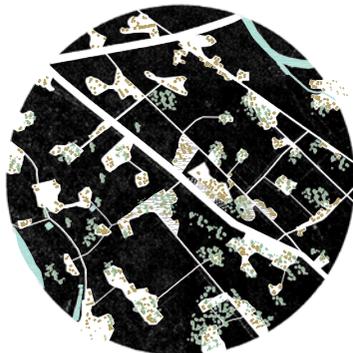


DUJIANGYAN / Échantillon 4
2 km

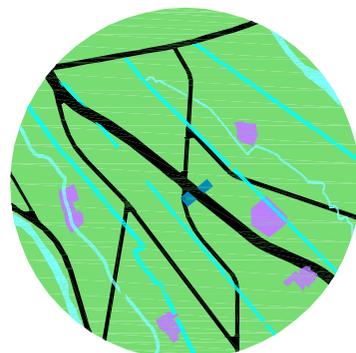
[2005]



[2015]



[2030]



DUJIANGYAN / Échantillon 5
2 km

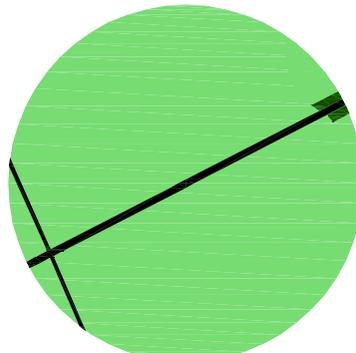
[2005]



[2015]

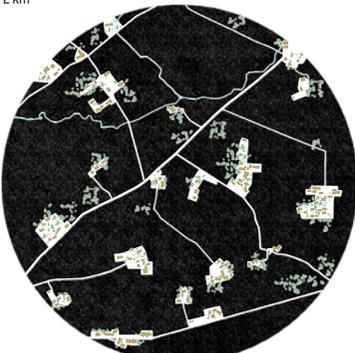


[2030]

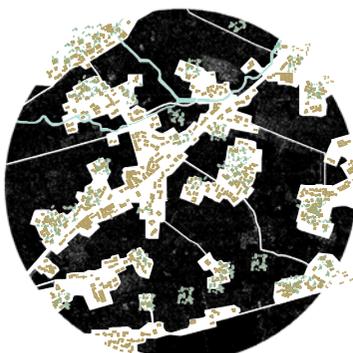


DUJIANGYAN / Échantillon 6
2 km

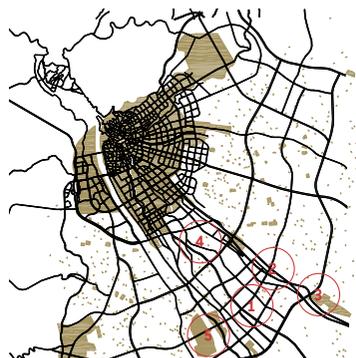
[2005]



[2015]



LOCALISATION DES ÉCHANTILLONS



Sur les franges est et ouest, un couloir végétal longe chacun des deux bras principaux du fleuve. La frange sud, illustrée par l'échantillon 3 [P1/ECH3/2km/2030] est une réserve foncière pour une future extension de la ville. À ses extrémités sont prévus deux échangeurs autoroutiers en trèfle, d'environ 400 mètres de diamètre. Ils doivent permettre le transit entre l'extérieur et l'intérieur de la ville, mais n'ont pas d'impact direct sur la ville nouvelle. Ils sont conçus comme éléments du grand paysage gérant principalement les flux de la grande échelle. Et enfin, la portion nord, qui représente près d'un tiers du total de la ville nouvelle, est dédiée à une réserve naturelle. Destinée à l'écotourisme, elle joue le rôle de parc interurbain reliant Dujiangyan à Juyuan. Il faut noter que même si cette zone semble apparemment destinée à conserver son état d'origine, une observation plus précise de l'échantillon 4 [P2/ECH4/2km/2030] révèle qu'une vingtaine de *linpan* sont voués à la destruction alors que la dizaine maintenue sera rénovée – c'est-à-dire vraisemblablement détruits et reconstruits – et qu'une dizaine de nouveaux villages est également planifiée.

Cette réserve naturelle, comme le projet en général, tend à conserver l'image du rural, par la mise en phase de la morphologie de la ville nouvelle avec le réseau d'irrigation. Mais le projet opère une forme d'esthétisation, presque caricaturale, d'une prise de conscience des spécificités du territoire, ce qui, de manière opératoire, conduit finalement à une refonte des espaces naturels existants ainsi qu'au remplacement de la substance architecturale en place.

Impact relatif: planification et situation territoriale en 2015. Le comté de Dujiangyan présente le développement urbain le moins avancé de notre corpus d'étude. Rares sont les manifestations de la planification observables en 2015. Au premier coup d'œil, on aperçoit le tracé viaire lâche d'autoroutes régionales et nationales qui traversent le territoire. En se focalisant de plus près sur la zone dédiée à la future ville de Juyuan, on peut déceler les deux échangeurs en forme de trèfle ainsi que la nouvelle gare ferroviaire, visibles plus en détail dans les échantillons 1 et 4. Ils ont été très rapidement construits après le tremblement de terre, ce qui souligne bien que la mobilité est le moteur de l'urbanisation. Cependant, alors que l'échangeur était destiné à rester bien à l'écart des zones urbanisées, une dizaine de nouvelles constructions ont émergé autour de lui. Quant à la gare, envisagée comme le point d'ancrage de la nouvelle ville, elle demeure le seul élément bâti au milieu des champs et des hameaux arborés.

Ces divergences entre la planification et les réalisations ne se notent pas sur l'emprise du futur parc écologique. La zone est effectivement préservée de constructions nouvelles, ce qui indique que son développement a pu être contrôlé jusqu'ici. Au cœur de l'emplacement de la ville nouvelle, au niveau de l'échantillon 1, la construction des deux nouvelles routes interurbaines a conduit à la destruction d'une dizaine de hameaux arborés. Seuls deux îlots ont été construits: une résidence et un quartier de villégiature pour militaires à la retraite. Ajoutés à deux autres opérations immobilières, ils représentent les rares manifestations bâties de la ville nouvelle de Juyuan. De plus, ces îlots et leurs aménagements ne se révèlent pas aussi organiques dans leur contour que le préconisait la planification.

Ce faible développement est étonnant au vu du nombre de nouvelles opérations sur le territoire des communes voisines de Qingchengshan ou encore de Duguan. Ceci pourrait s'expliquer par une trop grande ambition environnementale. En effet, la sélection des opérations immobilières autorisées est très pointilleuse et les candidats éligibles rares dans le contexte industriel chinois. Il est alors plus facile de s'implanter à l'extérieur de l'enceinte de la ville nouvelle, tout en cherchant à profiter de sa nouvelle infrastructure de mobilité en choisissant la proximité de son enceinte autoroutière. C'est le cas notamment de l'infrastructure touristique visible sur l'échantillon 5 [P2/ECH5/2km/2015], qui tire parti de la présence d'une autoroute nationale tout en s'affranchissant des contraintes environnementales et réglementaires particulières de la ville nouvelle.

Impact nul: situation territoriale en 2015 hors planification. Tandis que les gouvernements municipaux et les urbanistes planifient des villes, les agriculteurs, investisseurs immobiliers et agro-industriels agissent sur le territoire. À Dujiangyan, l'urbanisation spontanée ou *in situ* prend une forme inédite, qui fait déjà l'objet de nombreuses études. Elle n'est ni planifiée ni illégale, mais profite d'une multitude de brèches générées par des réglementations contradictoires.

Les *linpan* représentent des surfaces à urbaniser dans des zones de développement restreintes où les réglementations relativement strictes interdisent tout changement d'affectation des terres arables en terrains constructibles. En tant que poches bâties disséminées sur le territoire, ces hameaux arborés présentent paradoxalement des opportunités d'investissement qui les rendent très prisés des développeurs (ill. 96). C'est le cas du territoire pointé par l'échantillon 6 et situé hors du périmètre de la planification [P2/ECH6/2km/2005; P2/ECH6/2km/2015]. En 2005, il reflète un système agricole traditionnel, composé de champs et de hameaux disséminés, reliés à la



96. NOUVEAU LINPAN CONSTRUIT D'APRÈS UNE RELECTURE DU «STYLE DU SICHUAN», DUJIANGYAN, SICHUAN, 2012 (© MARLÈNE LEROUX).

route centrale par de petites voies de desserte. En 2015, on note une augmentation du nombre de constructions alors que le système viaire reste presque identique. Ces nouvelles constructions sont tantôt des quartiers villageois, tantôt des hangars ou de petites usines.

Ces changements résultent d'un montage économique, observé sur le terrain en mars 2013, consistant en un partenariat entre un investisseur agro-industriel et la communauté de paysans. Les investisseurs privés proposent dans un premier temps aux membres de la communauté rurale de reconstruire, à leurs frais, les habitats vétustes et fragilisés par le tremblement de terre. Les nouveaux logements offrent le double de surface habitable et disposent de tout l'équipement moderne (eau courante, électricité, climatisation). Les familles peuvent choisir leur futur logement parmi un catalogue de quelques modèles d'habitations cherchant à représenter un «style sichuanais contemporain» (ill. 97 et 98). L'implantation d'origine est conservée, mais les maisons se dotent d'un ou de deux étages supplémentaires pour permettre l'augmentation de surface promise aux paysans et la densité recherchée par le gouvernement. En contrepartie, les terres sont concédées à l'investisseur qui se charge de l'exploitation agricole et de sa rationalisation afin de décupler, à faible coût (machines, serres temporaires), le rendement des terres. Les paysans, désormais libérés de la gestion quotidienne de leurs terres, peuvent éventuellement se faire employer par cette nouvelle agro-industrie, ou chercher d'autres types de revenus en se tournant notamment vers les opportunités offertes par les villes environnantes. Pour entériner la transaction, les paysans deviennent actionnaires, à très faible pourcentage, de la nouvelle société de gestion, afin de respecter la règle sur la propriété collective des terres agricoles, qui doit rester aux mains de la communauté villageoise.

Ce phénomène récent de mutation du système économique agricole impacte pour l'instant plutôt positivement le territoire. L'emprise au sol des constructions est sensiblement la même et les terres agricoles, nouvellement remembrées, présentent des surfaces dépassant rarement l'hectare. Ainsi décrite, cette alternative semble un modèle intéressant de mutation douce du système productif agricole. Elle offre une perspective d'évolution économique aux paysans, tout en leur permettant de

97-98. EXTRAIT DU GUIDE POUR
LA RECONSTRUCTION DES LINPAN
AU «STYLE SICHUANAIS».



rester vivre sur place. Cependant, l'apparition de l'agro-industrie n'est pas sans conséquences sur le territoire: remembrements parcellaires, réduction drastique de la diversité des cultures, atteintes à la biodiversité. De plus, ces opérations industrielles relevant d'initiatives privées ne sont pas coordonnées avec l'implantation d'infrastructures environnementales (traitements des eaux usées et des déchets notamment) prévue par la planification.

Conclusion

L'étude du comté de Dujiangyan est particulièrement instructive quant aux exploitations rurales familiales qui suivent une logique d'organisation très traditionnelle (ill. 99). Le patrimoine territorial est caractérisé par une structure agricole faite de microparcelles, des exploitations de type potager où se pratique la permaculture. Cette structure agricole traditionnelle, associée à un système hydraulique performant et un climat propice, génère une biodiversité exceptionnelle. Cependant, très demandeur en main-d'œuvre, ce mode de culture ne génère que très peu de richesses. Bien qu'il soit nécessaire de redynamiser l'économie locale, l'implantation d'industries du secteur secondaire semble difficile. En effet, le schéma directeur fixe un niveau tellement haut d'exigence pour la préservation de l'environnement, qu'il est difficile pour les industries locales de s'implanter. C'est pourquoi le tourisme s'impose comme la solution la plus évidente pour le développement de l'économie locale. Cela requiert cependant d'améliorer les infrastructures de mobilité ainsi que la qualité de l'offre touristique.



99. NOUVELLES RÉSIDENCES DESTINÉES AUX PAYSANS SUITE AU TREMBLEMENT DE TERRE, DUJIANGYAN, SICHUAN, 2009 (© MARLENE LEROUX).

Le projet d'urbanisation est conceptuellement le plus abouti au sens où il présente, entre autres, une véritable intention de mixité de fonctions et une composition urbaine à échelle humaine. En outre, la planification fait preuve de beaucoup d'égard envers le territoire rural existant et entend préserver de vastes zones rurales. Malgré tout, des modifications de la topographie sont prévues, ainsi que la destruction-reconstruction des hameaux arborés y compris dans les zones préservées.

Le territoire présente le stade de transformation le moins avancé du corpus d'étude. Il est encore largement rural, d'une très haute valeur d'authenticité naturelle et riche de micro-infrastructures agricoles encore entretenues et utilisées (canaux, bosquets, etc.). Le développement de la ville nouvelle de Juyuan est pratiquement inexistant. Seule l'implantation de la nouvelle gare et quelques opérations immobilières signalent un développement fidèle à la planification. Des manifestations particulières d'urbanisation *in situ* sont observables, en adéquation avec le système productif local. Le cas du comté Dujiangyan démontre donc que ce type de développement spontané peut aboutir à des situations de grande qualité et présenter de réelles innovations en vue d'un réaménagement doux du territoire.

Si la planification à l'échelle régionale, voire nationale, porte l'ambition d'une meilleure coordination, elle peine pourtant à concilier contingences globales et besoins locaux. Calquées sur la logique des plans quinquennaux, les mesures sont limitées dans le temps et figées dans leurs objectifs. Par souci d'accélération des processus de conception et de décision, il est fait appel à des procédés simplificateurs de gestion territoriale qui ne parviennent pas à passer d'une planification à l'échelle régionale à une planification locale. Cette difficulté à prendre en compte l'échelle territoriale plus fine conduit à ne considérer le territoire que comme un simple support.

Les transformations les plus profondes s'observent dans les territoires où la réalisation du schéma directeur est la plus fidèle. Ceci démontre que les caractéristiques et spécificités territoriales échouent le plus souvent à infléchir la planification. Dans la même logique, l'analyse des plans d'affectation confirme qu'en dépit de situations rurales contrastées et multiples, des stratégies urbaines similaires sont invariablement proposées. Elles répondent à des cadres normatifs stricts et génèrent une standardisation des paysages urbains chinois. L'implantation d'une grille d'axes routiers majeurs s'impose systématiquement comme point de départ. La trame viaire est omniprésente et son tracé prédomine sur toutes les autres composantes des plans. La priorité stratégique est de plus donnée à la mobilité individuelle, ce qui s'accompagne d'une excroissance des surfaces qui y sont dédiées. Les corridors verts et les dégagements liés aux routes sont également des vecteurs de destruction des terres arables et de la biodiversité. Ils produisent une nature contemplative composée d'une végétation non indigène.

Comme la trame viaire planifiée est rarement dessinée en adéquation avec la réalité territoriale, des conflits apparaissent qui nuisent à la réalisation fidèle de la planification. La construction de nouvelles routes bute sur des villages qui résistent à la destruction, ce qui laisse le territoire dans un état vacillant entre infrastructures neuves (routes, voies ferrées, etc.), friches urbaines et villages détruits. Ces interstices spatio-temporels laissés par les aléas de la planification créent des opportunités d'illégalité où s'insère une urbanisation endogène non planifiée. Comme ont permis de le constater les échantillons de territoire dans les trois cas d'étude, les destructions comme les constructions ne sont pas toujours une manifestation des schémas directeurs. Ces opérations s'initient parfois de façon spontanée, dans les failles des réformes et des réglementations, particulièrement en raison d'une planification obnubilée par les zones rurales à transformer

et oublieuse de la campagne destinée à le rester. À l'opposé des schémas directeurs *ex nihilo*, l'urbanisation *in situ* s'accorde mieux au territoire rural. Pourtant, elle n'en est pas pour autant moins néfaste: mal réglementée, elle participe également à la suppression des territoires agricoles et renforce l'étalement urbain. De plus, elle sort du cadre de la planification des infrastructures environnementales telles que les stations d'épuration des eaux ou les systèmes de gestion et de traitement des déchets.

Notre échantillonnage nous a permis de distinguer deux formes d'urbanisation *in situ*. La première est le fait d'initiatives locales, provenant de communautés rurales ou d'investisseurs. Elle est en accord avec les besoins locaux en temps réel et conduit à la formation d'opérations immobilières moyennes sans schéma d'organisation particulier. Le second type d'urbanisation *in situ* est parfois localisé au sein de la zone à urbaniser mais il ne suit pas les injonctions du schéma directeur. Il concerne des opérations qui représentent une telle opportunité économique qu'elles obtiennent une dérogation à la planification. Nous observons de nombreux cas d'urbanisation spontanée qui ne sont pas pris en compte dans les quantifications officielles autorisant l'urbanisation des campagnes. Les manifestations d'un développement dans des zones identifiées comme préservées illustrent la difficulté à contenir les opérations immobilières dans les limites fixées par la planification urbaine. Ainsi, force est de constater que l'approche «déterritorialisée» de la planification actuelle ainsi que la structure qui l'administre selon un modèle de délégation en chaîne, ne permettent pas de garantir la préservation de l'environnement rural. De plus, les zones naturelles et agricoles libres de bâti sont fréquemment développées en premier: leur exploitation est en général plus simple et rapide et ne fait face qu'à de moindres résistances par rapport aux situations de destruction de maisons villageoises. Elles sont des lieux privilégiés pour l'implantation des nouveaux quartiers et infrastructures. La tendance observée, qu'il s'agisse d'un développement dans le cadre des schémas directeurs ou d'une urbanisation *in situ*, entraîne un accroissement considérable de l'emprise des surfaces bâties et imperméables sur les terres arables. Dans cette période intermédiaire de la réalisation des schémas directeurs, les mécanismes économiques de la production urbaine et la destruction parallèle de villages encore habités, actifs et productifs, nous conduisent à constater un phénomène de destruction du tissu social et du patrimoine territorial. On assiste à un entre-deux sans lien entre le passé rural et l'avenir citadin du territoire. Un système de vases communicants annonce la conversion des surfaces de villages détruits en terres arables d'une part, et d'autre part, en nouvelles surfaces constructibles au sein des zones désignées comme urbanisables. Pourtant, aucun échantillon ni aucune observation sur place n'attestent de la conversion effective d'un village démantelé en terrain agricole. Les processus de destruction peuvent être très longs, plus de dix ans pour l'un des villages observé. La résistance des habitants face aux conditions d'expropriation ou des ralentissements économiques peuvent en être la raison. De plus, même si la destruction du bâti est complète, le sol artificiel imperméable reste en place. Ces observations questionnent sur la pertinence, à long terme, de ce processus de vases communicants (ill. 100).

**ZONE
URBAINE**



CONSTAT (2005)

composition du territoire avant le processus de transformation

territoire = zone urbaine + villages a,b,c,d

**ZONE
URBAINE**



OBJECTIFS DU SCHÉMA DIRECTEUR (2050)

transformation des emprises au sol des villages et hameaux en terres arables. Transfert des habitants expropriés dans des zones de résidences denses en périphéries des villes. L'objectif est de diviser par 2 l'emprise au sol.

territoire = zone urbaine + périphérie {a,b,c,d / 2}

**ZONE
URBAINE**



CONSTAT (2015)

planification en périphérie partiellement construite, villages détruits, villages densifiés, opération immobilière *in situ*.

territoire = zone urbaine + périphérie + village a/2 + village b x 2 - village c + village d x 2 + village e



100. MODÈLE DE SYNTHÈSE
DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL
(© MARLÈNE LEROUX).

Le phasage observé répond à des opportunités d'opérations immobilières et non pas à des perspectives de construction d'ensembles urbains cohérents. Les mécanismes de développement produisent un paysage décousu et souvent désolant qui participe un peu plus encore au déficit d'image des zones rurales en mutation. La planification d'une zone préservée, qu'elle soit zone patrimoniale ou naturelle, ne garantit pas sa réelle préservation. Au regard des nouvelles constructions observées, la planification échoue à préserver les zones naturelles, dont le sol reste un bien de marchandisation, recherché pour des infrastructures touristiques ou pour des centres de loisirs gouvernementaux. Lorsque les exigences environnementales et qualitatives du schéma directeur sont trop hautes, les développements sont ralentis voire inexistants. Le contre-effet des mesures qualitatives se formalise par des développements spontanés. La grande quantité des projets *in situ* observés nous permet d'affirmer que la campagne est un vivier d'activités important. Il ne s'agit en aucun cas de zones inactives. À ce titre, les zones rurales révèlent un fort potentiel qui pourrait être valorisé et exploité par le biais d'un aménagement intégré. Ce système hybride de planification *ex nihilo* et de développement *in situ* sur un même territoire produit une perception erronée de la réalité de la configuration spatiale, des impasses dans les réglementations et l'absence d'une véritable planification de



territoire destiné à rester rural. Un collage (ill. 101) affiché dans le Bureau d'urbanisme du comté de Dujiangyan en est une parfaite synthèse: il est composé d'une image satellite sur laquelle sont apposés des dessins de projets d'infrastructures et d'opérations immobilières administrés par le gouvernement municipal. Sur un même plan sont figurés réalité historique, réalité projetée et certains aspects de la réalité contemporaine, car l'ensemble des opérations endogènes illégales sort des radars officiels. Tel un cadavre exquis, cette représentation d'un territoire en mutation indique une certaine uchronie et agit comme palliatif d'un processus incontrôlable. Seule la compréhension de ces processus, à travers un dispositif *ad hoc* de diagnostic territorial permet d'évaluer la part de la planification et la part de l'urbanisation endogène puis d'engager une réflexion prospective sur des alternatives de planification du rural.

Cette seconde partie a démontré que l'urbanisation de la campagne chinoise est le résultat croisé de spéculations immobilières, de réglementations nationales et d'initiatives locales que seul un diagnostic territorial permet de révéler. Pour conclure cette analyse, il est important de rappeler que la nécessaire modernisation à laquelle aspirent les protagonistes principaux du phénomène d'urbanisation des campagnes chinoises, n'est en aucun cas remise en cause ici. En nous focalisant sur l'étude du territoire et de son aménagement, nous nous interrogeons sur l'intégration effective du programme de l'édification des nouvelles campagnes socialistes dans le paradigme du développement durable. L'actuel mécanisme de mutation des campagnes centré sur la production de villes et amplifié par une urbanisation *in situ*, conduit à un important gaspillage du territoire et de ses ressources naturelles. L'irréversibilité de ce phénomène représente son aspect le plus préoccupant et la perte irrémédiable de la dimension rurale a déjà atteint des seuils critiques. À l'aune de notre analyse, nous concluons que l'enjeu majeur de l'urbanisation des campagnes se situe autant dans la planification des villes nouvelles que dans le déficit de planification du rural, tant pour son aménagement que pour sa préservation.

PAGE PRÉCÉDENTE:
101. COLLAGE D'UNE VUE
AÉRIENNE ET PROJETS EN COURS
DANS LE COMTÉ DE DUJIANGYAN,
SICHUAN, 2012 (@ MARLENE
LEROUX).

SCÉNARIOS À LA MANIÈRE DE...

Partie 3



102. RÉSIDENCES DE
RELOGEMENT DE PAYSANS
EXPROPRIÉS AU CŒUR
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES,
CHENGYANG, SHANDONG, 2013
[© FRANCIS JACQUIER].

Grâce à l'œil objectif de la photographie satellite, nous avons récolté des données attestant de la réalité des mutations d'un territoire sur une période de 10 ans. Les séries cartographiques qui en ont découlé sont le résultat d'un procédé de synthèse entre d'informations quantitatives et objectives mises en perspective avec les nombreuses enquêtes de terrain et entretiens réalisés sur place. Il s'agit là d'une démarche de théorisation des conditions de la réalité, face à la coprésence de deux types de transformations du territoire: la planification *ex nihilo* et l'urbanisation *in situ* (ill. 102).

Dans le cas particulier de la campagne chinoise, ce relevé précis des modifications effectives du territoire s'impose comme l'unique outil de connaissance des véritables mutations d'un territoire donné. C'est pourquoi, leur évaluation par la représentation de la réalité du territoire et non pas uniquement d'états projetés, constituait une étape préalable fondamentale pour l'élaboration d'un scénario de planification intégrée du rural. Cette dernière partie de l'ouvrage propose une territorialisation originale et prospective des mutations économiques, environnementales, sociales et culturelles du monde rural chinois à l'horizon 2050. La production de nouvelles représentations de l'avenir potentiel d'un territoire se propose comme un outil d'analyse et d'aide à la décision ainsi que comme un instrument de communication.

ANACHRONISME

L'histoire se passe à Sienne, au 14^e siècle. Bien que parfaitement décontextualisée et anachronique, la fresque *Allégorie et effets du bon gouvernement et du mauvais gouvernement* est particulièrement inspirante (ill. 103 et 104). Elle représente parfaitement une démarche d'anticipation et de spatialisation d'une gouvernance territoriale. En 1340, le peintre Ambrogio Lorenzetti, sur commande du gouvernement de sa ville, propose à la population deux scénarios d'avenir pour son territoire. L'œuvre prend la forme d'un triptyque et recouvre trois murs d'un vestibule du Palazzo Pubblico de Sienne. Sa stratégie est sans équivoque. Un pan illustre les effets du mauvais gouvernement: le paysage est ravagé par le feu et les cultures détruites; la population, misérable, montre des signes de décadence. Tandis que sur le mur opposé, l'allégorie du bon gouvernement présente un paysage rassurant et ordonné: les édifices sont solides, les champs parfaitement entretenus, la nature maîtrisée; la population affiche une certaine prospérité et le commerce bat son plein. Au centre trône une dernière fresque, composée principalement des personnages majeurs qui constituent la gouvernance locale.

103-104. AMBROGIO LORENZETTI, ALLEGORIA ED EFFETTI DEL CATTIVO E BUONO GOVERNO, 1338-1339, 200 x 3500 cm, PALAZZO PUBBLICO, SIENNE.



Tant la force de la première impression du message porté que l'analyse minutieuse de chaque détail soulignent le génie de l'œuvre. Dans un ouvrage qu'il lui dédie, Patrick Boucheron souligne :

Lorenzetti, le peintre savant, a su concilier deux ordres figuratifs que tout oppose. Il a peint, d'une part, des allégories et d'autre part, des scènes réalistes. Et dans les deux cas, il a innové. (BOUCHERON 2013: 70)

Parfaitement réaliste, mais pourtant pure fantaisie, l'œuvre explore tous les codes de l'allégorie. Il est remarquable de représenter si adroitement un mode de gouvernance en soulignant tant sa relation avec le territoire que le bien-être d'une population. Lorenzetti traite aussi la question de l'échelle d'investigation avec une grande aisance. D'un seul coup d'œil, nous embrassons le grand paysage, son système hydraulique, son degré de transformation par l'homme, mais aussi l'ordre social, les savoir-faire et types d'agricultures. Du général au particulier, de la campagne à la ville, aucune étape ne manque. Nous ne sommes alors pas surpris d'observer que malgré l'harmonie qui émane de l'œuvre, certains signes attestent d'une prise de distance par rapport aux caractéristiques intrinsèques du territoire dans son état naturel primaire. Par exemple, la trame agricole est appliquée sur les collines sans réelle considération pour la topographie. Les champs sont rationnels et orthogonaux, faisant fi des accidents naturels du territoire. Ils répondent plus à un besoin de calcul efficace des surfaces à l'usage des taxations, qu'aux nécessités de l'exploitation agricole. La déforestation est importante. Privés d'arbres, de terrassements ou de systèmes de gestion des eaux de pluie, les nouveaux territoires conquis sur la nature pourraient facilement être sujets à des phénomènes d'érosion, de glissement de terrain ou encore d'inondation, toute une série d'effets collatéraux néfastes provenant d'une exploitation inadéquate des ressources naturelles.

La démarche de Lorenzetti témoigne d'une anticipation de l'avenir d'une société à travers la modification de son environnement naturel et construit, bien avant l'émergence du concept d'utopie au sens où l'entendait Thomas More. Dans une certaine mesure, l'artiste fait cohabiter allégorie et réalisme, mais aussi utopie et dystopie, sans pour autant les avoir théorisées. À la manière de l'utopie, il s'agit de convoquer l'imaginaire et de rompre le cercle d'airain de l'immédiateté. La forme de fresque propose en un seul regard une promesse d'un futur meilleur. Tout en louant l'engagement des utopistes par la fine description des richesses de leur pensée et de leurs innovations, Françoise Choay (1965) pointe les lacunes et faiblesses inhérentes à la pensée d'un seul homme cherchant à réformer une société entière. En effet, si l'on se focalise uniquement sur l'implication spatiale des utopies, le recours à un mode unique d'habiter ainsi que la tendance à fuir les problèmes sociétaux insolubles, tels que l'aliénation de l'homme dans la société industrielle et la nostalgie irrésistible d'un rapport originel de l'homme à la nature, constituent les faiblesses récurrentes des utopies. La réalité physique du territoire est fréquemment une entrave à leur élaboration. L'île *Utopia* de More en 1516 en est l'illustration archétypique : sa conception s'affranchit totalement du territoire, l'île est une recomposition *ex nihilo* d'un paysage. Finalement, qu'il

s'agisse d'utopies culturalistes ou progressistes, toutes se disent proches des contingences du territoire, mais en même temps, elles préconisent tellement de modifications qu'elles effacent les spécificités locales et impliquent une généralisation de procédés standardisés. À trop vouloir contrôler leur environnement, ces penseurs tendent tous vers une certaine déterritorialisation (DELEUZE et GUATTARI 1972).

A contrario, il vaut la peine de se pencher sur la notion d'utopie concrète. Son inventeur, Ernst Bloch, prône la mise en relation de l'imaginaire et du réel (FUTHER 1966). Considéré comme protoécologiste, il projette les sociétés dans un avenir meilleur, mais s'attache tout particulièrement aux conditions de la réalité. Sans pour autant perdre les ambitions inhérentes aux utopies, l'utopie concrète confère à la réalité et aux services qu'elle rend un statut essentiel, déterminant et fondateur. Elle cherche à provoquer l'action plutôt que l'abattement. Bloch voit dans l'utopie concrète le moyen efficace, politique et social d'organiser le monde construit et naturel. Ainsi, dans le cadre d'une utopie concrète, il est d'autant plus impossible de prôner une vision finie et unique d'une société meilleure que nous sommes largement conscients et soucieux de la diversité culturelle et de la spécificité d'un lieu.

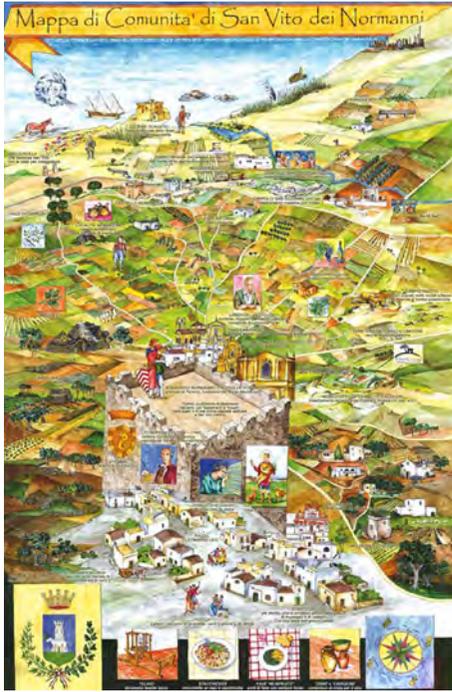
Prétendre qu'une seule forme de vie doit gouverner le monde est la pire des idolâtries; cette conception ne peut aboutir qu'à un appauvrissement de la diversité culturelle de l'humanité, de sa principale richesse. (Cassano cité par MAGNAGHI 2003: 36)

À la différence peut-être des intentions de Lorenzetti, il ne s'agit plus aujourd'hui de convaincre mais de questionner et de constituer de nouveaux supports de discussion et de réévaluation des visions territoriales futures. C'est à ce sujet que nous convoquons le sociologue François Ascher et sa définition du *management* territorial par la conception de scénarios-cadres:

Appréhender le management urbain comme la gestion d'un système complexe, c'est considérer que tous les mécanismes et toutes les initiatives ne peuvent être contrôlés et maîtrisés, mais qu'il est possible de fixer des cadres, et d'utiliser une partie des énergies internes pour atteindre des objectifs propres. Il faut, autant que faire se peut, gérer le contexte dans lequel agissent les acteurs, plutôt que d'essayer de faire agir directement les acteurs. (ASCHER 2010: 222)

De tels scénarios-cadres seraient moins figés, plus durables, réalistes et applicables, tendant à établir des règles du jeu plutôt que des consignes réglementées, des objectifs de performance plutôt que des solutions pour les obtenir. Ainsi, les scénarios stratégiques que nous élaborons doivent plutôt prendre la forme de visions pour un territoire, de réceptacles prêts à se réorienter en fonction des multiples paramètres et acteurs engagés dans une projection partagée.

Actuellement, un large panel de définitions cohabite quant au monde construit, aux modes d'organisations du territoire par et pour l'homme: le *posturbain* (CHOAY 2015), la *métapole* (ASCHER 2010), la *ville globale* (SASSEN 1996), la *ville diffuse* (SECCHI 2009), la *ville émergente* (DUBOIS-TAINE 1998), l'*hyperville* (CORBOZ 2001), la *ville générique* (Rem Koolhaas), pour ne citer que ces exemples. Cependant, en Chine, l'émergence d'une mutation irréversible des territoires ruraux nécessite de nouvelles formes d'aménagement du territoire. Elles doivent placer ces territoires



105. LA CARTE DE LA COMMUNITÀ
DI SAN VITO DEI NORMANNI
(© ECOMUSEI PUGLIA).

au cœur de leur processus et considérer l'agriculture et les ressources naturelles comme partie inhérente de la planification et non plus uniquement comme des ressources à disposition. Pour mettre en place de nouvelles démarches prospectives et élaborer des alternatives pour une planification intégrée du rural, il s'agit de redéfinir les cadres d'intervention, les conditions et les critères d'évaluation. C'est pourquoi, en plus de l'ensemble des conditions du projet, tels que les réglementations et contingences économiques, les diagnostics territoriaux établis dans la partie 2 figurent au centre de l'élaboration même des scénarios proposés ci-après.

À la manière d'un atlas identitaire tel que proposé par Alberto Magnaghi dans *La biorégion urbaine* (2014), les scénarios présentés sous la forme de fresques permettent de représenter, sur un même plan, l'ensemble des éléments caractéristiques d'un lieu, qu'il s'agisse de valeurs territoriales, environnementales ou socioculturelles. En prenant une certaine distance avec les modes de représentation et les outils classiques du planificateur, ces collages, imaginaires mais plausibles,

s'inspirent d'éléments de la réalité ou de représentations de celle-ci et recomposent de nouveaux portraits identitaires (ill. 105).

TRIPTYQUE POUR L'AVENIR DES CAMPAGNES CHINOISES

L'élaboration de scénarios stratégiques autorise l'introduction d'éléments narratifs, probablement irréalistes, mais propres à insuffler de nouvelles perspectives oscillant entre le passé, le présent et le temps incertain de l'utopie (ill. 106). Bien que le scénario nous projette dans l'avenir, il constitue un instrument d'action pour le présent, car il est directement inspiré des conditions de la réalité. Dans cette logique, les disciplines de l'architecture et de l'urbanisme sont largement impliquées dans les démarches de projection et d'anticipation puisqu'elles consistent, en substance, à formaliser au moment présent un projet sociétal ou bâti en devenir. Cette vision est donc intrinsèque au champ disciplinaire convoqué.

Les problèmes inhérents à une situation territoriale sont d'autant plus nombreux qu'il y a d'acteurs impliqués et de paramètres en jeu. Le processus d'anticipation de l'avenir d'un territoire demande à l'observateur de dépasser l'étape d'identification cumulative des problèmes, pour ne cibler qu'un seul et unique problème auquel sa démarche doit répondre. Seule cette approche précise ouvre la voie à la définition d'objectifs et de stratégies adaptées. En résumé:

Le scénario stratégique constitue l'ébauche d'une nouvelle culture, il propose une reterritorialisation, fondée sur la valorisation de nouveaux comportements visant une transformation soutenable de la ville et du territoire. (MAGNAGHI 2003: 81)

Afin d'éviter le biais d'une démarche trop générique, il est nécessaire d'appliquer une stratégie d'aménagement à une situation rurale particulière. À mi-chemin entre le

106. TRIPTYQUE POUR L'AVENIR
DES CAMPAGNES CHINOISES,
2016 (© FRANCIS JACQUIER).



patrimoine rural encore préservé du comté de Dujiangyan et celui déjà très urbanisé du district Chengyang, le comté de Dengfeng présente les conditions les plus favorables pour l'élaboration d'un scénario alternatif d'aménagement. En effet, les projets de développement qui y ont été engagés ne sont que partiellement réalisés et son territoire conserve de nombreuses composantes rurales.

La démarche propose trois scénarios d'avenir envisageables: une bonne alternative, un scénario catastrophe et celui du laisser-faire. Ils projettent le territoire d'investigation à l'horizon 2050 en extrapolant les tendances divergentes déjà observées. Ces alternatives se lisent individuellement mais ensemble, elles composent un triptyque pour l'avenir du territoire rural chinois, comme une transposition de l'œuvre de Lorenzetti.

Scénario de l'hégémonie gouvernementale

Composant l'un des panneaux du triptyque, le scénario de l'hégémonie gouvernementale imagine l'évolution du comté de Dengfeng sur la base d'une réalisation parfaite du schéma directeur et de l'ensemble des mesures gouvernementales. Il est construit par synthèse et extrapolation de l'impact absolu de la planification sur la réalité historique à l'horizon 2050, tel qu'évalué dans la partie 2 [ill. 107].

À l'échelle du comté de Dengfeng, les 190 villages sont détruits. Les populations expropriées sont réparties dans la ville nouvelle de l'est de Dengfeng, ainsi que dans la dizaine de villes nouvelles réparties le long des axes de transports majeurs, voies ferrées et autoroutes. Les surfaces d'emprise au sol des villages ont été dépolluées à grands frais et rendues à l'agriculture. L'agrobusiness s'est emparé des anciennes exploitations agricoles. Dans les champs remembrés et ensemencés d'OGM, la productivité a augmenté. Les vastes exploitations couvrent en moyenne 100 hectares chacune et la mécanisation est totale.

À l'échelle de la zone de planification, la ville de Dengfeng a quintuplé et les zones de nature représentent comme prévu 64 % de la surface du plan. Dans la ville nouvelle de l'ouest, des dizaines d'hôtels et de centres de loisirs ont été construits et tirent parti de la renommée des moines Shaolin. Les touristes profitent allègrement des zones de montagnes préservées et des sites touristiques réaménagés. Comme escompté, dans la ville de l'est se sont principalement installées des industries qui bénéficient largement de l'afflux de ruraux en ville. Ceux-ci jouissent d'un accès aux services publics de base pour l'éducation et la santé qui, rappelons-le, ont été largement financés par la cession de leur droit d'usage des terres agricoles.

Les critères économiques sont remplis. L'industrie secondaire bénéficie d'une abondante main-d'œuvre tandis que l'agriculture se déleste de sa main-d'œuvre surnuméraire. Le pari social est tenu: les ruraux voient leurs conditions de vie s'améliorer et les opportunités de travail se développer. Les populations urbaines ne se sentent plus menacées par l'arrivée massive de gens de la campagne, à qui des quartiers sont attribués et certaines activités réservées. Quant aux enjeux culturels, l'objectif de canaliser et de standardiser les modes de vie et les cultures locales est atteint. La légitimité de la structure gouvernementale centralisée est confortée. Il ne reste



107. SCÉNARIO HÉGÉMONIQUE (@ FRANCIS JACQUIER):

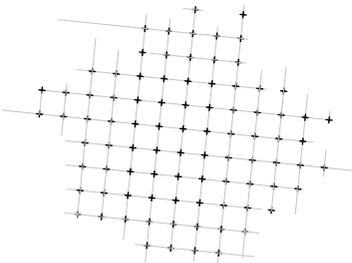
1. PALISSADE DE CHANTIER SUR UNE RUE DE DENGFENG, HENAN, 2013 (@ MARLÈNE LEROUX).

2-3. ARCHÉTYPE DE LA MODERNITÉ: LA VILLE RADIEUSE, CROQUIS ET MAIN DE LE CORBUSIER, 1925 (@ 2019, PROLITTERIS, ZÜRICH).

4. EXTRAIT DU PLAN DIRECTEUR DE LA VILLE NOUVELLE DE L'EST DE DENGFENG, HENAN (@ EXTRAIT DU SCHEMA DIRECTEUR INSTITUT DE PROJET URBAIN, TONGJI, SHANGHAI).

5. AGRICULTURE INTENSIVE, PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE, ARIZONA, 2016.

6. SYSTÈME VIAIRE DE LA NOUVELLE VILLE DE L'EST, DENGFENG, HENAN, 2010.



plus un territoire qui ne soit pas contrôlé et la logique des plans quinquennaux demeure, forte de son succès.

Cependant, cette chimère d'une planification hégémonique doit faire face au défi posé par la limitation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. En effet, ce sont le manque d'eau ainsi que la pollution des rivières et des nappes phréatiques qui impactent le plus la faisabilité du scénario hégémonique. Avec l'état de sécheresse déclaré permanent depuis 2009, les réservoirs et les rivières qui s'amenuisaient en 2015 ont disparu en 2050. Malgré la fin des travaux du Grand

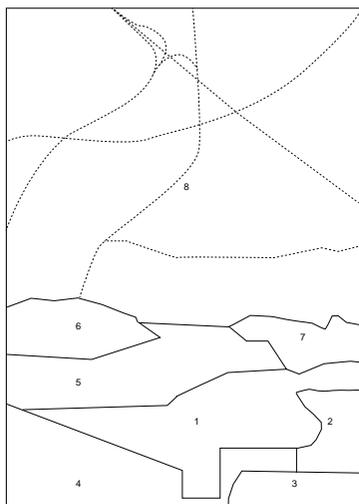
canal, les apports en eau dans cette région qui en a toujours manqué sont demeurés insuffisants, particulièrement face à une agriculture intensive très consommatrice d'eau. La sécheresse perpétuelle a entraîné la désertification des terres arables surexploitées. Malgré les solutions techniques éventuellement mises en place pour remédier au manque d'eau en ville, la population subit de constantes tempêtes de sable. La difficulté d'accès à l'eau, cumulée aux problématiques plus larges de pollution de l'air et de dégradation des productions agricoles, sont devenues une nouvelle somme d'enjeux économiques et sociaux majeurs.

Ainsi, même si la planification ne connaissait aucun frein à son application envahissante sur le territoire, l'amélioration générale des conditions des vies ainsi que la protection d'un minimum d'éléments de l'environnement ne seraient en aucun cas garanties.

L'image proposée pour illustrer le scénario de l'hégémonie gouvernementale prend pour socle une palissade de chantier. Elle symbolise le chantier perpétuel, le besoin incessant de renouveau ainsi que l'obsolescence quasi instantanée de chaque nouvelle construction, infrastructure ou équipement. Le rendu photoréaliste qui décore la palissade agit comme un filtre entre la projection fantasmée d'une ville ultra-technologique et la réalité plus banale d'une ville en chantier permanent. La convocation de la *Ville radieuse* et de la main de Le Corbusier souligne l'aspect idéologique, hygiéniste et réformateur de ce modèle de planification. L'agriculture intensive et industrielle est le pendant de la ville quadrillée soumise aux diktats d'une voirie imposante comme en témoigne la planification de la ville nouvelle de l'est de Dengfeng. Elle est représentée par des vues aériennes d'exploitations agricoles en Arizona [États-Unis d'Amérique] qui laissent déjà entrevoir les catastrophes environnementales auxquelles conduit une agriculture pauvre en savoir-faire et grande consommatrice de chimie et d'eau génératrice de territoires désertiques, délaissés, inexploitable.

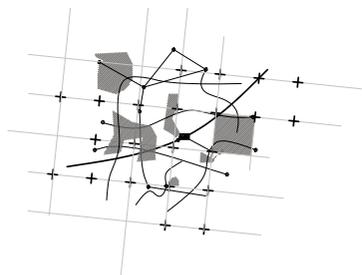
Scénario du «laisser-faire»

Comme seconde alternative, le scénario du laisser-faire est une préfiguration de l'évolution d'un territoire rural à horizon 2050 sur la base de la tendance actuelle, c'est-à-dire la combinaison d'un développement conforme aux projets planifiés et d'une urbanisation spontanée (ill. 108). Il est construit par extrapolation des transformations perçues entre la réalité historique (2005) et la réalité contemporaine (2015). En 2050, le schéma directeur du comté de Dengfeng se manifeste toujours de manière éparse sur le territoire en fonction des opportunités d'investissement saisies par le gouvernement local ou des privés. Dans le paysage très décousu s'enchaînent sans logique apparente terres agricoles, zones industrielles et zones de résidences. Des tronçons de routes planifiées sont construits et croisent de manière anarchique la trame viaire locale qui se développe en fonction des besoins. Sur les bas-côtés des routes surdimensionnées, des activités de vente ambulante ou de séchage de végétaux rendent la circulation peu aisée. L'impression de chantier perpétuel est renforcée. L'offre ayant excédé la demande, les bâtiments qui n'ont pas été occupés depuis leur construction en 2010 tombent en ruines.



108. SCÉNARIO DU «LAISSER-FAIRE» (@ FRANCIS JACQUIER):

1. VILLAGE IDÉAL DE LA COMMUNE DE DAZHAI, AFFICHE DE PROPAGANDE, 1970.
2. PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE DE DAZHAI, 1970.
3. VILLAGE «EN DESTRUCTION» À DENGFENG, HENAN, 2013 (@ MARLÈNE LEROUX).
4. RÉSIDENCE TYPE DE RELOGEMENT À CHENGYANG, SHANDONG, 2010 (@ MARLÈNE LEROUX).
5. MAQUETTE D'UN FRAGMENT DU PROJET DE LA VILLE DE L'EST À DENGFENG, HENAN, 2013 (@ MARLÈNE LEROUX).
6. *FROM THE NEW WORLD*, COLLAGE PHOTOGRAPHIQUE, YANG YONGLIANG, 2014.
7. VUE D'UN PROJET DE CONSTRUCTION DANS LA PÉRIPHÉRIE DE HUI'AN, 2014, (@ MARLÈNE LEROUX).
8. COLLAGE DE PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES DANS LE COMTÉ DE DENGFENG, HENAN, 2016.



Les tensions sociales sont importantes. L'exclusion des communautés rurales, accentuée par l'absence de gestion de leur relocalisation et d'adaptation des infrastructures publiques à l'augmentation exponentielle de leur nombre en ville, pose problème. Malgré tout, ce sont les irrégularités des processus d'expropriation et les scandales de corruption qui entraînent le plus de contestations. Les communautés rurales sortent majoritairement perdantes des procédures d'expropriation dont les termes leur sont largement défavorables et fréquemment non respectés. Elles n'ont de choix que la résistance face à la perte de leurs terres et de leur maison. En vertu

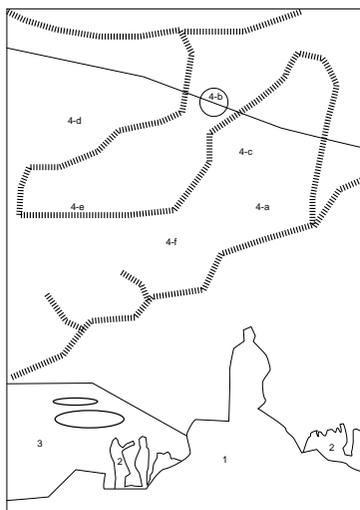
de la montée en puissance des réseaux sociaux, les mouvements de protestation sont mieux organisés et de plus en plus violents. Les quartiers anciens de la ville et les villages d'ouvriers agricoles, mi-détruits, mi-habités, sont désormais les sanctuaires de l'indignation. Loin de tenir ses engagements, le gouvernement central perd son emprise sur la gouvernance locale.

Du point de vue des enjeux économiques, une grande partie des investissements a été consacrée à l'industrie du tourisme. Quelques hôtels et infrastructures de loisirs ont été construits, mais leur proximité avec des quartiers en cours de destruction et les tensions sociales qu'ils symbolisent rebutent les touristes. La structure industrielle est trop désorganisée pour être réellement compétitive et évolutive, ce qui provoque des contestations à répétition. Le secteur agricole est dévasté. Les terres arables disparaissent sous la pression immobilière et les réglementations contradictoires ne constituent pas réellement un outil de préservation des terres non urbanisables. Les conséquences environnementales sont multiples. En l'absence de systèmes adéquats de gestion des eaux usées et des déchets industriels, les sols et nappes phréatiques sont pollués. Les zones agricoles subissent une importante érosion et des glissements de terrain. Les murets de pierres sèches qui délimitaient les champs ne sont plus entretenus et s'écroulent, les bocages ont disparu. Le processus d'exclusion sociale s'accompagne d'un émiettement culturel. Les paysans sans terre peinent à s'intégrer dans la culture urbaine qui leur est finalement inaccessible faute d'une réforme profonde du permis de résident. Le savoir-faire agricole disparaît en même temps que le démantèlement des villages et le manque de coordination ne permettent pas l'émergence de nouveaux modèles agricoles.

Pour incarner le scénario du laisser-faire, une photo aérienne du village de la commune de Dazhai en 1970 s'impose. Dazhai représente à la fois l'aboutissement le plus parfait d'une communauté rurale communiste et la perte de savoir-faire inhérente à toute volonté de transformation radicale d'une société qui s'est matérialisée en inondations et glissement des terrains dramatiques. À ce titre, la vision de villages «en destruction», comme celui de Dengfeng photographié en 2013, n'est plus la conséquence de catastrophes naturelles mais de spéculations immobilières incontrôlables. Sur leurs ruines sont parfois construites des résidences de relogement, en même temps que persistent chantiers et opérations immobilières abandonnées. L'illustration intègre également le collage *From the New World* de Yang Yongliang. Agglutinant des grues et engins de construction, il évoque une représentation classique chinoise de paysage *shanshui* à l'encre noire. Ce paysage furieux s'impose avec en toile de fond un ensemble de photographies aériennes du comté de Dengfeng révélant son territoire mité, gâché par une quantité déraisonnable de constructions, des sols imperméables et de gigantesques délaissés.

Scénario du savoir-faire rural

Illustrant des projections catastrophes, les deux premiers scénarios sont disposés, à l'image de l'allégorie de Lorenzetti, de part et d'autre d'une troisième alternative:



109. SCÉNARIO DU «SAVOIR-FAIRE» (© FRANCIS JACQUIER):

1. CASPAR DAVID FRIEDRICH, *LE VOYAGEUR CONTEMPLANT UNE MER DE NUAGES*, 1818, HUILE SUR TOILE, 94,4 x 74,8 cm, KUNSTHALLE DE HAMBOURG.

2. MULTITUDE D'ACTEURS POUR UN PROJET PARTICIPATIF.

3. STATION D'ÉPURATION DE WISSEMBOURG, 2015.

4. CARTOGRAPHIE DU PROJET DE DENG FENG, COLLAGE À PARTIR DE PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES, 2016:

A / DÉFINITION DES ZONES DE DENSIFICATION CONTRÔLÉE;

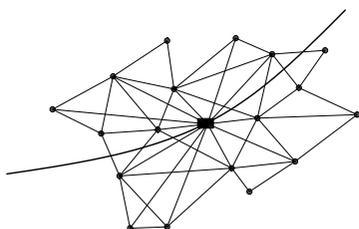
B / MISE EN PLACE D'UNE INFRASTRUCTURE DE MOBILITÉ AUGMENTÉE D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS;

C / RENFORCER LES LIAISONS ENTRE VILLAGES;

D / ÉQUIPER LE RURAL EN INFRASTRUCTURE ÉCOLOGIQUE;

E / PRÉSERVATION ET VALORISATION DES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES EN PLACE;

F / REMEMBREMENT PARCELLAIRE.



un scénario d'aménagement alternatif des territoires ruraux par la valorisation de leurs qualités intrinsèques (ill. 109).

Encore accablé par l'étiquette des «trois problèmes du rural» – la paysannerie, la campagne et l'agriculture –, le monde rural chinois ne semble pouvoir s'étudier qu'à travers les problèmes qu'il incarne. Il ne reste guère de place aux perspectives positives et à des solutions mettant à profit les qualités de situations originales d'une grande valeur d'authenticité, tant culturelle qu'environnementale.

La synthèse des diagnostics établis dans la partie 2 permet de dégager deux entraves primordiales au développement du monde rural chinois. D'une part, les zones rurales sont souvent perçues comme des villes en devenir, projetées uniquement vers un futur urbain. D'autre part, elles sont considérées comme des territoires arriérés et oubliés de la modernisation, cantonnées à une image venant du passé. L'état actuel des campagnes est rarement abordé. Ce marqueur d'un important déficit d'image témoigne de l'urgence à considérer la valeur propre de ces territoires et de la population qui les habite avant qu'ils ne disparaissent totalement. Comment transformer la perception du rural par l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire ?

L'objectif de ce troisième scénario est de placer les territoires ruraux, la nature et les paysans qui l'entretiennent au centre des prospectives et du développement du bien-être des communautés. Il s'agit de rétablir le lien entre la société chinoise et son contexte environnemental comme paramètre central de l'aménagement du territoire, et ne plus le considérer uniquement comme un bien consommable. En d'autres termes, notre intention est de montrer que la campagne n'est ni une ville en devenir ni un territoire arriéré, mais qu'il faut l'aménager pour et par ses qualités intrinsèques. Il est de toute évidence nécessaire d'améliorer le statut de l'individu paysan, de la société rurale et de l'économie rurale. Cela peut être fait sans pour autant transformer le territoire en profondeur, sans pour autant effacer les traces de son patrimoine. Il s'agit alors de valoriser et de stabiliser le statut rural pour ne plus le considérer comme un perpétuel état précaire, voué à disparition. Conscient que les campagnes ne font actuellement l'objet ni d'une planification dédiée, ni même de programmes de préservation efficaces, notre stratégie est d'établir un projet d'aménagement intégré et global du rural. Il s'agit d'amplifier les conditions de la réalité plutôt que d'en créer de nouvelles. L'enjeu lié à la question de la dimension territoriale nécessite de redéfinir le rural comme nouvel objet géographique.

Au début du 17^e siècle, *Le théâtre d'agriculture et ménage de champs* est le premier outil de diffusion de l'agronomie en Occident (SERRES 2011). Remarquable d'exhaustivité, l'ouvrage appréhende l'agriculture dans sa globalité, décrit avec grande précision les techniques agricoles, la faune, la flore, mais aussi le rôle de l'économie agricole pour les familles et les communautés rurales. Son auteur, Olivier de Serres, excelle par sa volonté de mettre en relation savoir-faire agricoles et aménagement des territoires et paysages ruraux. L'emploi du terme «théâtre» est évocateur: il induit l'idée que l'image de la campagne et des champs est d'égale importance avec sa production agricole et ses ressources. En bref, il suggère de joindre l'utile à l'agréable. Ainsi, le terroir, placé au cœur de la réfection, doit être évalué tant pour ses terres arables, forêts, eau, etc. que pour le bien-être qu'il procure. De plus, comme le souligne M. Woods, l'agriculture est multifonctionnelle. Elle ne produit pas seulement de la nourriture mais elle entretient aussi les paysages ruraux, protège la biodiversité, génère des emplois et contribue largement à la viabilité des zones rurales (WOODS 2010: 80). Il faut donc replacer les enjeux de l'aménagement du territoire rural. Sa préservation ne peut plus être appréhendée d'un point de vue passéiste et romantique, comme le ferait John Ruskin (CHOAY 1970), mais en fonction du bien qu'il apporte et des services qu'il rend, dans une projection à long terme.

Il faut rappeler que l'exploitation des ressources de la campagne est nécessaire. Dans leur ouvrage dédié à l'*Histoire des agricultures du monde*, Marcel Mazoyer et Laurence Roudart estiment que si les terres arables étaient laissées à l'abandon, la cueillette ne pourrait faire vivre qu'un demi-milliard d'humains (2002: 27). C'est pourquoi, très tôt dans l'histoire, les territoires habités ont été artificialisés et exploités afin de permettre aux communautés locales de subvenir à leurs besoins. La seconde révolution agricole entraînée par la modernisation et la mécanisation des cinquante dernières années a permis de multiplier la productivité par dix dans les pays développés.

Malgré cela, les spécialistes sont très sceptiques et parlent même de l'échec de la révolution verte (MAZUYER et ROUDART 2002: 17). Ils estiment que la révolution technologique n'a profité qu'à 10 % des paysans dans le monde, et que le coût de l'agriculture mécanique – équipements, carburant, remodelage des champs – en a jeté une grande majorité dans la misère et l'exode rural. Elle a aussi fortement impacté l'aménagement et les modes de vie dans les territoires ruraux, en séparant la production agricole des conditions du territoire qui l'accueille. Le monde agricole modernisé se cantonne au seul rôle de production de vivres. Il connaît une forte spécialisation marquée par des approches exclusivement scientifiques qui provoquent une rupture entre l'agriculture, la structure du paysage et les savoir-faire locaux.

Comme le regrette le paysagiste Régis Ambroise, la tendance générale n'a de cesse d'assujettir une parcelle à une fonction, un champ à une culture, une personne à une tâche. On ignore alors la multitude de tâches qu'accomplissent les paysans, qui participent pourtant à l'élaboration d'infrastructures environnementales, parfois invisibles, souvent non quantifiables (AMBROISE 2013). En rationalisant, homogénéisant et nivelant la structure du paysage, la biodiversité est sévèrement réduite, les équilibres environnementaux bousculés, les risques de catastrophes naturelles sous-estimés. Comme Mike Davis le rappelle dans son ouvrage *Dead City*, le contrôle environnemental requiert un investissement continu et un entretien systématique, allant d'un système de prévention des inondations valant plusieurs milliards de dollars au simple désherbage des jardins (DAVIS 2009: 74).

Dans l'optique d'inclure toute la complexité et la diversité de leurs fonctions, le paysagiste Gilles Clément propose de considérer le monde rural et ses habitants avant tout comme les *jardiniers de la nature* (CLÉMENT 2012). Les agriculteurs deviennent ainsi ceux qui imaginent, pour chaque région, les meilleures façons de valoriser l'ensemble des ressources naturelles locales renouvelables et les savoir-faire négligés. Il s'agit de convoquer une certaine *sagesse environnementale*, celle d'un paysage naturel artificialisé, exploité, mais considéré et suffisamment connu pour que ses ressources soient exploitées de façon durable, et également reconnu pour ses bénéfices au long cours. Et si, d'après le théoricien André Corboz (2001), le terroir est devenu territoire dans un contexte de crise environnementale, le monde rural s'ouvre vers une multitude d'autres perspectives.

Le territoire n'est désormais plus un simple support, mais un projet. Dans la même perspective, lorsqu'Alberto Magnaghi, urbaniste écologiste, évoque les éléments constitutifs de la *bioregion urbaine*, il rappelle que le territoire ne doit pas être vu comme une contrainte, une page blanche, mais un atout avec lequel il faut savoir travailler:

À travers la construction de ce nouvel habitat-territoire, le rôle de la nature et de la culture est à repositionner en assumant le rôle central des ressources patrimoniales pour la production de richesses durables et de bien-être dans les modèles de développement local. (MAGNAGHI 2014: 90)

L'enjeu est donc d'instaurer des critères qui révèlent les qualités intrinsèques du territoire et de mettre les avancées technologiques au service du territoire et non l'inverse. Le développement local devient *autosoutenable* lorsqu'il suit une approche normative considérant la valorisation des ressources territoriales et des identités locales comme l'acte fondateur de modèles alternatifs d'évolution.

La conceptualisation de cet objet géographique hybride n'est pas nouvelle. Rappelons que dès 1978, John Friedmann et Mike Douglass proposent la notion d'*agropolis* dans l'article «Agropolitan development: towards a new strategy for regional planning in Asia». Plus qu'une situation territoriale nouvelle, l'*agropolis* est présentée comme un projet de territoire et de société:

Pour transformer la campagne, il est nécessaire d'introduire des éléments urbains adaptés aux spécificités rurales. Cela signifie qu'à la place d'encourager le transfert de la population rurale vers les villes, il est plus pertinent de l'inciter à réinvestir les zones rurales et ainsi, de transformer les villages ruraux en une forme hybride que l'on pourrait définir comme «agropolis» ou «villes dans les champs». À travers le développement d'*agropolis*, le conflit entre villes et campagnes pourrait enfin être résolu. (FRIEDMANN et DOUGLASS 1978: 183, TdA)

Il s'agit d'une démarche de planification intégrée du rural qui place l'agriculture, l'industrie rurale, les ressources naturelles et les modes de vie au cœur des préoccupations. Trente ans plus tard, John Friedmann regrette que le concept d'*agropolis* ait été mal reçu, perçu comme une volonté de maintenir les zones rurales dans leur unique fonction agricole au service des zones urbaines, seules habilitées à se moderniser. Pourtant, sa perception de l'avenir des zones rurales est toute autre. Finalement, cet article se joint aux nombreux écrits qui abordent l'inefficience de la dichotomie ville-campagne. Les critères qui permettent de distinguer une zone urbaine d'une zone rurale sont nombreux et la définition des termes de «ville» et «urbain» varie selon les pays et les époques. La densité de population semble être le dénominateur commun de tout le panel d'acceptions qui coexistent. En effet, Louis Wirth fait consensus en spécifiant qu'une forte densité de population est la condition minimum et nécessaire à toute forme d'urbanisation. Malgré leurs grands écarts, les définitions, s'accordent toutes sur une moyenne de 400 habitants par km² pour définir un territoire comme urbain (CHAMPION et HUGO 2004: 48).

À la notion d'*agropolis* s'ajoute celle de la *desakota* proposée par McGee en 1991 ainsi que celle, plus récente, d'*écopolis* avancée par Alberto Magnaghi en 2003. Elles désignent toutes une constellation régionale hybride de villages, de zones d'activités et d'exploitations agricoles qui réoriente la conception des écosystèmes urbains vers des écosystèmes territoriaux, c'est-à-dire un aménagement qui découle des caractéristiques du territoire, de la *biorégion*, comme l'entendaient déjà Patrick Geddes et Lewis Mumford au début du 20^e siècle. L'émergence de nouvelles typologies, de territoires ruraux densément peuplés, supportés par une économie mixte, agricole et non agricole, bouscule les caractéristiques du rural et affaiblit la prédominance de la dichotomie ville-campagne par une distinction spatiale de plus en plus floue entre zones rurales et urbaines. La complexité exponentielle des usages et des relations

entre ces deux types de territoires rend caduque toute tentative de classification unidirectionnelle. Finalement, cela conforte l'affirmation d'un besoin de nouveaux types d'aménagement du territoire, en particulier dans les zones rurales. Il s'agit de s'affranchir du cadre dépassé de la dichotomie ville-campagne par un changement d'échelle d'investigation. Celle-ci doit être à la fois large et croisée car du glissement d'une échelle à l'autre émanent les éléments les plus pertinents, tant pour le concepteur que pour l'observateur.

Il convient de considérer la valeur d'ensemble des entités rurales ainsi que la somme d'activités associées à ces concentrations bâties, plutôt que de chercher à traiter la question d'un village en particulier. Notre secteur d'intervention dans le comté de Dengfeng correspond à un groupement d'une dizaine de communes rurales. C'est par cette expérience des diverses échelles que nous cherchons à définir une cohérence, générale et néanmoins pertinente, appliquée à un lieu. Par un développement endogène, le territoire puise dans ses ressources pour son propre bénéfice et non plus uniquement au service du développement urbain. À cela s'ajoute un réseau d'acteurs et de ressources tant locales que globales qui doit être mobilisé. Lorsqu'ils ne sont pas englobés par l'emprise de l'urbain, les territoires ruraux peuvent conserver leurs caractéristiques fondamentales et leur identité propre. Dans l'idée que le concept même de rural demeure légitime et porteur de sens, ces territoires peuvent être reconfigurés en fonction de l'exploitation des ressources et des savoir-faire disponibles localement.

Dans le cas de Dengfeng, la raréfaction et la dégradation d'une ressource naturelle comme l'eau doit jouer un rôle moteur pour la conception d'aménagements innovants. Dans la même perspective, la disponibilité limitée des terres impose d'affilier plusieurs fonctions à un même lieu. Cette multifonctionnalité nécessite une grande flexibilité et adaptabilité des structures et équipements dans le temps et dans l'espace. Il faut abandonner l'approche sectorielle au profit d'une approche transversale, à la fois stratégique et interactive, par le biais d'une codification des caractéristiques identitaires du territoire. Celle-ci permet d'élaborer des règles de transformation du territoire, en évitant de le concevoir comme une page blanche, comme un seul support technique et foncier, et en le reconnaissant au contraire comme un lieu chargé d'histoire, de signes et de valeurs à enrichir et transmettre.

Finalement, il s'agit de multiplier les services rendus par la nature et l'environnement, c'est-à-dire, plutôt que de les réduire à la production agricole et à l'extraction de ressources naturelles, de prendre en compte l'ensemble de leurs contributions. Le secteur agricole, par exemple, peut participer tout autant à la production de nourriture qu'au bien-être social de la collectivité. Les dispositifs agricoles et environnementaux rendent aussi des services culturels, à travers l'entretien et la restauration des paysages historiques spécifiques à un lieu.

Le monde rural n'est plus perçu comme un espace naturel ou encore comme une biosphère à protéger ou à restaurer, mais bien comme un ensemble d'éléments qui participent à sa qualité, à sa spécificité et sa richesse durable. En ce sens, nous envisageons les mesures de valorisation de l'environnement et de l'espace non bâti comme une stratégie de prudence écologique. Une recomposition de la structure du

paysage rural doit être conçue à partir de ses nouvelles orientations identitaires pour devenir un instrument opératoire essentiel de la planification, tout en intégrant les métriques rurales comme paramètres majeurs.

Dans un premier temps, les éléments environnementaux sont inventoriés afin qu'ils puissent être entretenus et valorisés. L'état et l'usage des terres agricoles, des cours d'eau et des forêts doivent être connus, ainsi que les infrastructures rurales telles que canaux, murets, bosquets ou terrasses agricoles. L'inventaire des terres rurales, en particulier, permet d'identifier les parcelles en jachère, les friches rurales et les forêts non entretenues. Il est alors possible de leur attribuer des rôles temporaires en adéquation avec leur statut, à l'exemple d'activités pastorales n'engageant ni infrastructure particulière ni exploitation intensive des sols.

Dans un second temps, l'inventaire permet d'identifier les édifices et petites zones d'activités isolées dans le territoire qui conduisent à un mitage inefficent des exploitations agricoles et une détérioration du paysage. Une première phase de contrôle de l'étalement urbain et de destruction des édifices non nécessaires permet aussi d'optimiser les surfaces agricoles et de revaloriser le paysage rural. Dans une deuxième phase, les exploitations agricoles doivent tendre vers une plus grande diversification et une augmentation de la productivité, avec notamment un remaniement du parcellaire agricole. Au titre du bon équilibre entre besoins de mécanisation et de préservation de la biodiversité, nous proposons des parcelles d'en moyenne 300 par 200 mètres. Cette augmentation substantielle de la taille des champs est toutefois suffisamment restreinte pour garantir un bon degré de biodiversité. Le redécoupage des terres agricoles doit s'adapter à la topographie et intégrer les éléments d'infrastructures existants, comme les bosquets et les haies qui jalonnent le territoire afin de marquer les limites de propriété et localiser les points d'eau, ou les murets de pierres sèches qui régulent les eaux et limitent l'érosion. En cela, le rôle des agriculteurs est fondamental car, comme le souligne Davis en 2009 dans son ouvrage *Dead Cities*, le contrôle environnemental requiert un investissement continu et un entretien systématique, qu'il s'agisse d'un système de contrôle des inondations valant plusieurs milliards de dollars ou simplement de désherber un jardin. La perception des paysans s'en trouve donc profondément transformée: d'une population à l'origine des trois problèmes, ils deviennent les jardiniers de la nature, les nouveaux gardiens protecteurs de la biodiversité (CLÉMENT 2012).

En parallèle du remembrement foncier rural est engagée la renaturation des abords de cours d'eau. La restructuration et l'entretien de la végétation ripisylve ont un rôle environnemental fondamental de filtration et de régulation hydromorphologique et microclimatique ainsi que de régénération des corridors biologiques. Ces derniers sont essentiels pour garantir à la faune des zones de protection, d'habitat naturel, des réseaux de migration écologiques continus pour qu'elle puisse se déployer sur tout le territoire de Dengfeng. Ils constituent également un réseau de mobilité douce pour les déplacements de la population locale, et de parcours contemplatifs, dans l'optique d'une offre touristique.

Paradoxalement, malgré leurs ressources naturelles et la présence de secteurs économiques fondamentaux (agriculture, industrie, extraction de matières premières), le

pouvoir économique des régions rurales reste insuffisant et ne bénéficie que rarement à leur propre population. Pour contrer ce phénomène, le dispositif proposé envisage la structuration des villages en réseau plutôt que la valorisation d'un village en particulier. Une fois considérée dans son ensemble, la nébuleuse de villages peut prétendre à représenter une aire économique pertinente, en cumulant les bénéfices d'une proximité aux ressources naturelles, d'une haute densité de population et d'un potentiel d'activités associées.

L'actuelle marchandisation du territoire induit une grande dépendance entre urbanisation et économie nationale. La simplification et la normalisation de l'offre urbaine et rurale qu'elle entraîne ont pour conséquence une concurrence désastreuse entre les comtés ruraux, les villes et mégalo-poles qui peinent à se démarquer les uns des autres. Pourtant, les territoires ruraux, structurés en réseaux de hameaux, de villages, de villes petites et moyennes, dotés de zones de production agricole et bénéficiant de leur proximité des ressources naturelles, pourraient faire valoir leur fonction d'intermédiation. Dans une perspective de différenciation, ils devraient affirmer leur spécificité par leur capacité à tisser des relations entre mégalo-poles et monde rural (BOLAY et KERN 2011). Le renforcement institutionnel de leur rôle d'intermédiation serait d'autant plus primordial qu'il permettrait de mieux définir les différences entre types d'entités urbaines et rurales, en matière de gestion du territoire et de politiques sociales. À cet égard, les effets d'une réforme du permis de résident sur les migrations internes et les aménagements du territoire seraient majeurs. L'assouplissement des conditions de mobilité résidentielle des individus permettrait de légitimer l'installation permanente des populations migrantes et grâce à cela, d'engager une évolution positive de leur perception et de leur intégration au sein des villes (CARRILLO 2011). L'abolition complète du permis de résident déclencherait également un rééquilibrage entre les territoires ruraux et urbains.

Des telles réformes permettraient de conférer aux territoires ruraux de meilleures perspectives d'avenir et ainsi, de provoquer le ralentissement du processus d'exode rural.

L'un des objectifs majeurs est de rétablir les relations d'échange entre villes et campagnes, mais aussi au sein de la campagne elle-même. Les réseaux viaires entre et dans les entités constituent donc des composantes majeures de l'amélioration de la qualité de l'habiter, de la production et de l'économie d'un territoire. Le diagnostic territorial a révélé que les implantations bâties existantes se situent de manière homogène à des distances de 500 à 800 mètres les unes des autres. Elles sont adaptées à la mise en valeur d'une mobilité douce (piétons et vélos) favorable aux relations de proximité, comme alternative au développement unilatéral d'aménagements basés sur les infrastructures de mobilité motorisée. Il s'amorce là une possibilité de faciliter les échanges et d'éviter la perte de la substance identitaire du lieu. La mise en place d'un réseau routier, minimum mais efficace, permettrait de relier les villages entre eux ainsi qu'aux axes de communication majeurs qui les connectent aux villes à proximité. Il s'agit d'établir une fusion des infrastructures nouvelles (routes, bâtiments) avec les traces pérennes du territoire existant, plutôt que de procéder à la superposition d'une infrastructure lourde sur le territoire.

L'implantation intégrée et raisonnée d'infrastructures de mobilité permettrait également la connexion aux réseaux de distribution, régionaux voire nationaux. Elle s'accompagnerait d'une organisation réticulaire des transports publics, basée sur le réseau viaire rural et l'implantation des villages existants.

Les études de terrain ont révélé que les territoires ruraux chinois sont densément peuplés et construits. Cela justifie d'envisager d'une part un développement endogène et d'autre part, des modalités de développement ne nécessitant qu'une emprise limitée sur les terres arables. Ainsi, en parallèle de la mise en réseau, une consolidation des structures de villages pourrait être engagée, sans conduire au mitage du territoire. Plus qu'une restauration de villages n'ayant qu'une valeur architecturale faible, il s'agit avant tout de régler le problème simple et pourtant déterminant de l'assainissement des eaux puis de définir des zones d'extension raisonnables, dans le but de dédensifier le cœur des villages afin d'y créer des équipements publics (écoles, dispensaires, maisons de quartier) ainsi que des espaces publics de rencontre.

Ces aires d'implantation offrent une perspective de développement contrôlé, avec un renforcement de la compacité du bâti, une clarification de la limite des villages et une mise à profit d'opportunités de jumelage entre entités proches. Des couronnes de jardins potagers prendront place autour des villages, délimitant physiquement et visuellement leur étendue et composant une zone de transition entre activité agricole productive et espaces d'habitation. De plus, en répondant aux besoins quotidiens des habitants, cette évolution permettra de les engager dans la voie d'une transition économique douce.

Les actions sur le territoire devraient être accompagnées de l'unification du système foncier. Sans réforme foncière apte à réduire le clivage entre le système foncier agricole et le système foncier urbain, toute initiative qualitative resterait vaine. Rappelons que dans le système actuel, l'État est propriétaire du sol des villes mais pas du sol des campagnes qui appartient lui aux communautés rurales. De ce fait, il n'a aucun intérêt à financer l'aménagement de terres dont il ne perçoit pas les bénéfices. D'autre part, les communautés rurales ne disposant que de l'usufruit de terres dont elles ne sont pas autorisées à changer l'affectation, elles ne peuvent pas s'engager sur le marché immobilier. Une réforme du régime de la propriété foncière réveillerait la culture de la propriété agraire œuvrant pour le maintien et la valorisation des terres. Sans cela, le projet de savoir-faire ne peut pas s'amorcer.

L'orientation de la démarche d'établissement d'un scénario du savoir-faire consiste en une série d'interventions ponctuelles. Nous nous attelons principalement à l'équipement du territoire et à l'implantation d'infrastructures au cœur d'une campagne déjà densément peuplée. La création de réseaux polycentriques permettrait d'envisager la construction d'infrastructures publiques partagées telles qu'écoles, centres de soins, salles communales ou salles de sport. Chaque entité rurale pourrait accueillir une fonction particulière, développer une spécialité. Le tout constituerait un ensemble de services en réseau. L'intervention principale consisterait en l'implantation d'infrastructures de mobilité de manière à connecter les différents systèmes de mobilité et faciliter ce faisant le déplacement des personnes

et le transport des marchandises. En effet, il est important de valoriser le secteur agroalimentaire local. Ceci nécessite un système de distribution efficace et rapide des produits ainsi que la possibilité pour les populations locales d'atteindre dans un temps réduit une grande diversité de destinations. À ces infrastructures de mobilité seraient joints des équipements publics tels que des marchés, des centres sportifs ou des pôles d'enseignements, comme autant de plateformes d'échange. Le dernier type d'équipement est de l'ordre des infrastructures environnementales: principalement, des stations d'épuration, de récupération et de traitement des déchets. Les préceptes de l'écologie industrielle développés par l'environnementaliste Suren Erkmann (2004) sont utiles à cet égard. Il s'agit de stratégies d'intégration des activités industrielles et plus largement, des activités de l'homme, dans une perception globale incluant leur impact sur la biosphère. L'efficacité économique de notre proposition s'illustre par une tendance orientée au niveau régional vers des systèmes de bouclage du cycle des eaux, des déchets, de l'énergie et de l'alimentation et, au niveau local, de systèmes en circuit fermé. La réduction de la mobilité subie des personnes et des marchandises ainsi que le développement d'économies intégrées valoriseront la dimension territoriale et la production locale d'énergie. Pionnier de l'écodéveloppement, Ignacy Sachs rappelle qu'il désigne:

Un développement endogène et dépendant de ses propres forces, soumis à la logique des besoins de la population entière et non de la production érigée en fin en soi, enfin conscient de la dimension écologique et recherchant une symbiose entre l'homme et la nature. (SACHS 1980: 17)

Cette prise de conscience passe par un renversement du déficit d'image endossé par le rural. Il ne s'agit pas d'inventer ou d'historiciser, mais de retrouver une identité du rural chargée de valeurs essentielles comme la production d'une nourriture fraîche et saine, la terre, le savoir-faire des paysans, les activités agricoles, mais aussi la qualité de vie et la proximité à la nature. À ce titre, la campagne doit être productive, connectée, équipée, mais elle doit être également un lieu de beauté. Le philosophe Augustin Berque esquisse à juste titre son infléchissement, en supposant que la campagne du labeur glisse vers celle des loisirs, de la contemplation et du non-labeur. Elle est alors prise d'une dimension esthétique où la notion de paysage prend une importance sensible (BERQUE 2011).

Ainsi, les nouveaux paysages du comté de Dengfeng pourraient s'affirmer en offrant une plus grande aménité par leurs étendues et leurs diversités. Les qualités esthétiques du paysage, alliées à la jouissance et l'accessibilité du territoire agricole, le transformeraient en une nouvelle destination pour des excursions sportives, récréatives, paysagères ou environnementales.

Ce projet d'exode rural inversé passe par la revitalisation savante du monde rural. Il constitue le principal facteur de croissance d'une société locale. La diversité des modes de vie, des types d'activités et des profils qui s'y développeraient, serait désormais sa plus grande richesse, une lutte efficace contre l'appauvrissement culturel. L'aménagement intégré du territoire fait usage du minimum et de l'évolutif comme cadre conceptuel majeur s'attachant principalement à la préservation de la *métis*. Cette notion, littéralement «le conseil, la ruse» en grec ancien, est proposée par James C. Scott (1999) qui l'envisage comme une stratégie de rapport aux autres et à la nature reposant sur l'intelligence des savoirs et la pertinence des pratiques:

Au sens large, la *mètis* représente un large éventail de savoir-faire et d'intelligence acquise en réponse à un environnement naturel et humain en constant changement. (SCOTT 1999: 313, TdA)

Si fragile et immatérielle soit-elle, l'affaiblissement de la *mètis*, en tant que ruse de l'intelligence et connaissance locale, se révèle comme une précondition pour une hégémonie complète d'un État, de son administration, pour la génération de profits et leur appropriation sans entrave. Mais le risque d'une destruction volontaire de la *mètis* est de mettre en échec toute forme d'innovation, car elle annule l'ensemble des avancées résultant d'expériences et savoir-faire locaux (SCOTT 1999).

Une réévaluation pérenne des savoir-faire locaux pourrait être mise en place. Aujourd'hui, des mouvements dans ce sens se notent déjà, plus ou moins isolés: valorisation des spécificités locales, développement de parcs écologiques, labellisation de produits locaux du type appellations d'origine contrôlée (AOC). Cependant, ils sont encore trop souvent le résultat d'initiatives exogènes à la recherche de bénéfices à court terme. La régénération endogène du rural dépend d'une construction et d'une mobilisation d'acteurs et de ressources tant locales que globales, mais elles doivent être soutenues par un projet collectif local. Le processus de qualification des territoires ruraux devrait s'attacher particulièrement aux questions environnementales à travers des réformes de la planification du rural afin de tendre vers l'intérêt général.

Étant donné la multitude des composantes d'un territoire en mutation, une posture modeste de l'aménageur est suggérée. Il est souvent confronté à des mouvements qui le dépassent, qui se créent malgré lui et sans lui. Le politologue Jean-Claude Bolay estime que, bien que les apports transversaux de l'ingénierie, de l'économie et du paysage tiennent une part grandissante dans les modes de planification, faire appel aux compétences techniques n'est pas suffisant. L'objectif majeur devrait être de mettre en relation les techniques avec les microsociétés concernées (BOLAY et KERN 2011). Ainsi, l'attention serait de plus en plus portée sur les acteurs de la ville, qui doivent être sensibilisés et intégrés comme partie prenante de l'avenir de leur ville. Le sociologue François Ascher estime qu'une prospective territoriale permet de trouver le bon équilibre entre promesses, projet collectif et investigation sur la réalité (2010). Ce n'est que lorsque les autochtones auront un regard plus généreux sur les territoires qu'ils occupent que de nouvelles pratiques et solutions pourront être mises en place.

L'illustration proposée pour le scénario du savoir-faire rural met en scène un personnage contemplatif emprunté au peintre Caspar David Friedrich. Par le regard qu'il porte sur un paysage rural transformé, il évoque toute l'attention et la générosité nécessaires pour aboutir à un tel résultat. S'il est le personnage central, il n'est pas seul, contrairement à la main unique de l'image représentant le scénario de l'hégémonie gouvernementale. Il est accompagné d'une multitude d'acteurs sans la participation desquels, le développement d'un projet commun et partagé n'est pas envisageable. Tous observent une station d'épuration, traitant les eaux usées par la pollution des sols et des nappes phréatiques. Elle symbolise une campagne dotée d'infrastructures environnementales de haute technologie et parfaitement intégrées au territoire. L'aménagement d'un territoire rural équipé et intensifié pourrait prendre

la forme d'un réseau de villages connectés d'une part à un *hub* régional de mobilité (train, tram) et d'autre part, à un réseau fin de routes de campagne et de chemins. Des équipements publics sont distribués sur l'ensemble du territoire, en lien avec les villages densifiés et les zones aménageables en périphérie. Un important effort est consacré à la préservation et la valorisation des caractéristiques environnementales en place, telles que les ripisylves et les corridors verts.

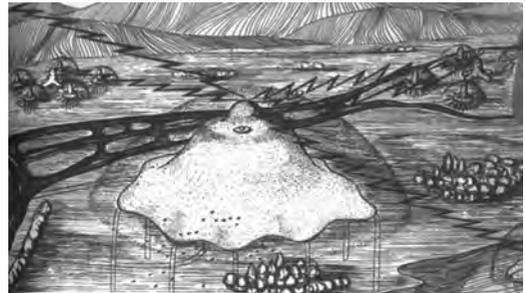
À l'aune du diagnostic territorial, l'observation des mutations territoriales irréversibles nous a amenés à la mise en place d'une démarche prospective consistant à élaborer un triptyque de scénarios pour l'avenir du territoire. Les conséquences négatives des scénarios de l'hégémonie gouvernementale et du laisser-faire correspondent à leur rôle de révélateur de l'impact futur des actuels mécanismes d'urbanisation. Ils suivent toutefois des logiques d'aménagement du territoire divergentes: l'un conduit à une très forte distinction entre ville et campagne tandis que l'autre produit une tout aussi forte confusion des deux. Dans un cas comme dans l'autre, la valeur marchande du territoire prend le pas sur l'ensemble de ses autres dimensions. Qu'il s'agisse de la manifestation d'un gouvernement interventionniste ou, à l'opposé, démissionnaire, les sociétés rurales sont déterritorialisées et dévalorisées, au même titre que la dimension culturelle des savoir-faire locaux. C'est à ce titre que ces deux scénarios extrêmes tendent vers la perte irrémédiable de la dimension rurale, c'est-à-dire vers la dégradation de toutes les composantes qui constituent la spécificité des territoires ruraux et des sociétés qui l'habitent.

Le troisième scénario imaginé, celui du savoir-faire rural, esquisse des solutions et s'inscrit dans une démarche inclusive d'aménagement du territoire. Il tend à développer un système de chaînes d'intérêts impliquant l'ensemble des composantes du territoire tout en se focalisant intentionnellement sur l'aménagement intégré des territoires ruraux. Finalement il cherche à tester les potentiels d'un nouveau paradigme de perception ruralo-centrée du territoire.

Il y a cinquante ans, Lewis Mumford réunissait deux millénaires d'histoire de la ville dans son ouvrage majeur *La cité à travers l'histoire* (MUMFORD 2011). En guise de point final, il s'adonne à une description de deux scénarios possibles du territoire de demain, en se basant sur deux illustrations parfaitement anachroniques (ill. 110 et 111). Sa réflexion commence par une question:

110. LA SUPER-COMMUNAUTÉ: IMAGE ILLUSTRANT UN ARTICLE PUBLIÉ PAR LE «GROUPE D'ÉTUDES DU CONDITIONNEMENT VITAL» DANS KOKUSAI-KENTIKU, JANVIER 1960.

111. DÉTAIL DU ROULEAU DE LA FÊTE DE QINGMING, COLLECTION A.W. BAHR, FLETCHER FUND, 1947 (MUMFORD 2011).



La science et la technique doivent-elles être mises au service de la vie, ou toute vie doit-elle être mécanisée et contrôlée, à seule fin de favoriser le progrès incessant des techniques, tel est le problème crucial qui se pose à l'humanité. (MUMFORD 2011)

La première image est une énorme «ruche infra-humaine» que l'auteur décrit comme «un monstrueux avatar de l'humanité si ingénieusement construit pour mettre un terme à l'évolution humaine par le dernier envol du super mécanisme», humanité dont il ne reste qu'un tas mou et informe surplombé d'un œil idiot. La seconde image, utilisée comme contre-projet baptisé «la vivante cité» est une calligraphie chinoise de la fête printanière de Qing Ming:

Mais si la vie, en fin de compte, finissait par l'emporter, la «cité future» aura, n'en doutons pas, beaucoup mieux que nos cités contemporaines, les qualités que l'on peut découvrir dans cette peinture chinoise représentant la fête du printemps: changeante combinaison des paysages les plus variés, diversité des occupations et des activités culturelles, et infinie variété des personnalités humaines. Non pas la ruche la plus parfaite, mais la vivante cité. (MUMFORD 2011: 380)

Non seulement l'auteur érige la représentation d'une cité chinoise en archétype de l'idéal à atteindre, mais il la choisit implantée au cœur de la campagne chinoise.

Bibliographie

- AMBROISE, R. (2013): «Évolution de la pratique paysagiste face à la question agricole», *Openfield* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://www.revue-openfield.net/2013/06/23/evolution-de-la-pratique-paysagiste-face-a-la-question-agricole/>
- ASCHER, F. (2010): *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.
- AUBERT, C. (2010): «L'économie agricole chinoise après l'entrée à l'OMC», *Agriculture et paysanneries du monde*, Paris, Édition Quae, pp.185-212.
- AVELINE-DUBACH, N. (2013): «Éditorial», *Perspectives chinoises*, n°2.
- BÉNAZÉRAF, D., HENRIOT, C. (2014): «La nouvelle réforme foncière chinoise: rationaliser l'urbanisation en libéralisant le foncier», *China Analysis*, pp.46-50.
- BERDOULAY, V., SOUBEYRAN, O. (2002): *L'écologie urbaine et l'urbanisme. Aux fondements des enjeux actuels*, Paris, La Découverte/Syros.
- BERGÈRE, M. C. (2000): *La Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin.
- BERQUE, A. (2004): «Les trois sources de la ville-campagne», *Revue électronique des sciences humaines et sociales* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://www.espacestems.net/articles/les-trois-sources-de-la-ville-campagne/>
- BOLAY, J. C., KERN, A. (2011): «Technology and Cities: What Type of Development Is Appropriate for Cities of the South ?», *Journal of Urban Technology* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10630732.2011.615563>
- BOUCHERON, P. (2013): *Conjurer la peur*, Paris, Seuil.
- BRAUDEL, F. (1979): *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin.
- BRAY, D. (2013): «L'urbanisme à la campagne; Le concept du "nouveau village"», *Perspectives chinoises*, n°3.
- CABELL, J. F., OELOFSE, M. (2012): «An Indicator Framework for Assessing Agroecosystem Resilience», *Ecology and Society* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://www.ecologyandsociety.org/vol17/iss1/art18/>
- CALOZ, R., COLLET, C. (2011): *Analyse spatiale de l'information géographique*, Lausanne, PPUR.
- CAMPANELLA, T. J. (2008): *The Concrete Dragon: China's Urban Revolution and What It Means for the World*, New York, Princeton Architectural Press.
- CARRILLO, B. (2011): *Small Towns China: Rural Labour and Social Inclusion*, Oxon, Routledge.
- CHAMPION, A., HUGO, G. (2004): *New Forms of Urbanization: Beyond the Urban-Rural Dichotomy*, Londres, Ashgate.
- CHARMES, E., LÉGER, J. M. (2009): «Retour sur "La Ville émergente"», *Flux*, n°75, pp.80-98.
- CHENG, F. (2006): «Cinq méditations sur la beauté de François Cheng, rencontre avec "un maître en humanité"», émission *Canal Académie* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <https://www.canalacademie.com/ida714-Cinq-meditations-sur-la-beaute-de-Francois-Cheng-rencontre-avec-un-maitre-en-humanite.html>
- CHOAY, F. (1965): *Urbanisme, utopies et réalités*, Paris, Seuil.
- (1970): «L'histoire et la méthode en urbanisme», *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 25, n°4 [consulté en ligne le 25 avril 2019]; https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1970_num_25_4_422350

- CHOAY, F., MERLIN, P. (2015): *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF.
- CLÉMENT, G. (2012): «Gilles Clément, jardinier, paysagiste», émission *Terre à terre*, France Culture [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <https://www.franceculture.fr/emissions/terre-terre/gilles-clément-jardinier-paysagiste>
- CLIFF, T. (2013): «Peripheral Urbanism: Making history on China's northwest frontier», *China Perspectives*, n°3.
- COLIN, S. (2006): «La Chine et ses campagnes», *Transcontinentales*, n°3 [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://transcontinentales.revues.org/537?lang=en>
- CORBOZ, A. (2001): *Le Territoire comme palimpseste et autres essais*, Besançon, l'Imprimeur.
- CURIEN, R. (2014): «Chinese Urban Planning, Environmentalising a Hyper-functionalist Machine», *Perspectives chinoises*, n°3.
- DAVIS, M. (2009): *Dead Cities*, Paris, Les Prairies Ordinaires.
- DELANG, C. O., Yuan, Z. (2015): *China's Grain for Green Program*, Cham, Springer International Publishing.
- DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN CHINE (2011): *12^e Plan quinquennal – China 12th five-year plan (2011-2015)* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/international/pdf/china_draft_12th_5yearplan17032011.pdf
- DELEUZE, G., GUATTARI, F. (1972): *L'anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- DESCAMPS, J. (2014): «Turbulences», *Made by Chinese*, Paris, Galerie Enrico Navarra.
- DOUADY, C.N. (2011): *Espaces chinois – urbains et culturels*, Paris, Eurorient.
- DUBOIS-TAINE, G., CHALAS, Y. (1998): *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- ERKMAN, S. (2004): *Vers une Écologie Industrielle*, Paris, Charles Léopold Mayer.
- FAO (2008): *Sichuan Quake: \$6bn Damage to Agriculture*, Rome, FAO [consulté en ligne le 24 avril 2019]; <http://www.fao.org/newsroom/EN/news/2008/1000870/index.html>
- (2013): *Guidelines to Control Water Pollution from Agriculture in China*, Rome, FAO Water Reports.
- FEI, H.-T. (1939): *Peasant Life in China*, Londres, Karl Mannheim.
- FOUCAULT, M. (1975): *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- FRIEDMANN, J. (2002): *The Prospect of Cities*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- (2005): *China's Urban Transition*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FRIEDMANN, J., DOUGLASS, M. (1978): «Agropolitan Development: Towards a New Strategy for Regional Planning in Asia», *Growth Pole Strategy and Regional Development Policy*, pp. 163-192.
- FURTER, P. (1966): «Utopie et marxisme selon Ernst Bloch», *Persée – Archives des sciences sociales des religions*, n°21 [consulté en ligne le 25 avril 2019]; http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/assr_0003-9659_1966_num_21_1_2580
- GEDDES, P. (1915): *Cities in Evolution*, Londres, Williams et Norgate.
- GENTELLE, P., ALLETON, V., ANG, I., AUBIN, F. (2004): *Chine, peuples et civilisations*, Paris, La Découverte.
- GEORGE, P. (1977): *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Annales de Géographie.
- GERNET, J. (2003): *Le monde chinois*, Paris, Armand Colin.
- GOV.CN (2006): *11^e Plan quinquennal – The 11th Five-Year Guideline (2006-2010)* [consulté en ligne le 24 avril 2019]; http://www.gov.cn/english/2006-03/07/content_246929.htm
- HALL, E. T. (1978): *La dimension cachée*, Paris, Seuil.
- HILLMAN, B., UNGER, J. (2013): «Éditorial: nouvelle campagne socialiste», *Perspectives chinoises*, n°3.
- HUFTY, M. (2011): *GAF: Gouvernance analytique Framework*, Genève, Institut des hautes études internationales et du développement.
- JAKOB, M. (2008): *Le paysage*, Gollion, Infolio.
- JIAN, J., MC GETRICK, B. (2009): *Urban China: Work in Process*, Hongkong, Timezone 8.
- JIANG, J. (2010): «From Agriculture China to Urban China: The civilization's foundations, historical heritage and reform impetus of China's urbanization», in *Shanghai New Towns: Searching for Community and Identity in a Sprawling Metropolis*, Rotterdam, Harry den Hartog.

- KAMAL-CHAQUI, L., LEMAN, E., RUFELI, Z. (2009): *Urban Trends and Policy in China*, Paris, OECD Regional Development Working Papers.
- KIPNIS, A. B. (2013): «Une urbanisation intermédiaire – Les traces de ruralité dans un chef-lieu de district en voie d'urbanisation et d'industrialisation rapides», *Perspectives chinoises*, n°3.
- KOOLHAAS, R. (2011): *Junkspace*, Lausanne, Payot & Rivages.
- LAMUNIÈRE, I. (2015): *Objets risqués: Le pari des infrastructures intégratives*, Lausanne, PPUR.
- LEAF, M., HOU, L. (2006): «The “Third Spring” of Urban Planning in China: The Resurrection of Professional Planning in the Post-Mao Era», *China Information* [consulté en ligne le 25 avril 2019]; <http://cin.sagepub.com/content/20/3/553.abstract>
- LÉONARDON, F. (1979): «Villes-campagne histoire d'une contradiction», *L'architecture d'aujourd'hui*, n°201.
- LÉVI-STRAUSS, C. (1960): *La Pensée sauvage*, Paris, Plon.
- LÉVY, J. (2002): *Jeu de cartes, nouvelle donne. Cartographier aujourd'hui les espaces d'aujourd'hui. Projet CartogrAm.*, Reims-Paris-Tours, Datar.
- LEYS, S. (1998): *Essais sur la Chine*, Paris, Robert Laffont.
- MAC GEE, T. (1991): *The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- (2009): *The Spatiality of Urbanization: The Policy Challenges of Mega-Urban and Desakota Regions of Southeast Asia*, Vancouver, University of British Columbia.
- MAGNAHI, A. (2003): *Le projet local*, Sprimont, Mardaga.
- (2014): *La biorégion urbaine*, Paris, Eterotopia France.
- MAZOYER, M., ROUDART, L. (2002): *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Seuil.
- MERCULIARI, M. (2015): *Concevoir à grande échelle, Modèles d'interfaces de mobilité et stratégies de transformations urbaines*, thèse, n°6697, École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).
- MI, S. (2013): «Making rural China urban», *The China Story Journal*.
- MOSTAFAVI, M., DOHERTY, G. (2010): *Ecological Urbanism*, Baden, Lars Muller Publishers.
- MUMFORD, L. (2011): *La cité à travers l'histoire*, Marseille, Agone [éd. orig.: 1961].
- NATIONAL BUREAU OF STATISTICS (2014): *China Statistical Year Book 2014*, Beijing, China Statistics Press.
- OECD (2013): «Urbanisation and Green Growth in China», *OECD Regional Development Working Papers*, n°7.
- ORSENA, E. (2007): *Voyage aux pays du coton: petit précis de mondialisation*, Paris, Le Livre de Poche.
- PAN, H. (2006): *Rapports État-paysannerie en Chine: Les problèmes du San Nong et les pratiques des acteurs dans les campagnes après 1978 à partir d'études de cas du Nord-Shandong et Henan*, Louvain, Presses universitaires de Louvain.
- PREDROLETTI, B. (2009): «Une sécheresse sans précédent affecte le nord et le centre de la Chine», *Le Monde*.
- PINGHUI, Z. (2007): «CHINE: Le “clou de Chongqing” rasé», *Courrier International* [consulté le 14 juin 2018]; <https://www.courrierinternational.com/article/2007/04/04/le-clou-de-chongqing-rase>
- PROUZET, M., AYL, H. (2014): «Le concept d'utilité publique en République populaire de Chine», *La revue foncière – Interprofessionnelle et transdisciplinaire*, n°2.
- QIU, B. (2011): *Urban Planning Reform in China's Urbanization Process*, Beijing, China Architecture and Building Press.
- QUERRIEN, G., HOA, L. (1978): *Urbanisme et architecture en Chine populaire 1950-1978*, Paris, Centre d'études et de recherches architecturales.
- RICHTHOFEN, F. (1903): *Baron Richthofen's Letters, 1870-1872*, Shanghai, North China Herald Office.
- ROCCA, J. L. (2006): *La condition chinoise*, Paris, Karthala.
- (éd.) (2008): *La société chinoise vue par ses sociologues: migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

- ROSENBERG, L. (2013): «L'urbanisation des zones rurales: les stratégies locales de création de communautés rurales d'un "nouveau style" en Chine», *Perspectives chinoises*, n°3.
- ROWE, C. (2002): *Collage City*, Gollion, Infolio.
- S. A. (2012): «Un village du Sichuan où il ne reste que deux habitants», *Souther Weekend*, hebdomadaire Nanfang Ribao.
- SACHS, I. (1980): *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, De l'Atelier.
- SANJUAN, T. (2014): «La ville chinoise est un espace de pouvoir», *Urbanités* [consulté en ligne le 11 janvier 2014]; <http://www.revue-urbanites.fr/entretien-thierry-sanjuan-la-ville-chinoise-est-un-espace-de-pouvoir/>
- SANJUAN, T., ALLÈS, E., CABESTAN, J. P., CITOLEUX, Y. (2006): *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin.
- SANJUAN, T., TROLLIET, P. (2010): *La Chine et le monde chinois*, Paris, Armand Colin.
- SANYAL, B. (2005): *Comparative Planning Cultures*, New York, Routledge.
- SASSEN, S. (1996): *La ville globale – New York – Londres – Tokyo*, Paris, Descartes et Cie.
- SCHINZ, A. (1996): *The Magic Square: Cities in Ancient China*, Stuttgart / Londres, Édition Axel Menges.
- SCOTT, J. C. S. (1999): *Seeing like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press.
- SECCHI, B. (2009): *La ville du vingtième siècle*, Paris, Éditions Recherches.
- SECCHI, B., VIGANÒ, P. (2011): *La ville poreuse*, Genève, MétisPresses.
- SERRES, O. DE (2011): *Le théâtre d'agriculture et ménage des champs*, Paris, I. Metayer [éd. orig.: 1600].
- SIT, V. F. S. (2010): *Chinese City and Urbanism: Evolution and Development*, Singapore, World Scientific Publishing Co Pte Ltd. Southern Weekend hebdomadaire du quotidien Nanfang Ribao [南方周末记者张涛/图]
- STAUB, C., WALTER, O. (2011): «Indicateurs pour les biens et services écosystémiques», *L'environnement pratique*, Bern, Office fédéral de l'environnement (OFEV).
- STEGER, M. (2008): *Globalization: A Very Short Introduction*, New York, Oxford University Press.
- SUDA, K. (2013): «Éditorial: Spéculation immobilière et défis sociaux», *Perspectives chinoises*, n°2.
- SUEUR, J. P., BÉCHERAND, P. E. (2011): *Villes du futur, futur des villes: quel avenir pour les villes du monde ?* Paris, Sénat Français.
- THE WORLD BANK (2012): *China Small and Medium Towns Overview*, Washington, The World Bank.
- THIREAU, I. (2006): «Migrant», in *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Sanjuan, T. (éd.), Paris, Armand Colin.
- (2007): *D'une illégitimité à l'autre dans la Chine rurale contemporaine*, Paris, EHESS.
- TIPPINS, J. L. (2014): *Planning for Resilience: A Proposed Landscape Evaluation for Redevelopment Planning In the Linpan Landscape*, Thesis, University of Washington, Seattle.
- VIGANÒ, P. (2012): *Les territoires de l'urbanisme. Le projet comme producteur de connaissance*, Genève, MétisPresses.
- WALTER, F. (2006): «Le paysage incertain. Réflexions sur les temporalités paysagères dans le contexte helvétique», *Persée*, n°3 [consulté en ligne le 21 janvier 2017]; http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rga_00351121_2006_num_94_3_2401
- WANG, G. (2010): *The State of China's Cities: Better City, Better Life*, Nairobi, United Nations Human Settlements Programme.
- (2013): *Wang Shu. Construire un monde différent conforme aux principes de la nature*, Paris, Des Cendres.
- WIRTH, L. (1938): «Urbanism as a Way of Life», *American Journal of Sociology*, vol. 44, n°1 [consulté en ligne le 13 mars 2017]; http://www.jstor.org/stable/2768119?seq=1#page_scan_tab_contents
- WOETZEL, J. (2009): *Preparing for China's urban billion*, McKinsey Global Institute.
- WOODS, M. (2010): *Rural*, Andover, Taylor & Francis.

- WU, Z., LI, D. [2010]: *Principles of Urban Planning*, Shanghai, Zhongguo jianzhu gongye chubanshe.
- XU, J., YEH, A. G. O., LIU, K. [2011]: *China's Post-Reform Urbanization: Retrospect, Policies and Trends*, Londres, International Institute for Environment & Development.
- XU, T., MURPHY, T. [2008]: «La ville comme laboratoire; le retour de la propriété privée et ses limites dans la Chine post-maoïste», *Perspectives chinoises*, n°2.
- XU, Z. [2008]: *Urbanisation et croissance des villes en Chine*, thèse de Doctorat en Sciences Économiques, Université d'Auvergne Clermont 1, Clermont-Ferrand.
- YE, X. [2009]: «China's Urban-Rural Integration Policies», *Journal of Current Chinese Affairs*, GIGA German Institut of Global and Area Studies, vol.38, n°4 [consulté en ligne le 22 mai 2016]; www.CurrentChineseAffairs.org
- YE, Y., LEGATES, R. [2013]: *Coordinating Urban and Rural Development in China: Learning from Chengdu*, Cheltenham, Edward Elgar Press.
- YU, J., YAN, S. [2011]: *Post-disaster Plan of Dujiangyan*, Shanghai, Tongji University Press.
- YUSUF, S., SAICH, A. [2008]: *China Urbanizes: Consequences, Strategies, and Policies*, Washington, World Bank Publications.
- ZHANG, L. [2003]: *La naissance du concept de patrimoine en Chine*, Dijon-Quetigny, Ipraus.
- ZHUANG P. [2007]: «Le "clou de Chongqing" rasé», *Courrier international*, 4 avril.
- ZHU, Y. [2009]: *The Evolution of China's in situ Urbanization and its Planning and Environmental Implications: Case Studies from Quanzhou Municipality*, Paris, Committee for International Cooperation in National Research in Demography.
- ZHU, Y., LIN, M., LIN, L., CHEN, J. [2013]: «Le phénomène de l'urbanisation in situ dans les districts ruraux en Chine», *Perspectives chinoises*, n°3.
- ZHUO, J. [2006]: «Urbanisme», in *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Sanjuan, T. (éd.), Paris, Armand Colin.
- 城市规划原理. 中国建筑业出版社, 2010 [Principles of Urban Planning].
- 中国式造城, 城市中国04创刊号, 动感杂志社, 2005年10月版。[Urban China 04: We make cities].
- 中国制造:世界工厂的实现与理想, 城市中国第七期, 动感杂志社, 2006年3月版。[Urban China, Made in China: Reality and Ideality of the World Factory].
- 建设社会主义新农村: 一个世纪的农村现代性实验, 城市中国第十二期, 动感杂志社, 2006年9月版。[UC 12: Build Socialist New Village: Experiments on Modernity in a Century].
- 全球化时代的中国式集体主义, 城市中国第三十期, 动感杂志社, 2007年8月版。[UC 30: Collective Movement: Chinese Collectivism in the Age of Globalization].
- 水荒!水荒!盛世中国水危机., 城市中国第三十七期, 动感杂志社, 2009年 [UC 37: Water Famine: Prosperous China's Water Crisis].
- 理性"低碳观», 重新定义中国城市, 城市中国第四十一期, 动感杂志社, 2010年 [UC41: A Rational «View of Low Carbon»].
- 地铁营城, 轨道交通时代的城市变迁, 城市中国第四十四期, 动感杂志社, 2010年 [UC 44: Rail Making Cities].
- 保障人居, 在公平和效率的天平上, 城市中国第四十六期, 动感杂志社, 2011年 [UC 46: Social Housing].
- 城乡统筹, 综改经验与中原展望, 城市中国第四十七期, 动感杂志社, 2011年 [UC 47: A Prospect for Central Plains].
- 环渤海, 城市中国第二十八期, 动感杂志社, 2008年 [UC 28: Bohai Sea Rim].
- 集体运动 全球化时代的中国式集体主义, 城市中国第三十期, 动感杂志社, 2008年 [UC 30: Collective Movement (Chinese Collectivism in the Age of Globalization)].
- 中国人居 直面世界金融风暴 解析中国人居困局, 城市中国第三十四期, 动感杂志社, 2009年 [UC 30: China Housing].

- 中国规划创意大奖,周俭 夏南凯主编 同济大学出版社,2011年9月,上海 [Creative Award].
- 乡村中国,农村住区调研报告2010,杨贵庆主编 同济大学出版社,2011年8月,上海 [Rural China, Report on Chinese Rural Settlements].
- 聚焦中国新型城镇化,周俭 彭震伟 石楠主编 同济大学出版社,2013年11月,上海 [Focusing on China's New Urbanization].
- 万庄生态城,廊坊上实生态城投资发展有限公司 设计新潮杂志社,2008年6月,上海 [Wangzhuang Eco-City].
- “城乡统筹与规划”专题交流研讨会(成都)论文集,曾九利主编 成都规划编辑部,2010年,成都 [Chengdu Urban and Rural Plan].
- 登封新区商住区城市设计,上海同济城市规划设计研究院,2011年,上海 [Urban Design for the Business and Residential of Dengfeng New City].
- 登封中城区城市设计,上海同济城市规划设计研究院,2011年,上海 [Urban Design for Central District of Dengfeng].
- 登封市天地之中旅游新城控制性详细规划及城市设计,上海同济城市规划设计研究院,2012年,上海 [Regulatory Plan and Urban Design for the Dengfeng New Tourism City – Center of Paradise].
- 大爱小镇 映秀灾后重建规划的五年实践与评估,肖达 著 同济大学出版社,2014年 10月,上海 [Holistic Realm: Nature / City / Architecture].
- 物我之境:田园/城市/建筑,时代建筑,2011年 5月,上海 [Conceptual Masterplan for HongDao Island, Qingdao].
- 青岛市红岛片区整体概念规划,青岛市城市规划设计研究院,青岛市,2010 [Baishi village, Community Reconstruct Project Plan].
- 烟台白石村-旧城改造规划设计方案,山东省建筑设计研究院,烟台,2006.
- 登封市城市总体规划,登封市规划管理局/上海同济城市规划设计研究院,河南省,2010-2030 [Urban Design for the Business and Residential of Dengfeng new city Comprehensive Planning of Dengfeng, Henan Province].
- 登封世界历史文化旅游名城,概念性总体规划暨近期建设区城市方案国际征集,2013 [Dengfeng, the World-class Historical and Cultural Tourism City, International competition for Conceptual Master plan & Urban design].
- 登封世界历史文化旅游名城概念性总体规划,暨近期建设区城市设计简本,上海同济城市规划设计研究院,2013 [Conceptual Planning of World Historical and Cultural Tourism City, Dengfeng].
- 都江堰市城市总体规划,四川省城乡规划设计研究院,2004 [Comprehensive Planning for Dujiangyan City].
- 鹤舞仙源-都江堰市聚源片区控制性详细规划,上海同济城市规划设计研究院,2011 [The Crane Dances at the Holy Water Source],
- 都江堰市城市总体规划说明书,四川省城乡规划设计研究院,2005 [Dujiangyan City Overall Urban Planning Instruction].
- 都江堰市土地利用总体规划(2006-2020),都江堰市人民政府,2010 [Dujiangyan City Land Use Masterplan].
- 都江堰市灾后重建总体规划汇报文件,都江堰市人民政府,上海同济规划设计研究院,2008 [Dujiangyan City after Disaster Rebuilt Master Planning].

Crédits

Impressum

Graphisme: Claudia Cogato Lanza
Collaboration scientifique: Francis Jacquier
Relecture et harmonisation: Christelle Pralong
Coordination éditoriale et montage iconographique: Léa Roché

Collection: **vuesDensemble**
Direction: Elena Cogato Lanza

Remerciements

Ces rencontres ont été possibles grâce à un réseau d'interlocuteurs construit sur le long terme, en Chine et en France, comprenant des instituts d'État, des centres et laboratoires de recherches, comme a ERAMUS de l'Université Tongji à Shanghai, l'Observatoire de la Chine contemporaine et UMR 8173 Chine, Corée, Japon (UCCJ) à Paris, ainsi que des professionnels, comme le bureau de conseil Sinapolis à Pékin. Ce livre a vu le jour grâce au travail de thèse, réalisé à l'EPFL, dont il découle, une recherche codirigée par Inès Devanthery-Lamunière et Jean-Claude Bolet, ainsi qu'à toute l'équipe de MétisPresses. Enfin, tout ceci et l'ensemble du reste ne seraient possibles sans Francis Jacquier.

Publication

Cet ouvrage a été réalisé grâce à la participation financière du Centre Coopération et Développement de l'EPFL (CODEV).



CODEV

Édition numérique

L'édition numérique de cette publication a été réalisée grâce à la participation financière du Fonds national suisse de la recherche scientifique.



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Soutien

Les éditions MétisPresses bénéficient du soutien de la République et canton de Genève.



POSF TENERIAS LUX

Achevé d'imprimer en Italie
sur les ateliers d'Esperia srl, Lavis (TN)
www.esperia.tn.it

Août 2019